BERVICES

AND ASSESSMENT A TO COMPANY THE THE TANK THE Market States and Contract Con-AND AND AND ASSESSMENT OF STREET STREET PROPERTY. and "Are. "Are and

The state of the same of the same Margin, ill efficience day E STATE STATE OF THE PARTY OF T Section and a subject on the

Line élection cantonale...

表を含める (MR) あっと かけ 野鸡 微的 多种的人 AND THE STATE OF T The State of the last THE PERSON NAMED IN

跨海 北 4

選携をいた。 対象にできます。

THE WAY WHEN THE SAME

et une municipale 10 miles 10 miles

A STATE OF

100 (m)

Bulletin Augustin (1984)

Contract of the Principle of

10 mg 45 85 25 1286 5

The state of the s

The second second

poster to their

THE STREET AND THE PROPERTY OF THE PARTY O The second of the second · 李 · · · 2 1 4 Apr. 44 A STATE OF THE PARTY. The State of State of

接待装 善走

TOUS

L'OUA impuissante

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - Nº 13075

née européenne, M. Denis Sassou Nguesso, chef de l'Etat congolais, cherche à attirer L'attention de ses hôtes sur les bropjeuss économiques et financiers de son pays, qu'il a évoqués avec vigueur à la fin d'un diner officiel, lundi 9 février, à l'Elysée. Mais il est aussi le président en nass a est aussi le president en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en un moment où rebondit l'affaire tehacienne. Il ne peut paraître s'en désintéresser, même si ses possibilités d'action sont plus limitées que jamais.

Le président congolais veut d'abord s'informer sur les intentions de Paris après le rédéplois-ment et le renforcement du dispositif militaire français au sud du 18- parallèle. Dans les milieux du 15º paramer. dimpor tance des mouvements de troupes et de matériels effectu ces derniers jours. Le ministre de la défense, M. André Giraud, souligne qu'il na pas eu acheminement de renforts en proveminement de femote au par nance de l'Hexagone mais simplement distribution différente d'effectifs stationnés en permanence en Afrique, les travaux de modernisation de la piste de modernisation de la piste de N'Djamena rendant plus aisés de tels déplacements d'unités. Néanmoins la France, informée des préparatifs de la Libys en vue d'une nouveile offensive, a au colonel Kadhafi, qui lui conseillait de se retirer du Tched.

dirigeant. dure dans les faits son discours restres, loin de leurs bases arrière. Il leur manque pour cale, outre la motivation, l'organiss; tion et les moyens logi saires. En revanche, il peut ordonner quelque opération ponctuelle, sux résultats éphémères mais violents, pour « sau ver la face ».

Les propositions de médiation que voulait faire M. Sessou Nguesso peraissent da conditions bien dépessées. Il se voyait dans le rôle d'« arbitre » entre la France et la Libye, suxquelles il demande de retirer simultanément leurs troupes pour facilitar la dialogue entre factions tchadiennes rivales. En termes diplomatiques mais sens équivoque, M. Mitterrend lui a signifié qu'on ne pouvait mettre sur le même plan l'agresseur et ceiul qui porte secours à l'agresse et observé que la mis-sion de réconciliation des Tchadiens confiée par l'OUA à son hôte avait « pratiquement

atteint son terme ». C'est là une affusion à plusieurs ralliements au régime de N'Djamena annoncés par d'anciens adversaires de M. Hissène Habré. Le chef de l'Etat tchadien a su l'habileté de faire dire par son entourage que son principal adversaire de naguère, M. Goukouni Oueddei, serait le bienvenu s'il désirait rentrer dans son pays. Pour le moment, ce dermier est à Alger, où il s'est entretenu avec M. Sassou Nguesso, puisque le colonel Kadhafi lui a permis de quitter Tripoli.

La Libye a l'aplomb d'affirmer que la nouvelle « ingérence » française au Tchad remet tout en tion alors qu'une solution du problème se dessinait dans un cadre africain. L'OUA trouve toujours commode d'avoir l'air de prendre au sérieux ces palinodies. Certains de ses membres ont la mémoire courte. En septembre 1984, la France et la Libys annonçaient leur « décision commune » de procéder à l'« évacuation totale et conco tante » de leurs troupes. Paris doit il donner au colonel Kadhafi une nouvelle occasion de renier

Un entretien avec M. Edouard Balladur

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

La Société générale privatisée cette année - Clarification nécessaire dans la majorité

La Société générale sera privatisée avant la fin de l'année. C'est la première des entreprises nationalisées à la Libération par de Gaulle à être rendue au secteur privé. M. Balladur, dans l'entretien qu'il nous a accordé, veut y voir « la volonté du gouvernement de changer les règles du jeu de notre économie ».

4,50 F

«Les crises récentes vous font-elles regretter que le gouvernement ne se soit pas concentré sur les réformes économiques ?

- Il n'a jameis été question de nous limiter aux réformes économiques. Notre société connaît d'autres problèmes, il faut aussi les résoudre. Je n'en citerai que deux ou trois : la sécurité, qu'il faut mieux assurer, avec toutes les conséquences que cela comporte par exemple pour le régime péni-tentiaire. L'identité culturelle de la France, qui pose toute la question de la nationalité et de ses Epreuve de force entre Felipe Gonzalez et les lycéens

Le ministre d'Etat développe aussi les propositions françaises en matière monétaire, qui vont faire l'objet d'un memorandum déposé le mercredi 11 février, et rappelle à l'ordre la majorité : . On ne peut pas à la fois être dans la majorité et ne pas y eire. Il juge nécessaire une clarification.

modes d'acquisition. La question universitaire : notre système ayant démontré combien il est difficile à notre société de s'adapter au monde moderne alors qu'il est si important que les jeunes puissent y trouver leur place.

» Il y a plusieurs sortes d'atti-tude possibles : changer les choses et dire qu'on les change; ne pas les changer et dire qu'on les change; les changer et ne pas le dire. Qui affirmera que noure société doit rester immobile? A long terme, seule l'honnéteté est

Directeur : André Fontaine

» Mais, puisque vous m'avez parlé des réformes économiques, permettez-moi d'ajouter un mot. La politique que je mene depuis six mois est une politique d'assainissement financier, de liberté et de démocratie économiques. Et lorsque je jette un regard sur ce qui a été fait et sur la manière dont cette politique a été menée. il me vient trois réflexions.

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI. et BRUNO DETHOMAS. (Lire la suite page 7.)

Divorce à l'allemande

Les sociaux-démocrates et les Verts ont mis sin à leur coalition en Hesse.

PAGE 4

Les otages au Liban

Le Djihad islamique pour la libération de la Palestine a reporté son ultimatum. PAGE 3

Six candidats pour la « 5 » et TV 6

La CNCL a quinze jours pour examiner les dossiers des deux chaînes privées.

PAGE 12

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

■ SIDA: l'épidémie atteint l'Extrême-Orient. ■ Sécurité nuciéaire : EDF étudie le facteur humain.

Le chantier de l'accélérateur de particules à Genève.

Secteurs de pointe : les nouvelles techniques du métro automatique. Pages 15 à 17

Le sommaire complet se trouve page 40

Manifestation mercredi contre les « maîtres-directeurs »

Instituteurs malgré eux

Le défi de la jeunesse espagnole

Les organisations de lycéens pagnols out appelé à une grère secondaires pour toute cette semaine. Ils doirent erganiser, mercreti 11 février, à Madril, une manifestation à laquelle la direction des Commissions ouvrières (la centrale syndicale communiste) a appelé ses adhérents à participer.

de notre envoyée spéciale

On l'a vn à la télévision, sur les images des manifestations étu-diantes de Madrid, claudiquant sur son unique jambe et s'acharnant de l'une de ses béquilles à briser vitrines et horloges publiques. On l'a retrouvé, s'adonnant au même exercica, dans les manifestations de Séville, où il fut arrêté. Et puis on l'a reve, quelques jours après, dans tous les journaux, avec cette cica-trice qui hii fend le crâne, sortant sur une chaise roulante de la prison de Séville comme s'il sortait d'un film de Bunuel. El Cojo, l'unijam-biste, chef d'une bande d'« iroquois ., zonard de profession, cas-seur à l'occasion, pas mauvais

APOSTROPHES

LE 27 FÉVRIER

Jean-Michel

Gaillard

RAMSAY

la fois l'homme à l'écharpe jeune des fameuses images de TF I sur les manifestations parisiennes et l'Espa-gne des mendiants, version 87. El Cojo n'a pas grand chose à dire, sinon qu'il est fier de pouvoir

encore d'une seule jambe courir plus vite que les copains. Mais il restera sans doute l'une des figures les plus marquantes de cet accès de fievre juvénile qui trouble l'Espagne depuis plusieurs semaines; plus que la sage Maria Luisa Prada, blessée le 25 janvier par les balles de la police et devenue martyre de la cause; plus que la belle Itziar Velasco, promue per les médies et par le charme de ses seize ans au rang d'égérie du mou sans doute que Juan Ignicio Ramos, promu, lui, à la tôte d'une des organisations contestataires per sa pratique éprouvée du militantisme, et qui, à vingt-deux ans, parvient à faire figure tout à la fois de soixantehuitard attardé et d'ancêtre par rapport aux troupes qu'il dirige.

Car on se trompe lorsqu'on parle de la première génération de l'après-franquisme oublieuse de toute référence à la dictature. Cette première génération est actuellement à l'Université et elle n'a pratiquement pas

Jean-Michel Gaillard

Tu seras

président, mon fils

Anatomie

des Grandes Ecoles

et malformations

des élites

bougé. Quelques rares facultés sont en grève, mais le gros du mouvement recrute dans le secondaire, chez les quatorze-diz-huit acs.

On se trompe plus encore si l'on imagine que l'effervescence lycéenne pourrait mettre en péril la démocratie espagnole : les troubles n'ont suscité à ce jour aucune réac-tion de type « défense de l'ordre ». CLAIRE TRÉAN.

(Lire la suite page 4.)



DIRE OLE TE VOULRS FORTER L'ESTOCADE A LEUR SYNDICAT!

et la Nation, par les syndicats d'instituteurs sera l'ultime test de la mobilisation contre les décrets instituant la fonction de « maitre-directeur ».

La grogne des instituteurs contre les - maîtres-directeurs - de M. Monory ne révèle pas seulement

une allergie à la hiérarchie et à un ministre autoritaire; elle marque èmergence d'une nouvelle génération d'enseignants du primaire, formée, avant l'école normale, sur les bancs de l'Université, sans vocation excessive pour le fonctionnariat, et qui n'a pas fini de déranger une profession déjà en crise. Même en pleine période de chômage, on ne monte plus qu'à reculons sur l'estrade de la communale : plus de sept cents postes d'instituteurs offerts en 1986 n'out pas trouvé pre-Que le malaise sur les « maîtres-

directeurs » survive aux vacances de février ou que celles-ci apaisent la tempète, le mouvement actuel ne être pris à la légère ni par le ministre, ni par les syndicats, ni par les usagers de l'école. Une grève. ultra-minoritaire déclenchée par des instituteurs parisiens proches de l'extrême gauche voici un mois a rencontré un écho tel qu'elle a contraint le SNL qui ne l'envisegenit guère, à prendre la tête d'une manifestation nationale. PHILIPPE BERNARD.

(Lire la suite page 8.)

ité

les

Le mal des forêts en Europe

Ces chênes qu'on oublie Si les chercheurs, aujourd'hui,

lisé. Mais la recherche des causes du mai s'annonce diffi-

Au début des années 80, le « waldsterben » ou dépérissement des forêts défrayait la chronique en Allemagne et dans l'Europe de tradition germanique. Les » pluies acides », qui stérilisent les lacs canadiens et scandinaves, allaient aussi tuer la forêt allemande! C'est du moins ce qu'annonçaient les Grunen (Verts), sur la foi de rapports alarmants diffusés par les scientifiques et les forestiers

Depuis Tchernobyl et, à un moindre degré, depuis la pollution du Rhin par l'incendie de l'entrepôt Sandoz de Bâle, les regards se sont détournés de la forêt. Ces mêmes Suédois qui avaient attaché le grelot des pluies acides en Europe, en accusant l'industrie britannique de tuer leurs lacs, ont

Deux rapports sur la forêt été les premiers à révéler la pré-française révèlent que son dépé-rissement est relativement stabide l'explosion du réacteur ukrai-

Oubliés dès lors la sorêt et les lacs. On en revenait à la peur nucléaire, latente dans l'inconscient collectif européen, et à la vindicte contre les « multinationales de la chimie , coupables d'une hécatombe à Bhopal en décembre 1984 (plus de deux mille morts) et de la - mort du Rhin - en novembre 1986. Mais les forêts d'Europe ne sont

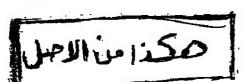
pas tirées d'affaire pour autant. Grace à l'alerte au Walsterben, des réseaux d'observation ont été mis en place dans la plupart des massifs forestiers. Depuis 1983, en Allemagne et en Suisse, depuis 1984 en France, des arbres choisis au hasard sont suivis individuellement. Des stations de recherche ont été installées au cœur des boisements les plus atteints.

n'ont encore abouti à aucun résultat sûr - la physiologie de l'arbre est difficile à reproduire en laboratoire et surtout en temps réel - la simple observation de l'état des arbres fournit déjà des précieuses indications pour le présent. Alle-mands et Suisses, qui ont affaire à une foret essentiellement résineuse (épicéas, pins, sapins), ont constaté une dégradation constante depuis le début de leurs observations. Cette dégradation, en Allemagne, serait toutefois en cours de ralentissement, alors qu'en Suisse, pays de montagne, 36 % des arbres seraient atteints de dépérissement, soit presque trois fois plus qu'en 1983!

Les observations en France sont plus rassurantes, quoique les chênes de la forêt gauloise, à leur tour, commencent à souffrir du mystérieux mal. La vie de l'arbre est une longue patience. ROGER CANS.

(Lire nos informations page 9.)

PRIX DE VENTE A L'ETRANGER: Algéria, 3 DA; Marce, 4,20 dir.; Tunisia, 525 m.; Allemagna, 1,80 DM; Autriche, 17 sch.; Balgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pag.; G.-B., 55 p.; PRIX DE VENTE A L'ETRANGER: Algéria, 3 DA; Marce, 4,20 dir.; Tunisia, 525 m.; Allemagna, 1,80 DM; Autriche, 17 sch.; Balgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pag.; G.-B., 55 p.; PRIX DE VENTE A L'ETRANGER: Algéria, 3 DA; Marce, 4,20 dir.; Tunisia, 525 m.; Allemagna, 1,80 DM; Autriche, 17 sch.; Balgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 130 pag.; G.-B., 55 p.; PRIX DE VENTE A L'ETRANGER: Algéria, 3 DA; Marce, 4,20 dir.; Tunisia, 525 m.; Allemagna, 1,80 DM; Autriche, 17 sch.; Balgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Suèda, 11 cs.; Suisse, 1,80 fr.; USA, 1,25 \$; USA (West Const.), 1,50 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Suèda, 11 cs.; Suisse, 1,80 fr.; USA, 1,25 \$; USA (West Const.), 1,50 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Suèda, 11 cs.; Suisse, 1,80 fr.; USA, 1,25 \$; USA (West Const.), 1,50 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Suèda, 11 cs.; Suisse, 1,80 fr.; USA, 1,25 \$; USA (West Const.), 1,50 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Suèda, 11 cs.; Suisse, 1,80 fr.; USA, 1,25 \$; USA (West Const.), 1,50 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Suèda, 11 cs.; Suisse, 1,80 fr.; USA, 1,25 \$; USA (West Const.), 1,50 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Suèda, 11 cs.; Suèda, 11 cs.; Suèda, 1,80 fr.; USA, 1,25 \$; USA (West Const.), 1,50 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Suèda, 11 cs.; Suèda, 1,80 fr.; USA, 1,25 \$; USA (West Const.), 1,50 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Suèda, 11 cs.; Suèda, 1,80 fr.; USA, 1,25 \$; USA (West Const.), 1,50 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Suèda, 11 cs.; Suèda, 1,80 fr.; USA, 1,25 \$; USA (West Const.), 1,50 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Suèda, 11 cs.; Suèda, 1,80 fr.; USA, 1,25 \$; USA (West Const.), 1,50 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Suèda, 1,50 \$; Côte-d'Ivoire, 1,50 \$; Côte-d'Ivoire, 1,50 \$; Côte-d'Ivoire, 1,50 \$; Côte-



Débats

RÉVOLTES

Des étudiants et lycéens aux instituteurs – qui manifestent à nouveau mercredi 11 février, - l'hiver aura été « chaud ». La révolte des maîtres d'école contre le renforcement des pouvoirs des directeurs est, estime M. Louis Legrand, moins « autogestionnaire » au'on ne l'a dit. Quant au mouvement étudiant, il est, témoigne Emmanuel Faux, dans ses conséquences à long terme, plus politique (au sens noble) qu'on l'a cru.

Ecoles, direction et blocage

Et si les instituteurs, au fond, étaient d'accord avec le ministre?

par LOUIS LEGRAND (*)

A question de la direction des écoles pose un pro-blème fondamental que ni les contestataires, en général, ni les commentateurs ne me paraissent avoir clairement perçu. Le ministre, dans sa volonté de reprise en main, mû par des préoccupations d'ordre et de normalité nationale, voit dans le directeur d'école, comme dans toute la hiérarchie pédagogique et administrative, l'instrument d'un pouvoir central renforcé. La création au ministère d'une direction des personnels d'inspection et de direction, fait sens précédent,

accompagnant la suppression de la mission à la recherche et à la formation, va dans le même sens et exprime la même conception. parfaitement comonis cette inten-

Les syndicats d'enseignants out tion. Mais ces syndicats, à une exception près, opposent à ces décisions une conception de la liberté individuelle du maître dans sa classe qui, au fond, appartient à la même conception que celle du ministre. Car les contestataires ne mettent pas en cause la

société, les changements qualita-

tifs soulignés par le mouvement

Dans le droit fil de notre mou-

vement de novembre-décembre

1986, la réflexion que nous avons

d'ores et déjà engagée porte prio-ritairement sur les réformes

nécessaires pour construire l'Uni-

versité de demain. Notre refus du

statu quo est aussi déterminé que

notre rejet passé des défunts pro-jets Monory et Devaquet.

Tandis que dans chaque univer-

sité des commissions thématiques

s'activent, les initiatives se multi-

plient au niveau national. Les tra-

vaux de la commission « matière

grise », les plates-formes élabo-

rées par les principaux syndicats

étudiants - dont l'UNEF-ID, l'UNEF-SE et PSA, - ou encore

les campagnes de sensibilisation envisagées par la nouvelle associa-

tion Plus jamais ça, sont autant de

garanties du pluralisme de notre

réflexion. D'autres initiatives peu-

vent naître encore. Les proposi-

tions qui sortiront de la synthèse

nationale des états généraux de

Par tradition, dans le système français, le maître, comme personne individuelle, n'a de compte à rendre qu'à son inspecteur. C'est le cas dans les écoles, mais c'est aussi le cas dans l'enseignement secondaire : le chef d'établissement n'y a aucune autorité pédagogique. Elle n'est qu'administrative. Les maîtres ne reconnaissent d'autorité pédagogique valable que celle de l'inspecteur qui les note, les conseille et, si

besoin est, les protège contre les empiètements du milieu considéré comme étranger, voire même hos-tile à l'école. Cette sacro-sainte liberté du professeur et de l'instituteur dans sa classe ne porte d'ailleurs que sur les méthodes. Car l'inspecteur ne fonde finalement son autorité que sur la norme des programmes et des horaires et celle d'examens nationaux du bas en haut de la pyra-

Autogestion? Voire!

l'agrégation.

mide, du brevet des collèges à

Sur ce point, les contestataires en majorité — il y a des exceptions — sont fondamentalement d'accord avec le ministre. Ils l'étaient également avec le précédent immédiat, Jean-Pierre Chevènement. Or, cette liberté individuelle soigneusement canalisée -Basil Bernstein a décrit cette situation comme « code série » fait du système éducatif français le plus sélectif et le plus abstrait qui soit. Dans ce système, la réalité des élèves et celle de l'établissement comme réalité locale vivante disparaissent complètement. Un établissement français standard n'est qu'une juxtaposition de divisions autonomes et d'enseignants individuels et la direction n'a d'autres fonctions que d'organiser ces divisions et de veiller à la bonne marche maté-

rielle de cette juxtaposition. C'est pourquoi, il est inexact d'assimiler cet individualisme magistral à l'autogestion ». Il n'y a pes d'autogestion parce qu'il (*) Professeur à l'università Louis-Pasteur (Strasbourg).

diete sont toujours sus-pects. Comment ne pas

ier de ces ouvrages écrits

à la hâte, vite imprimés, déjà en

libraine alors que l'événement est encore chaud, sinon en plein

soixante-huitards reconvertis.

n'y a pas, légalement, d'équipe pédagogique dotée de pouvoirs sur ce qui est l'essentiel, les programmes, les boraires et leur adaptation à la réalité des élèves.

C'est pourquoi, dans les discours actuels, le refus du « petit chef » ne me paraît pas aller à l'essentiel et n'exprime aucunement une volonté « autogestionnaire ». Ce refus n'aurait de sens positif que s'il allait au fond des choses et y opposait une autre image de la direction d'établissement. Au lieu de tirer sa légitimité et son autorité de la hiérarchie et des normes nationales, le directeur devrait les recevoir de l'équipe pédagogique à laquelle il appartient et de la communauté scolaire tout entière, parents compris, qui lui délégueraient démocratiquement les pouvoirs d'ani-mation et d'organisation nécessaires. Cotte délégation pourrait d'ailleurs fort bien faire l'objet d'un statut national, exprimant, il est vrai, une tout autre politique et s'inspirant d'une véritable - autogestion ». Ce scrait là le seni moyen de prendre en compte la réalité des populations scolaires traitées et celle du milieu qui les envoie à l'écoie.

On pourrait aller - horreur! jusqu'à réclamer l'élection pour un temps du directeur par des conseils d'administration représentatifs et démocratiquement élus. Cette pratique n'est d'ailleurs pas inouve, même en France, où c'est encore le cas dans l'enseignement supérieur. Mais la nomination d'un directeur sur liste d'aptitude a'est pas non plus incompatible avec cette autre définition des fonctions de direction. Le directeur, dans cette optique, serait le pouvoir exécutif chargé de mettre en œuvre des décisions démocratiquement débattues et arrêtées au sein du conseil d'administration et dans le cadre général de pouvoirs de déci-sion étendes, définis par des sta-

Mais qui, aujoard'hui, en France, sauf exception, envisage sérieusement la possibilité d'une telle fonction ?

Bilan d'un hiver étudiant

Après la « victoire », ce qui reste à construire

par EMMANUEL FAUX (*)

VEC la victoire historique du mouvement étudiant, de nombreuses idées reçues ont été sévèrement battues en brèche. Il devient maintenant possible de tenter d'apporter les premiers éléments de réponse aux questions soulevées par notre protestation, sa soudaineté et sa spontanéité, sa capacité à s'autogérer de sa naissance à sa dissolution.

Au départ, certains observateurs ou responsables politiques se déclaraient persuadés que notre mouvement était voué à une récupération partisane ou syndicale. Devait-on leur reprocher de méconnaître la faiblesse - sans doute regrettable - du syndicalisme étudiant en France ? Fallait-il les accuser d'ignorer la rupture - attestée pourtant par de nombreux sondages - entre les partis politiques et leur jeune clientèle potentielle ? Peu importe. Ces augures ont été largement démentis par les faits, et c'est là l'essentiel.

Clamée vingt jours durant par les lycéens et les étudiants grévistes, la revendication d'autonomie et de refus des étiquettes s'est accomplie dans la création et le nationale, structure improvisée

inédite de démocratie directe ait fait école quelques jours plus tard auprès des cheminots mécontents a constitué pour nous le plus bel

Adulte et responsable, notre mouvement n'a eu pour seuls drapeaux que ceux de la crainte du lendemain et du rejet de toute violence, d'où qu'elle vienne. Aujourd'hui, même si la menace d'une réforme inégalitaire et élitiste semble provisoirement écartée, notre angoisse devant un avenir professionnel bouché demeure. Elle saisit toute une génération, mais, par solidarité parentale, cette inquiétude touche aussi les classes d'âge supérieures. Peut-on encore - de ce fait - réduire notre protestation, exceptionnellement massive, à une dimension catégorielle, voire corporatiste ?

En trois semaines, tous ces bons petits - promis à une longue ère de libéralisme lénifiant et que l'on déclarait acquis à la trilogie rance « Travail-Famille-Patrie . furent brutalement contamines par l'etrange virus du fonctionnement de la coordination . SIDA mental .. Comme par enchantement, le - printemps de regroupant les délégués de cha- décembre » avait eu raison de que université. Que cette forme cette jeunesse individualiste,

dépolitisée et médiatiquement dénommée « génération Tapie ». L'identification au Napoléon de la pile Wonder, incarnation suprême de la « réussite » individuelle, n'avait plus cours. Jusqu'ici, l'étiquette nous avait fait sourire; soudain, elle devint

Amertume, meurtrissure, mise en garde

Dans le « Plus jamais ça! » de notre dernière manifestation, il y avait l'amertume des jeunes que l'on avait voulu discréditer par la violence de rue, faute de pouvoir le faire par le débat de fond. Il y avait aussi la meurtrissure causée par la mort d'un étudiant et, plus encore, par le sentiment que c'était là le prix de la victoire. Îl y avait enfin une mise en garde contre les clichés à venir concernant une génération quelquefois silencieuse mais jamais absente. Nous avons interpellé la société civile française, et, en cela, oui, nous avons revele nne leene donin sation - au sens étymologique et sain du terme, - c'est-à-dire une implication dans la vie et dans le devenir de la cité. Les débats à venir sur des projets tels que la privatisation du gardiennage dans les prisons ou la mise en place d'un code de la nationalité confirmeront sans doute, par la participation des jeunes à ces choix de

(*) Etudiant à Paris-IX Dauphine.

l'enseignement supérieur pourront qu'être enrichies par cette diversité des contributions. Former à un métier, informer du monde : l'Université de cette fin de vingtième siècle devra rem-

plir cette double mission essentielle qui vise à faire de chaque étudiant un être compétent autant qu'un citoyen responsable en permettant à tout jeune diplômé de se présenter au senil de la vie active avec armes professionnelles et bagages cultureis.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 Télex MONDPAR 650572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81 Tél.: (1) 42-47-97-27

Gérant :

Anciens directeurs:

Durée de la sociéei : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F

Société civile • Les Réducteurs du Monde •, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises,

Le Monde PUBLICITE

my, 75007 PARIS TEL: (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Teles MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

3 mois '6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 280 F TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1337 F 1952 F 2530 F

ÉTRANGER (per motorgeries) L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 399 F 762 F 1669 F 1380 F IL - SUISSE, TUNISIE 584 F 972 F 1 464 F 1 890 F

Pur voje aéricane : tarif sur demande.

Veulliez avoir l'obligeance d'écrire

Le Monde **TÉLÉMATIQUE** Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN: 0395 - 2037

Plusieurs personnages, expli-que Laurent Joffrin, ont servi de trait d'union entre ces deux générations, « l'une politique, l'autre morale » : Jean-Jacques Goldman et Balavoine, Spiel-berg et Bob Geldof, Coluche et Harlem Désir... Car la tempête Harrem Desa... Car la tempere politique de l'hiver 1986 a commencé hora de la politique : dans la chanson, la bande dessinée ou la charité médiatique, C'est cette « généalogie culturelle » que l'auteur refrace svectellent dans un livre plain de

> l'exercice de style. Les quinze à vingt-deux ans n'avaient jamais connu la droite au pouvoir, souligne Laurent Joffrin : leur adolescence, ils gauche, qui passait alors de

talent, dans un livre plein de subtilité, quitte à succomber

parfois au lyrisme ou à fröler

désillusion en désillusion. La France siffiait Meuroy et canonisait Tapie, Mais, r pendant que la gauche perdait ses valeurs au sommet de l'Etat, ces mêmes valeurs se régénéraient souter-rainement, dans les cours de récréation, les concerts rock et les chambres d'adolescents ». Liberté, égalité, fratemité.

« UN COUP DE JEUNE », de Laurent Jelirin

Les rejetons de Mai

Malgré les apparences, Un coup de jeune, de Laurent Jof-frin, journaliste à Libération, Paradoxalement, mai 68, ralève d'un autre genre. Ce n'est pas le récit du mouvement lancé avec des moyens erchaiétudiant des demières semaines de 1986, mais le portrait, beauques, datant du siècle précé-dent : berricades, internationa-tisme prolétanen, défiance à coup plus ambitieux, de deux générations. Celle des quinze à vingt-deux ans, que l'auteur appelle un peu pompeusement « une génération morale »; et celle de leurs parents, les l'égard de la démocratie. La mouvement de 1986, au contraire, s'est parfaitement adapté à la société postmoderne, et c'est la raison de son succès : dans un monde où . Il ne faut pas prendre « génétout se joue sur la scène des médias, où les symboles compenfants du baby-boom ne tent deventage que les batail-lons, où celul qui gagne n'est pas le plus fort mais le plus légis'étaient pas révoltés en 68, seule une petite partie des lycéens et des étudiants est descendue dans la rue en 86. time, les étudients ont bettu à plates coutures MM. Chirac. Mais les uns et les autres expri-maient les craintes ou les rêves de toute une clesse d'âge. Monory et Pasqua. Une jet-nesse réaliste, efficace, qui croit t aux principes et non aux programmes, à la morale et non à l'idéologie ».

Faut-il l'opposer à la généra-tion qui l'a précédée et formée selon des méthodes d'éducation assez souples ? « En 1986, souligne justement Laurent Joi-frin, la révolte des jeunes ne fut pas una révolte contre leurs parents. > Ceux-ci, attendris, les ont vu défiler de la Bastille aux invalides. Attendris et rassurés : « La prauve que les parents n'ont pas trahi, c'est que leurs enfants portent toujours le flembeau. » Ni tout à fait le même, ni vraiment un

* Laurent Jossin, Un coup de-Jeune - Portrait d'une génération morale, Editions Arléa, -176 p. 65 F.

Blockhaus

Je ne peux laisser la phrase de votre collaborateur, page 12, dans votre numéro du 30 janvier : -... un des blockhaus de cette ligne fortifiée de l'Escaus que les Allemands ont à peine aperçue en 1939... -.

D'abord c'était en 1940. Ensuite et surtout j'ai connu des courageux qui se sont fait tuer dans ces blockhaus; notamment quelques kilomètres plus en aval, en face de Vieux-Condé. J'ai eu connaissance du sacrifice d'un soldat héroïque et des combats dans d'autres endroits de la ligne sud de l'Escaut. J'en ai vu les restes fin 1940.

Dr J.-P. SCHOELLER.

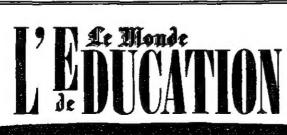
La rue Iveton

à Oran A la suite du récent article de Jean-Pierre Péroncel-Hugoz sur Fer-nand Iveton, seul Algérien de sou-che européenne à avoir été

condamné à mort et exécuté durant la guerre d'Algérie, pour soutien à la cause nationaliste (le Monde du 31 janvier), je vous signale qu'à ma connaissance, s'il n'a pas comme vous l'écrivez, de rue portant son nom à Aiger, il y en a bien une à MESSAOUD BETINA,

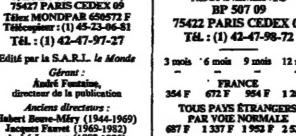
(Paris IS).

Ill s'agit en effet, d'après un antre lecteur résidant à Oran, de l'ex-rue Léon-Djian, dans l'ancien quartier



DEUX DOSSIERS BTS/DUT : LE VENT EN POUPE ENQUÊTE SUR : LES JEUNES HOMOSEXUELS

NUMÉRO DE FÉVRIER 1987 CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

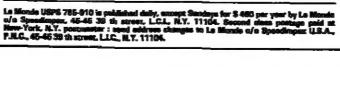


Habert Bouve-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Principany, sesociés de la société MM. André Fontaine, gérant, Hubert Beuve-Méry, fondateu

> Rédacteur en chef : Daniel Vernet. Corédacteur en chef : Claude Sales.







in ? Vaire!

the state of the special state of T. Consensation Consensations Mittelle II. The Person Line Or, othe Clark india A CARLESTON -THE RESERVE SELLE -THE PROPERTY OF THE STREET PROPERTY. Contract to the same of

A - 1 1822

4. 4. 4. 4.

and the

Committee to the state of

ALTO PARTIE .

1 to

er dr. dr.

9 1 No 22

and the second states

27 - 28 of 1933 (A

・1 2 かって 24 一大 数値等

a groupe to date &

5. 62 J 8. 20

1967年11日本 11月

11-11-11-12

ALL THE PROPERTY.

141 12 48

the second of

. Lat 1 5

are a period to

40 10 7571 4 54

A SECRET ME JUIN A ASSET Les rejetons de Ma

A THE RESERVE A 1980 the state of the state of THE CHINEY

Marine Call ----日本 年 1000年 1. Sept. 2. - 8".

Le sort des otages occidentaux au Liban

Le Djihad reporte son ultimatum

répit aux trois Américains et au ressortissant Indien qu'il détient en .otago depuis le 24 janvier. Lundi soir. 9 février, à cinq minutes de l'ultimatum qu'elle avait fixé "(minuit), l'organisation terroriste a annonce qu'elle reportait - jusqu'à nouvel ordre - l'execution - des. quatre hommes. Elle avait menacé "de les mer si, à cette heure, quatre cents Palestiniens et Libanais détenus en Israel n'étaient pes ibérés. Cet élargissement n'est pas intervenn : le Djihad justifie sa décigion en évoquant « des raisons humanitaires » et en faisant allusion aux propos d'un responsable israé-lien (voir l'article de Jean-Pierre Langellier | selon lequel l'Etat hébreu pourrait envisager une tran-

« Nous voulous les clarifications les plus repides à ce sujet », indique le communiqué du Djihad, un docu-ment en arabe, rédigé à la main et remis au bureau d'une agence de prease occidentale à Beyrouth, accompagné d'un chiché polarotti d'un des otages, l'Américain Robert Polhill. Ce dernier a été capturé en compagnie de trois antres professeurs an Beyrouth University College; MM. Also Steen et Jesse Turner, deux Américains, et M. Mithileshwar Singh, un Indien résidant aux Etats-Unis.

La décision du Djihad signific-telle qu'une négociation est déjà en cours ? On le dément formellement à Washington où le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater, a déclaré lundi soir : « Nous n'avons pas parlé aux Israéliens. La position américaine reste la même : pas de rançon pour les otages. Nous n'encourageons pas les autres à le

Un « marché » triangulaire

Le secrétaire d'Etat, M. George Schultz, a pour sa part qualifié les preneurs d'ocages au Liben « d'en-meur, et indiqué que les États-Unis devalent trouver un moyen de les faire payer

Israël pourrait cependant agir sans que Washington le lui demande. En effet, des dimanche, le chef du mouvement libenais chitte Amal, M. Nabih Berri, a proposé un «marché » triangulaire : il relichera le pilote israélien qu'Amal détient depuis plusieurs mois si Jérusalem:

La troisième «guerre des villes» entre l'Iran et l'Irak semble connaî-

tre depais le lundi 9 février une nou-

velle panse. En effet, depuis samedi

soir, l'aviation irakienne n'a effectué

ancun nouveau raid en Iran, et la

menace iranienne de lancer un nou-

vean missile sol-sol sur Bagdad n'a pas été mise à exécution. Téhéran

avait demanté, dimanche matin, à la population de Bagdad d'évacuer la ville en prévision d'une « attoque

mise en garde semblable avait été

saivie, quelques heures plus tard, par le lancement d'un missile sol-sol

Selon un dernier décompte de

Téhéran, quarante-trois villes out été

attaquées par l'aviation irakienne en

l'espace de trente jours. Ces raids

ont fait, selon le représentant de

l'Iran à l'ONU, trois mille tués et

onze mille blessés. Bagdad a été tou-

chée de son côté par neuf missiles

iraniens, mais l'Irak s'est abstenn de

Parallèlement à cette pause dans

la «guerre des villes», le front sud

n'a pas comm, selon les deux belligé-

donner des chiffres sur ses pertes.

-JCT 1

iranien sur la capitale irakienne.

importante ». Jeudi dernier, un

ile sol-sol sur Bagdad n'a

Le Djihad islamique pour la libé-cation de la Palestine a accordé un devrait, dans le même temps, conduire à l'élargissement des

> Avant que le Djihad ne public son communiqué annonçant le report de la mise à exécution de ses menacea les éponses des trois orages américains avaient supplié les ravisseurs de leur accorder le temps nécessaire · pour que les efforts qu'elles déploient (auprès du gouvernement américain) puissent porter leurs

cains avaient adressé un « message à leurs épouses et au peuple américain »: Ils indiquaient notamment Nous voulons dire à nos épouses et au peuple des Etats-Unis que le Dfihad nous exécutera à minuit parce que Israel refuse de libérer de ses prisons quatre cents moudjahldins palestiniens; nous vous pressons tous de faire pression sur notre ment pour qu'il ordonne à Israël de garantir la libération des moudjahidins avant minuit. » — (AFP, AP, Renter.)

Pen avant, les trois otages améri-

ISRAEL: personne ne nous a contacté, mais...

JÉRUSALEM de notre correspondant

Israel assure n'avoir nulle intention de céder aux exigences du Dji-dad islamique pour la libération de la Palestine en relâchant les quatre cents prisonniers arabes dont cette organisation demande l'élargissement et ajoute n'avoir fait l'objet de la part des Etats-Unis d'augune narche en ce sens. Les trois principaux dirigeauts israéliens, MM. Shamir, premier ministre, Pérès, ministre des affaires étrangères, et Rabin, ministre de la défense, out répété, lundi 9 février, cette position de principe conforme à la fermeté traditionnelle de Jérusalem face aux terroristes et aux preneurs d'otages.

Le report en dernière minute de l'échéance fixée per les ravisseurs des quatre professeurs de l'université de Beyrouth ne devrait, a priori, entraîner aucun changement dans la igne de conduite israélienne. Nous ne répondrons pas aux demandes des ravisseurs, a souligné M. Pérès. D'ailleurs, nous ignorons même quels sont les prisonniers qu'on nous demande de libérer. Est-ce à dire qu'Israel pourrait modifier sa position si une liste de quatre cents détenus lui était soumise? C'est peu probable à ce

geance de principe, Jérusalem justi-fie son immobilisme par un argument de circonstance : il affirme n'avoir été saisi d'aucune requête américaine, ce que la Maison Blan-che a confirmé lundi. Selon des informations citées

lundi soir par la télévision israélienne mais non entérinées, Washington et Jérusalem se sont néanmoins consultés lundi sur cette affaire. Mais, outre que le contraire ellt été surprenant, consultation ne vent pas dire requête.

Israel veut éviter d'être, à chaque nouvelle prise d'otages, la cible d'un marchandage dont les termes sont fixés par ses pires ennemis au Liban ou ailleurs. «Notre pays, observe M. Rabin, n'est pax une boîte aux lettres pour tous les otages à travers le monde. »

Pourtant. Jérusalem ne veut pas désintéresser de leur sort et affirdonner l'impression qu'il se désintéresse du sort des otages, des inquiétudes de l'administration Reagan et de l'angoisse des familles. D'où un souci de se montrer ouvert à d'éventuelles suggestions ou demandes américaines. En clair, Israel reste prêt à sider, dans la mesure de ses moyens, et sans se renier, son puissant allié américain. « Je ne pense pas que les Etats-Unis aient besoin d'une assistance étrangère, déclarait landi M. Rabin, L'ultimatum les concerne en priorité. Mais s'ils nous demandent de les aider, nous devrons prendre une décision, »

En outre, Israel refuse de mettre sur le même plan le sort de ses pro-pres prisonniers de guerre - et les sacrifices qu'il est prêt à consentir pour les récupérer – et le cas de civils enlevés après avoir pris des risques en connaissance de cause. « Si nous ne pouvons obtenir la libérapar la force, nous sommes prêts à négocier, a rappelé M. Rabin. Les Israéliens détenus sont des soldats qui n'avaient pas choisi d'être là où on les a capturés. Je ne peux pas me

mer qu'israël ne fera plus, pour obtenir leur libération, ce qu'il a fait plusieurs fois depuis 1948 -(autrement dit, qu'il ne conclura pas un nouvel échange de prisonniers analogue, par exemple à celui qui entraîna l'élargissement, en mai 1985, de mille cent cinquante Il reste que Jérnselem a accueilli

avec beaucoup de scepticisme la proposition faite par le dirigeant d'Amai, M. Nabih Berri, de récupérer le navigateur de l'avion Phantom israélien capturé le 15 octobre par la milice chiîte en échange de la libération des quatre cents détenns arabes demandée par le Djihad islamique. Israël n'a aucune assurance que M. Berri ait les moyens de tenir ses promesses et soit prêt à traiter sur la place publique d'une affaire si

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Un Arabe consul aux Etats-Unis

JÉRUSALEM de notre correspondant

Pour la première fois dans l'histoire de l'Etat julf, un Araba israélien dirigers bientôt une représentation diplomatique. M. Mohamed Massarwa, un musulman âgé de quarente cinq ans, a été nommé, lundi B février, consul général d'Israel à Atlanta (Georgie). Cet avocat, diplômé de l'université hébraique de Jérusalem, appartient au petit parti Yahad, une formation de centre gauche alliée des travail-listes, que dirige M. Ezer Weiz-

A Beyrouth-Ouest

L'attentat à la voiture piégée a fait 15 morts et près de 80 blessés

La guerre chiito-palestinienne des camps s'envenime de jour en jour.
Quinze morts recensés dimanche,
plus d'une trentaine de morts (et
une centaine de blessés) depuis la
réactivation, la semaine dernière,
d'une bataille qui, commencée il y a
quatre mois et demi, traînait en lonquatre mos et denn, tramait en son-gueur depuis deux mois. Et, surtout, une voiture piégée dans la banlieue sud-chiîte attenante au camp de Bourj-el-Barajneh, lundi après-midi. Salon un bilan partiel fourni par les hôpitaux, cet attentat à fait quinze morts et quelque quatre-vingts

Pendant longtemps, cette forme de terreur a été l'apenage du secteur chrétien de Beyrouth. Le spectacle de mort et de désolation s'étale anjourd'uni dans la partie la plus dense et la plus populeuse du sec-teur musulman, la banlicue chiite, où se trouve encastré le camo pales-tinien de Bour-el-Barainch. Bey-routh n'est décidément plus qu'une succession d'enclaves s'imbriquant les unes dans les autres. Amal a carrément accusé le Fath de M. Arafat, en collusion avec les

Porces libenaises d'avoir monté l'attentat. Le Hezbollah (Parti de

Le conflit du Golfe

La « guerre des villes » connaît une nouvelle pause

rants, de nouvelles opérations massives au cours des dernières

quarante-huit heures. Le général Adnan Khairallah, ministre irakien

de la défense, a toutefois mis en

garde, lundi, l'Iran contre toute

territoire irakien. Cette déclaration

a coincidé avec l'envoi de milliers de

volontaires iraniens sur le front.

Entre-temps, l'Irak a réaffirmé,

lundi, que ses troupes exerçaient une « domination totale à l'est de Basso-

rah ., où se sont déroulés, au cours

du dernier mois, les combats les plus

acharnés depuis le début de la guerre, en 1980.

Un Camadien

libéré à Téhéran

pour sa part, que l'Irak avait récu-péré, ces derniers jours, environ 30 % de la « très petite portion » de

son territoire prise par les forces ira-niennes lors de leur dernière offen-

sive. Selon des analystes militaires

occidentanz cités par la presse amé-

ricaine, les contre-attaques des

Le département d'Etat a estimé,

nouvelle eventure militaire - ca

Dieu), qui partage avec Amal le pouvoir de facto dans le sous-secteur pouvur de jacto dans le sous-secteur chitte, accuse les mêmes forces chré-tiennes, désignées sous le terme « les Phalanges », mais les associe aux sionistes israéliem et aux impérislistes américains, passant sous silence les Palestiniens, même arafa-

Situation tragique dans les camps

A l'intérieur des camps, la situa-tion sanitaire et alimentaire est toujours aussi tragique, le blocus étant maintenu. De Damas, où il se trouve curieusement — comme le chef d'Amal, M. Berri, d'ailleurs — en d'Amal, M. Berrì, d'ailleurs — en résidence permanente depuis trois mois, le numéro deux libyen, M. Jalleud, a mis en garde contre le désepoir des Palestimens qui les transformerait en « animaux sanvages », « impossibles à contenir s'il n'est pas mis fin à leux calvaire ». Le roi Hassan II du Maroc a proposé, de son côté, de parachuter des vivres aux camps assiégés, à condition d'avoir l'accord présiable du président libanais, M. Amine Gemayel, qui ne saurait le lui danner sans le feu vert de M. Berri, donc de la Syrie.

Enfin, dernier élément du puzzle : l'artillerie palestinienne bombarde,

de Bassorah, mais pas de déloger le gros des troupes iraniennes retran-

Un ingénieur canadien empri-

sonné depuis le début de décembre

en Iran a été libéré lundi, M. Philip

Engs avait été arrêté le 2 décembre

à Téhéran alors qu'il revenait d'un

voyage au Canada. Il avait été

accusé d'avoir photographié des ins-

En revanche, l'homme d'affaires

britannique John Roger Cooper, arrêté le 7 décembre 1985 et offi-

ciellement accosé d'espionnage un

an plus tard, est toujours incarcéré à

la prison d'Evine, an nord de Téhé-

ran. La télévision iranienne a dif-

M. Cooper, qui était chargé des inté-

rêts commerciaux du Financial

Times pour le Golfe, dans laquelle il

reconnaît avoir travaillé pour les ser-

vices de renseignement britanni-

ques. Le Foreign Office a vivement

protesté et a mis en doute la sponta-

néité des propos tenus par M. Coo-per. - (AFP, AP.)

fusé, samedi soir, une interview de

tallations militaires.

s en territoire irakien.

et les quartiers chiites, théorique-ment alliés, de la banlieue sud. Maitre des lieux dans sa montagne, M. Walid Joumblatt a déclaré dimanche à Damas qu'il allait expliquer aux Palestiniens – en l'occur-rence les dissidents anti-arafatistes, mais qui s'opposent toujours au secours de leurs frères ememis arafatistes quand la guerre des camps est réactivée — qu'il ne leur servait à rien de pilomer la banlieue sud de Beyrouth. Mais M. Joumblatt prol'artillerie palestinienne chaque fois qu'il se trouve à Damas. Sa précédente déclaration avait été plus musclée : il avait parlé de la . museler .. mais laisse faire quand il revient à Beyrouth, ce qui lui vaut, ainsi d'ailleurs qu'au PC et sux autres progressistes, d'amers et non moins publics reproches de la part d'Amal.

LUCIEN GEORGE,

Océan Indien

MADAGASCAR : le chef de l'opposition à Paris

L'aide étrangère au régime de M. Ratsiraka se retourne contre le peuple, nous déclare M. Monja Joana

Le chef de l'apposition mai-gache, M. Monja Joana, député de Tananarive, se trouve à Paris jusqu'eu 22 février. Il entend mettre à profit ce séjour pour alerter difficultés que conneît son

e L'étranger doit-il continuer à soutenir un régime qui ne fait qu'écraser la population ? Le prément appuyé par tous, les Améri-cains, les Soviétiques, les Français, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale... Mais ces aides ne sont qu'autant d'armes comre le peu-ple. A Tananarive, c'est la misère. Dans le Sud, c'est le famine, »

Agé de soixente-dix-neuf ans, M. Monja Joana, père du socialisme malgache, poursuit son combat contre celui qui fut, tout ieune officier, son protégé, M. Didier Ratsiraka, au pouvoir à Tananarive depuis 1975. Le vieux lutteur, qui était déjà venu à Paris en 1983, après huit mois de détention, n'a toujours pas l'intention de se taire. « La situation continue de se dégrader », dit-il. Arrivé discrètement la semaine demière dans la capitale française, le député de Tananarive (l'opposition ne compte que deux députés dans la Chambre de 1983, tous deux élus dans la capitale) entend « sierter l'opinion

internationale ». Madagascar, la grande lle de l'océan Indian, aujourd'hui refer-

mée sur elle-même, conneît des temps difficiles (1). Les bandits de grand chemin sèment l'insécurité dans les campagnes. Les caisses de l'Etat sont vides. intain souvenie et près de 200 000 tonnes de céréales ont été importées en 1986, Surtout, l'infrastructure du pays est en très mauvais état, et des dizaines de milliers de per-aonnes ont été victimes d'une famine dans le Sud.

La semaine demière, Tananarive a été le théâtre d'affrontements entre étudiants, qui ont fait trois morts parmi caux qui s'opposaient à une grave générale déclanchée en novembre et qui, peu à peu, a gagné la majorité des

Ni emplois ni logements

Au départ, il s'agissait de pro-tester contre les modalités d'une réforme de la gastion des cités et restaurants universitaires, ainsi que la transformation de la faculté de médecine de Tananarive en grande école. « Si l'intention n'était pas mauvaisa, expli-que M. Monja Joana, aucune mesure d'accompagnement n'evait été prévue. J'ai mis en garde, en tant que député de Tana, contre un recours à la

Rien n'avait été prévu, en effet, pour reloger les anciens étudiants - tous chômeurs - incrustés

pour leur donner les moyens de fil des mois, la grève - déclen-chée par les étudiants, dont des militante du Monime, le parti de M. Monja Joana — a pris corps. La 31 janvier, les étudiants sont descendus dans les rues de la capitale et le gouvernement a fait venues de province, pas de Tana-narive », affirme M. Monja Joana.

dans les cités universitaires et

Le 2 février, un défilé étudiant a été chargé par les soldats alors qu'il empruntait le tunnel qui sépare la capitale en deux. Le lendemain, sur le campus, une altercation entre grévistes, majoritaires, et non-grévistes a tourné à l'aigre. Trois antigrévistes, parti-sans de l'Arema (le parti au pouvoir), ont été tués sur-le-champ et sent autres, grièvement blessés, seraient morts à l'hôpital. Depuis, la grève continue, mais aucun incident sérieux n'a été signalé en fin de semaine.

ité

M. Monja Joana est persuadé que l'aide internationale ne sert qu'à maintenir en place un régime qui ne peut que conduire le pays à la ruine. Il ne désespère pas de se faire entendre. Il demeura aujourd'hui la dernière figure de l'opposition en liberté et souhaite que son message soit au moine entendu par Matignon.

J.-C. POMONTI.

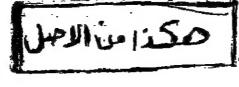
(1) Cf. L'enquête de Laurent Zecchini dans le Monde du 22 novembre 1986.

Des prix pour Harvard: Boston 4110 F.

5 vols non-stop par semaine de CDGI. Sans oublier que TWA dessert près de 100 villes à l'intérieur des Etats-Unis. Contactez TWA au 47.20.62.11 ou votre agence de voyages.

TWA ouvre la voie vers les USA.

Tarif kisir a/r 14 jours - 2 mois. Valable jusqu'au 14 mai.



Les libérations de détenus devraient se poursuivre

Le décret du Soviet suprême qui a déjà permis à quarante-trois dissidents soviétiques de retrouver la liberté concernera au total une cinquantaine de personnes, a indiqué le président de l'association des juristes soviétiques, M. Alexandre Soukharev, au cours d'une conférence de presse, lundi 9 février, à Vienne. « Ce processus va continuer et ne concernera pas seulement ce type de personnes », a ajouté M. Soukharev, faisant allusion aux dissidents.

sant aliusion aux dissidents.

A Moscou, un porte-parole du Soviet suprême a confirmé l'existence de ce décret, mais a ajouté qu'il ne serait pas publié. Par ailleurs, M. Soukharev a indiqué que la réforme, destinée à « humaniser le code pénal », allait affecter « les deux tiers des articles ». « Une centaine d'articles environ ont déjà été changés, une centaine vont

l'être, quelque quatre-ringts ne seront pas touchés », a-t-il précisé. Il a déclaré qu'il « croyait que ces changements interviendralent cette année ».

M. Soukharev a précisé que seraient notamment modifiés les articles sur la propriété socialiste, le hooliganisme et la résistance aux représentants de l'antorité. « Il s'agit de punir plus sévèrement les chefs, les responsables et de montrer plus d'humanité envers les gens ordinaires, les femmes avec enfants, ceux qui commettent des infractions pour la première fois. »

Le vice-président de l'association des juristes, M. Samuel Zivs, a, par ailleurs, indiqué que cinq cents personnes avaient reçu, durant le mois de janvier, des visas pour quitter l'Union soviétique dans le cadre de la réunification des familles.

Une curieuse manifestation à Moscou

MOSCOU

de notre correspondant

Les « premières » en tout genre se multiplient ces jours-ci en URSS. Une dizaine de juifs auxquels on refuse un visa de sortie pour Israëi (refuzniks) ont manifesté, lundi 9 février, pendant une heure et demie dans une rue piétonnière du centre de la capitale sans être inquiétés par la police. C'est la première fois depuis les demières marches anarchistes, au début des années 20, qu'une manifestation spontanée est tolérée dans les rues de Moscou.

La soène a eu lieu dans la vieille rue Arbat, désormais fermée à la circulation automobile, sous les yeux médusés des passants, très nombreux dans cette artère commerçante. Les manifestants arboraient des pancaries réclamant: « Libérez le juif lossif Begun », « Laissez-nous partir en Israèl ».

M. Begun est un ancien ingénieur électronicien devenu enseignant d'hébreu qui a été condamné en 1983 à sepi ans de camp, suivis de cinq ans de relégation pour « propagande antisoriétique ». Il est incarcéré à la prison de Tchistopol, où il est apparemment le seul « prisonnier de conscience » à ne pas avoir bénéficié des libérations décidées (mais non officiellement annon-

cées) par le Soviet suprême, le 2 février dernier.

a J'ai appris que le gouvernement devait libérer plus de quarante prisonniers politiques, mais pas mon mari →, a déclaré aux journalistes présents M™ Inna Begun, l'épouse du condanné. Son fils Boris va demander à être reçu au siège du Soviet suprême pour s'enquerir du sort de son père.

Les policiers en uniforme sont restés à distance raisonnable. Un essaim de curieux oscillant entre cent et deux cents personnes s'est joint pendant une heure et demie au petit groupe de « refuzniks ». Certains sympathisaient et inscrivaient leur nom sur les pancartes en signe de solidarité; certains passants étaient franchement hostiles et des propos antisémites ont fusé à plusieurs reprises. « Vous ètes des chiens! », criait une vieille femme. « Vous n'êtes que des spéculateurs et des trafiquants qui mettent la Russie en esclavage, on devrait vous noyer », lançait une autre.

Tous les jours au même endroit

D'autres remarques lancées à haute voix paraissaient plus calculées. Certains promeneurs, plutôt bies habillés, souhaitaient faire part de leur opinion positive sur les récentes mesures de clémence de M. Gorbatchev, et de leur attitude négative face à de telles manifestations de protestation dans les rues. Ils commençaient leur petit discours, visiblement appris par cœur au bénéfice des correspondants étrangers, mais tournaient les talons dès qu'on leur demandait leur nom et leur profession.

La famille et les amis de M. Begun ont annoncé leur intention de manifester tous les jours au même endroit à 10 heures du matin jusqu'à la libération du condamné.

DOMINIQUE DHOMBRES.

● Décès à Washington de N™ Neiman. — M™ Inna Neiman, dissidente juive soviétique qui avait reçu le mois demier l'autorisation de se faire traîter d'un cancer de la moelle épinière aux Etats-Unis, est décédée lundi 9 février à Washington. M™ Neiman, qui était âgée de cinquante-quatre ans, était arrivée le 19 janvier aux Etats-Unis. Son mari, Naran, soixante-quinze ans, professeur de mathématiques et de physique, qui demande depuis des années à quitter l'URSS, était resté à Moscou, les autorités soviétiques ne lui ayant pas accordé de visa. « Malheurausement. l'autorisation (de sortie de l'URSS) n'a été accordée qu'après que l'état de M™ Inna Neiman fut devenu incurable », a affirmé M. Morris Abram, président de la Conférence nationale pour les juifs soviétiques. — (AFP.)

RFA: en désaccord sur l'énergie nucléaire

Les sociaux-démocrates et les Verts mettent fin à leur coalition en Hesse

BONN

de notre correspondant

Le premier et anique gouvernement de coalition entre le SPD et les Verts, dans le Land onest-allemand de Hesse, a éclaté lundi 9 février, après douze mois d'existence, en raison d'un désaccord sur l'énergie uncléaire civile. Tous les partis étaient d'accord lundi sur la nécessité de convoquer le plus rapidement possible des élections anticipées dont l'issue apparaît très incertaine pour le SPD.

مكذا من الاجل

Quinze jours après les élections législatives, cette rupture ravive au plus mauvais moment les dissensions internes du Parti social-démocrate. On s'attendait mardi matin que M. Holger Boerner, qui a été violemment critique lundi matin par l'aile gauche de sa fédération, démissionne dans la journée de ses fonctions de ministre-président, qu'il occupait depuis dix ans, et de la présidence du SPD de Hesse.

La situation s'était brusquement tendue la semaine dernière au sein de la coalition, après la décision de M. Boerner d'accorder une autorisation d'exploitation provisoire de dix ans à la firme nucléaire Alkem, spécialisée dans le conditionnement du plutonium. Lors du renouvellement, en 1975, de la législation sur la sécu-rité des installations nucléaires, Alkem ainsi que plusieurs autres firmes fabriquant du combustible pour centrales nucléaires avaient été obligées de se conformer à toutes sories de réglements nouveaux. A la suite d'un arrangement avec le gonvernement fédéral, elles avaient néanmoins pu continuer à fonctionner en attendant de faire les transformations nécessaires. La procé-dure, qui dure maintenant depuis onze aus, n'a toujours pas abouti pour des raisons à la fois juridiques, ochniques et politiques.

Depuis quatre ans, un conflit de principe opposait à ce propos M. Hoiger Boerner, favorable à la poursuite de l'activité de ces firmes, et les Verts, qui depuis leur eatrée en 1982 au Parlement régional, no cessent de réclamer leur fermeture. Bien que la décision finale relève de la compétence du gouvernement fédéral, c'est au gouvernement régional qu'il appartient d'instruire le dossier et de proposer ou pou l'attribution de cette autorisation.

Ce conflit, qui avait constitué l'un des obstacles les plus sérieux à la coopération entre les deux partis, n'avait finalement pas empêché la formation en 1986 d'une coalition gouvernementale entre les SPD et les Verts et l'entrée au sein du cabinet de Wiesbaden d'un ministre vert, chargé de l'environnement, M. Joschka Fischer. Pour contourner le problème, le ministre-président s'était contenté jusqu'à présent de laisser traîner les choses, malgré les pressions du gouvernement s'étéral.

Consternation an SPD

Les raisons qui ont poussé le ministre-président à précipiter sou-dain les échéances restaient, mardi, quelque peu obscures. En choisissant de régulariser la situation d'Alicom, M. Boerner obligeait son ministre de l'environnement à poser la question de confiance, dimanche, devant l'assemblée des Verts de Hesse. Bien qu'ayant été laissé libre de tenter une ultime démarche pour éviter la rupture, M. Fischer n'avait cependant pu faire autrement que d'exiger un retour en arrière du ministre-président. Les choses se sont précipitées lundi. Considérant cet ultimatum comme insupportable, M. Boerner à mis fin aux fonctions de son ministre.

Bien que les Verts, sur leur lancée des législatives, puissent espérer sortir renforcés d'élections régionales anticipées, les dirigéants de leur aile « réaliste », favorables à une coopération avec le SPD, ne cachaient pas, lundi soir, leur pessimisme. Associés aux libéraux, les chrétiens conduite par le ministre fédéral de l'environnement, M. Wallmann, maire de Francfort, out une chance sérieuse de mentre un terme à la domination du SPD en Hesse.

Jespère qu'une chance kistorique a'a pas été gâchée », a déclaré M. Joschka Fischer, hundi, sa quittant ses fonctions. L'évolution des événements a semé la consternation au sein des instances dirigeannes du SPD. Elle a fait apparaître ouvertoment les divisions du parti sur la question du nucléaire et de ses relations avec les Verts. Contrairement à l'aile droite de la fédération de Hesse, qui estime que la priorité est le maintien de l'emploi dans la région, son aile gauche a pris fait et cause pour les Verts. S'appuyant sur la résolution adoptée l'année dernière au congrès de Nuvemberg, elle à beau jeu de rappeler que le parti s'était prononcé, en attendant la fermeture des centrales nucléaires, contre la filière du plutunium.

.

1. 2 24.

-mark

A CONTRACTOR

1 - - 4 - 5

Piacés au pied du mur, les disgeants sociaux-démocrates vont avoir beaucoup de difficultés à empécher que le débat ne pranse de l'ampleur, risquant de compliquer la question de la succession de M. Willy Brandt à la présidence du parti. Il y va en effet de toute la stratégie du SPD à l'égard des Verts dans les régions, où toute une série d'élections sont attendues cette

HENRI DE BRESSON.

Diplomatie

La Chine adhère au traité de dénucléarisation à du Pacifique sud

Sava. — La Chine a retifié le traité de Rarotonga interdisant la fabrication, les essais, le stockage et l'utilisation de l'armement nucléaire dans le Pacifique sud. L'ambassadeur de Chine à Sava, sux lles Fidji, M. Ji. Chaeza, a signé, lundi 9 février, les deux protocoles du traité, cinq jours après que Washington eut fait savoir que les Etats-Unis se refusaient, pour le moment, à y adhèrer (le Monde du 7 février).

L'Union soviétique avait pour sa part ratifié, en décembre, le traité de Rarotonga, élaboré par le Foram du Pacifique sud et signé par la plapart des treize pays membres de ce groupement. La France, mise en accusation dans cette région pour ses essais nucléaires souterrains à Muraroa, a refusé elle aussi de signer de texte. — (AFP.)

[La décision de Pfichs se constitue pas une surprise. On s'y attendait à Paris en dépit des injonctious récemtient formulées par le secrétaire d'Ent sux affaires étrangères, M. Didier Bariant, à l'intention des responsables chinois pour qu'ils revienneut sur leuris intentious (le Monde de 14 janvier). La Chine avait fait part à Paris de la sécossité dans laquelle elle se trouvait d'adisers à ce traité pour des raisons dialoisationse.

EN BREF

e AFGHANISTAN: eu moine trente morte à bord d'un avien abettu per le guérille. — Les moud-jahidins du commendant Haqqani ont abettu, lundi 9 février, à l'aide d'un missile, un Antonov-26 de fabrication soviétique qui décollait de le ville-gamison de Khost, dans le province du Paktia (sud-est de l'Afghanistan). D'après Radio-Kaboul, l'appareil transportait trente passagers, dont des femmes et des enfants, et six membres d'équipage, il a été abettu à 11 h 30 locales par un missile ayant touché un de ses moteurs. Selon la résistance, quinza officiers et sous-officiers sighans, vingt-deux soldats et six membres d'équipage se trouvaient à bord. —

e PHILIPPINES: premier accrochage avec les communistee depuis l'expiration de la trêve.

Le premier accrochage à sa produire aux Philippines depuis l'expiration de la trêve de soixante jours entre les forces gouvernementales et la guérilla communiste a fait, luadi 9 février, cinq morts, sous civis, lors que les maquisants de la Nouvelle Armée du peuple (communiste) ont attaqué un village de la province de Devac-del-Sur, selon un porte-parole militaire. Les dirigeants communistes ont, per ailleurs, critiqué le même jour, dans un communiqué, le décipion du gouvernement de s'efforce de négocier avec le guérilla au niveau lactional (le Monde du

Epreuve de force entre M. Felipe Gonzalez et les lycéens

Le défi de la jeunesse espagnole

(Suite de la première page.)

La droite, en pleine crise, n'a pas volé au secours des policiers conspués pour leur brutalité, et elle trouve même à ces jeunes gens d'emagogie oblige — de justes motifs de mécontentement dans la simple mesure où ce sont des motifs d'embarras pour le gouvernement de M. Gonzalez.

On n'a que trop glosé sur la miraculeuse • movida •, terme par quoi l'on désigne depuis quelques années la frénétique ruée de la jeunesse madrilène sur toutes les modes occidentales. Si El Cojo est maleré lui devenu si célèbre, c'est parce qu'il est le symbole de ces tribus urbai qu'on tensit jusque-là pour les été-ments les plus pittoresques de cette jeunesse dans le vent, et dont on s'aperçoit qu'elles sont aussi les poches de marginalité que génère la poches de marginalité que genere la société, en Espagne comme ailleurs. Et peut-être un peu plus qu'ailleurs si l'on en juge par le taux de chômage, en particulier chez les jeunes (51 % chez les seize-dix-neuf ans). Ils ne sont pas étudiants », dirent d'abord les pouvoirs publics de l'unijambiste et de ses acolytes, comme si cela devait discréditer les manifestations auxquelles ils se mélaient. · Bien sûr qu'ils ne le sont pas, mais pourquoi n'ont-ils pas pu l'être ? », leur répond en substance un mouve-ment dirigé avant tout contre ce que, à quinze ans, on hait spontanément, viscéralement : l'injustice.

Une exigence sociale

Il est difficile d'avoir une idée précise de l'ampleur du mouvement : certains lycées sont en grève depuis près de deux mois, d'autres ne l'ont été que quelques jours ; alleurs certaines classes seulement ont arrêté le travail, ou bien ce sont les enseignants qui font grève. Mais une chose paraît claire, à Madrid tout au moins : les lycées les plus déterminés sont situés dans les quartiers populaires, ceux de la ceinture sud de la capitale, qui sont aussi ceux où la croissance démographique est la plus récente, et plus flagrantes les insuffisances de l'infrastructure sco-

laire.

Les revendications des lycéens reflètent cette exigence sociale (plus de bourses, plus de crédits pour l'enseignement...) même lorsqu'elles ne sont pas très cohérentes. Ils réclament aussi — et aucun accord n'est envisageable sur ce point — la suppression de la sélection à l'entrée de l'Université, à la fois parce qu'ils croient confusément en une espèce de droit naturel à l'enseignement

supérieur, et parce que, en cette période de grande incertitude, ils ressentent l'Université comme un privilège. Elle ne l'est pourtant plus : elle fabrique de nombreux chômeurs et mériterait d'être réformée, comme l'ensemble du système, ce qui est en projet.

Ces revendications out pris corps vers la fin du mois de novembre, et il est clair que ce qui s'est passé en France, abondamment relaté par la télévision, a en un impact détermicents découvraient l'ivresse du combat de rue, l'exaltante frayeur des charges de police, toutes choses auxquelles on ne renonce pas facilement lorsqu'on n'a par ailleurs pas grand motif d'émotion. On a vu ces dernières semaines, dans toutes les grandes villes d'Espagne, des gamins déplacer des voitures en stationnement pour bloquer la circulation, improviser des sit-in en plein centre-ville, couper des voies ferrées ou des autoroutes.



nant sur ces adolescents. Le mouvement s'est cherché, a piétiné, a convoqué le 4 décembre sa première grande manifestation (la plus nombreuse jusqu'à présent). Et puis il s'est durci sous l'effet de deux éléments extérieurs : l'indifférence du gouvernement, qui a beaucoup trop tardé à le prendre au sérieux, et les heurts avec la police, surtout à partir du 25 janvier.

Les « iroquois », ce jour-là, étaient de la partie, de même que les rockers, les koubards de toute sorte et les supporters néofascistes de clubs de football. Scénario classique : les lycéens ayant en à subir la violence des charges policières, ils se mirent à vivre leur guarre. La police fut brutale, mais eux le furent aussi. Et pour tous ceux qui ont défilé mains en l'air aux cris de « eah, eah, eah, Maravall se coara » pour dire que, sans armes, ils feraient tomber le ministre de l'éducation, combien ont allègrement manié le pavé, le lance-pierres et la litrona, cette bouteille de bière d'un litre qu'on balance sur les forces de l'ordre après s'être donné du courage en la vidant de son contenu? Les adoles-

Cette phase guerrière et « festive », comme on dit ici, paraît cependant, sauf imprévu, toucher à sa fin. Lors de la dernière manifestation, le 6 février, aux abords du palais du gouvernement, la police a montré ostensiblement qu'elle opterait désormais, autant que faire se peut, pour les méthodes dissuasives plutôt que répressives. D'autre part, le ministère de l'éducation a fait savoir vendredi qu'il n'entendait plus négocier avec la coordination (1) des organisations qui avait convoqué cette dernière manifestation sans en demander l'autorisation, celle-ci « se plaçant ainsi elle-mème dans l'illégalité ».

C'est au Syndicat des étudiants (2) que revient l'initiative pour les deux grands rassemblements prévus cette semaine (un défilé à Madrid mercredi, auquel s'est associée la centrale syndicale communiste, et une marche nationale avec des délégations de province vendredi), et il a annoncé qu'il les voulsit absolument pacifiques et mettrait en place à cet effet un service d'ordre conséquent. C'était plus que jamais l'empugnade parmi les délégués de la coordination réunis le wock-end dernier
dans une salle de la faculté de sociologie de Madrid, badigeonnée
jusqu'au plafond de slogans pas toujours des plut subtils : « Vive
l'ETA», « Tuer un filc c'est écologique...». « Nous discréditons nos
revendications si nous nous privons
nous-mêmes des moyens de les
défendre», disait une étudiante de
Barcelone, critiquant l'« irresponsabilité » des deux derniers appels à
manifester et regrettant amèrement
que ses amis ne sachent pas,
« comme les Françaix », faire passer
leurs revendications scolaires avant
leurs divergences poli-tiques.

Des leaders gauchistes

La coordination espagnole n'est pas, en effet, une forme de représentation nouvelle des différents établissements en lutte, mais plutôt un conglomérat d'organisations de gauchistes préexistantes (groupes trotskistes, maoîstes, jeunesses communistes et socialistes). De même, les leaders du Syndicat des étudiants sont itsus du mouvement des Jeunesses pour le socialisme, un groupe trotskiste exclu du Parti socialiste dans les années 70 et qui en temps normal ne doit pas compter plus d'une centaine d'affi-

C'est l'une des difficultés auxquelles se heurte le gouvernement : négocier avec des représentants qui idéologiquement sont à cent lieues de leur base (très peu politisée, comme en France) et qui ont une certaine propension à la surenchère. La seconde difficulté, c'est que certaines des revendications avancées ne sont pas négociables. Le gouvernement a fait, il y a dix jours, des concessions significatives en décidant notamment une augmentation de 30% du nombre des bourses attribuées l'année prochaine et la création de nouvelles places dans le secondaire. Ses interiocuteurs estiment que ces propositions «ne sont pas sérieuses » et continuent de réclamer des mesures qui, dit-on au ministère, se chiffreraient à environ 1 000 milliards de pesetas, ce qui est

largement au-dessus de ses moyens.

« Nous sommez totalement d'accord avec les étudiants pour supprimer toute sélection sociale, dit le porte-parole du ministère, et nous faisons le maximum dans ce sens. Mais il n'est pas question de supprimer l'examen de contrôle des connaissances à l'entrée de l'Université, qui constitue une sélection aca-

démique et non pas sociale. - Il n'y a effectivement pas en Espagne de bascalauréat à proprement parier. L'examen contesté est, du reste, assez peu sélectif puisqu'il fait barrage à 15% des candidats seulement.

Le ministère a proposé mardi aux organisations, qu'il recevra désormais séparément, une révision concertée de cet examen, mais pas sa suppression. C'est probablement l'une des dernières cartes qu'il puisse avancer pour venir à bout d'un mouvement beautour moins facile à arrêter qu'en France, dans la mesure où il ne s'agit pas de renoncer purement et simplement à un projet de réforme contesté.

projet de réforme contesté.

La négociation aurait été plus fâcile si on l'avait engagée plus tôt. Mais le gouvernement de Madrid a pendant trop longtemps sous-estimé la contestation et compté sur son épuisement naturel. Il se trouve aujourd'hui d'autant plus emburrassé que ses membres ont pour la plupart fait leurs premières armes dans les luttes étudiantes, voire ésé expulsés de l'Université à l'époque franquiste, comme M. Solana, le ministre de la culture.

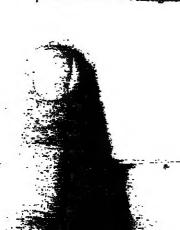
Les lycéens, d'autre part, ont joul jusqu'à présent d'une très large popularité. On n'est pas mécontent, à gauche, de voir enfin surgir une contestation face à ce pouvoir socialiste qui s'exerce seul depnis 1982, sans opposition consistante, et qui, comme à chaque fois que la gauche est au pouvoir en période économiquement difficile, a fait ravaler à plus d'un leurs rêves idéalistes, même si fort peu d'Espagnois estiment avoir affaire avec les lycéens à une véritable renaissance de l'unopie de gauche.

Le ministère de l'éducation mise.

Le ministère de l'éducation mise apparemment sur la division du mouvement. Ce dernier tente, quant à hil, d'opèrer, comme dit Juan Iniacio Ramos, le « saut qualitatif » en faisant la jonction avec la contestation cuvrière. Marcelino Camacho, secrétaire général des Commissions ouvrières (la centrale communiste), a appelé à la manifestation, mais pas à la grève, et la centrale socialiste UGT encore moins. Il est peu vraisemblable que la « convergence » dont rêveat les leaders étudiants se réalise ces jours-ci. Mais le mouvement des lyoéens pourrait bien avoir sonné pour le gouvernement de M. Gonzalez la fin de l'état de

CLAIRE TRÉAN

(1) Il est revenu hundi sur cette décision.
(2) Le terme caglobe à la fois les



Same of the

and the second second

Marie La Contraction

the manufacture of the same of

Reference of the second

Section from the section of the sect

Park to the same

Scale on the course

Brain to the state of the state

Residences and a street of the

Carlotter Control of the

Diplomati

12 (hine adda

de denvelierisch

du Pacifique sa

terminare had a series

Park the service of 11 the Park the Service of the park that the service of the s

🖦 allaner e nergene tid.

Service & Patrician or the

Control of Manual St. Super the sale in a second of a fi

Calling of the take per mit

● 素料的工程的"品质"具有

SERVICE CHARLES IN THE CARE

Market to the second

(A) 10 (

there, to wise the second of

1. 通過數字 1. 2.12. 13m 19m 5

ENERGY BY STATE OF

ge mease a complete

Rengal Tell 1 1 1 1 1 1 1 1 1

Residence .

A St April 1997 A Late

general agency in the

 $(i = 1.76)^{\frac{1}{12} \frac{1}{12} \frac{1}{12} \frac{1}{12} \frac{1}{12}}$

1 mg 15

Sales and the land

teres of the second MERCHANIST TO A TABLET

. Carrie

Amériques

HAITI

Aucune manifestation populaire n'a marqué le premier anniversaire de la démocratie

GONAIVES de notre envoyé spécial

a Hier, c'était le l' janvier, tout le monde se souhaitait la bonne année. La petite femme, ridée et pétillante de malice, rit de sa bontade. A soitante-du-sept ans, elle tient son épicerie et confectionne chaque jour son pain. Hier, c'était l'anniversaire du 7 février et du départ de Jean-Claude Duvalier — un grand jour pour elle. Comme un dimanche. Il y a en la grand-messe, pendant laquelle l'évêque des Gonaïves, Mgr Constantin, a rappelé qu'il y avait « encore trop d'injustices dans le pays. L'Eglise a compté, dans le passé, sur le peuple, a lancé l'évêque dans son homèlie. Aujourd'hui, le peuple peut compter sur l'Eglise. » Pour elle, qui ponctue la majorité de ses phrases d'un « Si Dieu le veut l », c'est un signe.

A la sortie de la messe, elle a retrouvé, au milieu des grosses barriques de vin de son échoppe, son fils revenu au pays. Il était déjà passé, mais toujours très vite, depuis son retour d'exil. Sans jamais prendre le temps de se promener dans cette ville où il est né et a grandi jusqu'à l'âge de vingt-deux ans. Une nuit de mai, aux pires moments de la dictature de François Duvalier, il a fui pour ne pass être arrêté. pour ne pas être arrêté, voire

Souvenirs

Anjourd'hui, ce fils, qui est Aujourd'hui, ce fils, qui est devenn fonctionaire international, a fait une courte escale à Hahi après une mission dans un pays proche. Devant les plats créoles qui s'entassent sur une table trop petite pour de telles retrouvailles, il demande à sa mère : « Quand viendras-tu en Europe? » Elle, dans un grand sourire, répond : « Samedi !»

Ils parient longuement du nen de

Ils parient longuement du peu de changement dans la ville. Il a seule-ment découvert, dans le quartier misérable de Raboteau, les quelques drainages hativement creusés le long des rues. Et puis, le quai du port, qu'il n'avait jamais comu que désert et que la contrebande florissante fait aujourd'hui revivre. « Mais tu sais,

dit-elle, depuis un an rien n'a de résignation. d'inquiétude et de changé. On a la parole, ça oui, mais colère. Chez les exilés rentrés récemment au pays dans l'espoir, non pas de faire partie des candidats plutôt discret.

La présence dans la rue de soldats et de policiers a été plutôt symboli-que. Mais dans ce pays les symboles sont lourds de sens. Les quelques blindés, hauts sur roues et mitrail-leuse lourde à l'arrière, qui sillon-nent la ville, sirènes huriannes, font partie des souvenirs amers. Le Conseil national de gouvernement (CNG) avait publié un communi-(CNG) avait publié un communiqué indiquant que les forces de l'ordre pourraient intervenir en cas d'« appel au désardre et à la sédition ». Alors, la fête n'a pas eu lieu. Les manifestations non plus. On est resté chez soi à regarder la télévision qui redonnait les images de l'autre 7 février, celui où l'on était ensemble.

Les muages s'amoncellent...

C'est loin de la foule que le général Namphy, entouré de queiques collaborateurs, a inauguré, dans le Musée national, à deux pas du palais partielle de la la control de la control de la control de la control de la foule que le général Namphy, entouré de queiques collaborateurs, a inauguré, dans le manuré de la foule que le général Namphy, entouré de queiques collaborateurs, a inauguré, dans le manuré de la foule de musee national, a deux pas du palais présidentiel, une plaque « A la mémoire de tous ceux qui sont tombés dans la lutte pour l'instauration de la démocratie en Halti ». Dans le musée, toute la période concernant l'ère des Duvalier, père et file a totalement dispare l'estate. et fils, a totalement disparu. Le général a regagné son palais dans une superbe Maserati, seul rappel incongru du souvemir de l'ancien président à vie, dont c'était l'une des

Sur la route qui mène aux Gonaives, dans le bourg de Montrouis, les jeunes ont, à leur manière, fait de l'ironie. Au pied d'une grande pancarte « Halte, police », dans une chaise longue rafistolée, un épouvantail déguisé aux couleurs bleues des auxiens « macoutes » anmociait. Devant les voitures rouleurs au ralenti, les jeunes ne lant au rafenti, les jeunes ne cachaient pes leur hilarité. Une bande de carnaval bloquait la chausée sur la route du nord et tentait de faire oublier or triste anniversaire. Cette morosité est pent-être révé-latrice des sentiments qui prévalent dans le pays : un mélange de peur et

à la présidence de la République, mais de servir Haîti libéré, un certain désenchantement naît devant l'immensité de la tache et le blocage du système. Même ceux qui sont restés au pays, espérant beaucoup du départ de Jean-Claude Duvalier, buissent parfois les bras. L'ardeur

du 7 février 1986 n'est plus là. Comme l'expliquait le fonction-Comme l'expliquait le fonction-naire international, qui, vivant encore loin du pays, n's pas perdu la foi : «Hatti est un grand malade, mais trop de prétendus médecins se placent à son chevet pour le soi-gner. » La maladie gagne du terrain, pourrait-on ajouter, et les infirmiers se lassent.

Dans cette démocratie balbutiante, une nouvelle épreuve se pré-pare peut-être. L'un des trois hommes qui dirigent, avec le général Namphy et le colonel Regala, le Namphy et le colonel Regala, le gonvernement provisoire, M. Jacques François, devrait aunoncer prochainement sa démission. Malade et bospitalisé depuis des semaines, il aurait décidé de ne pas continuer à assumer sa charge. Pour le remplacer, fera-t-on appel à un civil ou à un militaire? Dans tous les cas, les observateurs craignent un durcissement du régime. Dans Hasti, en ce dimanche où la pluie tombe à sot, les nuages s'amoncellent. les nuages s'amoncellent.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

· Libération de cinq oppotents. - Las autorités de Port-au-Prince ont remis en liberté provisoire, lundi 9 février, cinq opposants arrêtés vendredi (le Monde du 10 février). M. Daniel Narcisse, membre du Parti démocratique haitien, a déclaré que ses compagnons et luimême evaient été correctement traités. Les quatre autres opposants Roérés sont Mª Lina McNally de la Ligue démocratique des droits de la fernme, et MM. François Pierre-Louis, administrateur du journal Haiti-Progrès, Kennedy Blain, du Mouvement des forces démocratiques, et Max Dubois, du Parti d'union nationele. (AFP.)

Asie

Le chef du gouvernement du Pendjab condamné par les chefs religieux des sikhs

NEW-DELHI

de notre correspondant

M. Surjit Singh Barnala, ministre en chef sikh du Pendjab et allié objectif de M. Rajiv Gandhi, n'est plus fréquentable. Ce sont les cinq grands prêtres » de la secte entur-bannée qui l'ont décrété, lundi 9 février, après que le pestiféré ait refusé le suicide politique pur et simple auquel la hiérarchie reli-gieuse du sikhisme le sommait pour dimanche, 17 heures (le Monde du

Le sirman rendu par les cinq « suprêmes » de la secte précise que le chef des sikhs modérés est désor-mais un « tankhaiya », c'est-à-dire quelqu'un qui s'est rendu conpable de péché religieux. La faute du chef-ministre est d'avoir refusé de se démettre de son mandat de prési-dent de l'Akali-Dal, l'organisation dent de l'Akali-Dal, l'organisation politico-religieuse des Sikhs qui gouverne le Pendjab. « L'armée des immortels » (Akali-Dal en langue pendjabie) ayant connu plusieurs acissions ces dermières années, les « grands prêtres » entendaient obtenir la démission des chefs de toutes les factions, afin de réunifier le parti. Mais les cinq « éminences » roulent trop ostensiblement pour les adversaires du chef-ministre et celui-ci a refusé de se prêter à une celui-ci a refusé de se prêter à une manœuvre dont l'objectif était, évidemment, de faire tomber son gou-

«Les Sikhs du monde entier» sont donc désormais invitésà boycotter le rénégat jusqu'à nouvel avis. «Ceux qui se conformeront à cette directive », sjoutent les prélats, « seront bénis par le Tout-Puissant ». M. Barnala, qui, en bon sikh, s'est contenté de trouver la sikh, s'est contenté de trouver la mesure prise contre lui « un peu précipitée », est, an surplus, convoqué devant le « urône du grand gourou », l'Akal Thakt, situé dans l'enceinte du temple d'or d'Amritsar pour mercredi, 14 heures locales. Dans le cas où l'impie, convaincu d'avoir » insulté les grands prêtres » en rejetant leur ukase, ne viendrait en rejetant leur ukase, ne viendrait pas s'expliquer et recevoir son juste châtiment, la curie sikh se réserve-rait le droit de prendre contre lui

remarques e fausses, arrogantes, dérogatoires et intempérantes et d'avoir, par son attitude, « créé des tensions, des divisions et de la consusion dans la communauté des purs » (des Sikhs), M. Barnala risque l'excommunication. Il rejoin-drait ainsi en enfer l'actuel ministre de l'intérieur du gouvernement cen-tral, M. Buta Singh, un autre sikh allié à M. Rajiv Gandhi, Inutile de préciser que le ministre en question porte toujours les attributs de sa foi - barbe et turben - et qu'il continue de se rendre régulièrement dans les temples sikhs de New-Delhi et

< L'esclave »

Au Pendjab, cependant, la « coml'ensemble, pas très lettrée (1), et pour beaucoup de paysans sikhs, un édit rendu par le *- trône de Dieu -*, même s'il est occupé par des prêtres ostensiblement partisans, demeure parole d'évangile. M. Barnala, qui avait déjà été déclaré a tankhaiya » en mai dernier, avait d'ailleurs accepté, à l'époque, la punition qui lui avait été infligée pour avoir ordonné une descente de police dans l'enceinte sacrée du Temple d'or. Pendant une semaine, on avait pu voir le chef suprême de l'Etat du domestique les sandales des pèlerins du Temple.

La situation est fort différente aujourd'hui puisque la hiérarchio religieuse du sikhisme est contrôlée depuis deux mois par une faction ouvertement opposée à M. Rajiv Gandhi et à celui qu'elle appelle l'« esclave », M. Barnala. Triompha-lement élu en septembre 1985 avec soixante-treize députés sur les cent dix-sept de l'Assemblée du Pendjab, le parti du chef-ministre ne contrôle aujourd'hui que quarante-six sièges (2). Président d'une organisa-tion en pleine décomposition et dont la plupart des élus se sont peu à peu discrédités par leur opportunisme, M. Barnala joue cette semaine son va-tout. A New-Delhi, M. Rajiv Gandhi étudie sérieusement la seule option qui lui reste pour endiguer la crise sikh : le déploiement de l'armée du Pendjab et la suspension de l'exercice de la démocratie qu'il avait lui-même rétabli après l'assas-sinat par les sikhs de son illustre

PATRICE CLAUDE.

(1) Le sikhs, qui représentent un peu plus de 50 % de la population locale, sont neuf millions au Pendjab. Six mil-tions de « disciples » vivent ailleurs dans l'Union indienne et à l'étranger. Les deux tiers des paysans du Pendjab sont illeurés.

(2) Sur les quarante six membres du groupe parlementaire de M. Barnala, trente-neuf sont ministres on sousministres dans le gouvernement local, et les sept autres ont été nommés à la tête d'entreprises gouvernementales...



ETATS-UNIS: nouvel épisode de l'« Irangate »

M. McFarlane a été hospitalisé après avoir absorbé une dose excessive de valium

de notre correspondant

présent par bien des aspects. l'affaire des ventes d'armes sociètes l'affaire des ventes d'armes socrètes à l'Iran a acquis une dimension tragique. Lundi 9 février, as petitmatin, après avoir avalé quelque trente comprimés de valium, l'un des premiers rôles de l'« Irangate».

M. Robert McFarlane, ancien conseiller de M. Reagan pour les affaires de sécurité nationale, a été conduit en ambulance à l'hôpital naval de Bethesda, dans la banilene de Washington.

de Washington.

Il peraissait, dans la soirée, être hors de danger. Bien que son entourage se refuse à admettre qu'il ait

n'absorbe pes une telle dose de tran-quillisants sans jouer avec l'idée du suicide. Les proches de M. McFar-lans ne cachent d'ailleurs pas qu'il était particulièrement déprimé ces derniers temps par le perspective de dervier temps par le perspective de devoir passer le plus clair des pro-chains mois à répondre aux ques-tions de commissions d'enquête.

Le fait est, en tout cas, qu'il anrait du, ce même hındi matin, témoigner à nouveau devant la com-mission mise en place, en novembre, par M. Reagan lui-même pour enquêter sur le fonctionnement du Conseil national de sécurité, l'organisme de la Maison Blanche que M. McFarlane a dirigé d'octobre 1983 à décembre 1985. Pour autant que l'on sache, ce témoignage n'était pas le plus difficile qu'il ait ou et

sans détachement, très intense et tende par l'ambition de réussir en servant, avait déjà fait sensation, avant Noël, en déclarant devant une commission du Congrès que M. Reagan avait approuvé à l'avance les livraisons israéliennes d'armes américaines à l'Iran pendant l'été 1985. Cette affirmation a été démentié

par M. Donald Regan, le secrétaire génral de la Maison Blanche. M. McFarlane se trouve donc en position de devoir contester une thèse officielle de la Maison Blanche, alors que ni son sens du devoir militaire ni sa loyauté ne le prépa-rent à ce rôle. Envoyé su mai denier à Téhéran avec une livraison d'armes contre laquelle il avait espéré obtenir les otages américains de Beyrouth, M. McFarlane a encore beaucoup de précisions à donner sur cette mission dont l'impréparation résume toute la nai-veté d'une entreprise aussi humiliante pour lui que pour les Etats-

A quarante-neuf ans, M. McFar-lane sait sa carrière déjà brisée. Bien des tubes de Valium s'avalent pour des désespoirs moins motivés.

Dans ce climat, l' « Irangate » n'a pourtant pas perdu toute drôlerie. Lundi, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater, fai-sait face à un défi redoutable. Il avait à expliquer pourquoi M. Rea-gan a toujours déclaré que son - initiative vers l'Iran » avait pour but d'aider les éléments « modérés » du régime de Téhéran alors qu'un document officiel publié la veille par le Washington Post indique que le vice-président Bush avait appris, fin juillet, de la bonche d'un représen-tant officiel israélien, que toute l'affaire se traitait avec les «éléments les plus radicaux » du pou-

L'authenticité du document n'étant pas contestée, il semblait y avoir contradiction, mais l'essentiel pour un porte-parole est de ne amais se démonter. « Cette question de modérés et de radionex, a déclaré M. Fitzwater, révèle de la différence sémantique. (...) Nous étions à la recherche de modérés, au sens d'éléments disposés à travailler avec nous, mais vous pouvez définir modérés et radicaux de centaines de manières différentes... -Pent-être même aussi en disant qu'un modéré est le contraire d'un

radical at vice versa... BERNARD GUETTAL

PARIS MONTREAL $2700F^*A/R$



UNE BOUFFEE D'AIR FRAIS

Selon un rapport d'Amnesty International

Le gouvernement péruvien a « couvert » le massacre de prisonniers politiques en juin 1986

Amnesty International, dans un rapport publié lundi 9 février, à Londres, a accusé le gouvernement péruvien d'avoir « couvert » l'exécution par l'armée de plusieurs dizaines de prisonniers nohtiques dizzines de prisonniers politiques lors de mutineries en juin 1986. L'organisation humanitaire a demandé l'ouverture d'une enquête

La plupart des quelque trois cent cinquante mutins étaient des memcinquante mutins étaient des mem-bres présumés du mouvement de guérilla du Sentier lumineux. Sur les cent cinquante détenus du péni-tencier d'El Fronton, situé sur une île au large de Lima, seuls trente-cinq ont - officiellement - survécu. Selon Amnesty, un certain nombre de prisonniers ont été tués sur-le-champ par l'armée, d'autres - de soixante à quatre-vingt-dix - ont été transférés dens un centre d'interro-gatoire secret, à la base navale du port de 'Callao, à Lima. Ils ont port de Callao, à Lima. Ils ont depuis « disparu ».

Amnesty, qui fonde ses accusa-tions sur des témoignages de survi-vants, de leurs familles, de gardiens et sur des documents officiels jusque là non publiés, fait aussi état de cas de tortures. Le rapport indique, d'autre part, que les cent vingt-quaire mutins de la prison de Luri-gancho ont tous été tués. Quelques-uns sont morts au cours des affrontements avec les soldats, mais la plupart - une centaine envi-

ros — ont été més d'une balle dans la maque on dans la bouche, alors qu'ils étaient allongés sur le sol après s'être rendus.

Les autorités péruviennes ont, au moins partiellement, reconnu que les forces armées s'étaient rendus coupables de « violations des droits de l'homme » lors de leur intervention pour venir à bout de l'émente dans les prisons, l'an dernier. Mais, depuis lors, les autorités civiles et militaires out tout fait, souligne Amnesty, pour « couvrir » les faits, et aucun officier n'a été traduit en

Au Nicaragna, selon l'organisa-tion privée American Watch, l'amée 1986 a été marquée égaleramee 1986 à ets mandre egan-ment par des violations des droits de l'homme de la part tant du gouver-nement que des rebelles. L'associa-tion, fondée en 1981, accuse les « contras » de tuer de manière systématique les représentants du pou-voir officiel lors d'attaques contre des civils et de porter atteinte à la dignité de leurs prisonniers. Elle dénonce de nombreux cas d'enlève-

ments d'enfants. American Watch fait, par aillears, état d'abus commis par le gou-vernement, notamment de la déten-tion de prisonniers pendant de longues périodes, privés d'ean et de sommeil et maintenus dans l'isole-ment — (AFP, Reuter.)

les

Le symbole de la continuité de l'Etat

Le conseil des ministres du mercredi 11 février devait nommer vice-président du Conseil d'Etat M. Marceau Long, prési-dent du conseil d'administration d'Air France depuis 1984, en remplacement de M. Pierre Nicolay, atteint par la limite d'âge. Le nouveau président d'Air France devrait être nomme lors d'un prochain conseil des

S'il est une nomination de haut fonctionnaire, en ces temps de cohabitation, qui suscitera sans doute des jalousies mais qui ne devrait être contestée par personne, c'est bien celle de M. Marceau Long au poste de vice-président du Conseil d'Etat.

Le jeune Aixois de vingt-cinq ans major de la promotion - Europe - de l'Ecole nationale d'Administration devient à soixante et un ans le major de l'administration française, le plus haut personnage de la fonction publique, celui qui traditionnelle-ment présente chaque année au chef de l'Etat les vœux des corps consti-

M. Long, type achevé du grand commis de l'Etat, voit couronnée une carrière tout entière consacrée au service public soit dans le contentieux administratif, soit dans l'administration directe, soit à la tête de grandes entreprises publiques, mais sans la moindre incursion dans le secteur privé.

Haut fonctionnaire compétent, scrupuleux, prudent, il est assez habile pour ne jamais contrarier quiconque. Toujours aimable et sou-riant, le teint rose, le visage rond et

Avec moins de cina ans

consacrés à la gestion de compe-

gnies aériennes, M. Marceau

Long n'aura pas eu le temos de

faire plus qu'acquerir une expé-

rience de ce monde complexe

qu'est le transport sérien. Il n'a

pas été en mesure d'imprimer sa

marque sur les deux entreprises

- Air Inter et Air France - qu'il

d'Air Inter, il a vu, lentement

mais sûrement, se dégrader les

résultats de l'entreprise, qui n'a

atteint, en 1983, que de justesse

l'objectif de dix millions de pas-

sagers qu'elle visait. La concur-

rence du TGV et le pouvoir

pas les Français à prendre

Passé en juillet 1984 au som-

met de la pyramide d'Air France, -

il s'est d'abord trouvé tout à fait

à l'aise pour résister au forcing

libéral venu de Grande-Bretagne ou de la CEE. Il incamait la pru-

dence politique et commerciale

temps 1986. La Cour euro-péenne de justice de Luxembourg

donne raison à l'agence Nou-

velles Frontières et condamne les

Tout bascule à partir du prin-

de la compagnie nationale.

Dans les turbulences libérales

avenant, il sait se rendre indispensa ble sans être jamais importun. Dès ses débuts de carrière au Conseil d'Etat, ses conclusions comme commissaire du gouvernement dans des arrêts devenus fameux sont remar-

Après un brei passage dans quelques cabinets ministériels de la IV République finissante et un séjour à l'ambassade de France à Rabat comme conseiller juridique, il occupe deux postes importants. En 961, il devient directeur général de l'administration et de la fonction publique, puis, en 1967, secrétaire général pour l'administration du ministère des armées. Il est alors à l'origine de la plupart des grandes réformes concernant l'organisation de l'Etat et la modification de ses structures administratives. Il gère d'innombrables fonctionnaires et sait évoluer dans le labyrinthe des statuts, des grilles, des indices, et introduit l'informatique dans la bureaucratie.

Il sait se faire apprécier autant par ses premiers ministres, comme M. Debré ou Georges Pompidou tous deux, il est vrai, membre du Conseil d'Etat que par les responsa-bles de la défense dont il modernise la gestion.

En 1973, Georges Pompidou lui confie la présidence de l'ORTF pour mettre de l'ordre dans une gestion financière fantaisiste. Il accepte volontiers de diriger ainsi - la voix de la France. A ce moment-là (déjà!), il polémique à propos de l'objectivité de la télévision avec le premier secrétaire du PS, M. Fran-çois Mitterrand, que défend

ententes tarifaires entre les com-

pagnies aériennes au nom du

traité de Rome. La nouvelle

majorité se lance avec prudence

dans une politique de dérégle-

mentation qui fait souffrir le

vieux serviteur de l'Etat qu'est

Il doit accepter que les com-

pagnies de charters solent auto-

nsées à desservir les départe-

ments d'outre-mer. Il se voit

obligé de baisser plus qu'il ne

souhaitait les tarifs d'Air France

vers les DOM. Son affabilité ne

lui permet pas de résister aux assauts de M. René Lapautre,

PDG d'UTA, qui obtient, an juil-

let, l'autorisation de desservir,

depuis Paris, San-

ratt comme son fief.

Francisco, qu'Air France considé-

M. Long quitte la compagnie

nationale alors que M. Jacques

Douffiagues, ministre des trans-

ports, souhaite contraindre Air

France à plus de concurrence

« sans pour autant la mettre en

péril ». La formation de M. Long

n'aurait pas rendu aisée son

firmant n'avoir aucun engagement partisan illustre la conception traditionnelle du service public en se plaçant à la disposition du pouvoir quelle que soit sa tendance, pourvu qu'il soit légal. Son sens du compromis, son art de ne pas avoir d'ennemi font qu'aucune étape de sa carrière ne coïncide avec les ruptures politiques

M. Badinter, M. Valéry Giscard d'Estaing, élu président, le main-tient à son poste pour qu'il procède à

une réforme plus vaste avec la créa-tion des sociétés autonomes. Cet

éclatement de l'ORTF - il sera le dernier PDG - entraîne des licencie

ments, provoque des grèves, suscite des polémiques. Il décentralise l'Office tout en affirmant sont atta-

chement au monopole de l'Etat. Il

mène sa tâche à la satisfaction du

pouvoir et le premier ministre M. Jacques Chirac le nomme en jan-vier 1975 secrétaire général du gou-

Un poste- clé

Il aura à ce poste-clé l'occasion de

démontrer autant son efficacité que

sa discrétion, et il deviendra le pivot

le plus précieux de la continuité de

l'état. En effet, sans interruption jusqu'en 1982, il cohabitera avec MM. Chirac, Barre et Mauroy et ménagera des transitions sans rup-

ture. Au point que M. Pierre Joxe,

président du groupe socialiste,

jugeant suspecte la présence du secrétaire général du gouvernement, avait un jour demandé à M. Long de

quitter le bureau de M. Mauroy afin

C'est pourtant lui qui a, avec quelques autres hauts fonctionnaires

de l'ancien régime», permis à l'alternance de s'effectuer sans

césure au niveau administratif et

dans les rouages de l'Etat, et qui a

évité aux néophytes bien des bévues.

e rester - entre socialistes -.

que connaît le pays. A partir de juin 1982, il dirige Air Inter et depuis juillet 1984 Air France, demeurant à ce dernier poste maigré l'alternance du

Tout en souhaitant - mettre l'avion à la portée de tous ». M. Long doit affronter deux années financièrement difficiles, mais Air Inter passe quand même pour la première fois le 30 décembre 1983 le cap des dix millions de passagers

A Air France, M. Long trouve une situation financière plus confor-table qui lui permet d'acheter de nouveaux avions, d'ouvrir de nouvelles lignes et - tout à fait dirigiste de contester la concurrence d'UTA l'autre compagnie française.

transportés dans l'année

En rejoignant « son corps d'ori-gine », M. Marceau Long se retrou-vera tout à fait à l'aise au Palais Royal car depuis près de vingt ans il a sans interruption participé à de nombreux colloques sur la fonction publique et sur le contentieux administratif, fait de multiples communi-cations, publié des livres juridiques et en novembre 1984 la huitième édition de son best-seller, les Grands Arrêts de la jurisprudence

ANDRÉ PASSERON.

En Nouvelle-Calédonie

M. Pons estime que « le FLNKS n'est pas un interlocuteur obligé »

NOUMÉA

de notre correspondant

Le ministre des DOM-TOM a quitté Nouméa pour Paris, le mardi 10 février, après un séjour d'une semaine en Nouvelle-Calédonie où il a précisé les grandes lignes de son projet de loi électorale relatif au référendum d'autodétermination prévu l'été prochain dans le terri-

Au cours de cette visite, dominée par des « rencontres avec la popula-tion », M. Bernard Pons a confirmé l'intention du gouvernement de réduire le corps électoral aux per-sonnes résidant depuis plus de trois ans en Nouvelle-Calédonie. Si le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), pré-sidé par M. Jacques Lafleur, a refusé d'endosser la paternité de ce réaménagement - après en avoir pris l'initiative dans un premier temps, - M. Pons a tenu à mainte-nir cette formule afin de mettre un terme aux « procès d'intention qui se sont développés au niveau international », selon lesquels « la France va amener ici des militaires pour les faire voter ».

Le projet de loi contiendra également un dispositif de mesures « spé-cifiques » destinées à assurer « la régularité et la sincérité » du scrutin : des magistrats présiderent les bureaux de vote dont la liste pourra être modifiée au dernier moment par le haut commissaire en fonction d'éventuelles • pressions ou *manazuvres » :* le dépouillement sera centralisé à la mairie de chaque commune, le tout étant suprvisé par une « commission de contrôle ». Tout sera mis en œuvre, a assuré M. Pons, pour empêcher une minorité d'imposer sa loi », et ren-dre ainsi la consultation « incontestable et incontestée ».

C'est bien ce souci de la « crédibi lité » des résultats de la future consultation qui a conduit le minis-tre des DOM-TOM à multiplier les contacts avec les tribus et à inciter les Mélanésiens à se rendre aux urnes. Dans les tribus de Tchambe et Nébouaba (côte est), à Luécilla (Ile de Lifou), ou à Ouatom (côte ouest). M. Pons a ainsi encouragé la fraction minoritaire de la commu nauté mélanésienne fidèle à la présence française. Le ministre s'est surtout employé à démontrer que la France est profondément respectueuse des coutumes », et il a exhorté les Mélanésiens loyalistes à « aller prêcher la bonne parole » auprès de leurs » frères » indépendantistes, « intoxiqués par des Européens venus de l'extérieur,

animés d'une pensée marxiste ». Les responsables de cette cure de désintoxication auront probablement fort affaire avec la jeunesse car celle-ci n'a pas cessé de bouder l'itinéraire ministériel, désertant même les tribus les plus loyalistes. D'où la confiance qui prévaut chez les indépendantistes, les secteurs d'influence du FLNKS n'ayant été a priori que peu troublés par l'offen-sive de charme de M. Pons.

Le ministre le conteste, évidemment. Il affirme - douter aujourd'hui de la « représentativité » du mouvement de M. Jean-Marie Tjibaou, dont il qualifie d' artificielle » l'action des « comités de lutte » : « Ce sont des sabres de papier », 2-t-il même ajouté, avant d'estimer que « le FLNKS n'est pas un interlocuteur obligé ».

Mise en garde et fansse note

M. Pous a toutefois adressé une M. Pous à toutefois adresse une mise en garde aux caldoches qui seraient teutés, comme par le passé, d'intervenir par la force contre les tribus contrôlées par le FLNKS:

« Quelles que soient les souffrances que vous avez endurées vous π'avez pas le droit de faire la lot vous-mêmes, a-t-il déclaré à Bouloupari. Il faut que vous soyez respectueux de la loi et qu'en aucun cas vous n'essayiez de vous substituer à l'autorité compétente pour faire res-pecter et appliquer cette loi. Si par malheur vous vous laissiez entrainer dans cette voie, je ne manque-rais pas de donner des instructions extrêmement farmes pour que

toutes celles et tous ceux qui se servient laissé égarer soient sanctionnés avec une vigueur particulièrement exemplaire.

The state of

AND THE RESERVE AND THE PERSON AND T

-

.. La fausse note de ce séjour es venue du LKS (Libération kanake socialiste), parti modéré du mouve-ment indépendantiste, dirigé par le grand chef de l'île de Maré, M. Nidoish Naisseline. Lors de son dernier passage à Noumes, début dernier passage à Noumez, debut décembre, M. Pons semblait conser-ver quelque espoir d'amener celui-ci à cautionner son plan. Or la rencon-tre entre les deux hommes n'a pas eu lieu. Le chef du LKS avait souhaité que la question posée au référendum détaille le contenu de l'indépendance avec la même précision que sora expliqué le statut d'autonomie interne. M. Pons s'y est refusé, objectant que « ce n'est pas au gou-vernement de jeter les bases d'une indépendance qu'il récuse ».

Quant à la formule de l'indépendance-association, autre idée chère à M. Naisseline, le ministre l'a rejetée avec la même vigueut : « Ceux qui priment l'indé-pendance doivent savoir que cette indépendance sera totale ; il n'y a pas de moitié d'Indépendance, je ne vais pas reprendre à mon compte les manipulations intellectuelles de M. Pisani. »

FRÉDÉRIC BOBIN.

En Polynésie française

L'opposition exprime son « immense soulagement » après la démission de M. Flosse

Le conseil politique du Tahoeras
Huirastira (Rassemblement populaire), réuni à Papeete le lundi
9 février, n'a pas encore désigné le
candidat de la majorité locale à la
succession de M. Gaston Flosse, qui
s'est démis samedi de ses fonctions
de président du gouvernement de la
Polynésie française. Les dirigeamts
de cette formation qui détient la de cette formation, qui détient la majorité absolue à l'assemblée territoriale, devaient se concerter à nou-

Le haut-commissaire représentant Etat dans le territoire, M. Pierre Angeli, s'est déclaré heureux que M. Flosse ait choisi de conserver son porteseuille de secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique sud, « où il s'est montré très actif comme le prouve, a-t-il dit lundi, le succès obtenu en contribuant à la non-signature par les Etats-Unis du traité de Rarotonga [iles Cook] sur la dénucléarisation ». Mais M. Angeli a fait aussi l'éloge de M. Alexandre Léontieff, député RPR, qui paraît le mieux placé pour succéder à M. Flosse à la tête de l'exécutif local : - Jeune, intelligent, compétent, il a déjà été viceprésident du gouvernement et béné-ficie de certaines ouvertures politi-ques à l'extérieur même de son parti », a souligné le haut-commissaire de la République.

Jusqu'à présent, le seul élu de l'opposition qui ait publiquement

soulagement, a-t-il déclaré après la démission de ce dernier. Cette démission était inévitable. Il faut rappeler que Flosse avait été élu ou mois de mars dernier par une mino-Sous-le-Vent, notamment, son parti avait péniblement obtenu 36 % des suffrages exprimés [à la proportion-nelle]. Après avoit été étu avec un aussi modeste pourcentage de voix, il s'est comporté en autocrare et il a voulu faire jouer au Tahoeraa ie rôle de parti unique.

. Par ailleurs, a ajouté M. Vernandon, M. Flosse était toujours à l'extérieur du territoire alors que ses ministres et ses services administratifs, terrorisés par son autoritarisme, restalent sigés pendant ses longues absences dans un immobilisme peureux. Or, le territoire est en pleine évolution économique et sociale. Pour comprendre, maitriser et canaliser cette évolution, il aurait fallu une équipe gouvernementale dynamique, ouverte, représentative de toutes les tendances.

M. Chaban-Delmas ayant fait des concessions

Le budget de l'Aquitaine est voté avec l'appoint du Front national

BORDEAUX de notre correspondante

Le budget de l'Aquitaine a été adopté par 43 voix contre 40, le lundi 9 février, au cours d'une séance extraordinaire convoquée par le président de la région, M. Jacques Chaban-Delmas. Les quatre élus du Front national out joint leurs suffrages à ceux des trente-neuf mem-bres de l'Union des démocrates d'Aquitaine (UDA), permettant ainsi à M. Chaban-Delmas de béné ficier de la même majorité de cir-constance qui l'avait élu à la prési-dence le 22 mars 1986.

Les six conseillers communistes et les trente socialistes ont voté contre le projet de budget primitif 1987, comme ils l'avaient déjà fait le 15 décembre lors de la première ses-sion budgétaire. Ce jour-là, la «minorité de gestion» dirigée par M. Chaban-Delmas avait essuyé un vote hostile de la part des trois autres groupes du conseil régional (PCF, PS et FN), qui jugeaient insupportable > l'augmentation de 24,86 % de la fiscalité.

Dans un premier temps, le prési-dent de la région avait paru considé-rer ce vote comme définitif. Il avait annoncé son intention de s'en remettre à la chambre régionale des comptes pour établir un budget. Le 19 janvier, il faisait cependant machine en arrière et annonçait qu'il présenterait un budget « différent » en séance extraordinaire le 9 février.

En fait, les conseillers régionaux ont même en droit à deux mouturesdans la même journée. Le matin, le vice-président chargé des finances, M. Yves Lecandey, leur exposait un budget de 1 122 millions de

francs, avec une progression de la fis-calité ramenée de 24,86 % à 20,4 %. D'emblée, le PCF annonçait qu'il ne fallait pas compter sur . sa neutralité pour laisser passer un mauvais budget ». De leur côté, les socialistes, emmenés par M. Henri Emmanuelli, déposaient deux amendements proposant de limiter la ponction fiscale directe à cinq

BORDEAUX

de notre correspondante

Le comité économique et social d'Aquitaine a élu le jeudi 5 février son nouveau président après le décès

de Louis Darmanté, survenu le 9 janvier dernier. M. Claude

Moreaud, candidat du premier col-lège (employeurs), a obtenu au troi-sième tour de scrutin 44 voix contre

19 à M. Jean-Pierre Laclau (FEN). 13 voix à M. Jean Bonneville

(CGT) et 3 bulletins blancs. 79 des 88 membres du comité économique

et social étaient présents lors de ce

vote.

Au premier tour, cinq candidats
étaient ea lice: MM. Louis GuilloaSarsol (collège associatif), qui assurait l'interim depuis le décès de
Louis Darmanté, Michel Neuville
(CGC), Jacques Respaud (CFDT),
Jean Sincenx (FO) et Jean Dumas
(personnalité qualifiée). A l'issue

bres du comité économique

A l'écart du débat fleuve qui met-tait aux prises la ganche et l'exécutif régional, le Front national attendait son heure. Ses représentants avaient fait savoir, dès le 5 février, qu'ils suspendaient leur vote à l'accepta-tion de trois de leurs cinq amende-ments. Ils ont obtenu satisfaction en fin de soirée, après que M. Chaban-Delmas eut exposé « une idée susceptible de résoudre la quadrature du cercle : abaisser la fiscalité sans enter l'endettement ». Le chef

M. Moreaud, nouveau président du comité économique et social du deuxième tour, M. Guillou-Sursol s'est retiré au bénéfice de M. Moreaud. Les organisations syndicales n'ont en revanche pas réussi à se mettre d'accord sur un candidat

commun, comme cela avait été le cas lors de l'élection de Louis Dar-

manté le 11 avril 1986. La CGT a maintenu son candidat face à M. Laclau, candidat commun de la FEN et de la CFDT. G. de M. (Né le 11 octobre 1935 à Libourne (Gironde), M. Claude Moreaud, négociant en produits alimentaires et viticultour, est président de la chambre de commerce de Libourne et également président d'honneur de la chambre régionale de commerce d'Aquitaine. Il est entré au comité économique et social en 1974 et il en assurait la vice-présidence depuis 1982; M. Moreaud est également vice-président de l'Agence nationale de la création d'entreprises et conseiller du commerce extérieur de la France.] de l'exécutif proposait d'intégrer 29 191 100 francs provenant du PIM alloué par la Communauté éco-nomique européenne à l'Aquitaine (1). Cette somme correspond au remboursement par la CEE d'opérations engagées par la région en 1986. Résultat : une fiscalité en progression de 15,35 % seulement. Après des heures de débat stérile, cette manne de Bruxelles tombait à pic pour tirer l'Union des démoc aquitains de l'impasse. Par un bienneureux hasard, elle permettait de répondre, au franc près, aux trois exigences du Front national (maintien de la taxe sur le permis de conduire à son niveau de 1986, réduction du taux des cartes grises et réduction de la taxe régionale). Ce « tour de prestidigitateur » où selon M. Emmanuelli, « Jacques Chaban-Delmas tient la baguette et où Bruxelles fournit les colombes » n'a fait changer d'avis ni le PS ni le PCF, qui ont maintenn un vote

A l'issue du scrutin, la satisfac-A lissue du scrain, la saissac-tion était de mise dans chaque camp. « L'exécutif régional a gardé l'initiative jusqu'à la fin », répétait M. Chaban-Delmas sans s'apesantir sur les concessions faites à l'extrême droite. Le Front national pouvait, de son côté, se targuer d'avoir fait plier l'UDF et le RPR. Le PS, enfin, obtenait, à peu de chose près, une fiscalité à la hauteur de ses souhaits. tout en restant clairement dans

GINETTE DE MATHA.

(1) Le Plan intégré Méditerranée (PIM) s'élève pour l'Aquitaine à 470 millions de francs. Il a été rendu

La nouvelle direction du MRG

Le comité directeur du Mouvement des radicaux de gauche, réuni le samedi 7 février, a procédé au renouvellement de ses instances dirigeames, suite au congrès des 10 et 11 janvier, au cours duquel M. François Doubin a été réélu préside

Commentant la nouvelle composi-tion de la direction du MRG, M. Doubin a mis l'accent lundi sur l' « ouverture aux minoritaires ». notamment avec le choix de deux nouveaux vice-présidents. L'un, M. Dutoya, avait retiré in extremis sa candidature à la présidence du parti et il était l'un des animateurs de RRR (Renouveau radical et républicain) qui avait refusé. républicain) qui avait refusé l'accord électoral signé avec le PS pour les scrutins du 16 mars dernier. L'autre, M. Saint-Pierre, n'avait pas caché ses sympathies pour la démarche de M. Michel Crépeau, qui vient de constituer une nouvelle structure Liberté pour demain. M. Saint-Pierre a toutefois fait savoir qu'il n'était pas vice-président au nom d'une tendance du mouvement. En revanche dans le nouvel organigramme ne figure plus aucun des proches de M. Roger-Gérard Schwartzenberg.

Avec une direction qui lui est très

Schwartzenberg.

Avec une direction qui lui est très largement acquise M. Doubin fixe comme objectif à sa formation la « reconquête du pouvoir intellectuel », sous le signe de « l'ouver-ture » par la « recherche à la base » d'un dialogue « avec des gens de progrès » pour « explorer des zones de consensus ».

La direction renouvelée du MRG est ainsi établie : - Président : M. François Doubin.

- Porte-parole : M. Emile Zuc-carelli, député de la Haute-Corse. - Vice-présidents d'honneur : MM. Jean Béranger, ancien séna-

teur des Yvelines, maire de Marlyle-Roi; François Luchaire, ancien membre du Conseil constitutionnel; Marcel Perrin, ancien conseiller municipal d'Avignon.

- Vice-présidents : MM. Bernard Charles, ancien député du Lot; Alain Dutoya, conseiller général et maire d'Hagetmau (Landes): Heuri de Lassus, conseiller munici-pal de Toulouse; Dominique Saint-Pierre, député de l'Ain.

 Conseiller spécial du président pour les relations avec l'étranger : M. Claude Catession conseiller municipal de Lille.

 Délégué général chargé du zecrétariat exécutif : M. Christian Duroc. - Délégué général aux interven-tions : M. Yvon Collin.

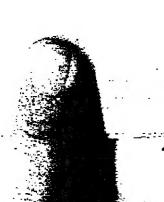
- Délégué général à l'action médiatique : M. Jean-Claude Ricu. — Secrétaires nationaux :

M. Maurice Baldy, M= Liliane Billères, MM. Bernard Cassagnède, Michel Dary, Jean-Francis Dauriac, Daniel Guérin, Jean-François Paquin, Yves Pietrassata, Michel

Scarboncki et Gilles Theveno - Comité financier : MM. Dary, Drouillard, Le Mappian et Ries. - Membres du bureau national

Membres du bureau national :

M. Jean-Claude Ambrosini,
M™ Colette Bloch, MM. PierreMarie Boucher, Jean-Pierre Cabane,
Castagnède, Catesson, Gérard Charasse, Pierre Charles, Maurice Chevat, Collin, Darry, Daurjac,
M™ Hélène de Félice, MM, Duroc,
Gérard Folus, Jean Girardon, Francois Huwart, Jean-Robert Lafosse,
Michel Le Mappian, Bertrand
Leperre, Jacques Maroselli, Jacques,
Mézard, Jean-François, Paquin,
Yves Pietrasanta, Philippe Reymund, Rieu et Scarbonchi. mund. Rieu et Scarbonchi.



19 3 to 2 CK

S Ide Later Man

Carlo and

in A Table

The first many state

Reference L

a to the experience

ALL THEFT STATE

41 m 1 17 4 H

tors made and

And the same of the same

The second to the diable.

Action to the state of

REPORTS THERED

Miller Company

Marie Street Committee

シスタン 一連歩きを選集

STORE OF THE LINE OF

Control of the last

Steel Committee of the season.

382 Burn 18 36 1932

Acting on the property and

Product State Contraction

Table 1 Section 2

A North Man A Marie des dame if what it State of the later 10 mg 10 mg

75 W. W. - 1925-18 35 The same of the sa Principal street and THE PARTY NAMED IN Part of America of 114 FIRE NA The second second second second Agency and also figures that They are well as the P.C. - Sept. of Particular

En Polyatsie france

a exprime son . immense see marés la démission de M. Piso mill pullings the Rabsons 1622 10 17 22 And the second of the second o

ne propositioner de la La proposition de la

La nouvelle direction du

Un entretien avec M. Edouard Balladur

(Suite de la première page.)

» D'abord, cette action que j'ai en récemment l'occasion d'expliquer dans on petit fivre blen, que j'ai intitulé précisément la Résorme économique, correspond à une profonde nécessité pour notre pays. La France avait un argent besoin de moderniser toute sa vie économique en la débarrassant d'un fatras d'entraves et de réglementations qui contribuaient à ha ôter son dynamisme.

Ensuite, cette politique est recomme, à l'extérieur, comme Étant nouvelle, sage et avisée dans tous ses aspects. J'ai l'occasion de e constater chaque fois que je me rends à l'étranger on que je participe à des réunions avec mes collègues des autres pays industria-

- Et pour les grèves. Fallait-il attendre celle des cheminots pour parler de dinlogue social ?

- Une politique de redressement et de modernisation se traduit souvent par des tensions; celles-ci se sont révélées en fin d'année d'une manière symbolique. Si nous cédions sur les rémunérations, c'était toute la politique u du gouvernement qui était mise en cause. Il n'était donc pas question de composer, et je crois que l'opinion publique l'a compria.

» Sur les conditions de travail, en revanche, il y a certainement des progrès à faire, notamment pour améliorer le dialogue social dans nos grandes entreprises publiques. Mais la très importante relance de la participation, la demande que j'ai faite que les représentants du personnel siègent dans les conseils d'administration des entreprises privatisées, le développement des cercles de

qualité dans les entreprises publiques et privées et dans l'administration : tout cela, vous en conviendrez, est une politique résolue de dialogue social. Nous n'avons pas attendu les grèves pour l'engager.

- Et le vent qui gonfle les roiles de M. Rarre ?

- Le propre du vent, c'est d'avoir des santes. Attendons la fin du voyage.

- Si les prix dérapent, laisserez-vous jouer la liberté ?

- D'abord les prix ne dérape-ront pas en 1987. Mais souvenezvous. L'idée de rétablir le contrôle des changes ne m'a même pas effleuré lorsque la spéculation s'est attaquée au dollar et au deutschemark. De même l'idée de remettre en vigueur le contrôle des prix m'est totalement étrangère. En revanche, j'utiliserai tous les moyens que l'Etat peut avoir pour que la concurrence soit par-faitement assurée et les intérêts des consommateurs toujours > Nous allons avoir un mois de

janvier qui ne sera pas bon en matière de prix. On m'a fait grief de le dire. J'ai pour principe de dire la vérité. Se cumuleront en janvier les effets du froid, des grèves, de la hausse du pétrole, des changements de tarifs habituels en début d'année et aussi. c'est vrai, de la libération des prix des dernières professions encore encadrées. Dès février nous aurons retrouvé un rythme plus normal. Progressivement, je suis str que les choses se réglerant, et que, grâce à la concurrence, la liberté engendrera des baisses de prix. Et je vous rappelle qu'un résultat de prix se juge sur l'ensemble de l'année.

Mémorandum monétaire

- Et le chômage? - Partout les économies occidentales connaissent des taux de marchands non agricoles a légèrechômage variant entre 8% et 13% environ de leur population active. Le grand problème de l'avenir est de retrouver une expansion suffisante pour ass la décrue du chômage malgré le progrès technologique. Cela prendra du temps, et c'est pourquoi il est légitime de recourir, pendant cette période d'adaptation structurelle, au traitement social du chômage. » Toute la question est de

savoir - c'est une question sociale mais aussi politique – combien de temps nos sociétés supporteront des taux de chômage aussi élevés. - Le bilen 1986 n'est pourtant

pes excellent.

- Je suis perfois, pourquoi le dissimuler, très surpris du pessimisme de certains commentaires et de certains commentateurs, s'agissant de la situation économique. Vous me pardonnerez de rappeler quelques chiffres :

» En 1985, la croissance de l'économie n'avait été que de 1,1%; les investissements des entreprises n'avaient progressé que de 1,9 %; les effectifs salariés du secteur marchand avaient baissé d'environ 100 000 personnes; le glissement des prix à la consommation du début à la fin de l'année avait atteint 4,7 %.

> En 1986, en revenche, la croissance a été voisine de 2 %. La croissance du volume des investissements des entreprises a vraisem-blablement été de l'ordre de 3 à 4%, alors que celui-ci avait baissé

chaque année de 1981 à 1984. L'emploi salarié dans les secteurs ment augmenté sur l'eusemble des trois premiers trimestres de 1986, alors qu'il avait baissé de 600 000 personnes de la fin de 1980 à la fin de 1985, soit de plus de 100 000 personnes en moyenne par an

Rafin: le hausse des prix à la consommation n'a été que de 2.1% de décembre 1985 à décembre 1986. Ce résultat est sans préoédent- depuis vingt-deux ans. Notre différence d'inflation avec la moyenne des pays industrialisés e ainsi dispera.

» Il n'était pas inutile, vous en conviendrez, de rappeler ces résultats de 1986. Ils sont enconrageants et nous invitent à poursuivre notre effort de redressement en 1987.

nges, n'est-ce pas dangereux ? - Quel accident monétaire le contrôle des changes a-t-il éparené à la France depuis un demi-

- Autre difficulté possible en 1987 : l'évolution des mounaies. istres des finances vont-lis

- La position de la France est connue depuis longtemps. Il faut que les rapports entre les monnaies européennes d'une part, les monnaies américaine et japonaise d'autre part, soient régulés et évoluent entre des seuils de manière à éviter des mouvements désordonnés. Ce n'est pas encore le cas. » Il en est résulté une spécula-

tion qui a porté essentiellement

sur l'une des monnaies européennes, le deutschemark. Quant au franc, je dois répéter que. depuis le mois de septembre, il s'est apprécié face à toutes les autres monnaies du monde à l'exception du seul deutschemark.

- Lors de la dernière réunion de Bruxelles, il y a eu un accord complet entre la France et l'Allemagne. La parité actuelle entre le franc et le mark est excellente, réaliste. Elle correspond à l'évolution des économies, elle est donc solide. Tous les gouvernements représentés à Bruxelles ont d'ailleurs rendu hommage à la politi-

l'économie menée par la France. » Comment réduire les incerti-

tudes monétaires internationales pour l'avenir ? Si une réunion des ministres des finances peut être utile, je suis prêt à y apporter ma contribution. Mais pour que cette réunion soit constructive il faut que chacun fasse un effort.

garde bon espoir.

Accélérer les privatisations

Que s'est-il passé kundi à Braxelles d'où vous rentrez ?

- Les événements récents survenus sur le marché des changesillustrent la nécessité de progresser dans la construction monétaire

» Que faire? Je suggère, tout d'abord, que les pays européens définissent une procédure commune de réflexion sur le niveau approprié du dollar et du yen par rapport aux monnaies enronnes. Nous ne sommes pas, nous Européens, seuls au monde.

. Les banques centrales euroécnnes devraient, ensuite, voir élargies leurs modalités d'intervention pour faire face aux situations nouvelles

» Ensuite, une procédure efficace d'examen de la comptabilité des politiques économiques des divers pays européens devraient être mise sur pied : on pourrait envisager la mise en place d'une batterie d'indicateurs portant sur les principaux éléments de la vie » Enfin, il serait utile de favo-

riser la diversification des avoirs de changes des banques centrales en augmentant la place de l'ECU public qui doit renforcer son rôle d'actif de réserve européen et surtout en organisant la détention réciproque de diverses monnaies européennes par les banques centrales. C'est dans cet esprit que nous déposons un mémorandum devant le comité monétaire européca qui se réunit jeudi. Nous

La Société générale: une des trois « vieilles »

La Société générale est la première entreprise privatisable dont la nationalisation remonte à avant 1982. Fondé en 1864, cet établissement bencaire a. en effet, été nationalisé comme la BNP et le Crédit Lyonnais, le 1" janvier 1946 en exécution de le loi du 2 décembre 1945, Banque de dépôts, la Générale ajoute à l'activité de ses propres guichets celle de deux banques affiliées, la Société générale alsacienne de banque et la Société centrale de banque. La Société générale compte un peu plus de 35 000 salariés et, avec un réseau étranger complet, est l'une des quinze premières banques mondisies.

En 1986, et pour la deuxième année consécutive, la maison mère a enregistré une forte pro-gression de ses bénéfices, son résultat d'exploitation passant de 3,52 à 4,18 millierds de francs par rapport à 1985 (+ 18.6 %) et les dépôts de la clientèle augmentant de 14,4 % pour représenter 173 milliards.

» Nous nous sommes activement employés depuis quelques semaines à rapprocher les points de vue entre nos partenaires. Je

devons tirer les leçons des expé-

riences passées et des difficultés traversées.

> - Pour 1988, vous ne regrettez pas les promesses fiscales faites ? - Absolument pas. J'ai la ferme volonté de diminuer les dépenses d'une quarantaine de milliards de francs environ par rapport à leur évolution spontanée, ce oui en 1988, comme en 1987, permettra à la fois une diminution du déficit de 15 à

taux des prélèvements étant anormalement élevé dans notre pays. - Ferez-vous 5 % supp taires de baisse du taux de l'impôt sur le revenn ?

20 milliards de francs environ et

une diminution des impôts, le

- C'est un objectif, mais je n'ai pris aucun engagement sur ce point pour 1988. La décision dépendra d'une part de la possibilité de diminuer les dépenses, d'autre part de l'arbitrage qui sera fait entre les impôts des ménages et ceux des entreprises.

- La priorité donnée à la recherche dans le budget 1988, est-ce un regret de l'avoir dimi dans le budget 1987 ?

- Pas du tout. Tout d'abord. parce que le budget total de la recherche publique a progressé en 1987 de 3,7 %. Ensuite, parce que la caractéristique du financement de la recherche en France, c'est qu'il est plus public que dans les autres pays. Au Japon, la recherche pour 64 % est financée par l'industrie, contre 43 % en France. Il faut donc inciter les entreprises à développer leur effort propre de recherche. Ce sera l'un des objectifs aussi bien du budget 1988 que de la loi sur le mécénat, c'est-àdire sur le développement de l'initiative et de la solidarité, que je prépare. Cette loi renforcera toutes les formes de mécénat. qu'il soit social, culturel, artistique, humanitaire ou universitaire. - Les privatisations, en revan-che, marchent bien. On vous prête

- L'opération Saint-Gobain et

l'opération Paribas, plus encore, sont là pour le démontrer. Elles ont été de grands succès populaires, et nous devons en tirer les - J'ai demandé une analyse

des perspectives du marche financier en 1987 et de ses possibilités, dans la mesure où ces choses-là peuvent être prévues avec précision. J'en attends le résultat pour décider des prochaines étapes. S'il nous est possible, sans imprudence, d'aller plus rapidement, nous le ferons.

. > Je ne voudrais pas que le mouvement des privatisations dans ses premières années prît

que de réduction des déficits et l'allure d'une remise en cause de des impôts et de libération de ce qui fut fait en 1981-1982. Ce qui m'intéresse, c'est de faire en sorte que notre société et notre économie prennent un visage nouveau, celui de la responsabilité et de la liberté.

> » Ne distinguons pas ce qui fut fait à la Libération dans certaines circonstances et ce qui fut fait en 1982 dans d'autres circonstances. C'est l'ensemble du fonctionnement économique de notre pays qui doit être libéré et modernisé. hors de toutes considérations parrisanes. » Pour bien montrer que notre

> démarche n'est ni politique ni polémique, je pense qu'il est sonhaitable de procéder rapidement à la privatisation des sociétés, et plus particulièrement d'une banque, qui furent nationalisées en 945. Cela exprimerait la volonté du gouvernement de changer les règles du jeu de notre économie, notamment en matière de crédit, où la situation trançaise de quasimonopole public est aberrante dans le monde évolué.

. C'est pourquoi j'ai l'intention de procéder avant la fin de l'année à la privatisation de la Société générale, qui est l'une des trois grandes banques commerciales françaises.

- Les privatisations n'ont-elles pas réussi parce que les prix étaient trop bas ? N'avez-vous pas peur d'un retour de flamme ?

- S'agissant de TF1, il me semble que, ces jours-ci, on dit plutôt

Rappel à l'ordre majoritaire

- Le renforcement de l'Europe est-il possible alors que l'axe franco-allemand semble affaibli?

 Je crois au contraire qu'il va s'améliorer et se renforcer. Allemands et Français sont conscients du rôle que leur bonne entente joue dans le développement de l'Europe. Qu'il y ait en des difficultés momentanées, c'est évident. Je suis confiant, car des deux côtés du Rhin on est désormais bien convaincus de la nécessité de rendre plus étroite encore

 Que pensez-rous de la cols bitation, alors que M. Barre remonte dans les sondages ?

- La majorité parlementaire et le gouvernement ont fait un choix inévitable il y a bientôt un an : prendre leur responsabilité, répondre à l'attente du pays en lui évitant une crise politique grave, mettre en œuvre des réformes profondes que les Français attendaient.

» Un grand nombre de ces réformes sont maintenant faites. Les institutions de la Ve Républinement a gonverné efficacement sans que notre vie politique connaisse les flottements et les affrontements que certains annonçaient. Le moment venu, les Français auront à juger des résultats de cette politique de redressement et de modernisation que Jacques Chirac et son gouvernement mènent avec courage et volonté. - Etes-vous confiant dans is

solidité de la majorité ? - Le gouvernement a traverse

une période difficile; il l'a franchie; maintenant il poursuit son action. Les choses doivent être tout à fait claires ; on ne peut pas à la fois être dans la majorité et ne pas y être, faire mine de la soutenir et la critiquer à la première

occasion. Chacun doit mettre en accord ses propos, ses pensées, ses arrière-pensées, son attitude et son action. » Une œuvre de clarification

. Le cours d'une action varie

dans le temps. La commission de

privatisation m'a proposé, pour

Saint-Gobain comme pour

Paribas des prix moyens entre

diverses méthodes d'évaluation, et

i'ai. chaque fois, retenu un prix

plus élevé que celui qui m'était

. Cela étant, il faut que ceux

qui achètent des actions sachent

qu'ils n'achètent pas un titre de

rente, mais qu'ils prennent un ris-

que, et qu'ils s'associent ainsi au

destin de l'entreprise. A eux de

s'organiser pour mieux le contrô-

ler. C'est en cela que la privatisa-

tion et l'actionnariat populaire

modifieront notre système écono-

mique et rendront plus transpa-

rente - plus démocratique en

somme - la gestion des grandes

entreprises. Il ne s'agit pas de res-

susciter un monde clos, où l'air ne

circulait que soignousement

est nécessaire : le premier ministre y procédera des l'ouverture de la session d'avril en demandant à l'Assemblée nationale de renouveler sa confiance au gouvernement. - Chacun prendra alors ses res-

ponsabilités en sachant qu'on ne peut pas non plus soutenir l'action du gouvernement dans son vote et la critiquer dans son discours sauf à se muire à soi-même.

» Le pays attend de ceux qui le dirigent, mais aussi de ceux qui le représentent, clarté et cohérence. » Pour ma part, je suis confiant dans la solidité de la majorité.

> Proces recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI et BRUNO DETHOMAS.

ie journal mensuei de documentation politique

après-demain Fondé par la Ligue

des droits de l'homme inon vendu dans les kiosques

Le libéralisme

à l'œuvre . P. JOXE

les

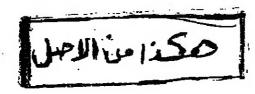
:65

M. DELEBARRE e Ch. GOUX O. STRN

Envoyer 33 F (timbros à 1 F ou chèqu à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jess Dolent, 76014 Peris, en apécitent le dossier demandé ou 130 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

© 1986 Delta Air Lines, Inc.

DELTA DESSERT 100 VILLES AMÉRICAINES D'EST EN OUEST. Consultez votre agent de voyages De New York au Texas, de la Delta assure également un service quotidien à grande fréquence au ou appelez Delta à Paris au Floride à la Californie, Delta Air Lines dessert les quatre coins des États-Unis. départ des deux plaques tournantes (1) 43.35.40.80. Le bureau de réservation Delta se Les vols directs Delta, reliant Paris que sont New York et Boston, soit des situe: 24, boulevard des Capucines, liaisons vers 15 grandes stations à Atlanta, facilitent les voyages aux Paris. Les horaires, au départ de Paris, États-Unis en offrant aux passagers un balnéaires en Floride, ainsi que des sont indiqués sous réserve de modifilarge choix de correspondances Delta vols en direction de la Nouvelle Orléans, Dallas/Ft. Worth et Houston. cations sans avis préalable. vers 100 villes dans tout le pays. DELTA GETS YOU THERE Il existe d'autres vols Delta vers les États-Unis au départ de Londres, Shannon, Francfort, Munich et Stuttgart.



FAITS DIVERS

A Grenoble

Deux PDG trafiquants de cocaïne

GRENOBLE

de notre correspondant

Organisé et financé par des cols biancs > voyageant beaucoup à l'étranger pour le compte de leurs sociétés, un important trafic de cocalne avec la Bolivie vient d'être démantelé à Grenoble et à Paris par la brigade des stupéfiants (notre édition Rhône-Albes du 10 février).

Mis sur la trace des trafiquents par une prostituée d'origine granobloisa venue récupérer au siège parisien de la société de nettoyage industriel, International Service Système. 400 grammes de cocaîne, les policiers ont arrêté son directeur général M. Jean-François Jabin, guarante et un ans, en possession, au moment de son interpellation, de 900 grammes de drogue.

Cette « prise » a permis de

remonter la filière qui conduisit les inspecteurs chez un autre dirigeant de société installé à Grenoble, M. Jean-Paul Robert, quarante-quatre ans, gérant de l'entreprisa. Trabor, spéciali également responsable de l'exploitation de raines d'or en Solivie et de plantations de café, se déplaçait très régulièrement entre ce pays et la France, d'où il revenait accompagné de convoyeurs boliviens qui transportaient des statuettes aztèques dans lesquelles était dissimulée la cocsine. Une dizaine de kilogrammes de drogue auraient ainsi été acheminés à Granoble au cours des six demiers mois avec la complicité d'un ingénieur de l'entreprise Thomson à Saint-Egrève, M. Christian

Les policiers ont aussi arrêté et écroué une dizaine de revendeurs liés au milieu, dont le patron du bar « le Wagram », M. Marc Touati, ainsi qu'un ancien trafiquent qui, au cours des années 60, avait été impliqué dans la « Franch connection », M. Gérard Ghnessia, quarante ans, sorti de prison l'an

CLAUDE FRANCELON.

Le hold-up et la prise d'otages de Marseille

Sous la caisse, les égouts

lieux avec une équipe du RAID (Recherche, assistance, interven-tion, dissussion), commandée par le

commissaire Ange Mancini. Les

négociations commencent. Les mal-faiteurs exigent deux voitures et une

rancon de 30 millions de francs pour

libérer leurs otages. Du côté des

forces de l'ordre, on entreprend

d'interminables pourparlers par télé-

phone avec les gangsters. D'heure en

heure, le préset Broussard obtient

que l'ultimatum soit repoussé jusqu'à 19 h 30.

M. Broussard:

« ce n'est pas un échec »

Vers 19 heures, les policiers ont

un dernier contact avec les agres-

seurs. Les hommes postés autour de

la banque entendent encore des

bruits sourds et pensent que les mai-

faiteurs sont toujours en train de

percer les coffres. Une demi-heure

plus tard, le directeur de l'agence

sort, les bras en l'air, en criant : « Ils

Tous les tireurs d'élite quittent

leur poste et se précipitent dans l'agence, mais les malfaiteurs ont

dispara. Les policiers découvrent

alors que l'opération avait été prépa-

rée de longue date. Pour s'enfuir, les

sept gangsters ont emprunté un

boyan d'une cinquantaine de mètres

préalablement creusé et aboutissant

an sous-sol de la banque. Reconvert

de moquette, étayé et équipé d'une installation téléphonique pour les licisons entre les sept malfaiteurs, le

boyau communiquait avec une cana-lisation principale des égouts muni-

cipaux. Les gangsters ont parcouru

600 à 700 mètres par les égouts pour regagner la surface. Ils avaient

quitté la salle des coffres par une

petite pièce adjacente dont le mur

de béson de 10 centimètres d'épais-

percé antérienrement. Des

marteaux-piqueurs out été aban-

En début de soirée, les enquêteurs

ignoraient par quelle sortie d'égout

les malfaiteurs out réussi à leur

échapper en emportant un impor-

Ce n'est pas un échec, parce que

les otages sont sains et saufs. Mais

je ne comprends pas que l'on puisse

sortir aussi facilement d'une salle

forte », a déclaré le préfet Brous-

seur avait été, vraisemblable

donnés sur piace,

sont partis, ils sont partis! -

Vingt-trois personnes out été des polices urbaines, arrive sur le retenues en otage pendant presque douze heures, lundi 9 février, dans une agence de la Caisse d'épargne à Marseille, avenue du Maréchal-Foch. Toutes out été retrouvées saines et sanves à 19 h 30, mais les gangsters, qui avaient, semble-t-il, préparé l'opération de lougue date, se sont enfuis par les sous-sols sans être inquiétés, alors que d'importantes forces de police avaient bouclé le quartier. Le montant du butin n'est nas encore connu. Seion un enquêteur, les malfaiteurs ont vidé environ trois cents coffres de particuliers.

Pen après 8 heures, l'agence de la Caisse d'épargne, à proximité du centre de la ville, vient à peine d'ouvrir. Le directeur, dans son bureau, recoit un employé d'une autre agence, les neuf guichetiers sont à leur poste et traiteut avec onze clients quand sept malfaiteurs font irruption dans la salle de la clientèle. - Nous n'avons pas vu par où ils sont arrivés, racocte un otage. Le visage masqué par des cagoules, ils avaient des mitraillettes, des

magnums et des grenades. . Le vigile, en faction devant la porte avec son chien, se précipite dans la rue pour donner l'alerte. Il est alors rattrapé par deux gangsters, qui lui assènent plusieurs coups de crosse de revolver sur la tête et le font rentrer dans les locaux de l'agence.

Deux témoins qui avaient observé la scène préviennent immédiatement la police. Les hommes du groupement d'intervention de la police nationale (GIPN) du commissaire N'Guyen Van Loc encerclent aussitôt la Caisse d'épargne. Un des mal-faiteurs sort alors de l'agence et, tenant en respect le directeur de l'établissement bancaire, tire une balle en l'air.

Pour maintenir à distance les importantes forces de sécurité qui ont pris position derrière des véhicules en stationnement et des voitures de police ainsi que sur les toits de l'agence et d'un magasin voisin, les maifaiteurs vont tirer durant douze heures une trentaine de coups de feu.

En début d'après-midi, le préfet Robert Broussard, directeur central

POLICE

Elections professionnelles chez les commissaires

Polémique autour de l'organisation do scrutin

M. Jean Durand, secrétaire général du Syndicat national des com-missaires (SNC), a protesté, au cours d'une conférence de presse réunie lundi 9 février, contre les conditions dans lesquelles se sont déroulées les dernières élections professionnelles du corps des commis-saires (le Monde daté 8-9 février). Membre de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), le SNC a recueilli 5,1 % des suffrages, tandis que l'organisation majoritaire de la profession, le Syndicat des saires et des hants fonctionnaires de la police nationale (SCP), recueillait 88,3 % des voix et enle vait tous les sièges de la commission sistrative paritaire.

« Ces élections constituent un indéniable succès pour MM. Pasqua et Pandraud», a dit ironique-ment M. Duraud, avant de détailler ment M. Duraud, avant de détailler ce qu'il a appelé « les atteintes au libre jeu démocratique et la manipulation des votes». Le scrutin se dévoulait par correspondance et le SNC est particulièrement critique sur la collecte des bulletins qui, avant d'être dépouillés, ont êté entreposés un mois dans « un local non neutre», c'est-à-dire dans les armoires de l'administration. Le armoires de l'administration. Le SNC a également noté la participation électorale massive des commis saires du service de coopération technique internationale de police (SCTIP), dont les membres en poste à l'étranger « ne voient habituellement que peu ».

Le SNC a annoncé qu'il allait étudier les moyens juridiques lui permettent d'introduire un recours visant à l'annulation de ces élec-

• « La France avec sa police-J'aime me police ». ~ L'estociation « J'aime ma police » s'appellers désormais « La France avec se police-J'aime ma police > (1). Ce changement de nom est intervenu lors d'une assemblée générale réunie, pendant le weak-and, dans les locaux de l'Assemblée nationale. Les travaux ont porté sur les contrôles d'identité et la légitime lancer au printemps une campagne d'opinion visant, selon l'un des respon-sebles, M° Sylvain Gerant, à rapprocher la polica et le citoven.

(1) 4, rue de la Huchette, 75005 Paris.

JUSTICE

POINT DE VUE

Respecter le suffrage universel

Par Philippe Malaud

président du Centre national des indépendents et des paysans, député europésn, ancien ministre.

E corps des juges jouit d'un statut éminemment protecteur-allant bien au-dalà encore des privilèges et de la quasi marnovibilità qui caractérisent déjà la fonction publique. Mais, pour être un rousge essentiel de la société et particulièrement d'une société démocratique, le corps des juges n'en tire pas le droit de dicter son orientation au pouvoir politique issu du suffraça universal.

C'est pourtant os que se permet le secrétaire général du Syndicat de la magistrature (le Monde du 3 février) qui, après avoir joué la rôle de brigade des accismations de la gauche au pouvoir at notamment de Mª Badinter, s'énige en censeur vertueux du gouvernament depuis que le peuple français a commis l'arreur de faire un choix électoral qui ne lui convient pas. Il prend carrément à partie le garde des sceaux qu'il qualifie d'amnésique, accuse ouvertement le ministre de l'intérieur de mauvaise foi et d'utilisation de moyens ditatoires à propos d'une affaire qui pour l'essentiel semblait impliquer

e Un an de prison avec aurais pour un policier qui avait biesse par balle un adolescent. — Le bri-gadier de police Jean-Paul Lapeyre a été condamné à un an de prison avec sursis, lundi 9 février, per le tribunel correctionnel de Nanterre, pour avoir grièvement blessé par balle - et accidentalisment selon kii — un jeune cyclomotoriste, Nasser M'Raidi, dusept ans, au cours d'une ronde de mit le 14 tévrier 1983, à 6 h 15, à Chézensy-Melabry (Hauts de Seine).

Le tribunal a retenu contre M. Lapayre la culpabilité de « bles-sures involontaires », relevant notamment que l'ex-brigadier, âgé de cuerante et un ens, avait manque aux consignes dornées aux policiers pour l'arrestation d'un contravenant, et qu'on avait décêlé chez le prévenu ez longtemps après les faits ».

L'annonce du jugement à provo qué le colère des quelques dizzine de militants d'un comité antiraciste de La Courneuve, qui avaient accom-pagné la victime à l'aucience. M. Nocci mais qui, pour lui, s'est mutée en affaire Pasque.

it estime tout à fait normal qu'un megistrat puisse prendre des positions politiques contraires à celles du gouvernement sur des problèmes qui relèvent de décisions législatives, comme la répression dans le domaine de la drogue, mais intoléreble qu'un député de la majorité : émette une opinion inverse et critique l'ingérence de la megistrature. En'est manifestement plus du tout d'accord avec un certain propos relatif à caux qui ont juridiquement tort parca qu'ils sont politiquement minoritaires, auquel à l'époque il n'avait rien trouvé à redire.

Un pouvoir qui n'a pas bânéficié de son bulletin de vote ne caurair avoir qu'un e semblant de politique ». et des politiques qui ne partagent pas son idéologie devraient manifester la plus grande discrétion ou prendre le risque de têter du bâton.

Dens una de ces démocraties dites populaires qui ont au le bonheur de connaître quarante ans de gouvernement d'union de la gauche exercés par des partis socialistescommunistes - et qui apparaissent peut-être à M. Deschamps plus progressistes que la chirequisme, — 🗓 méditerait déjà dans quelque gouleg sur la nécessité du respect du suffrage universel. Il est vizil que colui-ci se serait menifesté à 99 % et non à 55 %. M. Deschamps pourrait donc modérer ses distribes à due contur-

• Une Staque espagnole reconduite à la frontière. - Arrê-tée à Blarritz, une resortissante espagnole, d'origine basque, M= Erbiti Treku, a été reconduite à la frontière pendant la nuit du samedi 7 au dimanche 8 (évrier. M. Erbiti Traku se trouvait en situation intégulière sur le territoire français, selon la préfecture des Pyrénées-Orientales.

Première femme réfugiée au Pays e & taire [d'éloignement du territoire français elle est la trentièrne personne de nationalité espagnole expulsés depuis le 19 juillet demier, dont vingt-huit, seion le procédure d'urgence absolue.

Instituteurs malgré eux

(Suite de la première page.)

Le SNI prend le risque de brusquer la fraction la plus conformiste de son fonds de commerce syndical. M. Monory, il est vrai, y a mis du sien en faisant publier les rets contestés à la veille des défilés de mercredi dernier.

D'autre part, il n'est pas anodin que près de la moitié des manifes-tants du 4 février à Paris aient déserté le cortège syndical pour venir grossir les rangs de la « coordination », aux slogans plus inven-tifs, mais surtout plus radicaux.

Derrière la génération des quarante ans et plus, recrutés en son temps an niveau du brevet ou du bac, les petits derniers de la famille «instits», beaucoup plus remuants et plus diplômes que leurs aînés, se sont taillé un beau succès avec des slogans du genre :
« Ni carotte ni bâton, nous ne sommes pas des ânes.

Changement de projet

C'est que la rupture sociologique dans la profession, décrite depuis une dizaine d'années par les sociologues (1) - les instituteurs ne sont plus massivement issus des s populaires, mais de la bourgeoisie, et sont de plus en plus des femmes (74 %), — se double désormais d'un fossé très net entre le niveau scolaire de la masse des maîtres et celui des dernières recrues. A Paris, le profil des sièves des écoles normales d'instituteurs a basculé dans les années 70 : les étudiants et les diplômés de l'enseignement supé-rieur, issus des classes aisées, y ont alors supplanté les jeunes d'origine populaire, qui, recrutés après la classe de troisième, passaient le bac grâce à l'école normale, comme le note M. Frédéric Charles, un étudient qui symbolise oien les nouveaux «instits» des années 80, puisqu'il partage son temps entre une classe de mater-nelle et l'université de Paris VIII cycle sur... le recrutement des insteurs à Paris depuis la guerre.

Le mouvement d'aspiration vers

le haut s'est accéléré depuis dix

ans : en 1977, où seul le bac était exigé au concours, un normalien sur dix seulement détenuit un diplôme de l'enseignement supérieur (DEUG ou plus). Au dernies recrutement de l'automne 1986, la proportion frisait les 100 %, puisque le niveau DEUG (bac + 2) est désormais requis.

Entre-temps, une formule inter-médiaire avait été mise en place par le ministre Christian Beullac : ctionnés après le bac, les futurs instituteurs passaient trois ans en scole normale, où ils préparaient un DEUG spécifique, non monnayable à l'Université. Mais l'insuffisance endémique du recrutement a obligé à maintenir de multiples voies parallèles d'accès à la profes-

La coordination des « pour »

La mode est à le coordination. Et les partisans des décrets instituant les maîtres-directeurs n'y ont pas failli. C'est e la condition sine qua non pour que l'on parle de nous dans les médies », affirmait l'un des participants à la première réunion de la coordine on régionale qui se tenait, lundi 8 février, sous le préau de l'école de la rue Rollin dans cinquième nent à Paris.

Sous l'œil impassible de Marianne, un parterre de plus de deux cents directeurs et directrices d'écoles sagement assis sur d'étroits bancs de bois. Syndiqués ou non syndiqués. On comptait, « venus en tant qu'observateurs », quelques représentants de l'USNEF-SNADE, syndicat proche de la majorité, qui avait tenu, le matin même, une conférence de presse pour exprimer son soutien au

M. Denis Azra, directeur des lieux et président du comité de coordination, a distribué et fait signer le texte proposé par la comité qui rappelle « le caractère universel » de la fonction de directeur d'école et s'élève contre « la désimformation systé-matique et l'agitation stérile induites et organisées per des

à partir de 1982, recrutements dits « exceptionnels », mais en fait renouvelés, d'étudiants titulaires d'un vrai DEUG. L'enchevêtrement des situations - jusqu'à quinze cursus différents dans les écoles normales - n'a pu qu'accen-tuer l'impression de désorganisation et de malaise d'une profession per ailleurs dévaluée socialement.

recalés du concours et parachutés dans les classes sans formation ; et,

Ces turbulences permanentes ne seraient pas étrangères à la colère actuelle des jeunes instituteurs, selon M. André de Peretti, ancien directeur du département de psy-chosociologie de l'éducation à l'Ins-titut national de la recherche pédagogique (INRP) et auteur d'un

professionnels de l'intoxica-

« Ces décrets, nous les attendons depuis vingt ans », explique Denis Azra, qui souligne trois innovations essentielles : la réévaluation des rémunérations, la formation et le mode de recrutement des directeurs. Mais beaucoup ici regrettent la prudence de ces textes en ce qui concerne notamment les décharges de classe cour les directeurs. C'est le point sur lequel ils insisteront auprès de M. Monory, si celui-ci accepte de les recevoir, comme ils le souhaitent, « même si la négociation reste l'apanage des dicats >

Prévolent-ils une contre-manifestation ? « Sûrement pas, nous n'avons besoin ni de bande-roles ni de carnaval. C'est sur notre lieu de travail que nous nous exprimons », explique une ctrice d'école maternelle du quatorzième. « Et nous n'aurions pas le nombre », reconnaît Denis Azra.

Mais tous ici savent que ce ne sont pas tant les décrets que les circulaires d'application qui importent. D'ailleurs leur signa-ture marquera la dissolution de la

A. B.

sion : suppléants choisis parmi les rapport sur la formation des personneis de l'éducation nationale remis en 1982 à M. Alain Savary (2). « Leur formation a été marquée par une accumulation d'éléments d'insatisfaction, note M. de Peretti : multiplication de filières différentes, encyclopédisme de l'enseignement dispensé, méfiance de l'encadrement à less égord »

> Rien à voir avec la vocation en ligne droite des « hussards noirs » de la République des débuts de l'école publique obligatoire. Les écoles normales actuelles, lieux de passage et souvent d'ennui pour diplômés au chômage, n'ont plus tien des «séminaires laïques» de l'époque héroique, ces centres de promotion sociale pour enfants du peuple éternellement reconnais-

Les nonvenux instituteurs sont passés par l'Université. A l'école normale, ils supportent mal que leurs absences soient comptabili-sées (en contrepartie de leur rémn-nération d'élèves) ; ils critiquent l'enseignement dispensé par des professeurs dont le niveau de quali-fication est parfois à peine supé-rieur au leur, et qui restent souveut dioignés de la réalité de l'école primaire. Nommés dans un établissoment, ils répugnent, pour les mêmes raisons, à accepter la hié-rarchie. Mon inspectrice prétendait que je n'avais aucune notion sur les mécanismes d'apprentissage de la lecture, raconte une institutrice. J'ai du lui dire que favais un DEA de linguistique. Elle s'est vengée en me sacquant.» Des réactions comparables condui-sent les jeunes instituteurs à s'opposer aux «maîtres-directeurs» de M. Monory au nom du travail en équipe et de la solidarité, rejoignant ainsi les traditions anti-hiérarchiques de leur profession.

Entrés dans la carrière sans enthousiasme débordant ~ ce qui compêche pas nombre d'entre enx de se révéler sur le terrain d'excel-lents professionnels, - les maîtres des années 80 en contestant les règles. Avec vingt-cinq ans de moyenne d'âge au recrutement (deux ans de plus lorsqu'ils pren-nent une classe à leur charge), ils

ne ressemblent guère aux norms-liens des années 50, cueillis à seize ans après leur brevet. S'étant frottés au syndicalisme étudiant ou d'entreprise, ils hésitent à prendre leur carte du syndicat à l'école pormale, lien de recrutement traditionnel pour le SNI. « Ils manifestent une allergie évidente pour toutes les klérarchies, y compris syndicales», reconneit M. Michel Bouchareissas, dirigeant du SNI et secrétaire général du Comité national d'action laique.

Cette méliance à l'égard de tous les appareils se nouvrit d'un sentiment d'insatisfaction générale envers un métier qui n'est, pour beaucoup, qu'une solution de repli imposée par un échec universitaire ou une période de chômage,

Multiplication des stratégies de fuite

L'entrée en école normale sonne souvent le glas d'ambitions bien supérieures. « Beaucoup de jeunes collègues ont une certaine honte à s'avouer « instituteurs » ; ils préferent se dire « enseignants ». Et, même s'ils adorent les enfants, ils ne se voient pas travailler avec eux pendant trente-sept ans », constate Frédéric Charles. L'absence de perspectives de carrière, la mauvaise image du méti dans la société et les élèves difficiles s'ajoutent à la modestie des traitements (4800 francs en première année d'école normale. 5700 francs à la titularisation, plus une prime de logement d'environ 800 francs, variable selon les départements), pour rendre humiliante aux yeux de certains une situation autrefois jugée enviable.

Dès lors, les stratégies de fuite se multiplient : demande de postes de remplacement ou en maternelle. réputés moins accaparants, travail à mi-temps, démission, congés pour études. Souvent, l'espoir du CAPES et de l'entrée dans le secondaire aidant, l'étudiante sommeille sons l'institutrice.

Les difficultés de recrutement des maîtres, alors que les emplois sont par ailleurs si rares, donnent la mesure du peu d'attrait qu'exerce le métier. Dans la Seineet-Marne, où la durée des transports est un motif supplémentaire de découragement, plus de la moitié des postes mis an concours en 1986 n'ont pa être pourves. Dans d'autres départements du nord de la Loire, les notes de certains candidats ont été «adaptées» pour

Des centres d'examen supolémentaires ont été ouverts dans des académies méridionales, qui, elles, ont un surplus de candidats... mais sans grand résultat. De toute facon, le déficit est comblé par recours à une liste complémentaire où figurent les recalés au concours. on par des suppléants sélectionnés ser un simple entretien.

L'exigence du DEUG, systémati-sée en 1986, a réduit considérablement le vivier des candidats (dixneuf mile pour cinq mile postes en 1986) en dépit d'un recours très large aux équivalences (aix cents diplômes acceptés!). Et l'on voit mal comment la crise, qui risque de s'aggraver avec les départs massifs en retraite des années 90. pourrait être surmontée sans une pectaculaire amélioration du statat d'instituteur, non seulement matérielle, comme l'a prévu le plan de revalorisation de 1982 toujours en application, mais an regard de

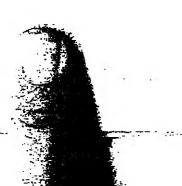
Après tout, la question n'est pas-nouvelle. Les instituteurs de 1901 voqualent déjà leurs « salaires de nine», leur «budget de prolé». taire » et les « humiliations » subies, dans une revue de l'époque qui conclusit : « Tout ce qui est intelligent dans les écoles primaires supérieures se destine aux postes, au conanerce et à l'industrie (3) ».

PHILIPPE BERNARD:

(1) Ida Berger. Les Instituteurs d'une génération à l'autre. Presses uni-remitaires de France.

(2) Les réflexions de M. de Peretti sur l'organisation scolaire et l'évalua-tion sont contenues dans son ouvrage Pour une école phirielle, à paraître chez Larousse.

(3) Cité dans le Métier d'éduca-teur, de Francisco Maci-Droyfus (Edi-tions de Minnit).



The second secon

M. Mart. Mart. Co., May be

Name and the state of

AND ACCESS OF THE PARTY OF THE

Charles in the case of

Commence of the second

Die de la Diene de la Constitución de la Constituci

Parameter rate stands to the stands

Section 12 and 1

Kan market and

Reserve the second

W I cha or a document

Section of the Party of the Par

Cream Section 5 Williams

the way believe to the to

TABLE OF A PROPERTY OF

of the policy on the way

the san good to promise

the standard of the standard o

April Definitioned on the 6' 19"

the Children of the State Can W.

Management of States - And States of States

per Ges per s stelle.

Density and a grant

Secretarian to the Control of the

Basesian on a national

Company of the Park State

But is receipt a larger

66 % M Deprisoner form

TRACES SHE CAMERE LOSS

@ Une Estate sign

PRODUCTION IS TO THE .

the & former on them

##D#2** 6 3 21 2 18 18.

the later has been the

Wild there provides the right to the

The statements in some &

region to the transport of solution

Since the in the large martines of

the tree of the one-line

Benge bilben Geraus

Medican of states

feile sein bill stillere gener

THE WAR IN THE COME

क्षेत्र होत्स्य र ११ । १९ १ व्यक्तः

3.杜美杰 (Bright) - March (Bright) - 1. 10 (1987年) **建**金属性的 化中心性动物 新聞

la lang as not a see

等级的对应 开心,心理多篇"

BAR BAR FOR THE STATE OF THE

Belighed P. P.

. . . - : ==

 $((1/2)^{n+1})^{\frac{n}{2}}$

.. (***

Catharan in the state of the

Les arsenaux militaires en difficultés

M. Giraud recoit les syndicats de l'armement

Le ministre de la défense.

M. André Giraud, a réuni mardi
10 février les organisations syndicales des travailleurs de l'arme caus uts travanteurs de l'armement inquiets après la publication d'un rapport (le Monde des 23-24 novembre 1986 et du 31 janvier 1987) de M. Claude Engerand, contrôleur général des armées, sur la grave situation de Groupement industriel des armements terrestres (GIAT). Ce groupement de dix arrenaux de l'Etat connaît une mévente importante de ses matériels à l'exportation

ce rapport (rapatriement de sousce rapport (rapatriement de sous-traitances, nouvelles procédures de commercialisation, diversification accrue) sont critiquées ou jugées insuffisantes. Des consultations organisées à la base par les syndicats ont abouti à des contre-propositions (élargissement des fabrications du GIAT, politique de coopération, réé-quillorage des charges entre les atequilibrage des charges entre les ate-liers, arrêt de la privatisation des fabrications) avec la menace d'arrêts de travail

tante de ses matériels à l'exportation au point que le rapport évalue à 3 200 environ les supressions d'emplois nécessaires avant 1990, soit le quart des effectifs d'ouvriers présents dans ces établissements.

Tant à FO qu'à la CGT et à la CFDT, les solutions suggérées dans

POINT DE VUE

DÉFENSE

Quand l'Etat se mêle d'être industriel...

pseudonyme employé per un groupe de cadras civils du GIAT

ORSQUE l'Etat se mêle d'être industriel, c'est parce qu'un cartain nombre de hauts fonctionnaires sont convaincus qu'ils sont plus capables que les spécia-listes de maîtriser le phénomène industriel, depuis le bureau d'études jusqu'à l'après vente, en passant par la plus difficile de toutes les professions, l'exportation.

Comment cette conviction leur

Elle leur est venue de la formation commune à la plupert d'entre sux, celle d'ingénieur de l'Ecole polytechnique, qui fabrique une sous-culture dont l'abus au sein de l'administration est tout à fait scié-

En général, tout polytechnicien ingénieur de l'armement considère que les problèmes auxquels il est confronté admettent une solution et une seule, qu'il convient donc de traiter les choses de la vie comme des théorèmes à démontrer, et que la démonstration, dans sa mécani-que inéluctable, s'impose à tout le monde. La méthode de travail considérée comme la plus efficace consiste donc à poser le problème convenablement, puis à en trouver la solution (celle-ci existe force-ment), ensuite à expliciter cette de note parfois entrelardée de formules mathematiques, et enfin.

L'animation, le « management » des équipes d'hommes, au sein de la direction de l'armement terrestre (DAT), incombe donc à des gens davantage portés vers la spécula-tion intellectuelle que vers l'action, vers l'autorité que vers la compétence, vers le pouvoir plutôt que vers l'expérience, vers le carriérisme plutôt que vers la réuseite profes-

Si l'encadrement du Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) ne se bet pas pour réussir professionnellement, pourquoi se battrait-il pour que le GIAT réussisse industriallement ?

Délà, il faudrait réviser le dispositif qui permet de sélectionner les sein de la DAT, cer le système se referme sur lui même comme la fameux annesu de Moebius : plus on change le titulaire, plus c'est le même personnage qui occupe le poste. Mais le recrutement de cadres provenant d'autres horizons (HEC, Centrale, per exemple), et en nombre suffisant, est rendu impossible en raison de la grille des par rapport aux demandes du marché. Et même le serait-il (recrute ment de chômeurs préférant les bas salaires de la DAT aux ASSEDIC) qu'aucun espoir de concurrencer les ne pourrait les animer, tant ces derniers sont jaloux de leurs prérogatives et incapables de faire confiance à la compétence et à

il convient d'ajouter à ce sombre vue d'une » plus grande irrigation tableau un dispositif comptable du tissu industriel », en particulier archaique et paralysant, dans lequel pour les PME.

ponsabilités tiennent lieu de moyens de contrôle, et l'on commencera à comprendre dans quelles conditions vraiment dramatiques le matériel de l'armement terrestre

il est, en revanche, rassurant de constater que, en dépit de tout, le GIAT a été capable de créer, d'exporter et de soutenir des milliers de chars et de matériels d'artillerie dans le monde entier, des matériels qui finalement donnent satifaction totalement aux puissances amies, même si des difficultés pessagères viennent perfois, et toujours pour peu de temps, quelque peu assombrir les relations du client avec son fournisseur. Les nouvaux matériels, particulièrement l'AMX 10 RC et ses dérivés, et l'AMX 40, sont sans concurrent dans le monde.

Les effets hienfaisants de la concurrence

C'est dire ausai la réserve d'efficacité qui pourrait être mise en cauvre si le système était libéré des contraintes qui l'enserrent.

Pour cela, il faudrait que le GIAT casse d'êtra un pédoncule du ministère de la défense et qu'il n'en soit Véhicules industriels, aux effets bienfaisants de la concurrence. Il faudreit-qu'un GIAT au statut renouvelé (société nationale) soit dirigé per un grand patron, un vrai, dant les performances industrielles haut fonctionnaire désigné à cause du nombre d'étoiles qu'il arbore sur ses manches ou des relations qu'il s'est faites au sein de divers cabinets ministériels dont peu importe

Dès lors, une véritable équipe de management, composée de professionnels des études, de la production, de la vente, de l'exportation. de l'après-vente, pourrait prendre en main la destinée de ce magnifique outil industriel, dont il est scandaleux qu'il soit traité comme une administration.

Un nouveau conseil scientifique

Le ministre de la défense, M. André Giraud, a appelé, lundi 9 février, à « une plus grande inter-9 février, à « une plus grande inter-pénétration du monde de la recher-che et de la défense » à l'occasion de conseil scientifique de défense pré-sidé par l'ancien ministre de la recherche et de la technologie, M. Hubert Curien. «La défense, a déclaré M. Giraud, me doit pas être sus monde clos», ajoutant que, si quelques socrets doivent être proquelques secrets douvent entre l'appendit de sérieux qui s'impose, il lui parsissait nécessaire de faire le reste des recherches prenye, sur le reste des recherches militaires, d'une « plus grande souplesse ».

Il est notamment envisagé d'organiser des « Journées science et défense », mais aussi d'attribuer des bourses à des laboratoires de recherche, de lancer des programmes scientifiques spécifiques, de prati-quer une politique de l'impovation en

Obsèques religieuses | ENVIRONNEMENT pour Michel Baroin

Les obsèques de Michel Baroin, PDG de la Garantie mutuelle des fonctionnaires et PDG de la FNAC, qui est mort dans la mit du 4 an 5 février dans un accident d'avien au Cameroun, auront lieu le jeudi 12 février, ca l'égise Saint-Françoisde Seles à Paris. L'ancien Grand-maître de l'obsdience maçonnique du Grand Orient de France aura donc des

Grand Orient de France aura donc des obséques religieuses.

Mª Baroin indique que la disparition tragique de leur fille Véronique le 26 avril 1986 avait « rejailli sur les sentiments spirituels les plus profonds (de Michel Baroin). Il ressentait fortement que cette absence ne pouvait étre définitive et inexorable. Il pensait eur un jour il la reichabait par le qu'un jour il la rejoindrait par la jorce de l'amour et la communion.

force de l'amour et la communion. »

Mgr Robert Piéplu, curé de SaintFrançois-de-Sales, nous a, de son côté,
fait parvenir le témoignage suivant ;
«Au cours de différentes conversations personnelles, j'avais été témoin
de l'évolution spirituelle de Michel
Baroln. Certes, il avait toujours fondé
sa vie sur des conceptions humanistes.
Mais il m'avait avant que la mort de Maix il m'avait avoué que la mort de Maix il m'avait avoué que la mort de son enjant avait donné à son existence une dimension religieuse qu'il n'avait jusqu'alors que pressentie.

> Il m'avait demandé de l'aider à avancer dans la voie qu'il avait suivie demant et la cocca et qu'il avait suivie demant et la cocca et qu'il avait suivie

durant sa jesmesse et qu'il entrevoyait maintenant avec une lumière nou-

pelle. >
[En mai 1985, en Péglise SabatFrançois-de-Sales déjà, M' Richard
Dupsy, ancien grand meltre de la Grande
Loge de France, avait en des obséques
religiemen, tout cossum M. AugustinLouis Deronière, ancien grand mattre de
la Grande Loge automnio française en
février 1982. Le nouvem code de droit
comon de l'Eglise catholique (1983) a
retré les france-maçons des can d'interdiction d'obséques religiames. Mais déjà
l'ancien code de 1917 précisait que
l'interdiction était lesée quand l'intéressé
senti donné, avant se mort, « quelques
niques de conversion ». Dans tous les cas
de deute, l'évêque doit intervenir : ce qu'u
fait le cardinal Lustiger, archevêque de
l'azia, pour Michel Baroln comme pour
Richard Dupsy.]

Le dépérissement de la forêt française

Le mystère du mal des arbres

Où en est le dépérissement des forêts ? Si, en Allemagne l'édérale et en Suisse, on observe une légère aggravation du phénomène appelé en allemand Waldsterben, on enregistre en France une stabilisation. La direction des forêts vient de recueillir les résultats des observations effectuées en 1986 et collationnées par le Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts (Cemagref). Ces observations, menées à partir de 1416 - placettes - couvrant quelque 2,5 millions d'hectares de forêt - publique ou privée, - font apparaître « une aggravation de l'état des feuillus et une amélioration de l'état des conifères ». Les deux phénomènes s'équilibrent : en 1985, le taux d'arbres qui avaient perdu le quart de leur feuillage était de 8,4 %. Il était en 1986 de 8,3 %.

L'examen détaillé des résultats montre que les feuillus (surtout chênes et bêtres) semblent souffrir à retardement du « mal des forêts ». Ils ont donc tendance, au moins dans les données statistiques, à rattraper les coniferes, jusque-là en première

SPORTS

 SKI ARTISTIQUE: championnats d'Europe. - La Française Christine Rossi a conservé son titre mands de l'Ousst ont réussi un triplé

* perturbent la photosynthèse, favorisent une transpiration excessive de
meier et Klaus Muehlstein qui ont
devancé le Français Eric Laboureic.

protection in proposition excessive de
l'arbre et le privent d'élèments
mutritifs indispensables **. En outre,

ligne pour le dépérissement. La situation de l'épicéa se stabilise. Le sapin et le pin sylvestre reprennent

Géographiquement, la situation s'améliore dans les Vosges et le Jura. Elle se dégrade, en revanche, dans les Pyrénées centrales (le Luchonais) et surtout dans les Alpes du Nord, sans doute - sous l'effet d'une forte sécheresse durant l'été 1986 .. Dans le Bassin parisien (Ile-de-France et Normandie), les dommages sont insignifiants.

Gaz et acidité

Au moment précis où paraît ce bilan de santé de la forêt française, le ministère de l'environnement met la dernière main au premier rapport du programme Deforpa (dépérisse-ment des forêts attribué à la pollution atmosphérique), lancé en octo-bre 1984 avec l'aide d'une quinzaine d'instituts, laboratoires et centres de recherche. Ce rapport, qui souligne le caractère provisoire des premières conclusions, étant donné que la croissance des arbres et leur éven-tuel dépérissement suppose des années d'observation, aboutit à la conclusion suivante : le dépérissement des arbres semble lié à la comusans l'epreuve de ballets, disputée sant en synergie, l'un sur la partie fundi 9 février à Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence). Dans la compétition masculine, les Allemands de l'Ouest ont réusei le compétitions de le compétitions de l'ouest ont réusei le compétition de le compétition de la compétitio

· l'acidité des précipitations intro-duit un déséquilibre chimique dans les sols et induit une mauvaise nutrition des arbres, qui soussrent de carences minérales. Les peuplements fragilisés sont alors plus vul-nérables aux effets d'une sécheresse ou à l'attaque de parasites, d'insectes ou de virus ».

La météorologie, dès lors, apparaît comme primordiale. Elle intervient comme vecteur de la pollution, notamment avec les neiges et brouillards qui stationnent dans les forêts d'altitude : comme agent polluant, avec le phénomène de photooxydation; et enfin comme agent déstabilisant, lorsqu'une sécheresse inflige à la forêt un «stress hydri-

Aucun facteur, pourtant, n'apparaît à lui seul décisif. Les chercheurs ont affaire à une « maladie de l'écosystème forestier», dont la comlexité échappe encore aux experts. On en saura sans doute plus au terme de la -deuxième tranche- du programme DEFORPA, qui s'achèvera en 1990. Cette deuxième phase commence avec l'installation prochaine de la tour d'observation du Donon, dans le massif des Vosges. Cette tour de 45 mètres de haut, située à 700 mètres d'altitude, enregistrera et analysera – en liaison avec un laboratoire de Strasbourg – toutes les données physiques et chimiques de l'atmosphère à quatre niveaux du sol. Si la pollution atmosphérique est bien la principale cause du dépérissement du sapin des Vosges, cette tour-laboratoire

ROGER CANS.

C'est vrai, nous ne sommes pas assez connus. Et pourtant, cela pourrait nous servir. Ceux qui nous connaissent et nous utilisent disent que nous produisons d'excellentes machines.

Mais n'ayons pas de regrets, nous avons toujours voulu hiérarchiser les priorités, et la satisfaction des utilisateurs de micro-ordinateurs Zenith passe avant toute autre considération. Pour l'avoir oublié, un grand nom-

bre de nos ex-concurrents, plus toni-

truants, reposent aujourd'hui dans le vaste cimetière des «média-

Nous, sans faire d'histoire, sommes certains que le micro-ordinateur que nous présentons sur cette page, le Z-248, gagne à être connu. C'est vrai. nous en sommes assez fiers. Il possède quelques avantages dont nous ne sommes pas mécontents et nous avons été ravis de voir à quel point cette idée du «Zero Wait State» était attendue

dans le monde des compatibles. Nos revendeurs vous diront tout ce que notre modestie naturelle nous empéche d'étaler. Question d'expérience, n'est-ce pas?

Zenith, 167-169, av. Pablo Picasso. 92000 Nanterre, tél. (1) 47.78.16.03.



Qu'arrive-t-il à une marque qui, depuis 70 ans, investit dans ses produits et pas dans sa publicité?



Le ZW-248 compatible

îté

Culture

10 Le Monde • Mercredi 11 février 1987 •••

CALENDRIER

DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Selle PLEYEL Semedi 14 février 17 h 15 (p.e. Vakrelete)	CONCERTS PASDELOUP FESTIVAL WAGNER Dir. Gérard DEVOS
T.M.P. CHATELET Sepecii	MOZART

St. GREENAWALD

edith mathis

de Lausanne Dir.: Lawrence **FOSTER**

MOZARI **THAMOS**, Roi d'Égypte SCOTTISH CHAMBER ORCH

CHOSUR CHAPELLE ROYALE COLLEGIUM VOCALE 40 GAMO

HERREWEGHE sal: Y. KENNY sop. E. JAMES sop. H. CROOK tén. P. KOOY basse

YOUNG-HEE KIM soo.

TAN CRONE pieno

BRAHMS, GRANADOS POULENC

Institut NEERLAND Lyndi 16 Herrier 18 h 30 Emtrés

> ZIMMERMANN Mezzo-Soprino JOHN FISCHIII PLANO BRAHMS, MASSENET SAINT-SAENS, MALHER GRANADOS, BORODINE

T.M.P. Châcelet Jendi 18 Heries O.A.L O. et G. Warner Mondail

MOZART AIRS de CONCERTS K. LAKI sop. Y, KENNY sop. C. PAPIS tén. F. VASSAR bar. D. SALAS basse ORCHESTRE de CHAMERE

OF VENER Dir. et sol. : Philippe ENTREMONT MOZART AIRS de CONCERT M. MARSHALL sop

PL LANGRIDGE tér NOUVEL ORCHESTRE PHELHARMONICILE de RADIO-FRANCE Dir. ; Leopold **HAGER**

MARIONNETTES AU RANELAGH
B. rom den Vigona
DE SALZBOURG
Parin (109)
741:42-82-94-94
LE RANELAGH ell # de. de 11 h è 18 h 24 FÉV./29 MARS Les Contes d'Hoffmar Don Glovanni La Flûte enchantée Casse-Noisette

Direction

Ensemble eio InterContemporain

ARTS

Sur trois expositions

Contre la traite d'affiches

Trois expositions d'affiches à Paris et à Marseille sont peut-être l'occasion de réfléchir sur l'art et la manière de vendre et de présenter cet art secondaire, largement réhabilité depuis dix à quinze ans.

On s'énerve à juste titre, en France, des ambiguités du marché de l'art : il se plaint du tabou qui pèse sur l'argent, tout en se servant frénétiquement des zones d'ombre ainsi créées; et l'Etat renforce le système, imposant des vertus spartiates à des fonctionnaires qui cotoient des fortunes et contribuent largement par leurs études, leurs estimations, leurs achats, à l'établissement des cotes, au succès du mar-

Dant l'univers de l'affiche publicitaire, encore jeune, c'est encore plus compliqué. Marchands, conservateurs, collectionneurs privés, experts, attachés de presse, spon-sors, forment un conglomérat où il est parfois difficile de savoir qui est qui, qui a fondé quoi, qui a viré qui, qui vend à qui, qui a intérêt à quoi, quels sont les prix raisonnables et les prix convenus, les vraies hypocrisies et les fausses ententes. C'est bourré d'honnêtes hommes, qui n'occupent pas le devant de la scène, et de gros malins qui jouent, naturellement, les têtes d'affiche.

> A l'abri des vils intérêts

Pour le public, cela se traduit per des expositions extraordinairement variées, qu'il est convenu de trouver épatantes, car on pense encore qu'elles sont exclusivement le fruit de la passion, à l'abri de vils intérêts.



Directeur Daniel Barenboim MUSIQUE SYMPHONIQUE SALLE PLEYEL - 20H30

11, 12 février Sylvain Cambreling, dir. Christiane Eda-Pierre, sop. ROSSINI - CHAUSSON - DUTILLEUX

25, 26, 27 février Daniel Barenboim, dir. Isaac Stern, violon DUTILLEUX - SCHUSERT

MUSIQUE DE CHAMBRE SALLE CHOPIN-PLEYEL - 18H15

24 février Christian Brière, violon Doniel Nalesso, violon Alain Mehaye, alto Guy Besnard, violoncelle HAHN - HONEGGER - RAVEL XX* siècle lmaces de la

images de la Musique Française LOCATION : SALE PLEYEL - 45-63.07.96



Et comme la passion da collectionneur sent par principe la pous-sière, on se garde en général de la moindre étude sérieuse, a fortiori de formuler des critères de choix : estce l'esthétique, la signature, la rareté, l'intérêt sociologique ? Toutes ces questions sont avantageu-sement remplacées par une apparte-nance à un genre : publicité alimen-taire (Galerie de la Défense), affiches de cinéma (« Une grande maison de production et de diffusion - s'affiche, à la Conciergerie). l'affiche politique (la Mémoire murale politique des français à

> Ce qui est à vendre, ce qui ne l'est pas

Marseille).

Cela, en soi, serait satisfaisant si l'on parvenait à savoir quelle fraction de quel ensemble plus vaste représente chacune de ces expositions. Mais on a trop souvent l'impression que ces expositions relèvent du hasard, d'une brocante plus on moins sophistiquée, et plus généralement de la bonne franquette.

Pour être juste, il faudrait singu-lièrement moduler, si l'on doit s'en tenir aux trois exemples ci-des L'exposition présentée tout l'hiver à Marseille, née de la passion d'un seul collectionneur et qui voudrait être l'embryon d'un musée, a largement amorcé le travail de classe-ment de réflexion, de choix, et l'ensemble présenté à sa cohérence.

On a pu le constater lors de sa présentation à Paris voici deux ans. Rien de tout cela à La Défense, vaste ensemble sans queue, sans tête, sans le moindre embryon d'explication. On ne sait pas où commence ce qui est à vendre et ce qui ne l'est pas. A côté des affiches, cependant, on sera ému de retrouver les plaques émaillées, tôles, cartons, boîtes et présentoirs en tous genres, qui sont comme les madeleines visuelles des enfants devenus grands, depuis plus d'un siècle.

Enfin, à la Conciergerie, la Caisse ques fait payer vingt-et-un france à des visiteurs uni visiteurs, qui participent pour-t à l'auto-sponsorisation d'une tant à l'auto-sp « grande maison de production ».

Celle-ci fête ses quatre-vingt-dix ans, chiffre movement road : il paraît, c'est bizarre, indiquer que la vieille dame craint de ne pas attein-dre le siècle. Explications sommaires, étiquettes aléatoires qui ne vous disent rien sur les affiches, mais vous racontent le film, la vieille dame célébre ainsi ce qu'elle présente comme une politique de l'affi-

Un nombre limité de spiendeurs - anonymes dans les premiers temps - voisine avec quelques mochetés, mais aussi avec une production moveme honorable. On note enfin la révolution et la limitation, qu'ont imposées les formats standards des panneaux Decaux.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

★ Un siècle de réclames alimen-taires, galerie de l'esplanade de La Défense. Tous les jours, de 12 houres à 19 houres, jusqu'au 25 mars. Entrée

★ Gaumont s'affiche, 90 ans d'affi-ches de cinéma. Conciergarie, 1, quai de l'Horloge. Entrée : 21 F. Jusqu'au

* Signalors d'astre part, l'exposition Hermes au musée de la Publicité, Hermes au musée de la Publicité, jusqu'an 23 mara, et la paration, aux éditions WM de Mémoires de la rue, souvenirs d'un imprimeur et d'un afficheur (514 reproductions, 295 F). Il s'agit, en l'occurrence, des frères Karcher, alsaciens pour lesquela ont travaillé la plupart des grands noms de l'entre-deux-guerres.

RECTIFICATIF. - Dans la dernière chronique de Bernard Frank «Ce vice qui est un art » Ue Monde du 4 février), il convenzit de fire au début du troisième paragraphe « Michel Picard est un esprit curieux...», et non pas « envieux ».

MUSIQUE

Paul Simon au Zénith

Voyage de retour en Afrique du Sud

Entouré de Myriam Makeba, Ladysmith Black Monbazo et d'une pléiade de musiciens africains, Paul Simon expose au grand jour une musique sud-africaine restée jusqu'ici cachée dans les ghettos.

Dans un café du Trocadéro, au milieu des années 70, un petit juif américain de trente-cinq aus, d'ori-gine hongroise, s'inquiétait de ne pas dépasser aisément ses propres contradictions, s'angoissait devant les difficultés à s'adapter à d'autres temps, à de nouvelles ser Son nom, Paul Simon, était l'un des plus prestigieux de la musique folk.

Avec d'autres auteurs-compositeurs comme Bob Dylan, Tom Paxton, Judy Collins, Leonard Cohen, Phil Ochs, il avait, dans les années 60, saisi les bruits et les fureurs pendant lesquels la nouvelle musique populaire (rock et folk) s'était développée pour raconter le monde, pour laisser l'impréva grouper des petits bouts d'idée dans un puzzle et inventer des tremplins vers le rêve.

Après les intuitions poétiques, les flamboiements d'images, les exaltations d'énergie, il y avait à présent fortement éprouvé à chaque seconde au fond de chez Paul Simon, la crainte de ne pouvoir saisir la nouvelle génération, et donc le monde succédant à celui des combats civiques, le peur de hesculer dans le foule avec le souvenir d'un voyage arrêté ou perdu, d'être écrasé par une sensation de mort.

> Les sons de Johannesburg

Pour se sauver, Paul Simon cut deux idées : exorciser son anxiété en interprétant dans un film (One Trick Pony) le personnage qui lui ressemble comme deux gouttes d'esu : un musicien qui a du mai à passer le cap de la nouvelle décannie. Reformer le temps d'une tour-née mondiale le duo èvec Art Garnee monutate to one ever Art Gar-funkel et chanter Mrs. Robinson Old Friends, The Boxer, Bridge Over Troubled Water en se convain-cant avec le public venu par cen-taines de mille que c'était it des chansons intemporelles, des musiques toujours vivantes, capables d'enivrer avec des bouffées de

Redevenn cavalier seul en 1983, sa sérénité retrouvée, Paul Simon a renoué avec un cheminement qui avait produit dans le passé des chansons comme El Condor pase : aller à la rencontre des musiques popu-laires du monde entier, rever, imagi-

ner des mélodies, constraire des har-monies vocales précises et efficaces.

Après l'Amérique latine, Simon a donc rencontré l'Afrique du Sud, singulièrement le mbaganga, la musique typique des ruelles de Soweto. Il a travaillé avec beaucoup de musiciens noirs, cerné les accords et les votes qui sons-tendent une et les notes qui sous-tendent une musique sud-africaine riche et mécranne, adapté l'ensemble pour en faire un album [Graceland] original, passionnant, faisant sortir les sons de Johannesburg de leur ghetto.

C'est cette découverte, cette musique dont l'authenticité s'ancre musique dont l'authentière s'ancre autant dans l'Amérique que dans l'Afrique, ce voyage de retour aux racines noires, que présente Paul Simon ce mardi soir au Zénith. Il est entouré d'une pléiade de massicieus africains, notamment d'Isaac Mishali à la batterie, de Ray Phiri à la guitare, de Bakithi Kumalo à la-basse, de Tony Cedras aux claviers et à l'accordéon, de Francis Fuster anx percussions, de Barney Rocha-bane, Ray Corles et Hugh Masekela aux cuivres, des groupes de Myriam Makebs et de Ladysmith Black

CLAUDE FLÉOUTER Album Graceland, distribution WEA Music. ★ Zénith, mardi 10 février, 20 h 30.

PATRIMOINE

Réorganisation à la Caisse nationale des monuments historiques

M. Brano de Saint-Victor vient d'être nommé directeur de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites, en remplacement de M= Françoise Sabatier. Cette nomination fait suite à celle de M. Dominique Léger, en décembre dernier, comme président du conseil d'administration, poste précédemment occupé par M. Max Querrien dont le mandat était arrivé à expiration. M. Léger, chargé d'en mission de réorgenisation des structures de la Caisse nationale, frouve en Caisse nationale, trouve en seur des problèmes en patrimoine

seur des problèmes du patrimoine.
[Né en 1939, sunien élève de l'ENA,
M. Bruno de Saint-Victor a été adminitratur civil à la direction de l'architecture, alors rattachée au ministère des
affaires culturelles, de 1966 à 1977.
Depuis, il étnit détaché à la Ville de
Paris, où il étnit chargé de la sousdirection du patrimoine calturel.]
[Né en 1942, ancien élève de l'ENA,
M. Dominique Légar est maître des
requêtes au Conseil d'Etat depuis 1975.
Membre de plusieurs calturets ministèriels, il a été directeur du cabinet de
M. d'Oranno, ministre de la culture et

M. d'Orasno, ministre de la culture et de l'environnement (1977-1978), puis ministre de l'environnement et du cadre de vie. Depuis 1984, il était directeur de la Compagnie générale d'électricité.]



Concerts Radio France ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

VENDREDI 13 FÉVRIER. 20 H 30. SALLE PLEYEL DIR. MYUNG-WHUN CHUNG - MICHEL BEROFF BARTOK - BRITTEN - DVORAK SAMEDI 21 FÉVRIER. 20 H 30. SALLE PLEYEL DIR. LORIN MAAZEL

NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE

RIMSKY-KORSAKOV - STRAVINSKY VENDREDI 27 FEVRIER. 20 H 30. GRANDE HALLE-LA VILLETTE DIR. LORIN MAAZEL - RÉGIS PASQUIER BERLIOZ - TCHAIKQVSKY - RAVEL

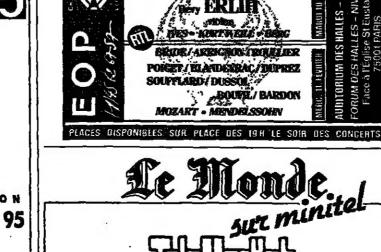
SAMEDI 14 FEVRIER. 20 H 30. GRAND AUDITORIUM DIR. GILBERT AMY - SUSAN BELLING AMI FLAMMER - GÉRARD CAUSSÉ BARTOK - WEBERN - MASSON - MÉFANO DIMANCHE 15 FEVRIER. 20 H 30. TH. MUSICAL DE PARIS MOZART : LES NOCES DE FIGARO DIR. FRIEDMANN LAYER - CHOEUR DE RADIO FRANCE JEUDI 19 FÉVRIER. 20 H 30. GRAND AUDITORIUM. DIR. URI SEGAL - JOSEPH KALICHSTEIN DVORAK - PROKOFIEV

CYCLE ACOUSMATIQUE INA-GRM. ENTRÉE LIBRE 24 ET 25 FEVRIER. 18 H 30 ET 20 H 30. AUDITORIUM 105 ... LAURAS - BOKANOWSKI - HENRY - SCHWARZ - DUFOUR

TEL 42 30 15 16.

VOUS TROUVEREZ L'ENG SENBLE DES PROCRAM-MES DE LA SAISON MUSICALE DANS LA BROCHURE "LA MUSICALE QUEA RADIOFRANCE" Radio france

LA MUSIQUE EST NOTRE ÉLÉMENT



Le Monde sur minitel

Artero TAMAYO

direction

ney ERLIH

PES- KONT NEEL - OF

MOZART • MENDELSSOHN

BRIDE/ARRIGNOV/BOLLLER

BOUTE BARDON

achetez chez vous, hors de la cohue. 36.15 TAPEZ **LEMONDE**

LINDBERG **DEBUSSY** STRAVINSKY LUTOSLAWSKI TON-THÂT TIÊT création mondrade Jeudi 20 février - Vendredi 21 février LOCATION 42787995 JAPON: XX°SIECLE **NODAÏRA** ICHIYANAGI cristica françoise TAKEMITSU MESSIAEN Centre Georges Pompidou

Grande salle 20 h 30



Age of the same of

Entropy of the State of the Sta

BONGS CLR CO. S. S.

British Parties for the

Mensie . .

White the formation of the

The second second

Appropriate the second second

Statement of the

And west a few straight

and become a selection

Masch

75 mar 1 m

WINE THE

PATRIMOINE

CLAUSE ELL

No. of the last

à la Causerra

difference of the first

Statement of miles and

In graits to the Till of

Blog Barbara

Worgase

tune your and But it is a few to be a few to be

Marin Marin

School of the second de la laciation 12 The same of the same of de l'antière de la constant de la co alle de la company de la compa Per lines, free in fix. BETTE ANTRES MAN THE TAXABLE PRINTS BOOK STREET, VETT

City with south post-opens for all the control of t The property of the property o de producti de la constitución d

- John March Com

THE THE MAN SON LEGACY OF SHARE THE NA THE COM-THE SHARE SENT SONTIES a chose les filters THE RESERVE THE PARTY OF THE PA A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

mig empressive Person berteine a THE PARTY OF SHAPE SHAPE the second of th

INNAISSANCE DU MON

E METOMAL DE FRANCE · 沒 本 看 · 李本教 (1) THE PROPERTY OF STREET THE PROPERTY AND ASSESSED.

in MARIEN Bergingentalist : Albaning's 医皮骨神经 整布面 八八二 NE MARRY : REGAL FAIL-

CHARLEST PREMARKS EMPT SHIP MIRAN NI

· 在《神经》。 海中的一 PE CHE MOCRE DE POGASE CHARLE LAVIA ALL MARKET PARTY.

B PAGE - ASSESSMENT NAME: 74.23

ACT THE THE PARTY OF THE PARTY

医足科毒素素 事業主

CINÉMA

Le Festival de Clermont-Ferrand

Tout dire en court métrage

Le neuvième Festival de Clermont-Ferrand · Vient de s'achever sur un palmarès qui, en distinguant onze films (prix et mentions). confirme la bonne santé du court métrage . . . français.

Les Clermontois ont, comme d'habitude, fait la fête au Festival du court métrage (1) et les deux salles Alpha ont souvent, notamment aux séances du soir, affiché complet. En accueillant avec enthousiasme une boune vingtaine de films, le public, avant même les délibérations des différents jurys (2), avait donné le ton : la compétition serait ouverte (3).

La Goula, de Roger Guillot, très applaudi lors de sa projection, a reçu le Grand Prix du jury, celni du public et une mention pour l'actrice principale, Catherine Hosmalin. C'est un film fort et sensible, malgré quelques maladresses de style, sur la relation d'une jeune caissière de supermarché au poids hors du commagasin, collectionneur de femmes, Une rencontre qui, d'abord provo-quée par un défi, change de nature en révélant à chacun les faces cachées de lui-même et de l'autre. Et une histoire courte avec juste, pour finir, trois petits points d'espoir. Rencontre cacore dans le film de Patrick Mimouni. Bertrand disparu, qui a été trois fois récemensé. Bertrand, douze ans, en Inghe à Paris, croise sur son chemin Boris le travesti. Une soirée et une mit d'infinie pudeur, où chacun décou-vre l'autre, étouné, attendri et parfois cruel

La relation souvent difficile avec l'enfant et l'adolescent, la revendication du droit à la différence, étaient deux thèmes très présents cette année à Clermont-Ferrand, Ainsi Sormiou, de Pascal Revelard, qui décrit en courtes séquences les retrouvailles d'un père et de son îlls, filmées comme un sujet impossible à cerner dans le cadre toujours imparfeit de la caméra, a beaucoup divisé les festivaliers. De même Rel Ragazzo, de Georges Bensonsan, n'a pas recu l'accaeti qu'il mertant, suscitant des réserves pas unjours clairement avouses. D'une cabine de station-service sur l'autoroute, un jeune homme fou de son corps raconte par téléphone à un corres-pondant invisible ses aventures de gigolo. Mais, à trop vouloir parier pour mieux masquer, vollà qu'une autre vérité afficure et finit par s'imposer. Une image très finide

DU 17 AU 21 FEVDIER

DU MOZARTEUM DE SALZBOURG

SÁNDOR VEGH

MOZART, SCHUBERT

MOZART, STRAVINSKI

MOZART, MENDELSSOHN

MOZART, WOLF, DVORÁK

<u>samedi 21</u>

PRIX UNIQUE 48 F

2 PL, DU CHATELET

42742277

mercredi 18

<u>vendredi 20</u>

mardi 17

BORDDINE

CAMERATA **ACADEMICA**

DIE

pour un face-à-face avec soi-même plus terrible qu'il n'y paraît.

Sormiou et Bel Ragozzo ont été les grands oubliés du palmarès, qui, en debors des films déjà cités et d'Adoration, d'Olivier Smolders, inspiré de l'affaire Sagawa (4), a plutôt salué l'humour. Ainsi, In transit, de Cédric Klapisch (les mésaventures d'un homme en carafe à New-York, entre Jarmusch et le burlesque), et les Arcandiers, de Manuel Sanchez (fable amusée sur trois chômeurs qui croient avoir trouvé le coup du siècle), ont reçu ex acquo le Prix spécial du jury. Tandis que *Triple sec*, d'Yves Thomas, une agréable promenade entre les tables d'une brasserie à l'écoute de conversations en miettes, repartait bredouille du Festival. C'est dommage, mais probablement inévitable, puisque les différents jurys, délibérant chacun de son côté,

se peuvent moduler les résultats, comme à Cannes par exemple. Comme à Caures per exemple.

Cela expliquerait également l'absence au palmarès de Rémy Duval, 28, place des Vosges de Claire Clouzot, auquel on a préféré Alain Lasserre toxidermiste du Jacques Mitsch, qui obtient la seule mention attribuée à un documentaire. Enfin le jury a glissé une mention an film d'animation de Claude Rocher Un point, c'est tout qui, mal-Rocher Un point, c'est tout qui, mai-gré un commentaire un peu envahissant, était pratiquement sans concurrence à ce niveau de qualité, si ce n'est le travail d'Hélène Verchère dans Jimmy Tambour.

En 1988, le Festival, qui, dès cette année, présentait un panorama de l'animation japonaise et du court métrage brésilien, prendra vraiment métrage brésilien, prendra vraiment as forme internationale, avec compétitions séparées, et s'installera dans les deux salles rénovées de la Maison des congrès. Développement normal. puisque, de pins en plus, la ville, le département, la région et l'Etat, mais aussi les chaînes de télévision, reconnaissent au court métrage la qualité d'art cinématographique à part entière, dont la capitale s'appelle Clermont-Ferrand.

JEAN-LOUIS MINGALON.

(1) En 1986, ils ont été treize mille à suivre le Fentival, chiffre qui devrait être dépassé en 1987.

(2) Le jury était composé de Pierre Bernand-Jaume, réalisaiteur, Philippe Caza, dessinateur de BD, Dominique Le Rigoleur, chef-opérateur, Béatrice Romand et Dominique Pinon, comédiens, et Jean Vautrin, forivain.

(3) Seivante dont content méteores

(3) Soixante-douze courts métrages avaient été effectionnés sur un total d'environ quatre cents produits annuel-lement en France.

(4) Un jeune Japonais avait tué et mangé son amie. Le film a obtenu le prix Canal Plus et une mention au titre de la réalisation.

SORTIE LE 11 FÉVRIFR

EXPIALIDOCIOUS que jamais.

Dius SUPERCALIFRAGILISTIC

Films ibériques à Bordeaux

Les visages d'une péninsule

Aquitaine.

Espagne d'hier, Espagne d'aujourd'hui,

sur fond de libération des mœurs, de tabous. Souvent bonnes, parfois mauvaises, des images passionnantes.

de la guerre,

Scules les manifestations modestes, presque amicales sinon familiales, comme ce Festival du film ibérique de Bordeaux, peuven opposer aux grands émois provoqués par les grosses machines du cinéma commercial quelques moments fur-

Telles ces images filmées durant les premières heures de la guerre civile espagnole par les anarchistes catalans de la CNT-FAI, images de Barcelone à feu et à sang, immeu-bles éventrés par les bombes, églises méthodiquement pillées puis incendiées, cercueils ouverts et exposés à un peuple en folie qui envahit les rues, les places et s'approprie les édifices publics. Images violentes et passionnées de Reportaje des movi-miento revolucionario, réalisé en 1936, moment de la guerre ou'André Malraux résumera comme celui de l'illusion lyrique.

Td encore ce témoignage d'un vaincu de l'armée républicaine, recueilli lors d'une rencontre autour du livre de Marcel Oms, la Guerre d'Espagne au cinéma (1). Témoi-gnage d'un bomme qui appartenait au dernier carré des républicains des Asturies, narrant se décision de continuer à combattre maigré l'avance inexorable des troupes franquistes tandis qu'à ses côtés pluicurs de ses camarades se donnaient

Ibérique de Bordeaux s'est achevé le dimanche 8 février comme il avait commencé le hundi précédent : dans une certaine indifférence. Dommage. Dommage pour les profes-sionnels du cinéma, qui étaient venus d'Espagne, de Catalogne, du pays Basque, du Portugal. Dom-mage pour le public français, et plus particulièrement bordelais, qui avait là l'occasion de découvrir quelques images fortes, souvent inédites, fabriquées sur le vif durant les premiers mois de la guerre d'Espagne, ou bien toutes récentes comme celles de Vicente Aranda pour Tiempo de silencio, long métrage réalisé en 1986 qui s'est vu décerner le prix du meilleur metteur en scène doté de... 5000 F par l'un des spon-

sors de la manifestation, la Caisse difficile par la nouvelle politique du d'épargne Ecureuil. Le Festival du film ibérique, qui a

pour vocation de présenter chaque année au mois de février les productions classiques et récentes, espa-gnoles et portugaises, a en effet fait ippel cette année au mécénat. Air France, Airtour, Pernod, Frantel se sont joints à la Caisse d'épargne pour permettre au comité d'organisation de rassembler, outre les subventions habituelles des collectivités locales, les moyens d'exister.

Ce comité, qui rassemble une poignée de bénévoles pour la plupart universitaires, est partagé pour l'avenir entre plusieurs choix : déveopper le Festival autour de la production récente, mais cela est rendu

ministère espagnol de la culture, qui préfère garder les copies neuves pour l'exploitation commerciale; ou consacrer l'essentiel de la manifestation à des rétrospectives, comme celle de cette année qui avait fait la part belle au cinéma catalan; ou encore augmenter la part accordée au cinéma taurin, populaire en

Le lauréat du Festival, Tiempo de silencio. a adapté à gros traits et sans finesse le superbe roman de Luis Martin Santos. Malbrough s'en va-t-en guerre, de Fernando Fernan-Gomez, malgré la belle performance manque de moyens et d'ambition. Plus convaincants sont le dernier film de Ventura Pons, la Rossa del

bar, magnifique histoire d'amour dans Barcelone la nuit, et la Radio folla, de Francesc Bellmunt, délire amphétaminé d'un animateur de radio privée.

Deux titres qui devraient dessiner l'avenir du Festival : la projection, aux côtés des grandes œuvres de l'histoire du cinéma de la péninsule, de films qui ne pourraient pas faire une grande carrière internationale mais figureraient au plus près l'Espagne contemporaine.

OLIVIER SCHMITT.

(1) Vient de paraître aux éditions du Cerf, 157 F. Marcel Oms, critique et historien, fonduteur de la revue les Cahiers de la cinémathèque, cest aussi l'auteur d'un livre consacré à Carlos Saura (éditions Edilig, 1981) et d'un autre à Luis Bunnel (Cerf, 1985).

Pour sortir du creux

Fernando Mendez-Leite, directeur général du cinéma espagnol, n'a pas pu assister au festival de Bordeaux, mais il était à Paris pour négocier la diffusion internationale des films de son pays. «L'an dernier, explique Fer-

nando Mendez-Leite, à l'exception de l'Amour sorcier, nous avons été absents de Cannes. Il faut dire que 1985 a été une mauvaise année. Sur sobantedix-sept films produits, il y en avait tout juste deux ou trois convenables. En 1986, il y en a su soixante, je ne me plains pas de la différence : nous avons eu anze parnos en mains. Nos mellterminer leur travail, et peu de producteurs peuvent se permettre us d'un film par an. La nouvelle génération existe mais elle n'est pas encore mûre.

»Le creux actuel a des reisons historiques. Les années 60 ont été riches grâce à une loi qui favorisait les nouvelles cauvres et un directeur général très compétent. Il est tombé au cours d'une crise entre les phalangistes et l'Opus Dei, et la loi avec lui. Seul Carlos Saura a pu continuer à faire des films d'auteur, grâce à son producteur.La fin du franquisme 🛎 été très difficile à vivre. L'école de cinéma a été fermée. Pendant vingt-cinq ans elle a été le refuge des recherches, Les Bardem, Berlanga, Saura viennent de là. Le vide de cas années, nous le nevons aujourd'hui. # Il y a trente ans, nous expor-

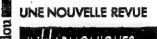
tions beaucoup vers l'Amérique latine, en particulier le Mexique et l'Argentine, mais le marché est aujourd'hul tenu par les Améri-cains. C'est la même chose chez nous, c'est-à-dire que dans les années 50-60, nous pouvions voir allemande. Ce n'est plus le cas. nous sommes réduits à notre production nationale, plus les Américains. A l'excaption de Trois hommes et un couffin, d'ailleurs distribué per le Fox, du Rayon les circuits ert et essai, nous ne connaissons plus rien du cinéma frençais. C'est très préoccupant aur le plan culturel.

» L'antrée dans le Marché commun n'a rien changé bien que le

cinéma européen ait moins de texes à payer que les Américains. Mais ceux-ci sont très agressifa sur le marché, ils arrivent avec des budgets de publicité énormes et obligent à prendre avec un film grand public deux ou trois standards, qui restent deux semaines vidéo-cassettes. Et puis ils sont impitoyables sur les calendriers, Malgré tout, les producteurs préfèrent passer par eux, parce qu'ils contrôlent les circuits. Si on veut une bonne culle...

Nous espérons nous donner les moyens de nous lançer sur le marché international, en modifiant la loi qui réserve les avances sur recettes aux productions purement espagnoles, ce qui borations étrangères. Ensuite, en créant à Paris - en direction de l'Europe - à New-York, et à Los Angeles - en direction de l'Amérique latine - des bureaux chargés de la promotion et de la Propos recuelliis par

COLETTE GODARD.



TIVITAKNIUNIQUED. N°1 Le temps des mutations

Pour mieux connaître la relation qu'entretient la musique avec son siècle.

EDITIONS IRCAM CONTROL GEDREES FORUMDOD CHRISTIAN BOXIRGOIS 240 pages - 100 F



OSEZ REGARDER L'EUROPE EN FACE!



EDITIONS RIVAGES/Les Echos

DEMAIN-



OSCARS

PHILIPPE NOIRET ROBIN RENUCCI BERNADETTE LAFONT MONIQUE CHAUMETTE



Un film de CLAUDE CHABROL Avec ANNE BROCHET

les

Joviale cruauté

Directeur du Centre dramatique de Reims - à présent installé à la Maison de la culture, - Denis Guenoun répète Faust et présente un ensemble Pirandello. La première production de son nouveau mandat, en collaboration avec l'Attroupement 2, la partie de la troupe restée à Lyon pendant que lui allait à Châteauvailon. Des amis donc, qu'il avait déjà retrouvés quand il avait donné l'Ende et le Printemps.

L'ensemble Pirandello mis en scène par Laurent Vercelletto se compose d'une sorte de prologue, Informations sur mon séjour invo-lontaire sur la Terre. Puis avec Cédrats de Sicile, on passe dans les coulisses - en queique sorte - d'un salon. Les domestiques attendent la maîtresse de maison, une diva célèbre, et ses invités. Arrive d'abord un paysan sicilien, ami d'enfance de la star. Quand il était malade, il a reçu de ses nouvelles. Il lui apporte des cédrats de son jardin. Il raconte comment elle était, leur amitié, et ce qu'elle représente pour lui. Il bavarde avec sa mère, chargée de le retenir. La belle passe, ce qu'il voit, c'est une poupée qui fait la pute, il s'en va plein de colère et de douleur,

Chercher des équivalences aux dialectes avec des accents méridio-naux ou pied-noir n'était pas nécessaire, mais la cruauté joviale des mots et de la situation n'en est pas atténuée. Philippe Granarolot montre à plein la dignité fruste de son

Dans la dernière partie du specta-cle. la Fleur à la bouche, il est le client qui traine en attendant que les femmes sient terminé leur promenade touristique. Le décor s'est transformé à vue en terrasse de trattoria campagnarde. Des chaises, quelques lampions éteints à la façade. Et un bavard, qui ne tient pas une fleur mais un verre, et parle. Le dialogue vire au monologue, à la confidence, à la confession terrible de cet homme qui attend la mort en scrutant les comportements des inconnus dans leurs détails les plus minimes, et à qui sa semme répugne jusque dans la soussrance qu'il lui fait subir, cet homme chez qui « le gout de la vie vient du passé », goût funchre des souvenirs. Peut-être ment-il, mais son angoisse est récile, et Philippe Vincenot la restitue avec douceur et intensité. Il est superbe.

COLETTE GODARD. ★ Maison de la culture de Reims jusqu'au 15 février, et tournée.

«Sports et Divertissements», d'Erik Satie

Rossignols et noix de coco

« Tout le monde vous dira que je ne suis pas un musicien. C'est juste », disnit Erik Satie. Et pour en donner la preuve, il fabriqua, au printemps 1914, « le matin, à jeun », précise-t-il, Sports et Divertisse-ments, un aibum de fantaisie à feuilleter d'un doigt aimable .

Précédées d'un echoral inappétissant et hargneux - que Satie dèdie « à ceux qui ne m'alment pas », ce sont vingt piècettes pour pisno et « guitares faites avec de vieux chapeaux », qui n'excèdent pas une dizaine de secondes chacune. Par moments, sur les portées du manuscrit, à la place des notes Satie a inscrit quelques paroles, qui doivent être dites, non chantées.

Vingt Sports et Divertissements, donc. Il y a la Chasse (ignorant le

 Motorhead à la Mutualité. —
 Séparée en 1983, la formation de Motorhead a été refeite à neuf autour de son leader, l'indestructible Lemmy, à la basse et au chant. Un album (Orgasmatron), produit par Bill Laswell, en est sorti, peu différent dans l'inspiration, le véritable bouleversement étant que le plus célèbre trio du hard-rock est devenu un quatuor avec désormais deux guitaristes en charge (Phil Campbell et Wurzel) et un batteur (Pete Gill). Groupe fétiche de tous les clubs de motos, bardés de cuir et recouverts de tatoueges. Motorhead a une place à part, sortant du lot par ses réfé-rences au blues et sa manière organique de les traiter qui préserve une

★ Le mardi 10 février, à 20 heures, à la Mutualité; le 9 mars à Toulouse; le 10 à Dijon; le 11 à Nancy; le 12 à Reims. Disque chez Musidisc.

lapin qui chante, et le rossignol qui rêve dans son terrier. Satie abat des noix à coups de susil) ; le Yachting (- le vacht danse, la mer est démoniée, pourvu qu'elle ne se brise pas sur un rocher»); le Bain de mer (« Madame, ne vous asseyes pas dans le sond, c'est humide -); le Pique-nique (- Ils ont tous apporté du veau très très froid »); et la Balançoire, le Flirt, le

Erik Satie, qui pensait que la plai-santerie, par définition, n'est jamais « plaisanterie » du déluge). C'est donc avec sérieux que Satie nous déclare qu'il est chaque jour inspiré de 10 h 23 à 1! h 47 et de 15 h 12 à 16 h 7, qu'il ne se nourrit que d'aliments biancs (navets, sucre, noix de coco, fromage blane, sel, riz), et qu'entre les inspirations et les repas il pratique la promenade d'une façou particulière : • En marchant, je regarde fixement derrière moi. »

- Je ne plaisante jamais », disait

Au Théâtre de la Huchette, Nicolas Bataille et Jacques Legré présentent aujourd'hui Sports et Divertissements de Satie, dans de beaux meubles et panneaux du déco-rateur mondialement connu Erté, qui a quatre-vingt-quinze ans (il est né à Saint-Pétersbourg en 1892). D'autres œuvres de Satie, sketches et chansons, complètement la soirée.

De même que les précédents spec-tacles de Nicolas Bataille, cet hommage à Erik Satie s'apparente aux clowns musicaux, aux fêtes de patronage et à une forme super-hypocrite d'amateurisme débile, tout cela mettant le public en transes.

MICHEL COURNOT. ★ Théâtre de la Huchette, 21 h 30.

Communication

Clôture des candidatures pour la «5» et TV 6

La CNCL a quinze jours pour désigner les repreneurs des deux chaînes privées

encore autour de la privatisation de TF 1, les candidats à la reprise de la <5> et de TV 6 ent bouch leurs duraiers. Cent-ci devalent être remis le mardi 10 février à 20 heures au plus

Ultime marche avent le podium ? Dans sa longue quête le conduisant vers l'eldorado de la télévision privée, M. Robert Hersant vient de franchir une nouvelle étane. L'accord créant la « Société d'exploitation de la cinquième chaîne », a été définitivement scellé handi 9 février dans l'hôtel particulier abritant le siège du Figuro, avenue Matignon à Paris. Pour que le vieux rêve se réalise enfin, il ne manque plus anjourd'hui que le feu vert de la CNCL. Une simple formalité, prétendent... les suspicions.

En tout cas, M. Robert Hersant s'est efforcé de mettre tous les atouts de son côté, avec les encoursgements du premier ministre, en signant avec MM. Silvio Berlusconi et Jérôme Seydoux, les actuels propriétaires de la «5». Les avantages? Multiples. Politiques d'abord, puisque les deux hommes avaient fait lour entrée dans la télévision privée avec l'appui non déguisé de l'Elysée. Les accusations de « tripatouillage » ou de « magouille » de l'opposition devraient se faire plus feutrées. Economiques ensuite et pent-être surtout. Le savoir-faire des propriétaires de l'actuelle cinquième chaîne n'est plus à démontrer. Quatrevingts personnes environ, des programmes bon marché mais soinneusement sélectionnés, un déficit réduit à 200 millions de francs dans des conditions exceptionnellement difficiles, ne lui suffisent-ils pas pour toucher 25 % de l'audience dans sa zone de diffusion? Si la « Société d'exploitation de la cinquième chaîne » devait l'emporter. nul doute que les feuilletons et séries place dans la nouvelle grille.

Les subtils rapports de force entre les trois hommes, se retrouvent dans la répartition du capital et des postes de responsabilité de la nouvelle acciété. Si, fort de ces appuis politiques, M. Hersant s'est octroyé 25% du capital, la présidence de l'ensemble et la responsabilité de l'information, il a dû concéder une part identique du capital, le poste de vice-président-directeur général et la maîtrise de la programmation à M. Berhasconi. M. Seydoux devant se contenter, ini, de détenir 10% des parts au travers de sa société des Chargeurs.

Toutefois, maigré les espoirs de certains, l'accord ne devrait pas éteindre le contentieux juridique opposant l'actuelle cinquième chaîne à l'Etat. Ne serait-ce que pour protéger les droits des petits actionnaires de cette dernière ne participant pas au nouveau mon-tage: M. Christophe Riboud, Europe 1 et RMC notamment, aimi

tard à la Commission nationale de cation et des libertés (CNCL).

Hersant et Jimmy Goldsmith, se disputent la

que la SIP-TV regroupant autour du groupe Marie-Claire plusieurs petita éditeurs de journaux.

Face à M. Robert Hersant et à ses

nouveaux alliés, un seul challenger de taille: M. Jimmy Goldsmith et ses partenaires. Le producteur de cinéma Serge Silberman (Ran, du metteur en scène Akira Kurosawa, Max mon amour, de Nagisa Oshima) a bien déposé une candidature en solitaire, mais son initiative est largement symbolique. Il s'agit pour lui de «défendre la valeur culturelle de la chaine». La compétition est-elle réellement ouverte? Après son accord avec les actuels propriétaires de la «5», M. Hersant dispose maintenant d'un atout considérable : il est seul capable d'assurer la continuité de l'exploitation dans des délais aussi serrés.

Autour du sixième réseau, la lutte est beaucoup plus indécise.

TV 6, actuel concessionnaire du sixième réseau, a donc décidé de poser officiellement sa candidature. Une candidature quasiment identique à celle posée il y a un an devant le gouvernement de M. Laureat Fabius, enrichie d'une expérience de télévision musicale. Même tour de table (à l'exception des éditeurs musicaux partis former TFM); même format (fiction et musique) avec des innovations dont la CNCL aura, dit-on, la primeur; même équipe. • On me change pas une équipe qui gagne », dit M. Maurice Lévy, le président, en invoquant des résultats d'études et de sondages réalisés par Médiamétrie et Sofres-Nielsen, 1,5 million de téléspectateurs regardent quotidiennement ja chaîne, ce qui la place, régulière-

cinquième chaîne. Antour du sixième réseau, la compétition oppose les actuels propriétaires, la Compagnie kıxembourgeoise de télédifusion aillée à la Lyonnaise des eaux, le projet TFM et celui de chaîne payante Canal Plus Jusior.

reçue - à la troisième ou à la quatrième place.

Fort de son antériorité, M. Lévy développe cinq arguments qui, scion lui, rendent la candidature de TV 6 incontournable : d'abord l'expérience d'une année et la fidélité de son public ; l'intérêt pour les annonceurs et publicitaires d'une télévi-sion ciblée joune et différente; l'engagement à ce qu'il a'y ait, le 28 février au soir, aucune interruption de service ; et enfin un alinéa du traité de concession signé en février 1986 et donnant aux propriétaires de TV 6 - un droit de présirence - en cas de résiliation de la

la chaîne, l'association entre la CLT.

Quatre candidats pour TV 6

Chef de file : M. Manri	ce Lény	Chef de file : M. Jean I	Dentifer	Chef do file : UG	C	Chef de life : Canal Plus			
Peliicis	25% 25%	Lyennias des tents		Editores sunticum: (CBS, Polygona, Virgin)	25 %	Casel Pins	15 % 15 %		
(Gälbert Gros)	12%	Groups Amonty	10 5	Editores indipendents .	5 %	Larence Nathan	15%		
NU	18%	Marie Farmitt	2,5%	Artista	5 %	DOH	5 5		
Personnel de la chalent a	11%	Seez, Paribes, UAP Parimote (groupe Bruzelles-Lember)	37,5%	Personal consesses	1,5 %	Antres per tombes Educars de jour. et busques	. 41		
10% restruct corrects				Exhibitorishis binesites 20 % Easts openis	1255				

Deux candidats pour la «5»

Chef de file : M. Robert Hersant	Chef de file : M. Jimmy Goldsmith
Groupe Heraust	Ginirule Occidentale (Bannay Goldsmith) 25 % David & Bannad et senocitis 25 % Compagnie da Midi (Bernard Pagezy) 25 % Paciser (Groupe australien) 29 % MM. Woman et C* 5 %
Crédit (younnie	MARTE WORKER ON C. Acceptance 27 M

Dix-sept licenciements à « Lyon-Libération »

de notre correspondant

« Pour s'inscrire dans la durée, Lyon-Libération est aujourd'hui contraint à un plan de restructuration économique et de rigueur finan-cière. » Un communiqué du rédac-teur en chef du dernier-né des quotidiens lyonnais, M. René-Pierre Boullu, a officialisé, lundi 9 février, l'annouce faite pes auparavant aux cinquante quatre salariés rénnis en assemblée générale. Dix-sept d'entre eux - dont trois reporters et trois secrétaires de rédaction — out été licenciés pour des raixons économiques. Les plus hauts salaires — plus de 12 000 F par mois — out été amputés de 10 %.

Ces mesures s'accompagnent d'une réduction - de 12 à 16 - de la pagination lyonnaise spécifique qui intègre les pages nationales de Libé-pation. Le «resserrement» est à l'ordre du jour pour tous les services. Une seule rubrique — « Métro-pole », qui faisait appel à un grand nombre de collaborateurs « pigistes » occasionnels on quasi permanents — est supprimée. Les rédacteurs pourraient être amenés dans les prochains jours à cultiver la

M. Boullu reconnent que les res ponsables se sont « trompés sur le pronostic des ventes ». Avec, selon e quotidien, des ventes quotidienne moyennes se situant au total entre 19 500 et 10 000 exemplaires, Lyon-Libération n'est pas parvenu à atteindre, en cinq mois d'existence, le premier seuil de 12 000 ventes qu'il s'était fixé à cette date. Il était encore plus éloigné du seuil d'équi-libre » de 16 000 exemplaires indiqué à sa création.

Des dépenses mensuelles de 1,9 million de francs et des recettes de 1 million out entraîné, période de lancement comprise, sa déficit cumulé de l'ordre de 10 millions de francs. La faiblesse des ressources publicitaires – la moitié du budget prévisionnel était espéré pour ce

merciale et rédactionnelle des titres lyonnais du groupe Hersant (le Progrès, Lyon-matin et Lyon-Figuro) expliquent en grande partie les diffi-cultés de gestion du titre décentra-

L'équipe lyonnaise a durement encaissé le choc mais ne semble pas douter de la permanence du titre même avec de moindres ambitions
- dans l'agglomération. En espérant
que la formule allégée n'entraînera
pas de défaillances dans un lectorat stabilisé depuis plusieurs semaines.

CLAUDE REGENT.

et la Lyonnaise des esux constitue un challenger de poids. Après avoir sur la «5», la CLT s'est résignée à brigner un réseau moins important et a remanié son projet pour lui donner une dimension musicale. Une stratégie «modeste», conforme à celle menée par la CLT en Belgique et en Allemagne, et qui pourrait trouver son développement par le

M. André Rousselst, lui, maintient son projet de chaîne cryptée pour les jeunes (Canal Junior) même si la CNCL a clairement précisé dans son appel d'offres qu'il ne s'agissait pas de télévision payante. Sans doute le président de Canal Plus espère-t-il un mariage de der-nière minute avec l'un de ses concurrents : une chaîne musicale pouvant fort bien «heberger» dans ses horaires de l'après-midi un programme payant destiné aux enfants.

Le projet TFM enfin défend les couleurs d'une télévision où la musique tiendrait une place prépondérante aux côtés de la fiction. Mais le : tour de table mené par UGC et les éditeurs de disques est loin d'être mariage favorisé par la CNCL n'est

Du samedi 7 au samedi 14 février

Semaine de la Chaussure

CHAUSSURE box, bout golf, semelle crêpe 430 F LOAFER pampilles, box, semelle cuir 440 F LOAFER avec boucle, box, semelle cuir 450 F

CHAUSSURE box, bout fleuri, semelle cuir 460 F CHAUSSURE box, bout golf, semelle cuir 475 F

MADELIOS

Pour ceux qui savent choisir

OFFICIERS MINISTERIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-68-

Vie ser licit. Pal. just. Paris. Inndi 23 février 1987, à 14 houres, en 2 LOTS

PAVILLON à ARGENTEUIL (25:00)

48, the PREss. 2 peus cuis + benain 1 a.d. ca. M. P.: 25:00 F

TERRAIN 793 m² à NOISY-LE-SEC (23:130)

G.-Péri - M. à P.: 35:00 F - S'adr. Mª VERON, avocat. 224, bd. Si-Gurimin, à Puris (7º) - 781.: 45-51-92-22 - Sur les lieux pour visiter.

IMMEUBLE à VILLEMOMBLE (93250) 62, rue de Neuilly, et rue du Bel-Air, sans numero

IMMEUBLE à 18. C'HABIT. à ROMAINVILLE (93)

41, rue du Capitaine-Guynemer

M. à P.: 200 000 F Sadr. M. TESTEVUER, avocat. 2, rue

48-54-13-27: M. BAILLY, GUILLET, DELMAS, avocats associés à Paris (1-7).

18, rue Dupinot, eff.: 42-60-39-13; tous avocats paris Trib, gile met. de BOBIGNY; sur les beux pour visiter.



-

TO THE SAME OF

Free Park 1.4.300

ines privées

elimination chains. Autory in all and a control of the control of to estat de chaine payante Canal les les

For de les actions y

Specialist Co.

Sales and Sales

SECONO PLANTS

STATE OF THE PARTY OF THE PARTY

San Mar All Street Street Street Street

Mange state to the party

tractificate contract

TOTAL COLUMN TOTAL

Season of Louisian Paristal

PARTY of Proceedings of Chicago

人名德德人

Williams of the green

100

11 - 21 - 21

14 14 5 5 5

- 1 - - - 1g

🐠 🏗 ke sa se un marg

No other teachers of the teachers

Western Court for the

編都 this seek yet it is all **司**基

No. 15 6 1 5 5 1

processor to the more

STATEMENT WITH THE PARTY OF THE PARTY.

State of the second second

Barre was not not the

Physical Section 11 (1997)

Burelier and analysis of

· 大大學 (1985年 - 1985年 - 1985年

Auto account of the same

1000 mg - 100 mg - 25 mg

and the second second

Supposition 1 122

BENEFIT STATE

grant dates to a constant

Service of the servic

到成 第 4 5 0

printer.

·教育规性

MARK SALES

added to the

that are to have to make \$

美国的学院(市

SECRET A A TO THE PARTY OF THE

-SPECIAL CONTRACT OF THE PARTY O THE PARTY OF THE P SEE SOLVE TO THE PARTY OF THE P time the same of t

m is in THE PARTY AND A de de Missonia A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

MAL PINE TY 6

THE PARTY NAMED IN COLUMN TWO

A SAME TO SAME THE SA Appropriate St.

The Boundary Williams of the Control of the Con-**建 李 地 那 中** E BOTH

GIERS MINISTERIE PAR ADJUDICATE RANGE & B. ran La Bowl of At-62"

THE PERSON OF TH

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parentièses. LES DÉSOSSÉS, Chaillot (47-27-LA CERISAIE, Odéon (43-25-70-32).

PAYSAGES HUMAINS, Petit Odéon (43-25-70-32), 18 h 30, ADORABLE JULIA, Arts Héberton (43-87-23-23), 21 h. LA FEMME SAUVAGE, La Breyère (48-74-76-99), 21 h.

IF PEGENT, Théâtre de la Ville (43-74-22-77), 20 à 45. C'EST ENCORE MIEUX L'APRÈS-MIDL. Théânre des Variétés (42-33-09-92). 20 h 30.

HORS PARIS CRÉTEIL, Maison des Arts (48-99-90-50), 20 h 30 : Temeda. NANTERRE, Th. des Amandiers (47-21-18-81), 21 h : Dans in solitaile des SAINT-DENIS, Th. G.-Philipe (42-33-17-17), 20 h 30 : Les ensorcelés; salle li : 18 h 30 : Les gre-noulles 1987,

Les salles subventionnées

Les jours de rellehe sont indiqués entre OFERA (47-42-57-50), 19 h 30 : Elektra (Dir. municale : S. Ozzwa). SALLE FAVART (42-96-06-11), 19 h 39 :

The Paul Taylor Dance company.

COMEDIE-FRANCABE (40-15-00-15), , 20 h 30 : Tercare TEP (43-64-80-80), 20 h 30; les Voix inté-

ricures.

BEAUBOURG (42-77-12-33) (msr.);
Chéma-ridéo: mar.: Chéma et Bitirature su Japon: so reporter à la rubrique
Cinématheu mar.: à là h: Le bébé est
une personne, de B. Marrino: à 16 h: Les
animaux malades de l'homme, de
F. Enderiin; 19 h: de la sainceté, de
J.M. Berzosa; Vidéo-Musiques: mar. à
13 h: The Weavers, de J. Brown; à 16 h:
les Contes d'Hoffmann, d'Offenbach;
19 h: The Catherine Weel, de D. Byrne. THEATRE DE LA VILLE (42-74-22-77),

à 20 h 45 : le Régent, de Jean-Christophe Bailly, mise en scène de Georges Lavau-daut : à 18 h 30 : Trovente et C. Paredes (Portugal).
MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30), à 20 h 30 : Musique bouddhiste du temple de Zhi-

Les autres salles

AMANDERES (43-66-42-17), 20 h 30 ; le ANTOINE (42-08-77-71), 20 h 30 : Harold et Mande. ARCANE (43-38-19-70), 20 h 30: Contes

ARTISTIC-ATHEVAINS (43-55-27-10). ARTS-HEBRYTOT (43-87-23-23), 21 h : -

ATHENÉE (47-42-67-27), mile I., Jerret, 20 h 30 : le Désir sons les ormes; salle Ch. Bérurd, 18 h 30 : Je r'embrasse, pour

is vis.

BATACLAN (47-80-30-12), 20 h 30:
Enhance de in dernière chance.

BOUFFES PARSHENS (42-96-60-24),
21 h : le Nègre.
CARTOUCHERIE, Th. de in Templée
(43-28-36-36), 21 h : le Dernière Bande :
fil : 20 h 30 : le Dernière Bande :
fil : 20 h 30 : le Procès de Jestine
d'Arc, vouve de Man Teb-courg.
CITÉ INTERNATIONALE (45-8938-69), le Resserre, 20 h 30 : le Laçon
des térèbres.
COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

(47-20-08-24), 20 h 45 : Cléramberd.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysén.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-23-22),
20 h 30 : Odundo Furino.

COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11), DAUNOU (42-61-69-14), 20 h 30 : Ya+ii un otage dans l'immeriole ? (42-36-00-02), DECHARGEURS 20 h 30 : Un enfant dans la guerre.

DIX HEURES (42-64-35-90), 20 h 30 ; la Magio d'Abdul Alafrez. THEATRE-18 (42-26-47-47), 20 h 30 : RDOUARD VII (47-42-57-49), 20 h 30 : ESCALIER D'OR (42-74-22-77), 20 h 45 :

ESPACE ETRON (43-73-50-25), 22 h 30: FONTAINE (48-74-74-40), 20 h 30: Un GAITE-MONTPARNASSE (43-20-60-56), 21 h : Bossoir meman.

CREATION EN FILANCE PIECE INEDITE DE VACLAV HAVE

ALAIN TIMAR THEATRE DIVIN

Mº Mairie d'Ivry LOC. 46723743. 3 FNAC

Opérettes



GALERIE 55 (43-26-63-51), 19 h : Sir Gawain and the Green Knight; 21 h : Master Harold and the boys. GRAND EDGAR (43-20-90-09), 20 h 15 : la Drague ; 22 h : la Mariée mise à su per ses offibataires, même.

GUICHET-MONTPARNASSE (43-27-88-61), 19 h : le Guichet; 20 h 30 : Naitre on ne pas naître.

HUCHETTE (43-26-18-99), 19 h 30 : la

Camatrice chauve; 20 h 30 : la Legon;
21 h 30 : Sports et divertissements.

JARDIN D'HIVER (42-55-74-40), 21 h : LA BRUYERE (48-74-76-99), 21 h : la Les concerts

LUCERNAIRE (45-44-57-34), I : 19 h 30 : Baudelaire; 21 h 15 : Kon par Kon. — II : 20 h : Thérèse Desqueyroux; 21 h 45 : On répète Bagatello. MADELEINE (42-65-07-09), 21 h : Deux sur la belançoire. MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : la Comédie sans titre.

Comedie sans titre.

MARIE-STUART (45-08-17-80).

20 h 15 : Foot for Love; 22 h : Savage Love. MARIGNY (42-56-04-41), 21 h : la Gali-MATHURINS (42-65-90-00), 20 h 45 : MICHEL (42-65-35-02), 21 k 15 : Pyjama

MICHODIÈRE (47-42-95-22), 20 5 30 ; Double Mixts.
MODERNE (48-74-10-75), 21 b : l'Biffet Giapuo.

MONTPARNASSE (43 - 22 - 77 - 74),
Grande salle, 20 h 45 : Ce sacré bonheur,
Petite salle, 21 h : Conférence es som-

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 : Mais qui est qui ? CEUVRE (48-74-42-52), 20 h 45 : Léopold

L'OMBRE QUI ROULE (48-74-30-11), 21 h : la Poursuite amoureuse. PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), 21 h : Une coache dess in tête. PALAIS ROYAL (42-97-59-81), 20 h 45 : l'Amas-guenie, Rencontres; 14 h 30 : De Gaille... l'homme des tempêtes. POCHE (45-48-92-97), 21 h : Amédée on comment s'en débarrasser ; 18 h 30 : Der-nières leutres d'une mètre juive à son fils. L'OMBRE QUI ROULE (48-74-30-11),

POTINTÈRE (42-61-44-16), 21 h : Chat RANELAGH (42-88-64-44), 20 h 30 : Saint Erik Satle. SAINT-GEORGES (48-78-63-47), 20 h 45 : les Soins de Lois.

STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-35-10), 21 h : Voyage an bout de TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79), 20 h 30 : Antigous ; 20 h 30 : Huis clos.

TH. D'EDGAR (43-22-11-02), 20 h 15; les Babas cadres; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire. TH. 13 (45-88-16-30), 20 h 45: Derniers

THÉAIRE DE PARIS (43-59-39-39), 20 h 30: les Brumes de Manchester. TH. PARIS-VILLETTE (42-02-02-68),

THEATRE DU TEMPS (43-55-10-88), 20 h 30 : Antigone. TH. DU ROND-POINT (42-56-60-70), Grande salle, 20 h 30 : Mon Fanst ; Potito salle, 20 h 30 : les Enchaînés.

TOURTOUR (48-87-82-48), 20 h 30 : Bubiboum ; 18 h 45 : la Fêta à E. Guille-TRISTAN-NEWNARD (4522-08-40), 21 h : les Taupes niveaux. VARIÉTÉS (42-33-09-92), 20 h 30 : C'est

Les cafés-théâtres AU BEC FIN (42-96-29-35), 22 h : Toos les plaisirs en un seul corps.

BLAVCS-MANTEAUX (48-57-15-84) L

20 h 15 : Arcub = MC2; 21 h 30 : les
Démones Loulous ; 22 h 30 : les blaireaux = IL 20 h 15 : les Sacrés
Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés
feunnes ; 22 h 30 : Last Lanch - Dergier
Service.

LE BOURVIL (43-73-47-84), 20 h 15 : CAPÉ D'EDGAR (43-20-85-11), L 20 h 15 + sam. 23 h 45 : Tiens, voilà deux boudins; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes; 22 h 30 : Ortice de secours. — IL 20 h 15 : P. Salvadori; 21 h 30 : le Chromosome chatosilleux; 22 h 30 : Files nous semices trauses

CAFE DE LA GARE (42-78-53-51), 20 h:

PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches; 22 h 30 : Nous, on same. POINT-VIRGULE . 20 h 15 : Pièces détachées EPLENDED SAINT-MARTIN (42-08-

21-93), 20 h 30 : Laissez-les vivre IL Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-DEUX ANES (46-06-10-26), 21 h : Après in rose, c'est le bouquet.

La danse CAPÉ DE LA DANSE (43-57-05-35),

20 h 30 : Voyage mémoire solo.
PALAIS DES SPORTS (48-28-40-45), Opéra

RANKLACH (42-88-64-44), 20 h 30 : les Missiementes de Salebourg.

THE DE LA PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53), 20 h 30 : la Petite Bouti-que des horreurs.

Le Monde Informations Speciacles 42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 1) h à 21 h sauf dimanches et jours fériés! Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Mardi 10 février

Salle Cavenn, 20 h 30 : L. Rev (Beethoven, Mendelssohn, Debussy...). Eglise Saint-Roch, 20 h 30 : Ensemble vocai J.-P. Lore, Orchestre français d'oratorio (Salieri, Mozzat), Eglise de la Madelcine, 21 b : Ensemble instrumental J.-W. Andoli (Vivaldi).

Castre culturel canadien, 19 h : M. Arel, R. Hozu (Bach, Bochm, Paganini...).

Halles, 20 h 30 : A. Tamayo, D. Erith (Ives, Yoshida, Weill...). Porte de la Saisse, 20 h 30 : Germ.

Damon, 20 h 30 : A. Devorsine, J. Roberti, A. Louwerse (Haendel, valuus, Schumann...).

En région parisienne AURENVILLIERS, Th. & la Co. (48-34-67-67), 20 h 30 : l'Étourdi. ANTONY, Th. F.-Gémier (42-37-31-19), 21 h : FEternel mari.

CERGY-PONTOISE, Th. des Arts (30-30-33-33), 21 b : la Ché invisible, CHATILLON, Th. (46-57-22-11), 21 b : la Compagnie de la Grenette. CRÉTEIL, Maison des zrts (48-99-, 90-50), 20 h 30 : Tunnels. FONTENAY-AUX-ROSES.

ONTENAY-AUX-ROSES, Th. des Sources (46-61-30-03), 20 h; V. Comme Volunte. IVRY, Th. (46-72-37-43), 20 h 30: La

NRY, Th. (46-72-37-43), 20 h 30; La grande roue.

NANTERRE, Th. des Aussadiers (47-21-18-81), 21 h : Dans la solitude des champs de cotna.

NEUILLY, Théisre (47-45-75-80), 20 h 30 : FAVERE.

PLESSIS-ROBENSON, emphiticher P.-Picasso (46-31-15-00), 21 h : Salomé.

SAINT-DENIS, Th. G.-Philipe (42-43-17-17), 20 h 30 : les Ensorcelés. — IL : 18 h 30 : les Greconfles 1987.

SARTROUVILLE, Théistre (39-14-23-77), 21 h : E. Lamandier.

VERSAILLES, Th. Montannier (39-50-71-18), 21 h : Antigone.

cinéma

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-84-24-24) 16 h, les Insurgés, de J. Huston; 19 h, Titicut Follics, de F. Wiseman; 21 h, Bert Schierbeck/ia Porte, et la Porteresse blan-che, de J. Van der Keulen.

Les exclusivités AFTER HOURS (A., v.c.) : Studio da la Contrescarpe, 5 (43-25-78-37) ; Parmassiens, 14 (43-20-32-20). AJANTRIK (Ind., v.o.) : Républic Cinéms, 11 (48-05-51-33). L'AMIE MORTELLE (A. v.f.) (*): Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41); Images, 18 (45-22-47-94).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85). ASTÉRIX CHEZ LES BRETONS (Pr.): George V, 8 (45-62-41-46); Saint-Ambroise, 11 (47-00-89-16); Genmont Convention, 15 (48-28-42-27).

AUTOUR DE MINUIT (Fr.A., v.a.):
Chuy Paisce, \$\(^{43-25-19-90}\).
AUX FRONTIÈRES DE LA VILLE
(Aus., v.a.): Studio de la Harpe, \$\(^{46-34-25-52}\)).

LES BALESCUES DU DÉSERT (Tun-sien, v.o.): Unopla, 5º (43-26-84-65). BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.): Rez. 2º (42-36-83-93); UGC Montpar-nesse, 6º (45-74-94-94); UGC Gobelins, 13º (43-36-23-44); Napoléon, 17º (42-67-63-42);

BEAU TEMPS, MAIS ORAGEUX EN FIN DE JOURNÉE (Fr.): Utopia, 9 (43-26-84-65). BERDY (A., v.o.) : Lucornaire, 6 (45-44-

RESQUERES LÉGÈRES (Hoa., v.o.):
Reflet Logis, 9 (43-54-42-34).

BLUE VELVET (A., v.o.) (*): Gaumont
Halles, 1* (42-97-49-70); Gaumont
Opérs, 2 (47-42-60-33); Hantefenils,
6* (46-33-79-38); Publicis SaintGermeis, 6* (42-22-72-80); Pagode, 7*
(47-05-12-15); Colleés, 3* (43-5929-46); Becarial Panorame, 19* (47-0722-04); Gaumont Parmasse, 14* (43-3530-40); 14-Juillet Beangrenelle, 15*
(45-75-79-79). — V.f.: Paramount
Opérs, 9* (47-42-56-31); Bestille, 11*
(43-42-16-80); Fauvetta, 13* (43-3156-86); Gaumont Alésis, 14* (43-2784-50); Miramar, 14* (43-20-89-52);
Gaumont Convention, 15* (43-20-89-52);
Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27).

BEAZIL (Bcit., v.o.): Epéc de Bois, 5*
(43-37-57-47); Saim-Lambart, 15* (4332-91-68). MLESSURES LEGERES (Hon., v.o.) :

BONS IMISERS DE LIVERPOOL (Ang., v.o.) : Luxembourg, 6* (46-33-97-77) ; Elysées Lincoln, 8* (43-59-

CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.):
Gaumont Opéra, 2º (47-42-60-33); 14Juillet Odéon, 6º (43-25-59-83); Gaumont Colisée, 8º (43-59-29-46); Gaumont Alésia, 14º (43-27-84-50);
Montparnos, 14º (43-27-52-37).
CHARLOTTE FOR EVER (Fr.) (*):
Enum Orient Enursus 1º (42-33-42-26).

Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26).

COMIME UN CHIEN ENRAGE (A., v.a.) (*): 14-Juillet Odéon, 6" (43-25-59-83); UGC Bruitage, 8" (45-63-16-16).

LA COULEUR POURPRE (A., v.o.) : Cinoches, & (46-33-10-82); Triomphe, & (45-62-45-76). CREATOR (A., v.o.) : UGC Ermitage, 3-(45-63-16-16).

DOWN BY LAW (A., v.a.): Gamment Halles, 1= (42-97-49-70); Saint-André-des-Arts, & (43-26-48-18); Ambessade, & (43-39-19-08); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40). LES DIAMANTS DE L'AMAZONE (A., v.f.) : Gatté Rochechouart, 9 (48-78-81-77).

DOUBLE MESSIEURS (Fr.): Républic Cinéma, 11° (48-05-51-33); Denfert, 14° (43-21-41-01).

(45-21-41-11).

EMMANUELLE V (Fr.) (**): Marignan, \$\(43-59-92-82 \); Goorge V, \$\(45-62-41-46 \); Mazáville, \$\(9-47-70-72-86 \); Montpernane Pathé, 14* (43-20-12-24). EN DIRECT DE L'ESPACE (A., v.f.) :

EN DIRECT DE L'ESPACE (A., v.f.):
La Géode, 19 (42-05-06-07).
L'ÉTAT DE GRACE (Fr.): Forum
Orient-Express, 1= (42-33-42-26);
George V, 8 (45-62-41-46); Mercury, 8*
(45-62-96-82); Français, 9* (47-70-33-88); Parnassiens, 14* (43-20-32-20).
L'ÉTRANGÈRE, (Beix, v.o.): Forum
Orient-Express, 1= (42-33-42-26); Saint-Germain Village, 5* (46-33-63-20);
George V, 8* (45-62-41-46); Lumière, 9*
(42-46-49-07); Parnessiens, 14* (43-20-32-20).

FAUBOURG SAINT-MARTIN (Fr.) : LA FEMME DE MA VIE (Pr.) : Cleny Palace, 5 (43-25-19-90) ; UCG Biarritz, 8 (45-62-20-40).

8' (45-62-20-40).

IES FUGHIPS (Ft.): Gammont Opéra,
2' (47-42-60-33); Bretagnin, 6' (42-2257-97); 14-Juillet Odém, 6' (43-2559-83); Ambassada, 8' (43-59-19-08);
Panvetta, 13' (43-31-56-86); Gammont
Alésia, 14' (43-28-6-50); Gammont
Convention, 15' (48-28-42-27); Maillot,
17' (47-48-06-06); Pathé-Clicity, 18'
(45-22-46-01).

LES FILMS NOUVEAUX LES ADIEUX A MATIORA, film soviétique de Elem Klimov (v.o.): Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36); Epte de Bois, 5º (43-37-57-47); Comos, 6º (45-44-28-80); Gaumont Parmasse, 14º (43-35-30-40); v.f.: Gaumont Parmasse, 14º (43-35-30-40); v.f.:

CROCODILE DUNDEE, film austra-ROCODILE DUNDRE, film australien de Peter Fairman (v.a.): Forum Horizon, 1* (45-08-57-57); Hanne-feuille, 6 (46-33-79-38); Marigman, 4 (43-59-92-82); v.f.: Impérial, 2* (47-42-72-52); Rex., 2* (42-36-83-93); Nation, 12* (43-40-467); UGC Gare de Lyon, 12* (43-43-01-59); Fanvette, 13* (43-31-60-74); Mognaranese Pathé, 14* (43-20-12-06); UGC Convention, 13* (45-74-93-40); Maylair Pathé, 16* (45-22-46-01); Majillot, 17* (47-48-06-06); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01); Weyler Pathé, 19* (45-22-46-01).

(45-22-46-01).

CROSS (*), film français de Philippe Sathes : Forum, 1* (42-97-53-74); St-Germain Hochette, 5* (46-33-63-20); George-V, 8* (45-62-41-46); Marignan, 8* (43-59-92-82); Maxéville, 9* (47-70-72-86); Paramount Opéra, 11* (47-42-56-31); Bastille, 11* (43-42-16-80); Fanvotte, 13* (43-31-56-86); Montparassee Furld, 14* (43-20-12-06); Convention St-Charles, 15* (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01).

VE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉ-

Clichy, 18" (45-22-46-11).

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉ-RICAIN, film canadien de Denys Arcan: Ciné Beaubourg, 3" (42-71-52-36); UGC Odéon, 6" (42-25-10-30); Rotonde, 6" (45-74-94-94); Pagoda, 7" (47-05-12-15); UGC Champe-Elyées, 8" (45-62-20-40); UGC Boulevard, 9" (45-74-95-40); UGC Gare de Lvon, 12" (43-43-UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelias, 13 (43-36-23-44); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Gaumont Convention,

15 (48-28-42-27); 14 Juillet Bean-grenelle, 15 (45-75-79-79); Images, 18 (45-22-47-94).

GOTHEC (*), film britannique de Ken Russell v.o. : Clué Beaubourg, 3* (42-72-52-36); UGC Danton, 6* (42-72-52-36); UGC Danton, 6* (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6* (45-74-94-94); UGC Biarritz, 3* (45-62-20-40); 14 Juliet Bastille, 11* (43-57-90-81); *1.* UGC Mont-partnesse, 6* (45-74-94-494); UGC Boulevard, 9* (45-74-95-40); UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44); Convention St-Charles, 15* (45-79-33-00); Images, 18 (45-22-47-94). QUATRE AVENTURES DE REI-NUTTE ET MIRABELLE, film

funcais d'Eric Rolmer: Gaumont Halles, 1st (40-26-12-12); St-Germain-des-Prés, 6 (42-22-87-23); Baizac, 8 (45-61-10-60); Parnes-sions, 14 (43-20-32-20). SABINE KLEIST, SEPT ANS, film allemand de Helmat Dziuba: v.o. Républic Cinéma, 11° (48-05-51-33).

LE TEMPLE D'OR, film américain E TEMPLE D'OR, film américain de J. Lee Thompson, v.o.: Forum, 1e (42-97-53-74); Georgo-V, & (45-62-41-46); Triomphe, & (45-62-45-76); UGC Erminage, & (45-63-16-16); v.f.: Rex, 2e (42-36-38-39); UGC Montparnasse, & (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31); UGC Gare de Lyon, 12* (43-43-01-59); Miramar, 14* (43-20-89-52); Mistral, 14* (43-39-52-43); Convention St-Charles, 15* (45-79-33-00); UGC Convention. (45-79-33-00); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); Secrétan, 19 (42-06-79-79); Gambetta, 20 (46-36-

10-96). 27 HORAS, film espagnol de Montxo Armendariz, v.o.: Latina, 4 (42-78-47-86); Lincoln, 8 (43-59-36-14).

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.): Denfert, 14 (43-21-41-01). JEAN DE FLORETTE (Fr.): Gammont Opéra, 2: (47-42-60-33); Ambassade, 8: (43-59-19-08); Montparsos, 14: (43-27-

32-1/).

JUMPIN JACK FLASH (A., v.a.): Ciné
Beaubourg, 3 (42-71-52-36); UGC
Denton, 6 (42-25-10-30); UGC
Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40). - Vf.: UGC Boulsvard, 9 (45-49-95-40); UGC Gobeline, 13 (42-36-21-44).

His, 13 (43-36-23-44).
LA LÉGENDE DE LA FORTERESSE DE SOURAM (Sov., v.o.) : 14-juillet Parnasse, 6' (43-26-58-00).

LEVY ET GOLIATH (Fr.) : Forum Hori-LÉVY ET GOLIATH (Fr.): Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); Gaumont Opéra, 2" (47-42-60-33); Ren, 2" (43-36-23-44); Breingne, 6" (42-22-57-97); UGC Denton, 6" (42-25-10-30); Ambassade, 3" (43-59-19-08); St.-Lazzer Pasquier, 8" (43-87-35-43); Publicis Champs-Elysées, 8" (47-20-76-23); Bastille, 11" (43-42-16-80); Nation, 12" (43-40-46-7); UGC Gare de Lyon, 12" (43-40-46-7); UGC Gare de Lyon, 12" (43-40-46-7); UGC Gare de Lyon, 12" (43-40-10-59); Fauvette, 13" (43-31-56-86); Galaxie, 13" (45-80-18-03); Gaumont Alexie, 14" (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15" (48-28-42-27); Maillot, 17" (47-48-06-06); Pathé Clichy, 18" (45-22-46-01); Secrétan, 19" (42-06-79-79); Gambetta, 20" (46-36-10-96).

LE MAL D'AIMER (Fr.-it,); Vorum

LE MAL D'AIMER (Fr.-it.) : Vorum Orient Express, 1st (42-33-42-26).

MANON DES SOURCES (Fr.): Forum Orient-Express, 1= (42-33-42-26); Impérial, 2= (47-42-72-52); Montparnos, 14= (43-27-52-37); Gaumont Convention, 15= (48-28-42-27).

(42-33-42-26), — V.f.: Gaité Roche-chouart, 9 (48-78-81-77).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ché BeanhalvAls 3-42-71-52-36); UGC Odéon, 6-(42-25-10-30); UGC Blarritz, 8- (45-62-20-40); Lumière, 9- (42-46-49-07); Esca-rial, 13- (47-07-28-04); Gaumont Par-nasse, 14- (43-35-30-40).

MELO (Pr.): 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); 14-Juillet Parmane, 6 (43-26-58-00).

58-00).

LA MESSE EST FINIE. (It., v.a.): Ciné Beaubourg, 3º (42-71-53-36); Racine Odéon, 6º (43-26-19-68); UGC Biarritz, 8º (45-62-20-40); 14-Juillet Bastille, 11º (43-57-90-81); UGC Gobelins, 13º (43-36-23-44); Gaumont Parnasse, 14º (43-35-30-40); 14-Juillet Beaugranelle, 15º (45-75-79-79).

MESSION (A. v.a.): Forum Orient-Express, 1º (42-33-42-26); Lacernaire, 6º (45-44-57-34), George-V, 8º (45-62-41-46); Parnassions, 14º (43-20-32-20).

V.S.: Français, 9º (47-70-33-88).

MISS MONA (*): Gaumont Halles, 1º

- V.f.: Français, 9° (47-70-33-88).

MISS MONA (°): Gaumont Halles, 1° (42-97-49-70): Hautsfeuille, 6° (46-33-79-38); UGC Montparnause, 6° (45-74-94-94): Publiois Elysées, 8° (47-20-76-23); St-Lazaro Pasquier, 8° (43-87-35-43); Français, 9° (47-70-33-88); 14 Juillet Bestille, 11° (43-57-90-81); Fanvette, 13° (43-31-56-86); Mistral, 14° (43-39-52-43); Parnassicus, 14° (43-20-50-19); 14 Juillet Beaugreneile, 15° (45-75-79-79).

MACHET OU VIF (A. v.f.) (°): UGC

MORT OU VIF (A. v.f.) (*): UGC Montparaesse, 6* (45-74-94-94); Paris Ciné, 10* (47-70-21-71).

Cinë, 10° (47-70-21-71).

LA MOUCHE (A. v.a.) (*): Forum Horizon, 1° (45-88-57-57); UGC Danton, 6° (42-25-10-30); Marignan, 8° (43-59-92-82); 14 Juillet Benugrenelle, 15° (45-75-79-79); Maillot, 17° 47-48-06-06; (v.f., Rax, 2° (42-36-83-93); UGC Montparname, 6° (45-74-94-94); Francais, 9° (47-70-33-88); UGC Gare de Lyon, 12° (43-30-15-9); UGC Gobalins, 13° (43-36-23-44); Mistral, 14° (43-20-12-06); UGC Convention, 19° (45-74-93-40); Pathé Wépler, 18° (45-22-46-01); Secrétan, 19° (42-41-77-99); Gambetta, 20° (46-36-10-96).

LES MUPS DE VERRE (A. v.a.): Rode LES MURS DE VERRE (A., v.o.) : Epéc

de Bols, 5: (43-37-57-47). MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-82). NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Triomphe, 8^a (45-62-45-76). NOIR ET BLANC (Fr.) : Epie de Bois, 5-(43-37-57-47).

RANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) :
Studio de la Harpa, 5º (46-34-25-52).
HIGHLANDER (A., v.o.) : Grand Pavois,
15º (45-54-46-85) : Templiers, 3º (42-7294-56).
L'HISTOURE OFFICIELLE (Arg., v.o.) :

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA
TÊTE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1º
(42-97-49-70); Saint-André-des-Arts, 6º
(43-26-48-18); Colisée, 8º (43-59-29-46);
Gaumont Parnasse, 14º (43-35-30-40);
L'HISTOURE OFFICIELLE (Arg., v.o.) :

Images, 18" (45-22-47-94).

LE NOM DE LA ROSE (Fr., v.a.):
Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); Hautefeuille, 6" (46-33-79-38); Marignan, 8"
(43-59-92-82); UGC Normandie, 8" (4563-16-16); Kinopanorama, 15" (43-0663-90); PLM Saint-Jacques, 14" (45-8968-42): Bienvenlle Montparnasse, 15"
(45-44-25-02); V.f.: Rex, 2" (42-3683-93); St-Lazare Posquier, 8" (43-8735-43); Paramount Opéra, 9" (47-4256-31); Nation, 12" (43-43-04-67);
Fauvette, 13" (43-31-56-86); Montparnasse Pathé, 14" (43-20-12-06); Ganmont Alésia, 14" (43-27-84-50); UGC
Convention, 15" (45-74-93-40); Pathé
Clichy, 18" (45-23-46-01). Clichy, 18 (45-23-46-01).

ON SE CALME (v.f.): Maxéville, 9: (47-70-72-86); Paramount Opéra, 9: (47-42-56-31).

OUT OF AFRICA (A., v.o.): Publicis Matignon, 8* (43-59-31-97). PAIEMENT CASH (A., v.o.): Marignau, 8* (43-59-92-82): V.f.: Hollywood Boule-vard, 9* (47-70-10-41).

LE PASSAGE (Fr.): UGC Normandie, 8: (45-63-16-16); UGC Boulevard, 9: (45-74-95-40); Montparnos, 14: (43-27-

PEGGY SUE S'EST MARIÉE (A., v.a.) ; PEGY SUE S'EST MARIEE (A., v.o.);
Gaumont Halles, 1º (42-97-49-70); Gaumont Opéra, 2º (47-42-60-33); 14-Juillet
Odéon, 6º (43-25-59-83); Gaumont
Champs-Elysées, 8º (43-59-04-67); 14Juillet Bastille, 11º (43-57-90-81); Gaumont
Parnasse, 14º (43-35-30-40); 14Juillet Beaugrenelle, 15º (45-75-79-79).

— V.J.: UGC Montparnasse, 6º (45-74-

LA PURITAINE (Fr.) : Cinoches, 6º (46-33-10-82).

LE RAYON VERT (Fr.): Parmassiens,
14- (43-20-30-19).

LA REINE DES NEIGES, LE DÉSERT

ROSA LUXEMBURG (All., v.n.) : Cino-ches, 6' (46-33-10-82).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.): Grand Pavols, 15 (45-54-46-85); Châtelet-Victoria, 15 (42-36-12-83).

E SACRIFICE (Franco-Suéd., v.o.): Bonaparte, 6 (43-26-12-12). SALE DESTIN (Fr.) : UGC Boulevard, 9-(45-74-95-40). SED ET NANCY (*) (A., v.s.): Utopia, 5* (43-26-84-65).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13 (47-07-28-04). Escurial Panorama, 13* (47-07-28-04).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.): Reflet Logos, 5* (43-54-42-34).

TERMINUS (Fr.-All.): Forum Horizon, 1* (45-08-57-57); Rex. 2* (42-36-83-93); UGC Odéon, 6* (42-25-10-30); UGC Normandie, 8* (45-63-16-16); Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31); UGC Gare de Lyon, 12* (43-43-01-59); Fanvette, 13* (43-31-56-86); Galaxie, 13* (45-80-18-03); Mistral, 14* (45-39-52-43); Montparnasse Pathé, 14* (43-20-12-06); Convention St-Charlen, 15* (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18* (45-32-46-01).

(45-22-46-01).
THERÈSE (Fr.): Saint-André-dos-Arts,

6 (43-26-80-25); Lucernaire, 6 (45-44-57-34); Elyaées Lincoin, 8 (43-59-36-14). 37°2 LE MATIN (Fr.) : Saint-Michel, 5 (43-26-79-17); George-V, 8° (45-62-41-46); Blenvente Montparname, 15 (45-44-25-02).

TROIS HOMINES ET UN COUFFIN

(Fr.): George-V, # (45-62-41-46).
TOP GUN (A., v.o.): George V, # (45-62-41-46). — V.f.: Parmanens, 14 (43-20-32-20). LA VIE DESSOLUE DE GÉRARD FLO-QUE (Fr.): Forum, 1" (42-97-53-74); UGC Odéon, 6" (42-25-10-30); Ambas-Sade, 8^a (43-59-19-08); George V, 8^a (45-62-41-46); Saint-Lazare Pasquier, 8^a (43-87-35-43); Nation, 12^a (43-43-04-67); Fauvette, 13^a (43-31-56-86); Gaumont

(48-28-42-27).

Haussmann, et « Côté femmes », 15 heures, Musée de l'homme (Paris et

« Palais-Royal et prison révolution-naire : la Conciergerie », 14 h 30,

Des Carmélites sux communards »

WANDA'S CAFE (A., v.o.): Porum, 1= (42-97-53-74); Parassisos, 14 (43-20-32-20). WELCOME IN VIENNA (Autr., v.a.): Saint-Germain Studio, 5 (46-33-63-20).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 11 FÉVRIER

son histoire).

1, quai de l'Horioge.

«La rue Saint-Honoré, de la galerie Véro-Dodat aux Saints-Innocents», 14 h 30, métro Louvre (Paris pittores- Hôtels et jardins du Marais. Piace des Vosges , 14 h 30, sortie mètro Saint-Paul (Résurrection du passé). que et insolite).

du Marais », 19 h 45, 5, rue de Thoriguy (Hauts Lieux et découvertes). « Les Compagnons du tour de France », 14 h 50 : musée librairie, 10 rue Mabillon (l'Art pour tous).

« La musée de l'Assistance publique », 15 henres, 47 quai des Tournelles S'inscrire : 42-60-71-62. Après 18 heures : 45-48-26-17 (A. Ferrand). «L'hôtel de Lauzun», 15 heures, 17, qual d'Anjon (La France et son

« Les pessages du Palais-Royal, de Richelien à Buren », 14 h 30, grilles du Conseil d'Etat (Ch. Merle). «Le Marais : quartier du village aint-Paul, l'hôtel de la Brainvilliers et

l'affaire des poisons », 14 h 30, mêtro Pont-Marie (P.-Y. Jaslet). « Exposition crèches et traditions de Noël », 15 h 50, 6, avenue du Mahatma-Gandhi (Approche de l'art). « La Sorbonne, du tombeau de Riche lieu aux fresques du Puvis de Cha-vannes », 15 h 30, parvis chapelle. S'ins-

crire: 45-55-87-93 (D. Bouchard).

au musée d'art et d'bistoire de Saint-Denis, 15 heures, 22 bis, rue Gabriel-Péri, et « Evocation de Montparnasse à la Coupole », 15 heures, angle boule-vard du Montparnasse et de la rua Delambre (Caisse nationale des monu-

ments historiques et des sites).

CONFÉRENCES rue Rousselet, 19 heares : « L'architecture funéraire privée en Egypte pharaonique », centre Chaillot-Galliera.

28, avenue George-V, 15 heures : « Paris, capitale du monde : les grands travaux, restauration et urbanisme, Viollet-le-Duc, Haussmann, Gar-

Domus Médica, 60, boulevard de Latour-Maubourg, 20 h 30 : « L'amour

NATIONAL Dimanche a 15th. Relache dimanche soir et lundi

« Exposition : Les ors hellénistiques de Tarente », 15 h 15, 8, boulevard en couple ». Coproduction Centre culturel Irançais de Milan, Compaçnie Adelberi, Theatre national de Chaillot

Louis-Charles Sirjaco • Sophie Loucachevsky THÉÂTRE GÉMIER THEATRE Du 31 janvier au 22 février à 20130

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanchelundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation :

A éviter » On peut voir » Ne pas manquer BBB Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 10 février

PREMIÈRE CHAINE: TF 1 20.30 Football.

ordeaux-Everton, en direct de Bordeaux. 22,20 Documentaire : Le grand escalator, le Centre

Georges-Pompidou. Emission de Reiner Moritz. Des documents d'archives, des reportages de télévi-sions étrangères et des intersieus de Ben. Pierre Boulez, Pontus Hulten, Jean Tinguely. Kiki Picasso,

23.15 Documentaire : Centre Georges-Pompidou, 10º anniversaire.

23.20 Journal. 23.35 Magazine : C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE: A2

20.35 Mardi cináma: la Smala B

Film français de J.-L. Hubert (1984), avec Victor
Lanoux, Josiana Balasko, Dominique Lavarant,
Maurice Risch, Luis Rego, Thierry Libermitte.
Un accordeouste au chomage, vivant en province, et
dont la femme fait des fugues, part pour Paris à la
recherche de celle-ci, avec ses cinq enfants et une
aide-menagère, providence de la famille. Scénario
un peu mince, mise en scène dans l'esprit du comique de cafe-thidire. Pour passer le temps.

22.05 Les jeux de Mardi cinéma.
Avec Philippe Noiret, Christophe Malavoy.

23.25 Journal.

TROISIÈME CHAINE: FR3

20.35 Cinema : Marseille contrat & Film franco-anglais de Robert Parrish (1974), avec

M. Caine, A. Quinn.
M. Caine, A. Quinn.
Un ogent américain du Bureau des narcotiques cherche à confondre un important trafiquant de drogue de Marseille, il engage un tueur pour l'abattre. Film d'action au scénario stéréotypé.

22.05 Journal. 22.25 Télévision régionals.

CANAL PLUS

> 20.35 Cinéma : Excatibur Bu film anglais de John Boosman (1981), avec Nigel Terry, Helen Mirren, Nicholas Clay, Cherie Lunghi, Paul Geolfrey, Nicol Williamson, 22.55 Flash d'informations, 23.05 Cheima: Macaroni am film italien d'Ettore Scola (1985), avec Jack Lemmon, Marcello Mastroianni, Daria Nicolodi, Isa Danieli, Maria Luisa San-tella, Patrizia Sacchi (v.o.). 0.45 Cinéma : Un drôle de

paroissien n film français de Jean-Pierre Mocky (1963), avec Bourvil, Jean Poiret, Francis Blanche, Jean Younel, Jean Tistier, Véronique Nordey, 2.05 Série : Cleco Kid.

20.30 Cinéma: le Tombeur de ces dames wa film américain de Jerry Lewis (1961), avec Jerry Lewis, Helen Traubel. Un jeune homme abandonné par so fiancée devient minogrne. Il se place comme domestique dans une pension de famille et découvre qu'elle est habitée par des apprenties starlettes. Le film, burlesque et corrosif, donne la plus juste idée du personnage de Jerry Lewis, demeuré - qui a peur de la vie et des femmes, gaffeur invétéré. 22.05 Série : Kojak. 23.05 Série : Sapercopter, 0.00 Série : Baresta, 0.55 Série : Kojak. 1.50 Série : Star Trek.

20.30 Cinéma: Fiancées en folie nom film de Buster Kanton (1925), avec Buster Keaton, T. Roy Barnes. Comment se marier dans la journée, pour recueillir un énorme héritage. Sur le principe du gag boule de neige. Keaton (le comique qui ne rit jamais) a réalisé et interprété, avec une logique imperturbable, un film magnifiquement drôle. 21.25 Cinéma: le Mystère du poisson volant n film de John Emerson (1916). Un détective drogué à la cocaîne devient un héros qui met hors d'état de nuire des trafiquants d'opium. Une parodie de Sheriock Holmes, pas très réussie. Rareté. 21.45 6 Togic.

FRANCE-CULTURE

20,30 Le journal du carpa. Tabac : la cure de l'un, la cure de l'autre ; L'homme, la mer et la santé ; Dossier : Folies, l'histoire de la psychiatrie. 21,30 Musique : Les mardis de la chanson. Ecoute la nuit, en direct du Magnetic Terrace, avec Gilbert Luffaille et Mama Bes. 22,30 Nuits magnétiques. 0.10 De jour au fendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert : Trio pour flute, alto et harpe, de Boieldieu ; duo pour flute et alto, de Hoffmeister : Envols d'écailles, de duo pour flute et auto, de riorimenter; Ervos a exames, de Louvier; Lachrymae, pour alto et harpe de Britten; Sonate pour flute, alto et harpe de Debussy, par Catherine Cantin, flute; Tasso Adamopoulos, alto; Frédérique Cambreling, harpe, 22.30 Récital: Jean-Marc Luisada, piano, Fastaisie en ré mineur, K 397 de Mozart : Papillons, op. 2 et Humoresque, op. 20 de Schumann : Trois mazurios, op. 59, Barcarolle en fa dièse majeur, op. 60, et Polonzise-fantaisie en la bémol majeur, op. 61, de Chopin. 24.00 Les soirées de France-Musique : Poissons d'or...

Mercredi 11 février

PREMIÈRE CHAINE: TF1

13,50 Série : La croisière s'amuse. 14.40 Feuilleton : (saura, (28º épisode)

15.15 Vitamine.

Mon petit poney et ses amis ; Séquence z'animo ; Vitamine en Chine ; Séquence danse ; Jem ; Séquence cinéma ; Séquence look ; Les Snorkys ; Séquence sport : Séquence gadget : Robostory. Invités : la troupe du speciacle la Petite Bou

17.25 La vie des Botes. 17.50 Fauilleton: Hult, ca suffit.

18,20 Mini-journal, pour les jeunes. 18.40 Jeu : La roue de la fortune.

19.05 Feuilleton : Santa-Berbers.

19.40 Cocoricocobos 19.55 Tirage du Tac-O-Tac.

20.00 Journal.

20.30 Tirage du Loto 20.35 Série : Marie Pervenche.

21.30 Magazine : De bonne source.

De Michèle Cotta et Jacques Audois.

Invité : Noël Copin, rédacteur en chef de la Croix. 22.65 Documentars : Centre Georges-Pompidou

23.00 Journal.

23.15 Megazine : Premier plan. 23.30 Variétés : Une nuit à Monte-Carlo. Soirée organisée à l'occasion du Festival international de télévision. Avec Mireille Mathieu et Charies

DEUXIÈME CHAINE: A2

13.45 FoulHeton : Le riche et le paterre.

14.35 Terre des bêtes.
Emission d'Allain Bougrain-Dabourg. Chaos sons
l'esu: La mante des mers ; Le masque et la plume ;
Marques, de Claude Chabrol ; Le toutou à adopter. 15.00 Récré A2.

Ty Uan; Les Schtroumpfs; Tchaou et Grodo; Quick et Flupke; Biblioc; Les Ewoks; Les enfants à la mer; Le sourire du dragon; Startare et Steak; Sherlok Holmes; Flip Bouc; Cosmocats.

17.45 Magazine : Membo setin. 18.05 Fetilleton : Medame aut servis. 18.30 Magazine : C'est la vie. 18.60 Jou : Dos chillires et des lettres.

19.10 D'accord, pas d'accord. 19.15 Actualités régionales. 19.40 Le nouveau théâtre de Bouvard. 20,35 L'heure de vérité.

L'neure de verrue.

Lavité: Valéry Giscard d'Estaing.

L'ancien président de la République répondra aux questions de François-Heari de Virieu, Alain Duhamel, Josette Alia, Albert Du Roy et Jean-Louis Les-

21.50 Le dossier d'Alain Decaux.

Bez Gourion, prophète armé.

23.00 Histoires courtes.

Josi Josiane, de Joan-Pierre Vuillaume : Une tragédie grecque, dessin animé de Nicole Van Goethem.

TROISIÈME CHAINE: FR3

14.00 Ski artistique et acrobetique.
Deuxième championnat d'Europe (finales bellets, sauts, bosses).

16.00 Documentaire : Les maîtres d'œuvre. 17.00 Feuilleton : Demain l'amour.

17.25 Dessin animé : Lucky Luke.

17.30 Ciné-top. 18.00 Feuilleton : Edgar, détective cambrioleur.

18.25 La cuisine des juniors. 18.30 Fauilleton : Flipper le dauphin.

18.57 Juste ciel Lostit bornscope.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.15 à 19.35, actualités régionales.

19.55 Dessin animé : Ulyace 31.

20.35 Variétés: Embarquement immédiat.

Spécial Alain Souchon. Avec Lio. Alain Bashung.
Alain Chamfort, Jane Birkin, Véronique Sanson,
Jeanne Mas, Tom Novembre, Myjène Parmer, Louis
Chédid, David Msc Neil, Michel Jonasz.

Magazine : Thalassa. Je suis une légende... le dauphia.

22.40 Journal. 23.10 Cinima du tiera monde. 23.40 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

14.00 Cabou cadia. 14.25 Teitfilm: Sadiquement vôtre.
16.05 Téitfilm: Un cas de force majeure. 17.35 Cabou cadia. 18.05 Fissà d'informations. 18.05 Dessins mimés.
18.15 Jeu: Les affaires sont les affaires. 18.45 Top 50.
19.15 Zénith. 19.50 Flush d'informations. 19.55 Feuilleton: Objectif md. 20.05 Sturquizz. 21.00 Cinéma: Metalstorm n film américain de Charles Band (1983), avec Jeffrey Byron, Milte Preston. Richard Moll, David Smith, Kelly Preston. Sur la planète Lemuria, un policier poursait un criminal dont le fils est un monstre redoutable. Cela fait un mélange de fantastique et de science-fiction avec pas moi de violences. 22.20 Flash d'informations. 22.30 Cinéma: Paulmal et film français de Claude Zidi (1977), avec Jean-Paul Belmondo, Raquel Weich, Charles Gérard, Julien Guiomar, Dany Saval, Aldo Maccione. 0.05 Cinéma: 5% de risque n film français de Jean Pourtalé (1980), avec Bruno Ganz, Jean-Pierre Cassel, Aurore Clément, Pierre Michael, Alex Métayer. 1.40 Cinéma: les Compagnous de la marguerite um film français de Jean-Pierre Mocky (1966), avec Claude Rich, Francis Blanche, Catherine Darcy, Paola Pingora, Michael Serrault, Micha Buyard.

13.48 Série: Kojak. 14.35 Dessins animés: Les Schtroumpfs. 16.30 Série: K 2000. 17.25 Série: Shérif, fais-mol peut. 13.15 Série: Supercoptex. 19.10 Série: Happy days. 19.35 Série: Lou Grant. Z2.30 Série: L'inspec-teur Derrick. 21.35 Série: Lou Grant. Z2.30 Série: Kojak. 23.30 Série: Supercoptex, 0.25 Série: L'inspecteur Derrick. 1.30 Série: Lou Grant. 2.25 Série: Star Trek.

14.00 6 Tomic. 17.00 Système 6. 19.00 NRJ 6. 19.40 Série : Max la batacte. 20.10 Femilietas : La tempe des copains. 20.30 Shries : La grande valiée ; Les chevaliers du ciel ; Destination danger. 23.20 Blue suede shoes.

FRANCE-CULTURE

20.30 Pour ainsi dire. Invité: le poète chilien Luis Mizon; Portrait: Alejandra Pizarnik, pour Les traveux et les mits. 21.30 Musique. Il faut partir: La conférence des giseaux, de Michael Levinas, en compact, pur l'ensemble de l'Itinéraire. 22.30 Nuits anagnétiques, 0.10 Du jour un totalemain.

FRANCE-MUSIQUE

28.30 Coucert (donné le 4 août 1986 à Ludwigsburg) ; cuvres de Mozart, Schubert, Debussy, R. Strauss, par Reiff Gotheni, piano, et Barbara Hendricks, soprano, 23.60 Les soirées de France-Musique. Jazz-Club : en direct du Magne-

CE SOIR TFI 21 H30

"DE BONNE SOURCE" DONNE LA PAROLE AU QUOTIDIEN LACROIX

Informations «services»

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 10 février à 0 heure et le dimenche 15 février à 24 heures.

Des températures généralement supéricures aux normales saisonnières caracriccies and normales suspinalista carac-teriserout cette période de cinq jours. Ce temps donz sera perturbé, et les pluies toucherout la plapart des régions d'abord per le Sud. A partir de ves-dredé, avec le flux s'orientant à ouestnord-onest, les précipitations gagnerent par l'Ouest, les régions de la mottié nord de la France.

Mercredi : le termes sera très nuane et le pluie traversers lentement oute le France. Le matin, ciel couvert et pluies sur la côte atlantique. Scul le quart sond-est aura un ciel peu mageur. Quelques bruznes locales se formeront sur l'Est. Sur la Provence et la Corse, il y l'Est. Sur la Provence et la Corse, il y aura encore quelques averses. Les températures minimales seront en baisse dans l'intérieur, il fem 2 à 5 degrés. Dans le Sud il fem 7 à 9 degrés, et sur la côte athantique 9 à 10 degrés.

Dans la journée la pluie s'énendra progressivement à l'ensemble des régions.

Les pluies seront plus fortes des Pyrémées oriennales au sud de Méxisti Ceptral, sur Alpes de Sud et à la Méditernanée. Ouelones orages locaux

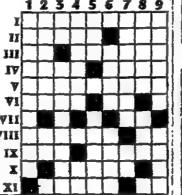
ranée. Quelques orages locaux éclateront en mer, L'Aisace et la Lorraise no seront touchées qu'en soirée.
De la Bretagne au nord de l'Aquinaine, le ciel sera plus variable dans l'aprèsmidi avec quelques averses. Le vent tournera au sord, il soufflera en rafale.

Les températures maximales attein-dront 6 à 9 degrés sur la moitié nord, 10 à 15 degrés sur la moitié sud.

Jendi 12 : un temps très mageux, convert et pluvieux affectera, le matin, la plupar des régions avec des précipi-tations importantes sur le littoral médi-terranées et les Céveznes.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4418



HORIZONTALEMENT Sont parfois confrontés à de drôles de pistolets. — II. Noir dans

la peine et blanc dans la joie. Lieu de création ou de mort. - III. Préposition. Loup on loulou. — IV. Terme d'un voyage au centre de la Terre. Concerne pluts les personnes entreprenantes qu'entreprises. - V. Se livre à une activité épouvantable. - VI. Produit de combustion. Note. - VII. Découvert. - VIII. Ne participe à aucun monvement, même pacifique. Néga-tion. — IX. Participe passé. La réu-nion des chambres. — X. Ferment de coqueluche. — XI. La Sambre y sombre. Préposition.

VERTICALEMENT

1. Il vit d'expédients ou d'expéditions. - 2. L'un fleurit, l'autre ne fait que bourgeonner, Lettre. -3. Note. Etat mal gouverné. -4. Mieux vaut l'être moralement que physiquement. Contracté. — 5. On veille à ce qu'il tourne bien. Point élevé. - 6. Livarot pour Camembert. A contribué beaucoup à la reussite des conquistadors. -7. Retranchement qu'exige l'abla-tion ou l'exérèse. Personnel. -8. Plis non recommandés. Début d'émmération. – 9. Façon de menrer en usage dans la coupe. Lieux d'investigation des ornithologues.

Solution im problème nº 4417 Horizontalement

L Hommages. ~ II. Aar. Vis. III. Remontant. - IV. Rue. Li. -V. Laceuse. - VL Pro. Abat. -VII. Na! Abri. - VIII. Lo. Moules. - IX. Absorbé. - X. Néos. Ru. -XI. Tint. Scie.

Verticalemen 1. Horripilant. - 2. Eu. Obéi. - 3. Mamelon. Son. - 4. Mao. Amont. - 5. Arnica. Or. - 6. Ebaudis. -9. St. Issue.

GUY BROUTY. Journal Officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du mardi 10 février 1987 :

UN ARRÊTÉ • Du 12 décembre 1986 modifiant l'arrêté da 17 juin 1986 relatif à l'autorisation de vol des aéromess altra-légers motorisés (ULM). UNE DÉCISION

 Nº 87-9 du 23 janvier 1987 de la Commission nationale de la com-munication et des libertés définissant les modalités de programmation des émissions d'expression directe des formations politique représentées par un groupe dans l'une ou l'autre des Assemblées du Parlement et det organisations syn-dicales et professionnelles représen-tatives à l'échefle nationale.

Au cours de la journée, ce temps pla-vieux se décalera vers l'Est, laissant place à un ciel plus variable, avec des averses sur les régions Nord. De belles éclaircies apparairment sur le Sud-Ouest. Un vent de nord à nord-ouest assez fort soufflera sur le littoral méditerranéen.

Les températures minimales seront de l'ordre de 4 à 6 degrés dans le Nord. et de 6 à 8 degrés sur la moitié sud. Les températures maximales attein-dront 7 à 10 degrés sur la moitié nord, et de 10 à 12 degrés sur la moitié sud.

Vendredi 13 : le matin, le temps plu-vieux et convert affecters encore les vieux et couvert airectus et les régions de l'Est. Ailleurs, le ciel sera variable avec quelques averses près de la Manche. Au cours de la journée, le temps s'amiliocera sur l'Est et restere mage sur le Sud-Est. Une nouvelle zone de

l'onest de la France avec des pluies dis-continues sur le Nord-Otest. Les températures seront sans grand

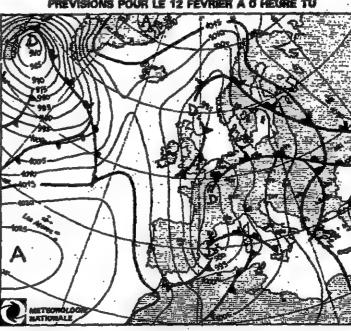
Samedi 14 : la sone de temps convert avec de l'aibles pluies traversers la moi-né nord de la France, A l'arrière, un ciel variable affecters les régions Nord. Sur les autres régions, le temps sera généra-lement ensoleillé, avec cependant un temps encore magenz le main sur le Sud-Est, où le vent de secteur nord-est

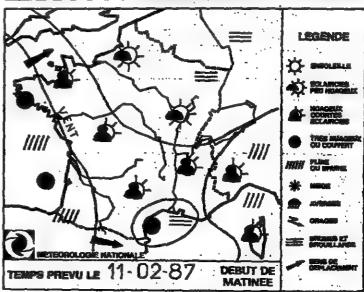
Baisse légère des températures maxi-males sur le nord de la France.

Dimenche 15 : après dissipation des brumes et brouillards, le temps sera ensoleillé. Toutefois, le ciel se couvrirs en soirée sur la Breragne. Les tempéra

SITUATION LE 10 FÉVRIER 1987 A 0 HEURE TU

PRÉVISIONS POUR LE 12 FÉVRIER A 0 HEURE TU





}	/aleur	s excirêo	es relevê	es entre 987 à 6 1			mps ob	
ASSOCIONA DE CARRETA DO CONTROL DE CARRETA DO CONTROL DE CARRETA DO CARRETA DE CARRETA D	19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 1	5 8 7 7 6 4 6 5 8 4 2 7 7 5 1 1 1 1 1 1 1 2 5 5 5 5 5 6 6 7 6 7 7 7 7 8 5 5 6 7 7 7 7 8 5 5 7 8 5 7 8 7 7 8 5 7 8 7 8	TOTALS TOTALS TOTALS TOTALS TOTALS TOTALS ALGER ALGER ALGER ALGER ALGER ALGER ALGER ALGER BELGRADE BELGRA	25 24 15 16 25 26 26 26 26 26 26 26 26 26 26 26 26 26	FP TO CONCENT OF THE TOTAL PROPERTY OF THE T	LICENSE MARRAD MARRAD MEXICO MEXICA MEXICA MEXICA MARROS M	168 it	PPREPO COCKORCOCODO
A svesse	B (1400)	C col	LONDASS Ciel dégagé		6 Å	P. phase	tempho	a B

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : tiaire tégale moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver.

with 20 45

A 10/ 2 1 JUN 3 400 a proper 🙀 ---12 × 52 31.35 الم والمراوس المتعادلين المراجع المراجع المراجع

The state of the s -10. 100 A PARTY OF MARK THE Ca 965 . SEC. BALL

** THE RES 35 pts . 41 SIL SERVICE SAME THE THE PERSON MARTINE M Barrier Co. All

> o Maria ---- Water San A STATE OF STATE OF THE the territory mayor make

Silvery A March Service

Chairmann and a

AND AS IS I THE SAME A RE-

transmitted and the second FRANCE OF STREET OF STREET OF Activity of the same AND THE STATE OF T

State Spine on 'm

Co Projecte, " parities

LES PROPERTY AND LOS

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

SIDA : l'épidémie atteint l'Extrême-Orient

An lapon, une morale ∞ de l'« innocence charnelle » rend plus difficile qu'en Occident le repérage du « groupe à risque » des homosexuels

TOKYO

De notre correspondant

PEINE passé la porte, un avertissement en anglais, signé de la direction, stipule inopinément que les étraugers ne sont pas admis. Comme la plupart des établisso-ments du même genre, ce grand et luxueux sauna du quartier de Shinjuku à Tokyo, célèbre lieu de rencontres homosexuelles, est fermé aux étrangers. Un peu gêné, un employé explique : Vous comprenez... evec le SIDA... » Depuis un an, le SIDA était devenu au Japon un sujet de préoccupation. Désormais, il Le monde homosexuel n'est pas

le seul concerné. La mort le 20 janvier d'une prostituée de Kobé, atteinte de cette maladie, a provoqué un vent de panique non seulement dans la région de ce grand port du centre du Japon mais aussi dans tout l'archipel. Le décès de cette jeune femme de vingt-neuf ans, qui souffrait d'une pneumonie mais dont on a diagnostiqué tardivement la cause, n'a pas permis aux médecins de remonter à la source de l'infection. On a simplement pa établir qu'elle devait avoir eu des relations sexuelles avec une centains de clients an cours de l'année

La première conséquence de la mort de cetté jeune prostituée a été que les quartiers de plaisir de Santiomiya et de Motomachi à Kobé ont été désertés par une partie des filles, mais aussi par les clients. En quelques jours, trois mille huit cents personnes se sont rendues dans les centres hospitaliers de la préfecture de Hyogo (Kobé) pour subir les tests de

détection du SIDA, Cette nouvelle victime a surtout incité les autorités à accélérer leur programme de lutte contre la maladie. Le ministère de la santé a décidé de mettre en place un système de surveillance nationale de propagation du SIDA à partir du 1º février.

Il étudie en outre, avec les collectivités locales et la police, les mesures légales qui peuvent être prises. Trois possibilités sont envi-sagées : élaborer une législation spéciale pour le SIDA; le déclarer maladie contagieuse (ce qui, légalement, impliquerait l'isolement des malades) ou bien l'inclure dans la listes des maladies vénériennes (obligeant ainsi les prostituées à subir les tests de détection). Dans les trois cas, se posera la question des libertés et des droits de la personne.

Dix mile porteers sains

L'hypothèse que le SIDA soit déclaré maladie contagieuse semble pour l'instant écartée, estimet-on au ministère de la santé. En tout cas, comme en témoignent les articles de journaux, certains éditoriaux (« Le Japon est désormais sérieusement menacé », écrivait récemment le quotidien Sankei qui demandait au gouvernement de localiser systémati-quement les malades) et la fréance des émissions de télévision, le Japon est désormais en

L'archipel a cependant, jusqu'à présent, été relativement épargné par cette maladie en comparaison en tout cas de la plupart des pays industrialisés. On n'a recensé que vingt-six cas de SIDA qui ont

entraîné la mort de dix-sept per-sonnes. Parmi les malades, on compte quatorze hémophiles et dix homosexuels males. « Nous sommes actuellement dans une période de latence », estime le professeur Shiokawa, président du comité d'experts chargés par le ministère de la santé d'étudier les moyens de lutter contre la diffu-sion du SIDA au Japon. « Le premier malade a été découvert aux Etats-Unis en 1981 : au Japon, quatre ans plus tard, en mars 1985. Il est fort possible que ce ne soit là qu'un sursis, mais nous pouvons essayer d'utiliser cette avance pour infléchir la sendance par la prévention et en concentrant nos efforts sur le traitement des personnes séropositives et des

maladies présentant les premiers

symptomes ., poursuit M. Shio-

D'ores et déjà, une progression du nombre de cas est présivible. Les premières victimes du SIDA au Japon ont été les hémophiles en raison des transfusions faites avec du sang venu des Etats-Unis. On estime qu'il y a cinq mille hémophiles au Japon et que sans doute 30 % (soit | 500) sont porteurs du virus », nous dit le docteur Shiomi du bureau des maladies infectieuses du ministère de la santé. En ce qui concerne les homosexuels, une enquête a été menée à Tokyo sur un échantillonnage de cent personnes : trois étaient porteuses du virus. Extra-polant à partir de ces données, M. Kitamura, directeur du ser-

vice des maladies infectieuses de l'Institut national pour la santé, avance l'hypothèse que le nombre des porteurs sains du SIDA parmi les homosexuels s'élèverzit à dix mille. Le professeur Gen Oi, de l'université de Teikyo (préfecture de Saitama) estime, pour sa part, que, dans dix ans, il y aura chaque année près d'un millier de malades du SIDA au Japon. Au ministère de la santé, bien qu'on se refuse à faire la moindre prévision, on a d'ores et déjà entrepris une campagne d'information à travers les médias, et 850 bureaux sont répartis dans le pays.

Les risques de contamination par transfusion sanguine ayant été pratiquement écartés par un traiement approprié du sang et le problème des drogués étant au Japon peu important (20 000 arrestations par an, mais surtout la pratique de l'échange des seringues est quasi inconnue), les médecins concentrent leurs efforts sur les risques de transmission du virus par relations sexuelles. Le grand problème, souligne-t-on au ministère de la santé, est de toucher les groupes à

> PHILIPPE PONS. (Lire la suite page 16.)



LA DROGUE, PARLONS VRAI!

pragmatique. Dans 📕 drogue — ennemie difficile à cemer. — il change brusquement de tactique. Après oir voulu mettre en prison et même envoyer dans des camps de travail » les usagers de drogue, il reconnaît aujourd'hui que : « Plus on avance dans l'étude de la toxicomanie, moins on a l'impression d'en savoir. » Cette humi-lité lui fait abandonner des Idéas qui, depuis un an, choquent la majorité des spécialistes.

Les conseillers du ministre notamment le docteur Albrand, gériatre – lui avaient, il est vrai, fait un tableau noir de la situation et communiqué des chiffres myérifiables sur l'étendue d'une épidémie qui touche assentiellement les jeunes. M. Chalandon vait alors contre la loi de 1970, inappliquée, inefficace, qui donne à l'usager le chob d'être poursuivi ou de se faire soigner. Il s'en prenait avec vicueur à tous les « psv » oui tenaient le marché de la prise en charge et qui, trop chers, ment de quérieons.

Cette politique de fermeté sans effets auprès des drogués,

expérience de Lexington aux Etats-Unis - eut tôt fakt de séduire quelques-una pour qui venait enfin l'heure de régler des comptes avec les « laxistes » de l'autre bord. Ces partisans du plan Chalandon partirent donc en croisade, constituant un comité de liaison et sonnant sur tous les tons la contre-offensive. Ils firent à grands frais publier de pleines pages dana les journaux pour réveiller le corps social : « La drogue, répondre au défi. » Enfin, ils organisèrent un colloque au Sénat. Ils en espéraient un grand retentissement...

C'est précisément au cours de ce colloque que M. Chalandon a lêché ses avant-postes at qu'il s'est retiré sur un terrain plus solide. « il faut éviter toute guerre de religion, a-t-il dit et répété. La loi de 1970 est une bonne loi, une loi humaine. » Plus de camps de travail, plus d'internements d'office, plus d'obligation de soins. Plus rien

Si la drogue rend fou, son étude rend sages ou, du moins, prudents les pragmatiques. CHRISTIAN COLOMBANI.

Le nucléaire sans fautes

EDF étudie les relations de l'homme at de la machine pour éviter tout risque de défaillance.

La'y a que ceux qui ne font rien qui ne se trompent pas. C'est bien connu. Seulement voilà, il y a les erreurs sans importance, et celles, malheureusement définitives, qui conduisent aux catastrophes. Three-Mile-Island et Tchernobyl en témoi-gnent largement. Ces deux événements ont mis en relief, à sept ans d'intervalle, le poids considérable de l'erreur humaine dans ce type d'accident. Il n'est que de lire le compte rendu des experts pour

"Il aurait suffi, a-t-on prétendu, d'empêcher celui qui surveillait la centrale nucléaire de Three-Mile-Island d'effectuer deux manœuvres pour éviter qu'une série d'incidents ne deviennent un accidincidents ne deviennent un accident sérieux. De même, on ne
peut qu'être giace par la lecture
de rapport sur la catastrophe de
Tehernobyl, où l'on assiste,
impuissant, à l'accumulation
d'erreurs grossières (six en tout) de cette équipe de quart « équilibriste y qui a joué avec le feu jusqu'au drame final.

Alors? L'homme ne scrait-il que le maillon faible de la chaîne nucléaire? Celui par qui le scandale arrive? Certainement pas. Car, à Three-Mile-Island comme à Tchernobyi, il y avait au départ bien d'autres faiblesses, en particulier techniques, qu'une succes-sion d'erreurs humaines n'ont fait

Siep-Malgré cela, la défaillance humaine est toujours possible. Les arrêts d'urgence accidentels -

sans conséquences autres qu'économiques — que connaissent les centrales nucléaires du monde entier en témoignent régulièrement. A telle enseigne que ces phénomènes out atteint, en 1985, une fréquence d'un peu plus de quatre arrêts et demi par tranche nucléaire sur les réacteurs de 900 mégawatts d'EDF. Et sur ce total un peu plus de deux sont le fait d'erreurs humaines. Pourquoi ? C'est ce que cherche à comprendre la division « facteurs humains » d'EDF, créée en 1982 à l'initiative de M. Lucien Bertron, chef adjoint du Service de production thermique (SPT). Là, sont analysés les incidents les plus significatifs ayant affecté les centrales nucléaires françaises. comme au Bugey en 1984 ou à Saint-Laurent-des-Eaux en 1980.

On manuel peur éviter le pire

« Notre rôle, explique M= Marine Griffon-Fouco, ressable de cette cellule, n'est pas de réchercher le coupable, ni même de faire une analyse du mportement humain, mais plus nplement d'étudier les relations de l'homme avec la machine. Nous ne sommes pas là pour faire de la sélection mais pour mettre en relief les problèmes humains que l'enseignement sur simulateur ne permet pas de détecter et pour adapter la machine à l'homme ». Les résul-

tats de ces analyses ne se sont pas fait attendre. Témoins ces essais « si difficiles à mener qu'il était impossible de ne pas se trom-per ». Témoins ces incidents dus à des confusions de matériel ou de C'est la raison pour laquelle une nouvelle signalisation a été

étudiée par une filiale de Renault. la Sirtes. C'est aussi pour cela que les services d'EDF ont mis au point voici deux ans un manuel de communication adapté qui emprunte beaucoup aux méthodes mises en œuvre par les sous-mariniers et les pilotes. D'autres facteurs, plus diffi-ciles à cerner, peuvent être à l'ori-gine de défaillances humaines.

Ainsi, on peut se demander pourquoi les erreurs sont plus fréquentes pendant certaines périodes de la journée (le matin entre 9 h et 11 h et le soir entre 3 h et 6 h)? Pourquoi les incidents les plus graves ont lieu la nuit? Pourquoi aussi « cette paralysie mentale, ce trou noir » que l'on ressent pendant un court instant lorsqu'il faut faire face à une situation inattendue? On peut enfin s'interroger sur le fait de savoir si une activité liée au micléaire prédispose plus au stress qu'une autre. A priori, il semble que non. Les personnels des centrales nucléaires connaissent les mêmes troubles que ceux qui travaillent selon le rythme des 3×8. et il ne paraît pas y avoir, selon M. Gérard Beauchesne, chef de production nucléaire à la centrale de Paluel, « de différence sensible entre le comportement de ceux qui travaillent dans un réacteur et ceux qui sont employés dans une centrale au fuel ou au char-

Comme on ne peut se contenter pour avancer dans ces recherches des quelques impressions que chacun peut glaner, EDF a lancé une grande enquête sur le stress dans une centrale de la vallée du Rhône. Les résultats de ces traaux, menés en collaboration avec le laboratoire de psychologie du travail de l'Ecole pratique des hautes études, ont été récemment présentés aux employés de la centrale et aux responsables du service de la production thermique. Il ressort de ce rapport toute une série de conclusions, dont certaines avaient déjà été plus ou moins cernées. C'est ainsi que les personnels de cette centrale estiment que les périodes pendant lesquelles ils sont susceptibles de commettre le plus d'erreurs sont

la matinée et la nuit. Pour quelle raison? Nul ne sait dire si cela tient aux rythmes biologiques de l'homme, à l'organisation du travail ou aux horaires. Reste que les pics d'incidents apparaissent au moment où il y a le plus de monde dans la centrale. De même, les personnels se plaignent de défauts d'information (procédures complexes, consignes pas assez claires, etc.) et reconnaissent qu'il leur arrive de faire des erreurs de détail pendant des opérations (redémarrage d'un réacteur, par exemple) où leur vigilance est pourtant maximale. Résultat : un arrêt intempestif. Il est également intéressant de noter que plus les opérateurs pensent être exposés à un risque ou à un danger, moins ils ressentent d'appréhension. C'est notamment le cas pour la radioactivité, alors que ca ne l'est pas pour l'azote ou les explosions. Enfin, les troubles d'appétit, de sommeil, de digestion, apparaissent dans les

réponses équivalents à ceux des personnels des autres industries et très reliés au rythme des 3×8.

Ce ne sont là que de premiers éléments sur lesquels Martine Griffon-Fouco se donne un an « pour prendre du recul, réfléchir aux moyens d'éviter ou de réduire le stress et effectuer des compa-raisons avec d'autres centrales et

d'autres secteurs industriels ». Comparaisons d'autant plus intéressantes qu'elles feraient peutêtre apparaître des différences dans la mesure où les enquêtes se feraient cette fois auprès de personnels sensibilisés par la catastrophe de Tchernobyl.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

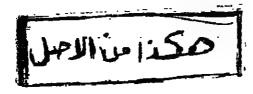
"Le Children's Hospital" de Philadelphie par **PEGGY ANDERSON**

Hôpital des enfants

Du nouveau-né à l'adolescent, ils arrivent du monde entier, ces enfants que des malformations de naissance des accidents ou des maladies terribles ont condamné sans rémission. Pour eux, s'il reste un espoir, c'est à Children's Hospital, Philadelphie, qu'il réside. Mais qu'est-ce que "Children's"? Un hôpital pas comme les autres, premier de son genre aux U.S.A. par ses techniques de pointe et les compétences qu'il rossemble.

Peggy Anderson, journaliste spécialisée dans les grandes affaires médicales qui a enquêté pendant 2 ans au Children's Hospital, nous en ouvre les

PRESSES DE LA CITÉ



'o-Эе je. ité les sa

LA MAGIE ET LA RAISON

par le professeur SIMON SCHRAUB

qu'aux Etats-Unis plus de la moitié des malades cancéreux suivent un traitement e parallèle » en plus du traitement ≼ officiel », et 8 % de ces cancéreux recourent exclusivement aux thérapeutiques dites paralièles, aux effets non prouvés. Aux Pays-Bas, en Suisse et vraisemblablement en France, de 10 à 40 % des malades font la même chose.

Ainsi, alors qu'un homme sur quatre, une femme sur cing sera atteint d'un cancer au cours de sa via en Occident, alors que la médacine « officielle » obtient, par la chirurgie, la radiothérapie, la chimiothérapie, des résultats de plus en plus appréciables, des milliers de malades fuient les hôpitaux pour recourir à des méthodes qui les attirent et les réconfortant souvent au péril de leur vie et souvent aussi... à prix d'or.

Le professeur Simon Schraub est le chef du service de cancérologie et de radiothérepie au centre hospitalier de Besançon. Il consacre tout son temps au traitement du cancer, et il aurait pu, comme d'autres, jeter purement et simplement l'opprobre sur les déviants ou les illuminés partois médecins eux-mêmes - qui, de l'anableste à la négativation des ions, des régimes riches en substances vitales, en viande crue ou en graines, des sérocytols aux venins ou aux extraits de gui. font miroiter l'espoir et courir les plus grands risques.

Membre de la commission des médecines différentes créée en 1985 par le ministère de la santé et à l'initiative de Am. Dutoix, le professeur Schraub a voulu comprendre le pourquoi de cette attirance vers la magie. Reconnaissant que, dans certains cas, les médecines parallèles lorsqu'elles ne sont pas dangereuses - pauvent apporter aux malades un certain bienêtre, et que leur pratique comble certaines carences de la médecine actuelle, il s'est livré à une enquête détaillée sur leur nature, sur les théories

ES enquêtes ont montré qui les inspirent et sur les preuves éventuelles de leur toxicité (elles sont nombreuses pour certaines) ou de leur efficacité, le ces échéant, purement psychologique.

Le psychisme a-t-il, oui ou non, un rôle dans l'émergence puis dans l'évolution d'un cancer ? Le stress, le chagrin peuvent-ils faire le lit de la malignité, et, à l'inverse, le malade su moral d'acier a-t-il plus de chances de guérir que celui qui renonce et se laisse emporter par l'angoisse et par

De très nombreux travaux ont été consecrés à la recherche des liens entre l'esprit et le corps, le morai et l'organique, et notamment depuis ces toutes dernières années. Jamais encore ces travaux, dont l'intérêt est évident, n'avaient été rassemblés et analysés, comme l'a fait le professeur Schraub, exemples cliniques à l'appui, et les conséquences de ces analyses ausal objectivement tirées.

La conclusion de ce livre passionnant et remarquable, livre de la détresse et de l'espoir fou, aurait pu se situer, une fois de plus, dans le registre de l'anathème, anathème justifié par nombre des drames vécus par certains malades aux prises avec les charlatens de la peur.

Plus loyalement, son auteur en déduit que cette fuite vers la magie répond aux lacunes de la médecine dite moderne. au manque de contact humain, d'écoute, de compréhension, bref d'accompagnement fraternel, qui la caractérise trop souvent. « Tout médecin digne de ce nom ne peut-il être à la fois biologiste, therapeute, psychologue grand chaman pour le bien du malade ? » Non pas magie ou raison, comme l'impliquent les structures et les ostracismes en vigueur, mais, propose-t-il, magie et raison.

D' ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

★ La Magie et la Raison Médecines parallèles et cancer,
par le professeur Simon Schraub.
Editions Calmann-Lévy, 249 p.

SIDA: l'épidémie atteint l'Extrême-Orient tain sens facilite sa pratique, est vient de l'outre-mer, en l'occur-

مكذا من الاصل

(Suite de la page 15.)

Jusqu'à présent, précise le professeur Shiokawa, on n'avait trouvé aucune prostituée séropositive. Mais la prostitution étant illégale depuis 1956 (ce qui ne l'empêche pas, loin de là, de fleurir sous des formes diverses), il n'y a pas de surveillance systématique des péripatéticiennes. C'est là une première difficulté pour repérer les éventuelles porteuses de virus. Selon certains journaux, la crainte de contamination par les prostituées aurait déjà provoqué une chute de 30 % des recettes des établissements où elles opèrent.

Autre groupe à risque, les homosexuels. La Japan Gay Association (branche nippone de l'International Lesbian and Gay Association) qui s'est crééc il y a deux ans (sans la participation des organisations de lesbiennes) a entrepris une campagne d'information sur le SIDA. . Nous avons deux objectifs, nous dit M. Teishiro Minami, secrétaire général de l'association et rédacteur en chef de la revue homosexuelle Adam, d'abord informer sur les moyens de prévenir la diffusion de la maladie et sur les symptomes et ensuite lutter contre la campagne de désinfor-mation véhiculée par certains médias qui font du SIDA une maladie homosexuelle.

L'homosexualité, une oratique diffuse

Officiellement, on estime que la communauté homosexuelle japonaise compte deux cent mille à trois cent mille personnes. En réalité, ce n'est la que la partie visible d'un iceberg, et le nombre des homosexuels est infiniment plus élevé. Il y a au Japon une longue tradition homosexuelle qui véhicule en particulier la littérature et qui s'inscrit dans le cadre d'une morale de l'innocence charnelle (opposée à celle de la culpabilité de la chair que connaît l'Occident chrétien). Dans la culture nippone, l'homosexualité

condemnation morale ou religieuse comparable à celle de l'anathème biblique lancé contre Sodome. L'homosexualité relève ici d'une affaire d'inclination personnelle et elle a donc un caractère diffus évitant à la fois l'exhibitionnisme et l'interdit. A partir de l'époque Meiji (milieu du dix-neuvième siècle), le Japon impé-

aussi source de faiblesses que révèle l'apparition du SIDA. Le monde homosexuel japonais, ne constituant pas un ghetto, presente aussi peu de cohésion. Il relève de ce que dans la culture japonaise on nomme le honne (la vérité individuelle, ce que l'on éprouve au fond de soi) et



rial avait tendu à épouser les idées occidentales prévalant à l'époque et faisant de l'homosexualité une pratique anormale». Celle-ci a été relativement marginalisée. d'autant plus que la politique nataliste de la période militariste ne l'encourageait pas. Depuis la guerre, l'homosexualité a récupéré davantage d'espace pour s'exprimer. Elle est restée une pratique diffuse, parfois non exclusive, de relations bétérosexuelles, qui ne cherche pas à apparaître au grand jour, encore moins à revendiquer une identité : une telle démarche serait plutôt source de discrimination dans une société tolérante pour ce qui ne trouble pas ouvertement l'ordre social, mais hautement confor-

Le caractère diffus de l'homoxualité au Japon, qui en un cer-

s'oppose au tatemae (les convenances sociales, l'attitude construite). Excepté pour la partie immergée de l'iceberg, i'homosexualité tend à se fondre dans le corps social.

Le souci de ne pas apparaître au grand jour et les risques accrus de discrimination en raison du SIDA incitent numbre d'homosexuels japonais à cacher leurs pratiques. "Le risque le plus grave, souligne M. Minami, est que le maiade s'isole ou soli victime d'un certain ostrocisme. Il est difficile dans ces conditions de créer une solidarité, un mouvement d'entraide.

La réaction « épidermique » des saunas homosexuels japonais qui se sont fermés aux étrangers témoigne saus doute d'une inquiétude légitime - il est clair que pour l'insulaire Japon, la maladie

rence surtout des Etats-Unis Mais c'est aussi, affirme M. Minami, . un camouflage : les saunas cherchent à conserver leur clientèle en donnant l'impression de faire quelque chose, mais le vrai problème est escamoté: faire du SIDA un « mal blanc » ne résout rien. Au contraire, on se rassure ainsi à bon compte mais on reste ignorant des vrais risques -. Le monde homosexuel japonais est aussi composé de personnes qui voyagent et, selon la revue homosexuelle Barazoku, il existe au Japon une cinquantaine de grands saunas où se retrouvent quotidiennement vingt mille trente mille homosexuels. La fermeture des saunas aux étrangers n'a aucun effet . affirme, pour sa part, le docteur Shiomi. du ministère de la santé.

Les risques sont là, l'inquiétude aussi. Mais parce qu'il constitue une communauté peu structurée, le monde homosexuel japonais tarde à se mobiliser et à s'organiser contre le SIDA. Pour des raisons culturelles et historiques, à l'exception d'une minorité de ses membres, il est rétif aux actions. en tant que groupe : c'est la ran-con de l'absence d'une prise de conscience en tant que communauté. Ce qui est en revanche le cas en Occident.

Beaucoup d'homosexuels qui présentent les premiers symp-tômes du SIDA hésitent à consuller un médecin : « Nous passons parfois des demi-heures au télèhone à essayer de convaincre nos interlocuteurs de subir les tests ». explique un docteur.

Les autorités médicales japo naises admettent que la faible diffusion du SIDA sur l'archipel n'est peut-être qu'un sursis et qu'en cas d'augmentation brasque du nombre de cas la politique actuelle (le ministère de le santé disposera en mars prochain d'es budget de 155 millions de yeas pour son programme de lutte) sera insuffisante: - Nous sommes arrivés au point critique », pense le docteur Shiomi.

PHILIPPE PONS.

Les Philippins accusent les Gl's

La présence des bases américaines permet à la fois d'expliquer l'introduction de la maladie et de rassurer les touristes.

MANILLE

de notre correspondant

OMME dans les autres pays d'Asic, les cas de SIDA aux Philippines, du moins officiellement, sont encore peu nombreux. Mais le fléau a pris pied et sa « progression » est suivie au jour le jour par une presse dont l'avidité ne se résume pas à une simple soif du morbide - les Philippins sont des gens tolérants et, bien que de nature pudique, sont rarement outres par les pratiques sexuelles « non orthodoxes » d'autrui, - mais plutôt par le contexte politique.

La maladie apparut en effet dans l'archipel à un moment où la gauche « nationaliste » contestait vivement la présence des bases américaines de Subic Bay et Clark Field. Pour les adversaires de cette présence, il n'y a aucun doute: les Etats-Unis ont introduit le virus aux Philippines. Ainsi l'organisation féministe Gabriela ne se contente pas de faire campagne pour obliger les GI's à se munir de « cartes » les · garantissant non contaminés », mais se prépare à citer le Pentagone devant la justice internationale avec l'espoir de contraindre le haut commandement américain à verser une compensation à ces Filipinas touchées par la maladie.

services médicaux de la US-Navy - Nameru - ont commencé à tester la population considérable des hospitality girls occupées à dispenser - rest and recreation - aux permissionnaires. A ce jour, vingtcinq prostituées séropositives ont été identifiées, la majorité dans les bars de Angelès et Olangapo (villes proches des bases), queiques-unes dans la capitale et une seulement dans une autre province (Zamboanga).

En dépit de sela, le gouverne-ment philippin, assailli il est vrai par une marée d'autres problèmes plus immédiais , a très peu fait. Selon le docteur Virginia Basaca-Sevilla, rappelée de sa retraite afin de prendre en charge le dépistage du SIDA dans les zones urbaines, six des femmes séropositives ont depuis « disparu dans la nature . et les autres ou du moins beaucoup d'entre elles - « continuent à pratiquer leur métier sans que nous puissions y faire quoi que ce soit ». Le problème est d'abord d'ordre financier. Le gouvernement phi-lippin ne rembourse les frais médicaux que jusqu'à concur-rence de 1 500 pesos (500 000 francs français).

Le pays a besoin de devises

Une complication majeure viendrait du caractère « migra-

· contaminer l'armée des Etats-

Dans les milieux officiels toutefois, le calme est de rigueur et les quelques mesures prises sont de nature à conforter le public philippin. Ainsi, bien qu'aucun cas de SIDA par transfusion sanguine n'ait été relevé, il est interdit aux étrangers de faire don de leur sang, ou de le vendre. Et si des Philippins sont gênés par les retombées de la maladie, ce sont essentiellement ceux qui convoitent un emploi dans les pays du Golfe et qui se voient ainsi obligés de demander une attestation de e non-infection >.

La présence des bases est ainsi providentielle, puisqu'elle permet à la fois d'expliquer l'introduction de la maladie et de rassurer les touristes en ces jours de diffi-cultés financières. Et qui dit tourisme aux Philippines parle aussi de prostitution. A Manille, les bars de la tourist-belt attirent chaque soir une foule d'Européens « célibataires » en quête d'aventures. Le gouvernement regrette la chose et tente d'encou-

rager un tourisme plus « fami-lial », mais les bars restent toujours aussi fréquentés. Le docteur Basaca-Sevilla s'y est résignée : " Le pays a besoin de devises et si c'est ce que veulent les touristes nous allons peut-être devoir nous en accommoder. » Chacun reconnaît cependant que cette population transitoire est à très haut ruque. Les autorités philippines out un moment peusé exiger des touristes un « certificat de noninfection », à l'exemple des pays arabes. La suggestion a été rejetée: - Les touristes pourraient mai le prendre... »

Le docteur Basaca-Sevilla qui passe le plus clair de son temps à 🗬 visiter les bars se trouve ainsi · réduite · à pousser « les filles à tourner la page et à chercher un emploi plus honorable ... son 's l'atilisation des préservatifs. Sans grand succès, car selon les hospitality girls, - les clients n'aiment pas ..

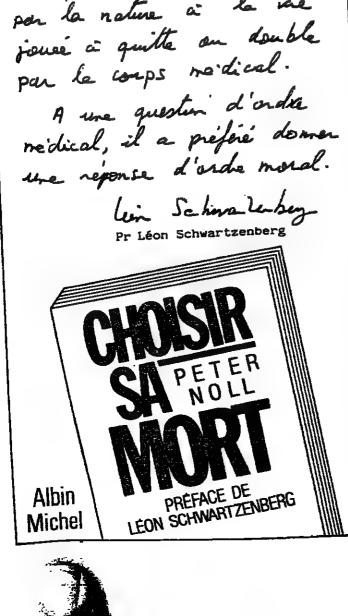
KIM GORDON-BATES. -

CNRS

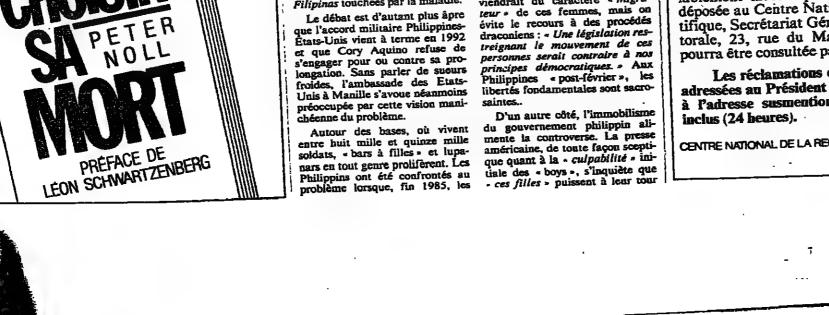
Une décision du Directeur Général National de la Recherche Scientique en date du 31 janvier 1987 a fixé au 16 février 1987 la date à laquelle la liste des électeurs aux quarante-cinq sections du Comité National de la Recherche Scientifique préalablement arrêtée par le Directeur Général, sera-déposée au Centre National de la Recherche Scientifique, Secrétariat Général de la Commission Electorale, 23, rue du Maroc à Paris (19e), où elle pourra être consultée par toute personne intéressée.

Les réclamations contre cette liste peuvent être: adressées au Président de la Commission Electorale; à l'adresse susmentionnée, jusqu'au 3 mars 1987. inclus (24 heures).

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE



livre. Celui d'un homme qui a préféré la mont programmée par la nature à la vaie





Marine The G

-· --AND THE RESERVE en une Antigen 1475 A

-- 21 MAN **学心心情的** STATE OF and the said

The Later To

gert na dan ber

The property of the first

Bosto on terms of the said

1.03 Strate Co.

THE CHARLEST THE THE

A REAL PROPERTY OF THE PROPERT

CAMPAGE AND STREET STREET

Sept with the second se

Barting to the control of the state of the s

This finds proces for all the

AND CONTRACTOR OF STREET

the territory of the party

ब्रह्मकारण । । । । । । । । । । ।

England of the second

material months and the control of

AND THE WALL AS A STORY LAND.

3.15

كالخبرين

And Company

Selection of the second

24/00/07

新聞報報報報報 [10] [1] [1] [1] [1]

Bedern ...

CNRS

The second of the second of **医解摄性** 155 West of the Manager white for the time The second second AND THE STATE OF T THE ME MANAGE 227 Same

indiani de la 🧗

Le chantier des particules

A Genève un accélérateur géant permettra de mieux comprendre la structure de la matière.

En'est encore qu'un énorme 12 000 tonnes, presque deux fois tunnel qui, s'il était un peu pèse que 7 000 ! plus large et haut, ressemblerait à celui d'un métro. Mais de bien curieux véhicules y circuleront : des électrons et leurs antiparticules, des positons. Ces travaux sont en effet ceux du . Laboratoire à électrons-positons - LEP - que le CERN (laboratoire européen pour la physique des particules) installe à cheval sur la frontière franco-suisse, entre Genève et le Jura. Lorsqu'il fonctionnera - sans doute dans les premiers mois de 1989, - les physiciens disposeront d'un accélérateur de particules sans équiva-

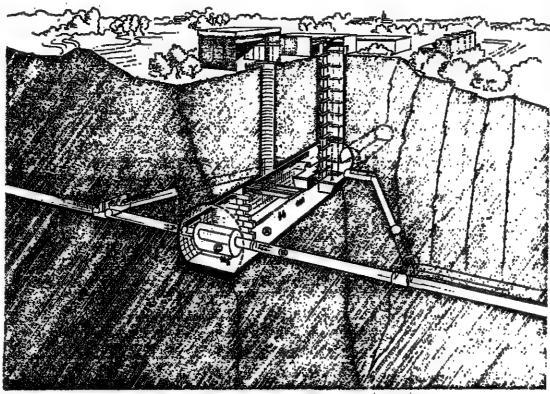
lent qui leur permettra de péné-

chantier où l'on creuse un plus que la tour Eiffel, qui n'en

Génie civil important, matérial

sophistiqué, on ne s'étonnera pas que le coût du LEP atteigne des sommes fort élévées : 1,12 milliard de francs suisses (près de 4,5 milliards de francs). Pas plus il est vrai, les progrès techniques aidant, que ce qu'il avait fallu dépenser pour construire, dans les années 70 au même endroit, le « petit » accélérateur SPS de kilomètres de circonférence. Coût suffisant, toutefois pour s'interroger sur le bien-fondé d'un tel investissement. Fallait-il vraiment museur ces travaux pour faire de la recherche fondamen-

est prévu ne suffira pas. Aussi songe-t-on à aménager au-dessus de lui, dans la place laissée libre dans le tunnel, un autre accélérateur du même type, à ceci près qu'il fera se rencontrer des protons et des antiprotons. Le LHC (Large Hadron Collider) n'est encore qu'un projet que M. Schopper espère soumettre cette année à la discussion des représentants des Etats membres du CERN. Ces derniers accepteront-ils de s'engager dans de nouvelles dépenses estimées à 4 milliards de francs français? Pent-être devront-ils s'y résondre s'ils ne veulent pas se faire trop distancer par les Américains, qui envisagent de construire le « supercollisionneur supraconducteur » (SSC), qui accélérera protons et antiprotons. Le président Reagan a déjà donné son accord à l'installation de cet anneau de



Un des halls souterrains d'expérimentation de LEP (A), installés au point et les faiscement d'électronn et de posi-tons qui circulent dans le tissuel (B) nutrent en coffision. Des puits verticeux donnent accès à la machine et aux instruments de détection (C) situés à seviron 80 mètres de profondeur. (Schéma de Françoise Ménager d'après un dessin d'artiste publié dans « LEP news ».)

la matière.

Aujourd'hui, le plus gros du travail de génie civil est achevé, puisqu'il ne reste que 350 mètres à excaver pour boucler l'énorme férence. Jusqu'ici, le forage n'a pas été facile, bien que l'on ait percé dans la molasse, sorte de sable comprimé. Il a parfois failu congeler les parois rochenses lorsqu'on creusait entre deux nappes phréatiques pour éviter toute arrivée d'eau dans le tunnel. Cela n'a d'ailleurs pas empêché, on septembre dernier, le déversement d'un important flot d'eau boueuse, qui a retardé les travaux de quatre mois. Malgré tout, le plus dur reste à faire, car les derniers mètres devront être forés dans une faille calcaire du Jura où l'on craint de nouvelles infiltra-

Alors que s'achève l'excavation et que se poursuit le bétonnage du tunnel, on assemble déjà, en surface, les aimants qui maintiendront les particules sur une orbite circulaire. On prépare également la chambre à vide qui prendra place dans l'entrefer de ces aimants. C'est dans ce ruban creux de quelque 20 centimètres de largeur pour 5 d'épaisseur, où règnera un vide un million de fois plus poussé qu'à la surface de la Lune, que tont se jouera. C'est là en effet que circuleront des paquets d'électrons et de positions injectés en sens inverse. Pour observer leurs collisions, on aménagera, à quatre des huit points de rencoatre des faisceaux, les expériences » qui justifient l'existence du LEP.

« Expérience » : le terme est faible pour dénommer les quatre véritables laboratoires qui occuperont chacun entre 200 et 400 chercheurs. L'expression est réductrice aussi pour décrire les quatre énormes détecteurs qui devront recueillir les fruits des collisions (le Monde du 14 septembre 1983) : l'un d'eux, haut et long de 16 mètres pèsera environ

trer plus encore dans l'intimité de ... tale ?. Les physiciens des particules en sont persuadés. Car, expliquent-lis, plus on descend dans l'infiniment petit, plus les forces qui lient les particules sont élevées, et plus grande est l'énergie nécessaire pour briser ces liaimatière. Avec le LEP, qui, à terme, permettra l'obtention de deux faisceaux de 100 GeV (100 milliards d'électronvolts) chacun, les physiciens disposeront

Les frontières de l'infiniment petit

d'une énergie sans égale.

Qu'en attendent-ils ? « De complêter le tableau des particules actuellement connues et de préciser les théories existantes », dit M. Maurice Jacob, chef de la division de physique théorique « Peut-être aussi de trouver de nouveaux phênomènes non prévus par ces théories », ajoute M. Herwig Schopper, le directeur général du CERN. L'accélérateur SPS avait, par exemple, permis la mise en évidence des particules Z. ces messagers de la force faible. laquelle intervient dans certaines désintégrations nucléaires. Mais il ne les produisait qu'en nombre limité. Avec le LEP, on pourra en «fabriquer» quelques millions par an et disposer de suffisamment d'événements pour les étudier en détail.

Pent-êire détectera-t-on aussi ce fameux « boson de Higgs » dont les physiciens affirment qu'il existe et qu'il expliquerait pourquoi les particules ont une masse. Pent-être enfin parviendra-t-on à libérer les constituants ultimes de ia matière que sont les quark. dont on ne possède actuellement que des signatures indirectes. Mais il faudra alors franchir de nouvelles frontières dans l'infiniment petit, atteindre le dix milliardième de milliardième de

Toutefois, pour arriver à cette échelle, le collisionneur tel qu'il 80 kilomètres de circonférence. Si le Congrès le suit dans cette voie et accepte de débloquer les 6 milliards de dollars nécessaires, la course sera serrée, même si M. Schopper considère que les

deux machines « seront plus com-

rtgires que compétitives ».

Les physiciens des particules ne s'arrêteront-ils donc jamais dans lenr course au gleantisme? Selon le directeur général du CERN. « ils devront sans doute cesser de vouloir décrire la matière en termes de particules ultimes. La vraie révolution en physique viendra certainement, dit-il, de l'exploration de nouveaux concepts comme celui de la symétrie ». Ainsi, « ils s'éloigneront de Démocrite, qui a établi la notion d'atome, pour se rapprocher de Platon, qui a créé celle de

FLISABETH GORDON.

SECTEURS DE POINTE

Un métro entièrement automatisé

De nouvelles techniques pour le pilotage et la sécurité des rames

PRÈS Lille, Lyon aura un métro entièrement automatique. La ligne D, de Vénissieux à Vaise, fonctionnera en 1990 sans conducteur à bord des rames. La décision de construire cette ligne date de 1982 : celle de son automatisation intégrale fut prise en décembre 1985; de premières commandes ont été passées en janvier 1987.

Les dates sont importantes. Alors qu'à Lille l'automatisation intégrale a été retenue dès la conception, le génie civil de la ligne lyonnaise a été défini et. pour bonne part, engagé avant que soit fait le choix d'exploiter la ligne sans conducteur. De plus, la ligne D s'insère dans un réseau existant; pour faciliter l'exploita-tion, il fallait garder la plus grande compatibilité possible avec les lignes A et B: mêtro sur pneus, voitures à grand gabarit (2,90 m de large) (1). Il fallait donc innover sur de nombreux points. Confié à une société d'économie mixte, la SEMALY, le projet d'automatisation vient d'être présenté à un colloque de l'AFCET (2) sur les transports

Au plan du pilotage, le projet nnove sur des aspects techniques liés au choix d'un matériel roulant similaire à celui des autres lignes et sur l'adoption, pour éviter les collisions, d'un système, de « canton mobile déformable » (un can-ton est une section de ligne où deux rames ne doivent jamais se trouver simultanément). Mais l'absence de conducteur change surtout l'approche des questions de sécurité. Dans les métros exploités en pilotage automatique avec conducteur, comme à Paris, ce dernier exerce une surveillance constante et reprend le contrôle en cas d'incident. En son absence, il faut éviter trois risques principaux : chute d'un voyageur sur la voie : coincement lors des fermetures de portes et entraînement par le métro d'un voyagenr dont un vêtement est pris dans la jointure ; entrée de personnes dans les tunnels entre les stations. A Lille, le VAL résout ces problèmes grâce à l'utilisation de portes palières - une solution type ascenseur. Les quais y sont divisés en cellules fermées côté voie par une porte. La position d'arrêt du métro est contrôlée très précisément pour que les portes du quai et celles des voitures soient en face les unes des autres.

Systèmes concurrents

Or on ne pouvait installer de telles portes dans le métro iyonnais, dont les stations ont une architecture classique, et il a donc fallu prévoir des barrières « électroniques » pour les remplacer. Seul l'accès aux tunnels a été matériellement interdit. Les agents d'exploitation utiliseront un sas contrôlé par une carte magnétique, et dont la tentative de forcement déclenche une

Pour s'assurer que les voyagenrs ne tombent pas sur la voie ou n'y laissent pas tomber un objet, deux systèmes sont actuelement en concurrence.

société grenobloise Jay Electronique, est un tapis de rayons infrarouges entre la voie et le quai. A 50 centimètres sous le bord du quai, des émetteurs infrarouges envoient un pinceau horizontal, perpendiculaire à la voie, qui vient frapper un capteur situé sous le quai d'en face. Dans les stations, de tels faisceaux seraient installés tous les 15 centimètres, avec alternance régulière des sens. Un microprocesseur lit séquentiellement les capteurs. Oue deux faisceaux consécutifs de même sens soient interrompus, et l'alarme est donnée au centre d'exploitation de la ligne, tandis qu'est coupée l'alimentation des rames susceptibles d'entrer dans la station. Pour assurer la redondance, il y aurait deux plans de faisceaux l'un sous l'autre, gérés par des électroniques indépendantes. L'installation est modulaire, chaque module portant deux émeticurs et deux capteurs.

Des joints sensibles

Dans de telles conditions, le système ne fonctionne pas puisque tout métro entrant dans la station coupe les faisceaux et déclenche l'alarme. Il suffit cependant d'installer un module dans le tunnel un peu avant la station et de l'utiliser comme détec-teur de rames. L'électronique désensibilise ensuite les capteurs juste avant que le métro ne coupe le faisceau qu'ils reçoivent.

L'autre système est d'origine canadienne, initialement créé

une image de télévision, prise par une caméra située à la verticale du bord du quai, une sorte de grille qui découpe l'image en zones, chacune d'elles correspondant à une surface réelle d'environ 30 cm², et à surveiller les Le premier, étudié par la variations d'éclairement de ces zones. Si trois d'entre elles changent consécutivement d'éclairement dans le sens quai vers voie, l'alarme est déclenchée. Ce système de protection paraît plus simple que celui par infraronge, mais n'est pas parfaitement au point. Des réflexions parasites peuvent causer des variations d'éclairement et déclencher des alarmes intempestives. Une étude

en cours permettra dans trois

mois de choisir entre les deux

modes de protection.

taires. Il consiste à superposer à

Pour l'autre problème majeur, la fermeture des portes, la solution retenue est un système de joints sensibles. Dans les parties jointives courrait un fil dont la résistance électrique varie avec la pression. Il ne serait actif que dans le lans de temps qui sépare la fermeture des portes du démarrage du métro. D'autre part, la fermeture serait assez lâche pour qu'un vêtement lisse pris dans la porte puisse être dégagé. Le métro automatique de Vancouver, en service depuis un an, et qui devait faire face à des problèmes analogues, est équipé de joints sensibles. En ce qui concerne les chutes sur la voie, il utilise un système de plaques sensibles aux vibrations, qui paraît moins sûr que les systèmes étudiés par la SEMALY.

MAURICE ARVONNY.

(1) La ligne C est un chemin de fer naillère réaménagé. (2) Association française pour la

D emain

DEUX CONTRATS **POUR HERMÈS**

La structure industrielle nécessaire à la réalisation de l'avion spatial européen Hermès s'organise. Après avoir confié, en décembre dernier, à deux sociétés françaises, l'Aérospatiale et les Avions Marcel-Dassault, l'étude de la configuration de l'avion, l'Agence spatiale suropéenne (ESA) et le Centre national d'études spatiales deux autres contrats : l'un à une société sulsse, la Fabrique fédérale d'avions, et l'autre à l'université de Stuttgert (RFA). Ces deux organismes, suivis uitérieurement par d'autres, devront créer, améliorer ou remettre en service la quinzaine de souffleries et d'installations expérimentales euro-Déannes nécessaires à la conception d'un avion spatial comme Hermès, qui dolt pouvoir à la fois évoluer en voi hypersonique, lors de la rentrée dans l'atmosphère, et en voi subsonique, au moment de

UN GÈNE POUR LE COTON

Une équipe de chercheura de la société américaine Agra-cetus a réusel à introduire, pour le première fois, un gêne étranger dans le patrimoine génétique d'un plant de coton, et à le feire s'exprimer dens plusieurs autres. Ce gane étranger est celui d'un bacté-rie résistant à un antibiotique, le kenamycine. Ce n'est cu'un premier pas, puisque, à partir de cette première manipuladevrait être ultérieurement possible d'effectuer d'autres manipulations génétiques sur cette plante, et de « program-mer » des variétés de coton qui seraient dotées d'une résistance accrue aux insectes, d'un meilleur randement, ainsi que d'une meilleure qualité de fibres. L'impact économique de ce génie génétique végétal est important pour tous les pays producteurs de coton - dont les Etats-Unia, - surtout en ce qui concerna la résistance aux insectes. Las insecticides et leur épandage coûtent en affet fort cher.

n-

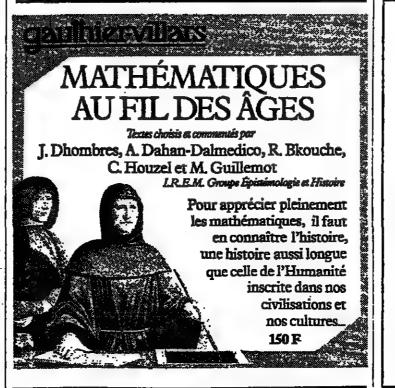
'0-Эе

g. ne

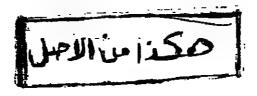
185

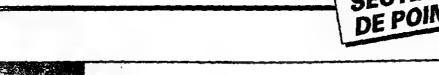
ité

les









NGENEURS DE HAUT NIVEAU

M Sc,...);

VOUS ÉTES VOUS POSSEDEZ

VOUS RECHERCHEZ

VENEZ EN

internationale: RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT INDUSTRIELS

une carrière active, diversifiée, éventuellement

de formation Grande École (X, Centrale, Mines, ESPCI,...):

une formation scientifique complémentaire (Doctorat, Ph D.

VOUS TRAVAILLEREZ

VOUS POURREZ

ÉVOLUER

suivant vos compétences et affinités, dans les disciplines suivantes :

- sciences des matériaux chimie
- physico-chimie des surfaces et interfaces
- physique du solide optique métallurgle • thermique • mécanique des fluides • robotique
- propriété industrielle.

Des postes sont à pourvoir à Aubervilliers (93), Avignon (84), Bordeaux (33), Chambéry (73), Compiègne (60), Rantigny (60).

si vous le souhaitez, vers des postes opérationnels et devenir l'un de nos futurs managers, au sein d'un Groupe fédérant 108 filiales, grandes et petites entreprises implantées dans





Nous sommes la Division Radars, Contre-Mesures, Electronique de Missiles de la Branche Equipements Aéronautiques de THOMSON-CSF.

Nous concevons et réalisons des équipements électroniques

aéroportés haute performance.

Notre mot d'ordre : la pointe de l'électronique.

Nous proposons à un ingénieur de haut niveau intéressé par ce challenge de nous rejoindre.

Responsable d'une équipe de spécialistes, de l'avant-projet jusqu'à la réalisation des matériels :

vous conduísez les études de transfert de chaleur, climatisation, mécanique des fluides...
vous assurez la conception et la mise en place des dispositifs correspondants sur maquettes, prototypes, puis série Radars futurs, par des moyens expérimentaux et/ou informatiques,
vous ètes chargé de la gestion du budget et du planning.

Ingénieur généraliste option Energétique, vous avez acquis une expérience de l'encadrement de 3 à 5 ans. Vous possedez impérativement des qualités de créativité, le goût des relations et vous maîtrisez l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) à Madeleine GUIGUES - THOMSON-CSF - Division Radars, Contre-Mesures, Electronique de Missiles - Service du Personnel - 68, av. Pierre-Brossolette - 92242 MALAKOFF

♦ THOMSON-CSF

FAITES UN PAS VERS LE FUTUR...

Société de haute technologie INZ est présente depuis 1969 dans le domaine des ordinateurs. Notre gazame imaginée et conçue à partir d'un ensemble de techniques et de services d'avant-

dates at the state on concept. Sa fiabilité et ses grandes capacités permettent à IN2, filiale du groupe Intertechnique développement de ses activités Dans ce cadre pour répondre à notre souci permanent de service au client nous recherchons

etolier nos equipes.

Ingénieurs de formation Grande Ecole, informatique ou électrotrique, vous avez plusieurs années d'expérience acquise chez un constructeur, en SSII ou dans un service informatique en développement de logiciels de base ou système, développement d'applications, installations et développement de

SUPPORT TECHNICO-COMMERCIAL

Yous assurerez le suivi en chentèle des nouveaux produits. Vous serez également chargés de la formation interne et du support technique de la Direction Technico-Commerciale. Postes basés à Plaisir. Rélérence M/DIG/6.

ASSISTANCE TECHNICO-COMMERCIALE

Yous juverez un rôle d'assistance et de conseil sur nos produits logiciels auprès de l'ensemble de notre clientèle. Postes basés à Nantes, Lyon, Plaisir. Référence M/DIG/7

ASSISTANCE TÉLÉPHONIQUE

Vous prendrez en charge par téléphone nos clients pour assurer la mainte-nance de leur logiciel de base et les conseiller sur nos produits logiciels. Vous êtes débutants et/ou vous possédez une première expérience en télé-communication. Postes basés à Plaisir. Référence M/DIG/8

Pour un premier contact, merci d'écrire en indiquant la rélérence du poste choisi à IN2 - Direction du Personnel, B.P. 63, 78373 Plaisir cedex.



Ingénieurs électroniciens Micro-Informatique

Provence

مكذا من الاجل



Notre PME (50 personnes) est propulsée par sa capacité d'innovation, sa rapidité de réaction et sa souplesse d'organisation. Nos clients sont les leaders de l'industrie et

Par notre compétence, la qualité de nos équipements, nous sommes en croissance cunstante et créons plusieurs postes.

Vous prendrez en charge des projets à base de micro-processeurs 16 et 32 bits, tant du point de vue technique que du respect des délais, des budgets et des relations

De formation Ingénieur, une expérience d'au moins un an vous a familiarisé avec la famille 68 900, les Logiciels Temps Réels. Assembleurs Pascal et C. Des connais-sances H.F. ou Systèmes Embarques seraient un plus.

Responsable, organisé, creatif, vous réussirez au sein d'une équipe joune et motivée. Merci d'envoyer lettre manuscrité + C.V. + photo + prétentions, sous le réf. 8703. à notre Conseil Roland LIOTARD - CAPFOR MEDITERRANEE S.A. - La Bas-tide Blanche - D 3 - 13127 VITROLLES.

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - METZ - NICE ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - CAEN - MONTLUÇUN - NIORT - QUEMPER

ALCATEL ESPACE spécialiste des télécommunications spatiales

Dans le cadre du développement de nos activités spatiales et compte tenu des grands projets auxquels la Compagnie est associée : EUTELSAT 2, TELECOM 2, HERMES..., nous recherchons pour notre principal établissement de TOULOUSE des

INGENIEURS

spécialistes expérimentés en ANTENNES ou en SYSTEMES D'ANTENNES EMBARQUES SUR SATELLITES

Nous vous remercions d'adresser un dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, prétentions et photo), en rappelant la référence 03, à la Direction du Personnel, BP 1187, 31037 TOULOUSE CEDEX.





-- 17

Minieur, Gra

The man interest

NO THE SHAPE

145 2 48 The water

· 如今 我们就会看一个面子。

11、水红蜡 鱼

A THE STATE OF

TEXELEC INSTRUMENTS Spécialiste International du test en

TEKELEC /A

ARTRONIC

groupe international, 1800 pers. 2000 MF CA, recherche dans le cadre d'une expansion de ses marchés France et Etranger;

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN responsable PRODUITS "TELECOMS"

Formation: Ingénieur grande école. Expérience: 3 à 5 ans de développement et vente de téléphonie numérique, transmission de données. Anglais courant. Mission:

- Définition de la politique produit.
- Négociation de contrats et réponse aux appels d'offres.
- Animation d'un réseau de vente international. - Promotion et gestion des produits (C.A.,
- marges, stocks). - Support client.
- Lieu de travail : Proche banlieue Sud-Ouest.

Si vous sonhaîtez un développement de carrière dans un domaine de pointe, écrivez sous réf.: M 007 à TEKELEC AIRTRONIC, Mine Anglaret, I rue Carle Vernet, 92310 SÉVRES.



INSTITUT FRANÇAIS DU PETROLE

situé à RUEIL-MALMAISON (92) recherche pour son Département CONTRATS

JURISTE (H ou F) 3 à 5 ans d'expérience - CONTRAT TEMPORAIRE

Le(la) candidat(e) aura une formation juridique en matière de contrats privés et saura rédiger en français et en anglais des dispositions contractuelles.

Adresser CV, photo et prét. sous réf. 19793 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

REPROBLEMY OF THE

2e

ALCANE ESPACE

discommunications spain TE SCOW 2. NE RMEZ. Processor mention de Table Constitution

ENIEURS colorates experimentes en NNES ou en EMES D'ANTENNES RQUES SUR SATELLIES

東京の大学の大学の大学の大学の大学の大学の大学の大学の大学 THE RESERVE AND THE PROPERTY OF THE PARTY OF

MARKE STRENGT

THE ELECTRONICE

PRODURES TELECOMS"

連手機 は代表が点を 中に ショ 記事事業 株式行動的 10mmの かか Market Committee of the Line over the

the second second in the constant of comments to the Francisco de sente en encido

Gere Green Grandelle in Process Indiana

建设制线机 制料 KASS

, rue du Faubourg Montmartre INGENIEUR AGRONOME laes le cadre de son expansion, une société ASRO-ALIMENTAIRE située In BRETASNE racherche us ingénieur agronome même DÉBUTANT. ENSA et FFT - ENSSAA - ISTAB - ENITIAA, ERSBAN ENSPAA avac si pussible et diplôme de pestion type l EKSPAA avec si pussione et improvim en provincia. Forte, allient la rigueur et l'etificacité à de bounes qualités :

IMPRIMANTES

leader mondial dans sa spécialité vous propose une situation. que ceux qui veulent gagner nous rejoignent!

Vous èles un commercial au top niveau, vos fonctions actu-Vous êtes un commercial au top niveau, vos tonctions actu-elles, ne répondent plus à votre attente. Vous cherchez à elles, ne répondent plus à votre attente. Vous cherchez de mettre en avant votre dynamisme et votre compétence. Vous mettre en avant votre dynamisme et votre compétence de votre aimez vendre, avec nous vous aurez les moyens de votre réussite car nous avons la technologie. Une rémunération motivante vous attend. Pour renforcer nos équipes nous recrutons: motivante vous attend.

un chef des ventes OEM deux ingénieurs commerciaux OEM

Pour promouvoir nos imprimantes de haute technologie aux

un chef des ventes grands comptes

Pour promouvoir nos imprimantes dans les centres de calcul Pour tous ces postes, une grande maîtrise de l'anglais est nécessaire. Si l'un de ces postes vous intéresse, nous vous ferne une proposition

rerons une proposition.

Envoyez dés aujourd'hui votre C.V., photo et prétentions en Envoyez dés aujourd'hui votre C.V., photo et prétentions en précisant bien la référence du poste choisi à l'attention du précisant bien la référence du poste choisi à l'attention du précisant bien la référence du poste choisi à l'attention du précisant du parconnel IER. 12 nue de Sépartonnel precisant pien la relerence du poste choisi à l'attention du Service du Personnel, IER - 12, rue de Sébaslopol 92400 Courbevoie. Vous n'aurez qu'un seul risque, réussir

Informatique temps réel.

Directoment ratisché à la Direction Générale, il aura le souci de définir les médiedes, d'organiser le travel, de pérve la production (stratégie des prix etc...). Mais nossi de suiver et de développer la cisantèle avistante. Enfin, à aura à assurer des rasponsabilités de plus en plus (apportantes deur le cadre d'un plus de carrière incluseux une arientariem men la DRECTION GÉNÉRALE de la accidén.

Participez au développement d'un système de contrôle de processus industriel.



Attachée d'l'un des plus grands groupes industriels mondiaux, très arientés vers les nouvelles technologies, nous avons conçu un Système de Contrôle de Processus industriel de haute performance. Notre objectif est de développer in nouvelle génération. Ces ambitions nous inclient à renforcer nos éculpes d'études et de développement.

Ingénieur Grande Ecole : SUPELEC, TELECOM, INPG...

Nos sérvices équipés de systèmes de développement modernes (MV., Ethernet, PC__) vous allendent pour développer le Contrôle de Processus de demain. La noture du projet est particutièrement stimulante... Notre assise, notre notoriété et notre croissance sont les garants de bonnes perspectives d'évolution pour les candidats de voieur.

voise dossier de condidature sous référence 5065 à l'agence N, 15 rue du Louvre, 75001 PARS, qui transmetira.

CESIA, la passion d'entreprendre ...

Le CESIA (Conseil en Systèmes d'information des Administrations) est une áquipe spécialiste du conseil en

Nous préparons les administrations de demain. Nous aimons entreprendre, relever les délis. Nous voulons gagner et vous donner les moyens de réussir en vous accueillant au sein de notre équipe.

Ingénieurs Grandes Ecoles option informatique

> Vous êtes débutant ou vous avez déjà une expérience de 5.à 7 ans dans le domaine du conseil informatique ou de

Vous souhaitez piertager notre passion et relever notre

Alors adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) au CESIA, Direction des Ressources Humaines. 803 rue Lecourbe, 75015 Paris.

... la certitude de gagner ensemble!

Assistance Publique Hôpitaux de Paris

venez "soigner" notre informatique

Au cœur du tissu socio-économique de la région parielenne, nous offrons 32 000 lits dans nos 50 établissements hospitaliers. Pour fonctionner, et bien, nos 80 000 agents dont plus de 12 000 médecins recourent de plus en plus à l'informatique qui a entrepris, dès 1980, sa cure de rajeunissement. Notre Directeur informatique fortifie ses structures en accueillant :

son responsable des applications décentralisées

Devenez responsable d'un département (40 p.) qui conçoit et développe des "produits" de gestion et les installe dans chaque hôpital, le plus souvent sur DPS6. Votre mission : élargir la gamme des produits, poursuivre leur industrialisation, généraliser leur installation, et les faire communiquer.

incienteur diplômé, vous avez acquis en dix ans votre savoir-faire aux études et fait la preuve de vos talents de gestionnaire, d'animateur d'équipes et de bon "communicateur".

son responsable de production pour son site central équipé de trois 43XX/MVS.

(réf. 4971 LM)

Devenez responsable d'un département (60 p.). Vous disposez d'un groupe système/réseau et votre tâche initiale est de réorganiser la production en augmentant la puissance mais, surtout, en automatisant l'ensemble de nos

Ingénieur diplômé, vous disposez d'une solide culture technique acquise dans un environnement IBM heut de gamme, connaîssez bien les métiers de l'exploitation et avez l'expérience de l'automatisation d'un centre.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire sous référence correspondante à "Carrières de l'Informatique".

ALEXANDRE TIC S.A. RUE ROYALE - 75008 PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

Avec vous, nous avons de grands projets en informatique?

Mous offices une triple compétence unque sur le marché informatique (informatique industrielle, informatique de gestion, gestion de production sur mini et micro-ordinateurs). Notre réussite depuis 10 aris, notre progression consume (+ 50 % l'an), nous la devors à nos clients et à nos collaborateurs qui ont su nous accompagner et confirmer notre position de leader Pour nous, la qualité de vie de nos collaborateurs est la garantie d'un service optimum apporté à nos clients. Alors, à vous qui serez sans doute bientôt parmi nous, nous demanderons de posséder bien sûr la formation, l'expérience et le potentuel requis, mais d'être aussi vous-même : à la fois professionnel

ORSAY (rel. KG/O) - LILLE (rel. KG/L) LYON (ref. KCG/LY)

et décontracté et d'un enthousiesme à toute épreuve.

DEPARTEMENT GESTION

De formation supérieure (grande école d'ingénieur ou de commerce), vous possédez une première expérience commerciale. Pour mener à bien les importantes missions que nous vous confierons, vous bêtrez les solutions adaptées (en terme de matériels, logiciets, applications clé en mains) tant en gestion administrative, gestion commerciale qu'en gestion de production. Nace à notre clientèle très diversifiée (de la PME à la multinationale), vous saurez être un conseiller efficace. Vous nous prouverez votre dynamisme, vos qualités d'adaptation et votre talent de négociateur.



Merci d'adresser (V, lettre manuscrite, photo et prétentions (en précisant la réf. choisie), à CMG, M= Gouffier, ZA de Couraboeuf 91949 Les Ulis Cedex.

ité ies



l'informatique au crédit foncier de france

PROGRAMMEURS

» De formation IUT ou équivalent, vous débutez ou possédez déjà une première

« Nous vous proposons de travaîter au sein d'une équipe de projet de talle limi-Vous disposerez des moyens les mieux adaptés à l'exercice de vos fonctions, en matièrels comme en logiciels (ISO/ISPF...).

Outre le COBOL, vous utiliserez des longages de 4^{me} génération (AS, FOCUS) et un générateur de programmes PACBASE.

 Poste évolutif, rémunération motivante et nombreux avantages. Comment nous rejoincte?

En passant le concours organisé le 25 mars 1987 (clôture des inscriptions le 27

Demandez notre documentation complète au CREDIT FONCIER DE FRANCE - Service du Personnel - Bureau des Concours 19, rue des Capuches, B.P. 65, 75050 Paris Cedex 01 - Tél.: 42.44.80.66/80.67.



Dans l'axe mais avec une longueur d'avance : développement oblige!

Spécialisée dans l'automatisation flexible d'assemblage, nous concevons et réalisons des installations pour les industries de l'automobile, de la mecanique, de l'électronique, de la cosmétique et de la construction de materiels électriques et électromécaniques.

Exploiter encore mieux et plus vite notre savoir-faire : vous, notre Ingémient de développement aurez à faire progresser la Société dans sa connaissance technique et dans l'approche de conceptions nouvelles. Vos sources ? Des Salons professionnels, des revues spécialisées, des installations industrielles. A vous ensuite de faire passer votre analyse et vos suggestions auprès des Directions Technique et Générale. rour ceta, vous etes un ingenieur diplomé avec une expérience de l'étude des systèmes nouveaux depuis environ 3 ans et à l'aise en anglaix. Curieux, ouvert sur l'extérieur, vous ne laissez rien au hasard car vous avez le goût d'approfondir et une capacité d'analyse et de synthèse. Théoricien certes, vous savez aussi orienter vos études en direction d'applications industrielles. Le poste est situé en Rhône-Alpes avec des possibilités d'évolution dans le Groupe. Merci d'écrire aux consultants de SIRCA Rhône-Alpes, le Britannia C, 20 Bd Eugène Deruelle, 69432 Lyon Cedex 03, sous référence 029 451 M en envoyant voire CV et une photographie. Pour cela, vous étes un ingénieur diplômé avec une expérience de l'étude des systèmes nouveaux depuis

Sirca Rhôme-Allpes

Membre de Syntec

Une passion pour les ressources humaines et les chiffres

"Compensation Specialist"

La fonction nécessite des qualités de Manager. Vous avez un niveau supérieur et une expérience de 3 ans en "Compensation and Benefits" dans un milieu international. Vous savez faire des recommandations basées sur des études. Vous êtes à la fois précis sur les chiffres et créatif en matière de rémunération. L'anglais est un must, ainsi que la volonté de vivre au sein d'une équipe soudée.



Écrivez à Lisiane Droal, Apple Computer International, 87, av. de la Grande Armée, 75016 Paris.

INGENIEURS D'ETUDES

(X, Centrale, Supélec, Arts et Métiers, ENSI,...)

BENSON

BENSON a créé l'infographie, il y a déjà plus de

Aujourd'hul partie intégrante de Schlumberger dans la Division Systèmes Assistés par Ordinateur, BENSON demeure au plus haut niveau international dans la conception et le développement de périphériques graphiques : traceurs haut de

gamme, digitaliseurs... Nos développements techniques conditionnent notre position sur un marché mondial très actif, en pleine expansion.

L'enjeu stratégique mondial conduit notre Direction des Etudes à renforcer son potentiel avec des INGENIEURS D'ETUDES GRANDES ECOLES (X. Centrale, Supelec, Arts et Métiers, ENSI...) désireux de relever ce défi dans nos équipes d'Etudes.

Les spécialités mises en œuvre dans nos produits de haute technologie exigent une connaissance approfondie de l'électronique, de l'informatique, de la mécanique.

Parmi les postes ouverts immédiatement à Créteil, nous recherchons:

- RESPONSABLE DU SERVICE LOGICIELS ET CONNEXIONS

CHEF DE GROUPE INTERFACES ET SYSTEMES - CHEF DE GROUPE ETUDES MECANIQUES

CHEF DE PROJET

INGENIEURS ELECTRONICIENS

- INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT LOGICIEL - INGENTEUR PHYSICIEN GENERALISTE

INGENIEUR MECANICIEN INDUSTRIALISATION.

St la perspective de nous rejoindre vous séduit, adressez rapidement (sous réf. IE/M), CV, lettre manuscrite, photo et prétentions, à la Direction du Personnel, BENSON, 1 rue Jean Lemoine, BP 113, 94003 CRETEL Codex.

Entrer chez Benson, c'est participer à l'aventure de l'infographie. Entrer chez Benson, c'est développer son potentiel dans le groupe Schlumberger.

BENSON

Schlumberger

CHEFS DE PROJETS, FAITES MONTER **VOS ACTIONS AUPRES DE NOS CLIENTS!**

La SITB, 650 collaborateurs, 35 ans d'expérience CA 86 + de 300 millions de francs est une 5511 en fort développement, leader sur le marché Banques-Finance. La Division Bourse a développé des logiciels de gestion titres qu'elle traite en service bureau pour des clients agents de change et banques et dont elle assure l'évolution

Elle recherche 2 ingénieurs informaticiens qui seront les interlocuteurs de ses clients banques. Responsables d'un CA et du suivi du client, ils gérent le quotidien, rédigent les cahiers des charges pour les nouveaux développements, coordannent les actions entre les Etudes et

De formation supérieure (Ecole d'Ingénieur ou ESC...) tique de gestion, de prélèrence dans un environnement IBM grands systèmes. Vous souhaitez élargir votre fonction vers un poste plus relationnel et sur un marché

teur : les titres. Merci d'adresser votre CV, lettre manuscrite prétentions, sous réf. CCT/287 à SITB, Service Recrutement, 137 Bd Voltaire, 75011 Paris.

Soyez des hommes d'affaires à part entière chez SG2 Systèmes.

Systèmes, filiale du groupe SG2, occupe une place prépondérante dans les Etudes informatiques suprès des entreprises du secteur teniaire. Le nouvel essor de nos activités dans les domaines

BANQUE **FINANCE**

nous conduit aujourd'hui à recruter des

INGENIEURS COMMERCIAUX

Rompu à la négociation de haut niveau après une expérience de 3 à 6 ans chez un constructeur ou une SSR, vous possédez en outre une culture financière et une bonne connaissance du milieu

bancaira. Nous vous proposons de devenir nois hommes d'affaires en vendant une gamme de prestations sophistiquées evec l'assistance d'une équipe de spécialistes.

Vos compétences et votre talent de négociateur vous permettront d'évoluer rapidement, avec des responsabilités motivantes, SI ce profil vous correspond, adressez-nous votre dossier de candidature (lettre menuscrite, CV détaillé), sous la référence M 02

> SG2 SYSTEMES 55, qual de grenelle - 75015 PARIS

LES MOTEURS, CARBURANTS ET LUBRIFIANTS DE DEMAIN : UN DEFI TECHNOLOGIQUE INTERNATIONAL

Pour le relever, rejoignez

L'INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE

En raison de l'importance de notre engagement dans la conception de moteurs propres et économiques, soutenue par les moyens expérimentaux et de calcul les plus puissants, nous recherchons

DEUX JEUNES INGENIEURS EXPERIMENTATEURS

diplômés d'une grande école (Centrale, ENSTA, ENSI,...)

Vous effectuerez des recherches appliquées sur les moteurs en utilisant vos connaissances en thermodynamique, en mécanique des fluides et des structures. Pour ce poste, qui requiert le sens du contact et une bonne capacité d'autonomie, une première expérience professionnelle serait un atout.

DEUXIEME POSTE Vous mettrez en œuvre et exploiterez un certain nombre de techniques de mesures avancées sur moteur et vous en appliquerez les résultats. Pour ce poste, qui nécessite une solide rigueur analytique, une thèse en mécanique des

Nous vous remercions d'adresser votre dossier à MERCURI URVAL 14 bis, rue Daru, 75008 PARIS, en précisant la référence choisie sur la lettre et sur l'enveloppe.

RESPONSABLE DES METHODES

DE CONTROLE CENTRAL Un des grands leaders de l'électronique médicale recherche son responsable des

li dépend du Directeur du Contrôle Industriel de la qualité et anme un service de 8 personnes, basé en proche banilieue nord.

Homme de réflexion et d'action, il définit les méthodes générales de contrôle en production pour l'ensemble du groupe, en France et à l'étranger, et il les fait

Il fournit également une assistance technique aux services de contrôle des filiales françaises et étrangères. Enfin il réalisé des audits de procédés de contrôle des qu'il en ressent la nécessaté.

Il apporte sa rigueur méthodologique à une entreprise très ouverte à l'arréfioration du contrôle qualité.

Nous attendons la candidature d'ingénieurs grandes écoles, électroniciens et/ou informaticlens, âgés de 30 ans minimum, connaissant bien l'automatisation des processus industriels. Ils ont une expérience méthodes ou production, acquise dans l'électronique professionnelle. La maîtrise des méthodes statistiques appliquées au contrôle serait un plus.

Merci d'adresser lettre de candidatura, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 42/1866 M à :

PARIS BURDEAUX LYON MANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIOUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL

à SEMA+METRA

Notre division "Scientifique, Spatial et Militaire" est spécialisée dans la mise en œuvre de réalisations industrielles de pointe et de projets de haute technologie : téléconduite, télésur-

veillance, traitement du signal, simulateurs, systè-

feunes ingénieurs informaticiens - grande école avec option informatique ou DEA informatique-vous participerez à la conduite de projets en Temps Réel,

carrière la dimension d'un des leaders euro-péens du conseil et de l'Ingénierie

Merci d'envoyer votre candidature en mentionnant la référence LM/EP 1 à Elisabeth Picard - SEMA+METRA - 16-18, rue Barbès - 92126 Montrouge Cedex

IMPORTANTE SOCIETE

REGION PARISIENNE

INGENIEUR CHEF DE PROJET

GRANDE ECOLE (ECP, ESE, ENSAE, ENST...)

En collaboration avec les équipes d'essais, il participera à la définition de nouvelles applications logicielles et à l'évolution des logiciels existants (modifications d'environnement,

conseil dans l'élaboration de la stratégie de développement

Ce poste implique un goût certain pour le travail en équipe. Le candidat à fort potentiel aura de réelles perspectives

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. 21257

à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris

rment et la documentation ; Il oura un rôle de

Ayant de préférence quelques années d'expérience en informatique temps réal (GOULD si possible).

ion, exploitation graphique...).

des systèmes informatiques de l'usine.

Il aura pour mission d'adapter les méthodes de

d'évolution. Il devra être âgé d'environ 30 ans.

sur mini ou micro et vous utiliserez les langages TRAN, PASCAL, C'et les systèmes VMS, UNIX... Rejoindre SEMA+METRA, c'est donner à votre

EGOR S.A.

8. rue de Berri - 75006 PARIS

MONTH OF THE PARTY SAILS

EXPERIE

de quites de Marage es are experience de 3 225 es the transmitten management persons bases our desired at its metalion Latri que la volonic de dure earne southe



Apple Computer International Marke Arrabe, 75016 Paris

Soyez des hommes i uffaires à part entier chez SG2 Systemes.

Systemes - Tour La

BANQUE

ENGENIET RY COMMERCIALN

the state of the s ATTENDED TO SEE STATE

Mr. was the great party.

The feeting of the second

us morring, SECRETARY OF SECTION O THERMATICALLA

The Bearing might had THUT FRANCAIS DU PETROLE

MARKET AND THE REAL PROPERTY.

Patron de la production : une position stratégique

AMORA

Amora c'est 941 millions de francs de CA en 1985 ; une progression de 12 % en un an ; une gamme étendue de moutardes, vinaigrettes... Les produits poivre, épices, herbes représentent à eux seuls 180 millions de francs de CA et 22 millions d'unités produites par an.

préparation et le conditionnement des poivres, des épices et des herbes sous la marque Amora.

Notre objectif : accroître notre part déjà confortable de marché, nous a amenés à réaliser d'importants investissements. Dans ce contexte, le responsable de la production prend une dimension stratégique. Ingénieur de formation généraliste, vous avez une expérience de 3 à 4 ans dans la production ou l'organisation.

L'usine de Longvie près de Dijon réalise la (N° 2 de l'usine, votre mission est très ouverte et complète. Elle nécessite un bon sens du dialogue et de l'animation d'équipes, tout autant que des capacités réelles à gérer, organiser et préparer les unités aux mutations technologiques.

> Collaborateur direct du patron de l'usine votre dynamisme et votre fort potentiel sauront faire de ce poste le tremplin de votre carrière dans le 3^{eme} groupe industriel

Merci d'adresser votre candidature sous réi § 3 M, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadre, 7 rue de Téhéran, 7538) Paris Cedex 08.

BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR

Une Informatique sans Frontière

Banque de premier plan, consacrant l'essentiel de ses activités au développement international des entreprises, la BFCE emploie 3 000 personnes à PARIS, en Province et à l'étranger. Pour mener à bien l'extension de ses activités sur tous les marchés, elle conçoit et installe les outils les plus modernes de l'INFORMATIQUE BANCAIRE. Dans cette perspective, le département Informatique/Organisation (200 personnes) recherche

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

Dans un environnement multi-machines, multi-réseaux : grands systèmes IBM (2 x 3083, 1 x 3090), Tandem, Data General, 800 postes de travail (terminaux et micros), vous constituerez les futuis cadres de nos équipes et participerez à la conception et à la réalisation de projets porteurs, notam-

ment dans les domaines de la Trésorerie et de l'International. Vous recevrez une formation informatique et bancaire adaptée à votre niveau initial de connaissances, qui vous permettra ultérleurement de prendre la responsabilité de

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous réf. MC/BFM,

profile -

à notre Consell Michèle Cornu, Centi Profile, 128, rue de Rennes 75006 Paris.

Conseil en Recrutement Informatique

THOMSON SEMICONDUCTEURS

Jeunes ingénieurs, construisez avec nous notre avenir technologique.

Notre département drouits hybrides - ler fabricant en France et l'un des plus importants en Europe - a une croissance annuelle de 30 % et travaille sur un marché international concurrentiel évoluant rapidement. Pour répondre aux exigences de ce secteur d'activité, nous renforçons nos équipes et recherchons de jeunes ingénieurs électronidens ayant une expérience professionnelle de 2 à 5 ans :

INGENIEUR D'ETUDES: à partir du cahler des charges, il étudie les produits à industrialiser avec remise de prototypes pour homologation client (simulation sur ordinateur, étude deméthodes d'ajustage et de tests...) Réf.91503/LM

INGENIEUR DEVELOPPEMENT MESURE OPTOELECTRONIQUE: et participe à l'assistance technique à la fabrication.

INGENIEUR QUALITE : il participe à la politique qualité de l'entreprise, met en place les moyens nécessaires aux essais de fiabilité, procède à ces essais et contrôle les applications des programmes qualité.

La taille et la croissance de notre société est une garantie d'évolution pour des candidats de valeur. Pour chacun de ces postes, l'anglais est indispensable.

Les postes sont basés dans la région Sud de Paris.

Merci d'envoyer votre dossier (lettre, CV, prétentions) en précisant la référence du poste choisi à THOMSON COMPOSANTS -DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES - 101, boulevard Murat, 76016 PARIS.

SEMICONDUCTEURS

BIAO

AFRIBANK

Groupe BIAO recherche pour son Département informatique

ingénieur informaticien chef de groupe

Son rôle: • encadrer la conception et la réalisation de projets, • prendre éventuellement en charge la direction de l'un d'eux. Diplômé d'Enseignement Supérieur, ayant 5 à 7 ans d'expérience, il aura eu en charge des projets importants dans le secteur bancaire. Réf. 61.26/il/831

organisateur informaticien

devira : « participer aux pré-études et cahiers des charges avec les utilisateurs, » assurer l'analyse de conception, » superviser la mise en place de projets.

De formation supérieure, il devra justifier d'une expérience de 3 à 5 ans d'organisation et de conception informatique dans la Banque. 86f. 61.27/01/832

Adresser C.V. + Photo + salaire actuel, sous ref. respective à ADEQUATION, 62-64 av. Emilie Zota, 75015 Paris.

Adequation

CHEFS DE PROJETS INFORMATIQUES

ous souhaitez prendre la responsabilité technique, humaine et commerciale de grands projets informatiques. Nous recherchons des ingénieurs de formation "grande école", ayant acquis une solide expérience dans la conception et la réalisation de logiciels pour des systèmes complexes.

Venez prendre la direction de nos projets, au sein d'une entreprise en

Le parfait simple.

La maîtrise d'un grand projet exige de téunir les melleurs professionnels. conseils, experts, éalisateurs, chacun d'eux ayant la volonti et les movens de Nous avons

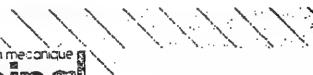
télématiques et des systèmes annuaire électronique. les forces armoss Les succès que nous monde en témognent

telecommunications.

Humaines 30, Quai de Dior Bouron 92806 Putenn. Cedex Rés.: 32-LM

Nous voulons vous faire parrager

CS **30-**De ate ial · le le les 705 ité 58



ingénieur et technicien en développement logiciels ils seront responsables :

- su developpement de projets en micro-informanque janalisse, cadage, mise au point, docu-- de l'integration de materiels et de logiciels

dissi que des tests, - des consacts techniques avec les chents. De formetion ingerieur techniquen en électroni-

grammation et mise au point de calculateurs embaraues (connaissance du languge C ou Pas-col souhaitee) les candidats devront disposer d'une bonne maîtrice de l'anglais.

Centre-Ouest Côte Atlantique

collectivités al à l'industria. Notre Usine : 50 personnes, équipée de laçon très moderns.

Adresser lettre man. CV riétaille et photo sous réf. 22158/M à Christine DEFECHE, Sele-CEGOS, Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX.

étudier et assurer la mise en place de moyens de production adaptés.

Rattaché a la Direction Generale, se miseion est de :

améliorer el développer nos gammes existantes ;

ingénieur électronicien En tiason avec les chents, evionneurs et com-

pagnies aériennes, il parucpera au développement de projets dans le domaine des équipements déronoutiones. li devra assurer :

 la soutenance des projets et des propositions techniques dupres des clients, les développements et mises au point des matériels jusqu'a la phase de passage en fabri-

- le contrôle des coûts et des delais De formation ingenieur electronicien, bilingue anglars, il devra posseçer une banne maitrise de l'électronique analogique et digitale et une

experience d'au moins trois ant dans un secteur equipements embarques, en tant qu'ingenieur d'études ou responsable de projet.

Ces postes sont base à SAINT-OUEN (93). Adresser CV et pretentions à Precision Mécanique LABINAL Direction des Affaires Sociales B P. 218, 78051 ST-QUENTIN-YVELINES Cedex.

Notre Societé - siège proche banlieue parisienne - set une PME industrielle performante, ayant une situation financière parisitement saine.

Nous sommes leader aur le marché national, nos exportations représentant 25 % DU CA.

Nos produits : gammes d'équipements très flables, fabriquées en séries moyennes, destinées aux

concevoir des prodults nouveaux, dont il a l'entière responsabilité, depula la conception juaqu'au

sélé

CEGOS

fonction. Prévoir des déplacements de courte durée en France et à l'étranger. Poste localisé à l'usine.



مكذا من الأجل

Dans le cadre de son expansion recherche pour mission d'audit et de conseil

Responsable de Projet Informatique

Contrat à durce déterminée, susceptible d'être transformé en contrat à durce

Rattache au Directeur Financier, il aura pour mission d'analyser le systeme informatique en service, d'étudier les améliorations à y apporter, de veiller e leur mise en place et à la formation des utilisateurs.

De formation supérieure en informatique et gestion ringenieur grandes écoles + L.A.E. - experieu comptable avec certificat superieur de gestion et d'informatique) le candidat devra être particulterement motive par les ques tions d'organisation et de formation. Il devra en outre, posseder une home connaissance de la micro-informatique et des problèmes hes aux communications uvec le système central. Experience 3 à 5 ans souhaitée.

Poste basé à PARIS avec déplacements fréquents à notre Unité de Production du Vaudreuil (EURE).

Adressor C.V. pretentions, à : Direction de Personnel 4, rue du Pont Verr - 27100 LE VAL DREUIL

Leader européen en électronique spatiale, recherche pour COURBEVOIE,

INGENIEUR QUALITE MAITRISE D'OEUVRE

Ayant plusieurs années d'expérience comme RESPONSABLE QUALITE dans la conduite de projets militaires. Rattaché à la Direction de la Qualité de la Société, il sera intégré dans une équipe de Maîtrise d'Oeuvre et de stations au soi d'un

projet national de télécommunications. Merci d'adresser un dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, prétentions et photo), en rappelant la référence 02, a

11, avenue Dubonnet 92407

COURBEVOIE CEDEX.





Leader mondial dans la fabrication J'IMPRIMANTES SPECIALISEES

Classée 4 ème des entreprises de l'informatique française pour sa rentabilité. IER, en plus de ses propres fabrications, importe et revend des matériels mettant en œuvre les technologies les plus modernes du marché (laser, ionographie, transfert thermique, etc.). Dans le cadre de son expansion, IER recherche:

un ingénieur commercial

pour prospection et développement d'une clientèle des grandes Administrations

Diplômé d'une école d'ingénieurs, vous possédez une expérience réussie de la vente de matériel informatique depuis 2 ans au minimum. Merci d'adresser votre Curriculum-Vitae, photo et prétentions accompagnés d'une lettre manuscrite sous référence MMP 1002,

Service du Personnel - IER - 12, rue Sébastopol - 92400 Courbevoie



DEVELOPPEMENT

Ingénieur génie mécanique

AM. INSA ou équivalent

ALCATEL CIT DEPARTEMENT TRANSMISSION SUR CABLES

RESEAUX SPECIALISÉS NUMERIQUES

Le Departement TRANSMISSION SUR CABLES D'ALCATEL CIT (4 400 personnes dont 850 ingénieurs et codres) conçoit, développe et produit de transmission de données et des réseaux cablés de vidéocommunication. La division des Systèmes de Distribution recherche.

UN INGENIEUR D'ETUDES ELECTRONICIEN OU TELECOM CONFIRME

- Soit diplôme d'une Grande Ecale d'Ingérieurs Electroniciens (ESE, ISEP, ...) et vous possedez de larges competences dans la logique rapide. De plus, vous avez acquis une première experience dans la conception de sous ensembles électroniques incluent des arcuits prédiffusés. - Soil diplôme d'une Grande Ecole d'Ingenieurs Telécom (ENST II-IT, ...) vous possèdez une premiere expérience en matière de réseaux télecom munications. D'autre part, vous êtes très interesse par la conception de matériel.

Vous gimez le travail en équipe et possèdez un bon esprit de synthèse. Au sein du Service Etudes Transmission de Connées Professionelles, nous vous proposons d'étudier et de mettre au point des équipements s'intégrant dans un réseau de distribution télécom. Ce réseau vise à mettre à la disposition des abannes des lignes specialisées numériques reconfigu

Vos responsabilités s'elendent depuis la formalisation du besoin des chents jusqu'à la réalisation d'un prototype prêt a être industrialise. Your disposerez des méthodes et d'outils de CAO particulierement performants.

Paur ce poste base à Villarceaux (bankeue Sud de Pans) mercr d'adresser votre condidature (tettre, C.V., photo) à P. DORE, ALCATEL Département Transmission, BP 6 Nazay - 91620 LA VILLE DU BOIS.



manager

araba , Araba araba (1886) e e e established ०००० श्रेष्ठ**ात्रकष्ट्रहे** te te gibt bergeging ناها أالعقب بساه

> A REAL PROPERTY. The Res Continued · s righters · Sandari Made ・ 10 でも流さ

10 70 VA 10 19

in the total of the second 1. TO \$1.54 DEXTER

EL PROPERTO CO.

三十二十二十二十二十二

CATALON SON SON

GENEUR QUALITE ATTRISE D'OEUVRE



AND DESCRIPTION OF CHARLES

the second second second second second **និស្ស៊ី ស្រី**មាន (១៩ ខ្លួន) នាមសិទ្ធិវិធីន៍

r commerce



150 à 200,000 FF-DEXTER MIDLAND BOUVET

Filiale d'un important groupe industriel, comprant permi les 500 premières entreprises américaines, nos établissements de Tournus (71) comptent 300 personnes et réalisent un CA de 280 MF. Spécialisés dans la fabrication et la vante de peintures et veznis ndustriels, nous recherchons pour noire département Emballages

INGENIEUR CHIMISTE Adjoint au Responsable du laboratoire.

expérience de 5 ans en formulation et assistance clientèle dans le domaine des vernis alimentares pour substrats métalliques.

- connaissance de l'angleis néces le poste implique des déplacements fréquents. Nous vous remercions d'envoyer votre dossier (lettre, CV, phote, prés sous la réf. 367 à : 4.2 M, Martine CORNILLET, Coussell en récrutement 381, rue Garibaidi, 69007 LVON, Tal. : 78 69 30 96

Ingénieur qualité : objectif perfection !



européen de bouteilles en verre, un artement de 3400 personnes au CA de 25 Más de fizacs qui comprend 7 usines.

Département Bouteille, 1^{er} producteur

nobles ou sensibles exige une qualité du plus haut niveau qui intègre la technique, la gestion

et l'humain. Pour faire vivre et développer cet esprit de qualité eglobales au sein de notre usine de Veauche dans la région lyonnaise, nous recher-chons un ingénieur qualité, directement rattaché au directeur de l'usine.

Généraliste de formation avec une dominante technique, vous avez éprouvé vos compétences dans une fonction production ou qualité et ment industriel.

La fabrication du verre, emballage pour produits . Conscient des coûts de la non qualité, vous proposez des solutions pour y remédier ; vous couplez les programmes informatiques de fabrication et ceux de contrôle, vous participez à l'élaboration des plans directeur de l'usine. Dans le cadre d'une politique novatrice sur tout l'ensemble du département Bouteilles, vous êtes le garant de l'assurance qualité de l'établissement.

> Pour réussir dans cette mission de I" plan à vous d'agir à tous les niveaux avec un souci permanent d'information, de formation et de nise en place de procédures originales de

Merci d'adresser votre candidature, sons réf. J 24 M, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutément des Codres, 7 rue de Téhéran, 75361 Paris Cedex 08.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

UN VISAGE DE NOTRE DYNAMISME L'INTERNATIONAL



Le contrôle industriel de CGEE ALSIHOM c'est : curlomoties, lèguler et superviser les procédés industriels dans le MONDE signifer et superviser les procédés industriels dans le MONDE BNTER. Notre croissance nous armène à complèter nos équipes en :

> INGENIEUR LOGICIELS TEMPS REEL ECP-ESE-INPG-ENSEEIHT

VOUS téalles: les logicies d'applications de nos affaires edispotching électrique» sur les calculateurs les plus récents. VOUS interviendres à toutes les étapes de la réalisation de nos projets; spécifications analyses programmation, tests et éventuellement mise en service sur les sites en France et à l'étimment.

éventuellement mare en service su l'informatique, Automo-fétionget.
DEBLTANT, cycnit suivi des études en Informatique, Automo-tique et Electrotechnique, vousserez intégré et formé qui sein de not équipes.
Une spécialisation LOGICIELS TEMPS REEL ou INTELLIGENCE ARTISICIELE serait appréciée.
CONTRIME quor que que sonnées d'expérience en informa-tique TEMPS REEL vous accèderez à des fonctions d'enco-drement d'équipes après formation à nos méthodes de travail.

povol. La connaîsance du système d'exploitation sur VAX/VIAS DSGPD ou des réseaux sero également appréciée.

Anglals indispensable. Boire à Fobienne DUCRET, 13, lue Anthonin Raynaus 92309 LEVALLOIS PERRET Circles.



Electrochimiste et manager

A la tête d'une équipe de 6 à 8 personnes, vous prendrex en charge le développement d'une ligne regioure de nos produits: vous conduirez les recharches nécessaires pour amélioner nos

performances techniques et économiques, imaginer et mettré en œuvre de nouveaux procédés, assister les responsables de fabrication.... Vous représenterez notre société et travaillerez avec les professionnels internationaux de notre métier. Votre langue de travail sera fréquemment l'anglois.

Ingénieur avec-une spécialisation en électrochimie, vous avez déjà deux ans d'expérience en étude et recherche dans un laboratoire industriel d'électrochimie. Peut - être même dans le secteur de la pile. Vous voulez mettre en valeur vos talents d'animateur et assumer des responsabilités ayant une influence directe sur le développement de l'entreprise.

Notre société CIPEL, un des leaders européens de la pile, poursuit son expansion en s'appuyant sur des marques prestigieuses MAZDA, WONDER et des usines modernes. Nous venons d'auvrir notre centre de recherche en NORMANDIE, que nous vous proposons de venir renforcer (30 ingénieurs et cadres): Nous offrons de réelles possibilités d'évolution pour un jeune ingénieur passionné par l'entreprise. Prenez contact rapidement avec les consultants du cabinet CLEAS, sous référence 8704 LM.

6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS

L'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE ies RESEAUX, le TEMPS REEL **VOUS INTERESSENT?**



Nous recherchons de nouveaux collaborateurs, compétents, dynamiques, ambilieux.

A travers l'agence scientifique et technique, rejoignez les 700 collaborateurs du Groupe en envoyant votre C.V. à

IBSI - 365, rue de Vaugirard - 75015 PARIS ou en téléphonant à notre Directeur a Technique, Gérard FORTIER au 45.30.07.02, poste 161.





INGENIEURS Projets informatiques

· l'envergure, la diversité de nos projets

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE



l'informatique au crédit foncier de france

INGENIEURS GRANDES ECOLES ou équivalent

e Vous débutez ou possédez déjà une première expérience, nous vous proposons d'intégrer nos équipes afin de participer activement à la mise en cause de notre achéma directeur informatique.

schéma directeur informatique.

a Vous assercerez vos fonctions ou Service informatique et Systèmes d'information (+
de 200 personnes) dans un environnement en pleine expansion IBM 3090, MVS/XA,
IMS/DB/DC, DB2, langages de ém génération (AS, POCUS),
a Salon votre profit, vous trouverez un poste à vos meures, autei bien dans des domaines très techniques (système "félécommunications), que dans des activités plus orientiès vars l'informatique de gestion (conception, analyse, exploitation),
a Rémunération motivante et nombreux avantages.
Comment nous préviotes ? Comment nous rejoinate?

En passant le concours organisé ses 19 et 20 mars 1987 (ciâture des inscriptions le 27

Demandez notre documentation complète au CREDIT FONCIER DE FRANCS, Service du Personnel - Bureau des Concours, 19, sue des Capucines, B.P. 65, 78050 Paris Ceales 01 Tél. : 42.44.80.66/20.67.





REJOIGNEZ UNE EQUIPE DE CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU

Notre vocation est d'aider les entreprises à técoudre leurs problèmes de stratégle et de management pour faire face aux grandes mutations économiques et sociales.

Nos interventions se situent eiles se caractèrisent par des selations confiantes et de longue durée avec nos clients, elles exigent unerforte implication personnelle de nos consultants, dans les recommandations et leur mise en ceuvre.

Vous avez un dipiòme d'une Grande École, si possible complété par un M.B.A. et une expérience professionnelle réussie de quelques années dans l'entreprise ; vous êtes intéressé par la réflexion et l'action et vous souhaitez vous exprimer pleinement en rejoignant une équipe jeune, performante

Nous vous affons une auverture à des problèmes variés et passionnants, des responsabilités complètes et de réelles possibilités de développement personnel dans un environnement

Envoyez-nous votre curriculum vitae détaillé accompagné d'une lettre manuscrite; nous examinerons les dossiers dans un bref détai, les candidatures retenues feront l'objet d'entretiens approfondis avec nos consultants.

VALLEE DU RHONE

INGÉNIEUR ENTRETIEN

Consistance en informatique de gestion.

MESSION : Préparation, ordonnancement, suivi sechnique det opérations d'enseuten sur des installations industrielles. Mise en application d'un système de étainmence Assistée pér

Le Partenariat Informatique

CHEFS DE PROJETS

participer à la conception et à la mise en place des systèmes d'information de notre Vous avez moins de 35 ann, une formation aupérieure et une expérience réussie d'au moins 5 ans. Vous souhaitez vous imposer par vos compétences, mais aussi par vos qualités relationnelles, votre autonomie et votre sens des responsabilités.

La conneissance des principes et règles de gestion relatifs à l'un des domaines finance, gestion de production ou distribution sera un plus apprécié. Merci d'adresser votre dossier de candidature



94, rue d'Hauteville - 75010 PARIS

ıg. me · ie tes de,



DÉCOLLEZ AVEC TÉLÉSYSTÈMES CONSEIL ET ASSISTANCE

100 % de progression du CA en 1986, Télésystèmes, Conseil et Assistance est sans conteste, l'exemple le plus parlant du décollage Télésystèmes.

Des équipes de haut niveau apportent une assistance technique pour toute réalisation dans le domaine de la conception de systèmes d'information et la communication

Nous offrons une méthodologie originale et une conception de systèmes qui sont l'aboutissement de notre savoir-faire : audit, schéma directeur, conseil, assistance technique, etudes, ...

INGENIEURS CONFIRMES

de formation école d'Ingenieurs, vous possèdez 3 à 5 ans d'expérience en SSII et souhaitez évoluer vers le conseil. Mobile, communicatif, vous avez un fort potentiel et savez vous adapter à l'environnement technique sur le site client. Compétences techniques : microprocesseur 6800, VAX, IBM, BULL. Comaissances/UNIX et langage C. Ref, TCA1

CONSULTANTS CONFIRMES

de tormation école g'ingénieurs, vous avez acquis une expérience de 5 à 10 ans en cabinet, chez un constructeur ou une SSII. Vous êtes à même d'évoluer dans un environnement informatique sur des missions d'audit, de conseil, d'études de schéma

Décollez avec nous ! Si vous souhaitez évoluer dans un contexte relationnel et technique privilégié

Envoyez des à présent votre dossier de candidature sous la rélérence choisie à :

TELESYSTEMES - Direction du Personnel 115, rue du Bac - 75007 PARIS - Tél. : 45.44,38.98





Un des quaire grands leaders internationaux du

train d'atterrissage.

hydrauliques.

Groupe SNECMA

Développe et fabrique

éculement des roues et

treins, des régulateurs de treinage et des systèmes

Notre Société est filiale du

3 400 cadres, qui poursuit une polifique active de

recherche et de dévelop-

pement de technologies

25 000 personnes doni

MESSIER-HISPANO-BUGATTI recherche pour sa Direction Technique

RESPONSABLE DES ETUDES ELECTRONIQUES

LE DEFITECHNIQU

il devra plioter les études et développements des systèmes électroniques et animer

une petite équipe d'ingénieurs et techniciens. Ce poste nécessite una formation d'ingénieur grande école, une scride expérience professionnelle et de bonnes connaissances en informatique temps réel et micropro-

INGENIEUR COORDINATION ET SUIVI LOGICIEL

Il devra assurer le suivi et la coordination des études logicielles pour les systèmes à

base de microprocesseurs sol ou embarqués. Le condidat retenu, de formation supérieure, grande école ou universitaire, aura acquis une pramière expérience industrielle en développement de logiciel. Lieu de travail : MONTROUGE (92).

Vous voudrez bien adresser CV et prétentions en rappeiant la référence à SNECIMA Département Encodrement 2, boulevard Victor 75724 Paris Cedex 15.



INFORMATICIENS DE GESTION: VENEZ ACCROITRE VOS COMPETENCES.

L'expansion continue de notre site industriel de Grenoble (1986 : 1300 personnes) nous incite à renforcer notre équipe informatique par l'intégration de

4 Analystes Informaticiens de Gestion

Dans le cadre d'une informatique répartie et temps réel, vous serez responsables de la définition, de la mise en couvre et de la maintenance des solutions informatiques répondant à nos besoins de gestion.

En licison étroite ovec vos clients internes, vous assur rez aussi un rôle de conseil et de support fonctionne De formation supérieure en informatique (MIAGE + IAE, INSA option informatique,...), débutant ou première expérience, vos compétences et votre motivation seront le moteur de votre évolution au sein d'HP.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation), sous réf. EDP/1/M, à Hervé CATTA, Hewlett-Packard France, Service Recrutement, 5 avenue Raymond Chanas, 38320 Eybens.





PERFORMANCES A L'APPUI.

CRÉER DE NOUVEAUX PRODUITS

Le Groupe CIPEL, leader du marché de la pile (MAZDA, WONDER), se développe : notre division Appareils Grand Public s'implante en force sur le marché européen. Nous recherchons un

Ingénieur mécanicien

RESPONSABLE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT Les contacts avec l'etranger nècessitent la

Diplôme A & M, INSA ou équivalent. Formation complémentaire en conception de produits de série et en analyse de la valeur. Première expérience réussie. A la tête de votre équipe, vous saurez concevoir

des nouveaux produits. A l'écoute des attentes exprimées par les

commerciaux et les hommes de production, vous saurez mettre en œuvre des technologies adaptées: CAO, Robotique, Design...

partique de l'Anglais. Ce poste est basé à une heure de Paris-Ouest. Le développement du Groupe offre de réelles opportunités d'évolution à des ingénieurs passionnés par l'Entreprise.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite sous référence 2001. à notre Conseil :

MILO Ressources Humaines 3, Av. des Ternes, 75017 PARIS.



important groupe industriel du secteur mécanique (17 000 pers.), nous recherchons un

JEUNE INGENIEUR **GRANDE ECOLE**

C'est au coeur de la Sologna, à une demi-heure d'Oriéans, que vous allez coiffer nos travaux neufs et maintenance. Notre outil de production fait appel aux technologies de pointe (mécanique, automatisme, robotique, pyrotechnie. commande - contrôle de process...).

Avec votre équipe (60 pers. dant 3 ingénieurs et 12 techni-ciens) vous gérez d'importants budgets entretien et

Jeune Ingénieur Grande Ecole (Centrale, Supelec, AM) - pourquoi pas débutant ? - vous vous sentez la carrure pour bien tenir ce poste. Cet objectif sera tenu puisque vous avez de solides connaissances en mécanique, automatisme, Informatique industrielle. Bras droit du Chef de Service, vous devriez le remplacer à très court terme pour confir-

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 86/41/54? à notre Conseil Pascale GALAMPOIX.

Charge d'affaires aux Antilles



Importante entreprise de génie thermique et climatique recherche pour son agence anz Antilles un INGENIEUR CHARGE D'AFFAIRES.

De formation BTS ou diplôme d'une école d'ingénieur, vous avez une expérience de 10 ans environ de l'électromécanique et de la pratique du froid. Responsable de l'entretien, de la maintenance et du dépasmage,

des qualités de contact avec la clientèle sont nécessaires pour mener à bien votre mission.

Des perspectives d'évolution tant sur place qu'au siège métropolitain impliquent de votre part un réel potentiel de

gestionnaire et de technico-commercial. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 20434 à notre agence Contesse Publicité. 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris qui transmettra.

Chef de Projet Gestion de Production (GPAO)

Centrale - AM - IDN ...

····· Pays de Loire

Cette entreprise (2.000 personnes) produit des biens d'équipement Grand Public aux marques réputées. L'arnélioration constante de son organisation et de son outil de travail, le développement de son personnel, le succès de ses recherches la situe parmi les plus performantes. Le jeune ingénieur qu'elle recherche participera au choix du futur système de gestion de production assistée par ordinateur, en conduira la mise en place, et âlaberera le plan de formation associé à l'exploitation de ce nouveau système. Le candidat idéal, âgé d'au moins 27 ans. issu d'une grande Ecole d'ingénieur, justifie d'une expérience d'au moins 2 ans en milieu industriel (moyennes ou grandes o une experience o a mons y ans en maior sunction de type organisation ou gestion de production industrielle. Il s'exprime correctement en anglais. A terme de 2 à 3 ans, il se verra confier, selon sa réussite et ses apritudes, d'importantes responsabilités au sein d'une unité de production. Le poste est situé dans une région agréable, à proximité de l'Océan.

ORION à qui nous avons confié cette recherche vous garantit une discrétion absolue et vous remercle de lui adresser voire dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 702.515 M

35, rue du Rocher 75008 Paris



L'arbitrage financier UNE OPPORTUNITE POUR UN JEUNE DIPLOME

ENSAE, ISFA ECOLES

Pour un poste d'

ASSISTANT ARBITRAGISTE

Banque privée à l'expansion dynamique, nous recherchons au sein du dépar-tement des marchés un jeune diplômé pour aider à la conception et à la mise en cauvre des arbitrages entre les divers marchés financiers (français et

étrangers). Votre forte imagination, votre vivacité, et votre esprit d'initiative seront les bienvenus. Anglois courant exigé.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 20622
à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui tr.

pretoke de recherche , proche benfieue Sud recrute ;

INGÉNIEUR ENSAM OU ÉQUIVALENT

PME Micro-Électronique et Micro-informatique 196 persones, Piliste Grand Eragge Pour son bureau sésion pari

JEUNE INGÉNIEUR D'ÉTUDES CIRCUITS SEMI-CUSTOM Débutant on confirmé (SUPELEC, ENST, on équivalent)

Il sem chargé du support technique client et du développe-ment des circuits semi-custom.

Une année d'expérience au moins dans la conception des C.L. et une bonne commissance de l'auglais sont des anoms.— Adres, lettre manus. C.V., photo et prêt. à CHTIA. 1.50, rue Marceliz-Berthelot, ZI Toulon-Est 83088 TOULON CEDEX.

Application of

TOWNS AND THE · Programme with the con-

1 - 2 - 3 / **3 / 3 / 3**

The second second -中心 计电话通路 the state of the s 中国 (1994年) (1994年) 1月 Not believed "一年"为为伦敦。

the state of the W. S. Partie Barrier

MALYSTE SOAMMEUR "

and the second second second

SEPPONE COM

The state of the s

The state of the s

Marie State of the The second secon

geographic programming the second programmine

The state of the s CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE

And the second s A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH The state of the s

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE Charles and the second second The said of the parties and requirement and the Comments of the property of the second tion of Agreement the Parks of the Parks

ef de Projet stion de Production GPAC

THE RESERVE OF THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NAME TATE OF THE WORLD SPECIFIES AND ADDRESS. THE PERSON AND THE PERSON OF T THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE OWNER OF THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NAMED IN COLU The second second second second second second the state of the s

THE PARTY OF THE P The second second second second second second The state of the s

trage financier PORTUNITE POUR

VE DIPLOME

THE PARTY NAME OF THE PARTY OF

W Marrie Constitution of the Constitution of t S ---BALLET

MELLIS

Nous vous remercions d'adresser CV et pre aM. PERNOT - A.O.I.P. - B.P. 301 75824 PARIS Codex 13.

-.. ,

1 of 5 (125)

SECTEURS DE POINTE

Tektronix.

Nous sommes filiale d'un groupe amécicain, leader mondial dans le domaine de la mesure de l'informatique graphique, des systèmes de test et de développement de microprocesseurs.

Pour intégrer nos équipes de vente

Vous êtes de formation électronique.

Vous maîtrisez l'anglais. Vous avez le conviction d'être le vecteur de produits à la pointe de la technologie Vous vendrez des solutions à des problèmes

INGENIEURS COMMERCIAUX

Vous possédez une formation scientifique supérieure. Vous connaissez le marché des applications CAC/CFAO.

Vons vendrez notre gamme de stations graphiques et de termineux.

Vos clients, vos prospects sont des ingénieurs passionnés par leur environne Vous saurez les comprendre et les convaincre. Rémunération incitative, Voiture de fonction, Pormation Prance ou USA. Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à TEXTRONIX Direction des Ressources Humaines - BP. 13 - 91941 LES ULIS CEDEX.

ENSEMBLE JUSQU'A LA POINTE DU POSSIBLE

Uningénieur defabrication

pour l'amélioration

\$SAT\$

Part Se Le

performances

industrielles

SOCIETE ANONYME

• BRANCHE TRANSMISSIONS ET RESEAUX :

. DIRECTION COMMERCIALE EXPORTATION:

nales, prospection et développement des ventes.

Déplacements en France de courte durée.

Anglais technique. Lieu de travail : MASSY.

· CENTRE DES INSTALLATIONS ET DE LA MAINTENANCE :

Anglais technique apprécié. Lieu de travail : WISSOUS.

. UN REDACTEUR NOTICES TECHNIQUES.

rience. Lieu de travail : LANNION.

• BRANCHE COMMUTATION : Un Ingénieur électronicien, inform

MESURES L'un des tous premiers industriels français

dans le domaine de l'instrumentation électronique

de mesure recherche

INGENIEUR EXPORT HAF ayant une bonne expérience de la vente de produits

Fréquents déplacements internationaux.

de formation technico-commerciale/in tion, pour son service MARKETING.

solle, ANGLAIS courant, ALLEMAND souhaité.

JEUNE INGENIEUR HAF

ANALYSTE

PROGRAMMEUR HAF

SUI IBM 36, expérimenté et maîtrisent le GAP II, pour son service INFORMATIQUE. Ref. C

Tous cas postes sont basés à EVRY (91).

ence de l'électronique est indis-

industriels à l'étra Une solide conna

els à l'étranger.

DE TELECOMMUNICATIONS

INGENIEURS GRANDES ECOLES

 Un Ingénieur débutant ou 1 à 2 ans d'expérience pour Laboratoire études, conception et développement domaine transmission numérique.

Réalisation équipements à haute irrégration par mise en œuvre technologies avancées (CMS-LSI) et création unités exploitation à base de microprocesseurs.

Formation souhaitée : ESE - ISEP - ENSEEIHT.... (Réf. A)

 Ingénieurs commerciaux, 25/30 ans, avec ai possible une première expérience en gastion ou négocistion contrats exportation.

Fréquents déplacements à l'étranger.

Dans une première étape : gestion de contrats, préparation réponses aux appets d'offres.

Evolution vers : négociation de contrats auprès des grandes administrations et sociétés nation

- Un Ingénieur électronicien (option Télécom) débutant ou première expérience.
 Dans la transmission sur cèbles : préparation et suivi de réalisations de chartier raccordement de cébles métaltiques ou flores optiques (propositions techniques - définition des moyens - matèriels et méthodes - dossiers de réalisation).

Un Ingénieur pour mise en service Faisceaux Hertziens numériques.

Préparation et suivi réalisations des charitiers (propositoris techniques - définition des moyens-materiels et méthodes - dossiers de réalisation - planning suivi facturation).

Fréquents déplacements en France de course durée.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. en indiquant le poste choisi à SAT - Service Central du Personnel 41, rue Cantagrei - 75631 PARIS Cedex 13.

cien pour traitement du aignal, débutant ou première expé

Le Départment REPROGRAPHIE

RECHERCHE

LE(LA) RESPONSABLE

DU DÉVELOPPEMENT ET

DE LA COORDINATION DE SES SERVICES

Lella) candidet(e) âgéla) d'une trentaine d'années, (ni-veeu d'études tupérieures), justifiere d'une expérience dans les techniques de la reproduction informaziale et du traitement de textes, st/ou, du packaging. Sachant s'intégrer à une équipe, il (elle) aura, en outre, des qualités de gestionneire et de négociateur.

Une connaissance du domaine de l'imprimerie consti-

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature

(lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à :

EDUCATEL - FORMATOR S.A.R.L.

Monsieur J. ARCHAMBEAU pulsvard des Belges - 78000 ROUEN

PROFIL SOUNAITÉ -

uerait un atout supplémentaire.

de GROUPE EDUCATEL de l'Enseignement Privé à Distance

ment de ROUEN

Leader dens sa spécialité, recherche

les technologies de pointe. Nous recherchons le RESPONSABLE DE FABRICATION de Time do nos gumentes de produits. Augrès de notre Directeur de la production, et à la tête d'une équipe de 150 personnes, il est responsable de l'organisation industrielle de ses atellers ainsi que de leur gestion et garantit l'optimisation des coûts et des délais.

Notre société (500 personnes) appartient à un grand groupe international spécialisé dans

Notre candidat doit avoir une formation d'ingénieur (Arts & Métiers, Centrale...), il maîtrise parfaitement la gestion de production, (expérience de préférence dans un environnement lectronique), et son sens de l'organisation est reconnu. Ses capacités relationnelles font de lui un leader et doivent lui permettre d'assurer pleinement sa mission. La connaissance de l'anglais est nécessaire, Les possibilités d'évolution à l'intériaur d'une structure interne seront en rapport avec le

potentiel du candidat retenu. Le poste est basé en banilleue Quest de Paris.

Merci d'adresser fettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence : 3064 à Lévi-Tournay/Asscom - 31, Bd. Bonne Nouvelle 75083 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

(R46, B)

(PMLC)

(Ref. E)

responsable de production informatique :

Nous sommes t'une des filiales d'un important Groupe Bancaire Français. Nous connaissons une croissance extrernement rapide. Nous recherchons un cadre, capable de prendre la responsabi-lité de notre Production Informatique (15 personnes, 1 x 3090 sous RSVS/XA et 1 x 5083 sous VM).

Le candidat recherché devra impérativement : • être diplômé de formation supérieure (Bac + 4 minimum), • être àgé de 28 à 35 ans, • posséder des qualités de management, d'organisation, de sens du service et de sens du dialogue,

Son expérience pourra s'être exercée soit comme Responsable Exploitation, soit comme Support Technique, soit comme Cadre d'Exploitation dans un contexte MVS/XA.

Adresser C.V. + photo + salaire actuel, sous référence 61.21/RE/816 a ADEQUATION 62-64 avenue Emile Zola 75015 Paris.

Adequation

Les laboratoires pharmaceutiques

COORDONNATEUR DES

ETUDES CLINIQUES HAF

proanuse, essiste et contrôle l'activité d'une dizaine.

d'attaches scanfriques dans le cadre du respect des procedures internationales, e base a Pans, il implique des déplacements frequents de courte durée en pro-

vince et a l'etranger. PROFIL. -Doctorat 3== cycle (biologie, physiologie, pharma-cologiei complete par une bonne connaissance en sta-

tistiques et en sinomialique.

ENPERIENCE:

De 3 a 5 années du suivi des études cliniques dans l'industrie pharmaceutique, e Formation en «bonnés pratiques chinques» (G.C.P.), e Bringue anglais «Sens relationnel developpe

Eorire avec CV, photo et desiderata a Direction du Per-sonnel (Réf. VK) 12, place de la Défense, 92090 Pana la Defense Cedez 26. Réponse et discrétion assurees.

SMITH KLINE &FRENCH

POUR LA ZONE FRANCE-BENELUX

distiques of an informatique.

100

SOCIÉTÉ D'INSTRUMENTATION MINTA la cadra de sa forte expension

ÉLECTRONIQUE

Microprocesseurs. Expérience souheitée : 2 ans minimum. BANLIEUE EST Merci d'adresser CV. PHOTO et PRÉTENTIONS aux êts MULLER et Co. 2, svenue de la Trentsine BP 25. 77500 CHELLES.

UN INGÉNIEUR

Dictima grande ácole pour ane lyse et programmation gestion Connaissance CDBOL et CICS.

INGÉNIEURS

Société importante Recherche pour Marseille

Un ingénieur grande école (35 am environ) Possédant une formation complémentaire juridique ou financière pour exercer principalement la fonction de coatrôleur de gestion Le candidat sera l'adjoint du directeur de la division robots et systèmes

Il aura en œure la charge de mouter des dossiers de financement, de cession, de licence, de dépôt de brevet, etc. Il assistera le directeur de division dans ses activités Poste réellement d'avenir dans activité en forte croissance et convenant à candidat dynamique et méthodique ayant de solides références.

Rémemération fonction des résultats prouvés.

Anglais parlé-écrit indispensable. Envoyer C.V., photo et prétentions s/m 8.338 Le Monde Publicité 5, rue de Monttesauy, 75007 Paris.

Le Mande CADRES

SOCIETE SPECIALISEE DANS LES TRANSPORTS DE FONDS, SECURITE, MONETIQUE,

INCENIEUR ayant première expérience informatique de gestion et production.

Il assurera la formation et l'assistance aux utilisateurs, la définition et la mise en place de nouveaux moyens, gestion de budget informatique (IBM 36 et micro-

8 possédera le goût des contacts et du travail en equipe.

Lieu de travail: TOULOUSE Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo

et prétentions à: Monsieur MARIE
SECSO S.A.
28 Port St. Seuveur B.P. 474
31010 TOULOUSE Codes

Franche-Comté Organisme de services rendus aux entreprises (PME) recherche
Afin d'étoffer son action dans le domaine de la qualité.

un cadre

- Formation technique, technico-commerciale et/ou de gestion.

- Expérience de quelques années en entreprise, de préférence dans le domaine de la fabrication.

- Commissance de la langue anglaise souhaitée.

Poste basé à Besançon. A pourvoir rapidement.

Envoyer c.v., photo + pretentions sous nº 8 148 le Monde Publicité, 5, rue Montessuy, 75007 Paris.

Poste de tout premier plan, basé à PARIS.

POSTE

MARKATER A MARKATER LAND. Stranspire (Markater Stranspire)

1 INGENIEUR D'ÉTUDE pour céveloppement cartes analogiques et digitales à microprocesseurs. Expérience

MMMISTÈRE DE LA DÉFENSE Centre d'essaie en Vol Brétigny-sur-Orge Recherche

INFORMATICIEM

Convenience COBOL et CICS, Control de 3 ens. renouv. 1 fes., Act. CV au chef du personnel CENTRE D'ESSAIS EN VOL BASE D'ESSAIS DE BRETIGNT 91220 BRETIGNY-SUR-ORGE.

Importante Sté micro enformatique recrute pour Parp et Bordseu

(RNSA, ESIME...)
roi d'envoyer C.V., piec
prét. à M.L.D.
M. LAMARRE
96, bd Richard-Leno
75011 PARIS.

MANAGER INGENIEUR, SUPELEC, ISEN,

> ESEO... PAYS DE LOIRE

Notre société récemment créée dans un secteur d'activités de pointe : BIGENIERIE INFORMATIQUE INDUSTRIELLE, ELECTRONIQUE et AUTOMATISMES recherche son GERANT. Mission : planifier, animer, gérar le développement de la societé en étroite collaboration avec ses fondateurs. Profil : A 35/40 ans, vous êtes motivé par un challenge, prêt a vous impliquer. Animateur rompu aux contacts humains, vous sevez vendre et vous vendre. Vous aimez et maîtrisez le technique et étes rigoureux.

Merci d'adresser C.V. + lettre man. + photo + prét. a Management Ouest - 9, rue des Remorqueurs - 44000 NANTES.

MANAGEMENT OUEST

BRITAX RETROVISEURS,

filiale du groupe BSG international

Ingénieur de formation avec 5 à 10 ans d'expérience dans le domaine de la petite mécanique.

Il devra allier de très solides compétences techniques avec des qualités relationnelles et une bonne créativité.

Lieu de travoil : Région Fontainebleau.

Adresser CV et prétentions à Madame Pirchenfeliner - BRITAX GECO S.A. Route d'Héricy - 77870 VULAINES/SEINE.

Société d'ingénierie en informatique recherche pour TOULON un

INGENIEUR

1 à 2 ans d'expérience sur matériel HEWLETT-Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et

prétentions sous référence 10659 M, à Média-System, 29 la Canebière, 13001 MARSEILLE. Discrétion assurée.

10ne ei-:14-'nt ies ies VO-

la.

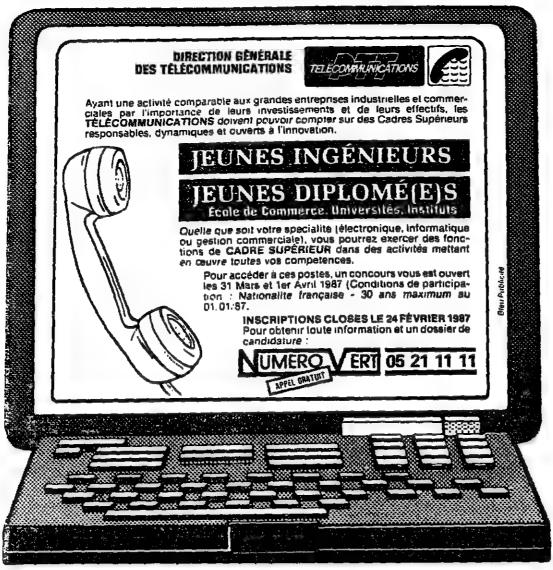
p. Ti

σz

is-

CS De ig, me 762 ité





Importante société (1.300 personnes) recherche, dans RHÔNE-ALPES le cadre du développement de sa fonction Personnel, Responsable Adjoint au chef

de formation Vous élaborerez les plans de formation, animerez la commission de formation et établirez la déclaration

Vous concevrez toutes les actions dans les domaines management, commercial et gestion. A 30/35 ans. vous avez mis en pratique votre

formation supérieure au cours d'une expérience de plus de 5 ans dans une fonction sociale. Ref. 129 RF.

Au sein d'une équipe, se mission consiste à :

G.CAM

L'une des premières sociétés de services et d'Ingénierie Informatique - C.A. 300 MF, effectif 500 personnes - solidement implantée dans des secteurs de pointe, recherche sur PARIS

jeune

CONTROLLER

DE GESTION

Diplôme d'écudes supérieures, il a de préférence, une première expérience du contrôle de gestion.

Dans un contexte jeune et créatif, le candidat retenu bénéficiera d'une rémunération motivante et de possibilités d'évolution liées à sa valeur et à son efficacité.

Adresser GV, et prétentions sous référence 357 au O.CAM,

UN GRAND NOM . DE GRANDS PROJETS

BMC SOFTWARE

Dans l'annonce parue dans le Monde daté du 10 février 1987 rubrique

cadre, page 22

(recherche d'un directeur France)

Veuillez adresser votre courrier à : Madame Sally Lloyd

Direction des Ressources Humaines, Tour Maine Monup Botte Postale 8, 75755 Paris Cedex 15.

réaliser le suivi budgétaire des unités opérationnelles, contrôler la bonne exécution des procédures, participer à l'analyse financière et à l'étude de rentabilité des investigements.

Pour ces deux postes, nous souhaltons rencontrer des candidats capables

l'équipe sociale.

dat de valeur.

Merci d'adresser votre candidature avec CV et photo, sous réf. choisle, à Média-System, 35 place de la République, 69002 Lyon, qui transmettra.

de s'adapter à notre forte culture d'entreprise.

Société en pleine expansion

Réf. 129 ACP.

au personnel

nes suivants : négociations avec les partenaires

Une expérience de 3 à 4 ans dans une grande

entreprise donners toutes ses chances à un candi-

Vous mênerez les études préalables dans les domai-

sociaux, gestion individuelle, relations avec l'adminis-

Vous établirez les plannings d'action en liaison avec

RECHERCISE Sud-Est, base Lyon.

AGENT EXCLUSIF

Leader sur le marché du MATÉRIEL MÉDICAL

RESPONSABLE CONTROLE

H.F. 180/200 KF

DIRECTEUR SERVICES GENERAUX

aptitudes aux problèmes techniques, gestion fournisseurs

órne études supérieu toxpérience confirmée.

Org. de format, recruts fs. d'ang. pour le 93 et 94. Tél. : 42-28-52-30.

FILIALE Sté AUDIOVISUELLES

RECHERCHE

r sevice teamsique com-ricial, esp. merketing pour éphone. Milleu ciné/vidéo, Fixa + intéressement. Tél.: 45-88-49-01,

GENRAD LEADER DU TEST

d'INGÉNIEUR d'APPLICATION

INCENTURE
ou TECHNICIEN
ou TECHNICIEN
ou TECHNICIEN
of Ayart une expérience
pratique aur un exateur.

royer c.v. lettre menulor photo et présentions à :

GENRAD SERVICE GUIPPORT 98, rue Orfila, 76020 PARIS

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

spicialists:
1 ACOUSTRUE
2 TRACCOM
3 TRANSMISSION MARCHISE
INSET ETT 42-33-38-25.
83, bd Sébastopol, Paris-2*. ENTREPRISE DE PRESE

JOURNALISTE

Bonne formation universitaire, mairessé par les problèmes de communication; (presse-sudiovisuel, relations publi-ques, publicité) pour s'occupar plus partiqualièrement du sec-teur de la publicité.

Adv. CV even photo au MONDE PUBLICITÉ Sous nº 8.333 M 8, rue de Montteseuy, Paris-7º.

Entroprise de mayba

ASSISTANT/E DE GESTION

MISSION : — Intégrar le système de ges-tion informatisé. Assurer le traitement de 'information. Colleborer au développe-ment de la fonction au asir de l'Equipe.

PRIOFIL:
DUT contrôle de gestion ou
foutvalent.

— Sonne capacité relation-

- Sene de l'organisation - Rigueur et disponibilité. - Connaissances en infon

Adv. C.V. et photo HM, 8,833 M à MANG CONSEL, SP HI MASCO VINCENNES CEDEX.

DEUX AUDITS pour une Banque

Cette grande banque française est réputée pour son dynamisme national. Elle le doit à l'efficacité des cadres de tous horizons qu'elle à su intégrer au fil des aus. Dans le cadre de son développement, son département INSPECTION GÉNÉRALE recrute :

AUDIT RESPONSABLE DE MISSIONS

Voilà 6 à 8 ans qu'après vos études supérieures (REC, ESSEC ...), vous faites ce métier d'audit dans l'un de ces grands cabinets ou an sein d'un établissement bancaire,

Vous pouvez dire, sans complexe, que demain vous pouvez diriger des missions d'audit de tous types, mais essentiellement avec les dépar-

tements internationaux. Vous assurerez la formation des inspecteurs aux techniques modernes et participerez à l'élaboration des outils méthodologiques.

Vous serez l'interlocuteur privilégié des autres directions de la Banque et des organismes extérieurs. Ce poste est basé à Paris. Rés. ARM

AUDIT INFORMATIQUE

Diplôme d'une Ecole d'Ingénieur, il s'agit pour vous de prendre en charge la réalisation de projets informatiques en cours de réalisation : l'audit des applications informatiques de la banque, l'audit du cautes de la banque, l'audit du cautes de la banque, l'audit du cautes de la banque de la caute de la banque de l'audit du cautes de l'audit du caute de la banque de l'audit du caute de production et des filiales.

En relation avec la direction générale, la direction informatique, les fillales, les organismes extérieurs, vous agirez en " patron" de ce secteur. Outre une excellente technicité, on attend de vous de la somplesse et de la fermeté qui vous permettront de "vendre" vos conclusions et

Ce poste est basé à Paris. Pour en savoir plus, adressez (sons référence ci-dessus) votre dossier de candidature à notre Agence Consell PROJETS 12, rue des Pyramides

DEPARTEMENT INDUSTRIEL ET SCIENTIFIQUE Chef de produit

75001 Paris, qui fera suivre. Discrétion totale assurée.

marché médical

Venez rejoindre le leader mondial de la photo instantanée pour prendre en charge le développement des actions marketing. Etude et analyse du marché médical et des circuits de distribution. Définition du plan marketing et mise en

cauvre des actions (courriers directs, publicité, relations publiques, salons, etc...) en • Relation avec l'international sur le plan

produits et assistance marketing aupres de la force de vente. Agé de 30/35 ans, de formation commerciale supérieure, il aura une parlaite. connaissance du marché médical (hápi-

toux, cobinets privas, laboratoires) ainsi qu'une expérience réussie de la vente et du marketing de plusieurs années. Si vous souhaitez relever ce challenge dans un groupe en pleine mutation, envoyer C.V., photo et salaire actuel à Direction du Personnel, POLAROID FRANCE, 4 rue

JP. Timbaud, 78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX. URGE Polaroid France

 $s \to 5$

 $\mathcal{L}\mathcal{Q}_{i} =$

Notre Malson d'Edition (PARIS-67), réputée et dynamique, produit et diffuse des collections très prisées d'Ouvrages scolaires, universitaires et

Nous étargissons notre équipe éditoriale et EDITEUR

∞nāmē

En fonction des besoins du merché, il perticipera au recrusement et à l'attimation des équipes d'autéues; il veillers à la réalisation du programme de production dans le respect des détais et de budget impartis. impertis. Vous avez une excellente culture générale à

dominante littéraire ou scientifique et justifiez d'une expérience réussie dans l'édition. Votre rémunération, motivante dès le départ, évoluers selon votre propression.

Merci d'écrire avec C.V. + prêt. + env. à v/edresse, s/rét. LP/MO2, à

michel jouhannaud conseils 182, rue de Vaughard - 75015 PARIS

7.5

#

CHARGE D'AFFAIRES devenez RESPONSABLE LOGISTIQUE PROVENCE

Nous sommes une PME spécialisée dans l'étude et la réalisation d'installations électriques (industrielle tertiaire, export) nos performances CA 81 20 MF, CA 86 100 MF et la part prise à l'export, nous amèrie à centraliser la gestion de nos achats et recruter son RESPONSABLE.

INGENIEUR A.M. ou équivalent

Sous l'autonie du PDG et en relation avec les différents. Responsables de Division, vous centralisez, structurez, négociez l'ensemble des achats et vous gérez le parc de (7.0) véhicules vous avez 30-35 ans, une experience des achats, vous ètes bilingue anglais et avez des qualifis de rigueur et d'autonomie.

Si metire en place une nouvelle structure et la rentabiliser vous intéresse, adresser CV, photo et prétentions, sous télèrence 243 M à notre Conseil.

Charlotte Voltuniez



TAL: 35-86-30-40.

QUALITE

Pharmacien industriel ou ingé-nieur + formation accentifique en expérience à tel poste 3 ans avec encadrement équipe,

Ecrire ou télép. à : AMS Sélection 5, avenue Foch 19004 MARSEILE

CONTROLEUR DE GESTION

ETWOYER C.V.
75001 PARIS-CHATELET
8, nie des Lavendières
Tél.: 42-21-33-50
BIS TRAVAIL TEMPORAIRE

Le Centre
d'informations financières
(10 ans expérience)
organiss un stage
pour recruter des
COMSERLERS
COMMERCIAUX (H./F.)
Goût des relations pub
ques.
Formation edaptée.
Rémunération intéressante.

-----LE HAVRE LYON MONTPELLIER NICE ROUEN

SIBER HEGNER FRANCE SN NEGOCIANT INTERNATIONAL

INGENIEUR CHIMISTE

- LYON

Organiser le système d'information dens

une entreprise du secteur tertiaire

Notre société, filiale d'un groupe interna-tional, leader dans son domaine, entend

optimiser son système d'information pour maîtriser harmonieusement l'évolution

nous recherchons

UN PROFESSIONNEL

DE HAUT NIVEAU

Capable d'analyser les besoins, d'élaborer

des solutions et de choisir des options tech-niques et économiques.

C'est un homme de contacts, doué d'un sens pédagogique aiguisé, et donc apte à dialoguer avec les utilisateurs pour reussir les phases de réalisation, de suvi et de

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 7035 Le Monde Publicité 5, rue Monttessuy - 75007 PARIS

constante de son développement.

contrôle des projets.

Poste basé à Paris.

Niveau de formation supérleure.

Expérience de 5 ans environ. Remunération 300 KF +

même débutant, possédant une bonne connaissance des polymères. Il deviendra après formation au négoce international CADRE TECHNICO-COMMERCIAL.

international CADRE TECHNICO-COMMERCIAL. Conforté par la puissance financière d'un groupe international, il négociera avec l'aide de notre bureau d'achat japonais les spécialités à commercialiser auprès des entreprises utilisatrices. Nous recherchons une personnalité relationnelle et autonome, capable de comprendre l'activité des entreprises ciblées et très intéressée par les contacts avec différents interlocuteurs français et étrangers. Bilingue anglais, il se déplace 40 % de son temps. La rémunération sera évolutive et en partie liée aux réalisations.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo sous réf. PMD 102 à META CONSEIL 50, rue de la Grange - 69009 LYON Totale discretions

METP conseil

European Operations BMC Software Valsan House 205a London Road CAMBERLEY Surrey, CU15 3 EY Nº de téléphone : (276) 24622.

AUST DIFURMAT

Topped II and I and I are the second I a

Paris reflection of the first terms of the first te

WENUSTRIEL ET SCIENT de produit

医大型性性性性 医 THE WHOLE PROPERTY. THE PERSON NAMED IN

Color Service of the service of the

STATE OF THE PARTY.

FOITEUR4 CHEF DE PROF

Fran

TO COMPANY & TO 1949 THE Bridge Wildows

Been die gran

Hile

The state of the state of

学小大学学

CHARGE IT AFFAIR devene: RESPONSABLE LOG STIGUE The Contract

The state of the s 機は水イヤラム **建筑工作** 及 经 及 使 there is her 2 ALCOHOLOGY While agrees

2 Jeunes ingénieurs pour le B.E. et l'assistance aux clients

Leader mondial du pylône métallique pour l'éclairage public, les lignes électriques et les éoliennes..., nous sommes présent dans le monde entier

(1 200 personnes). Nous voulons intégrer 2 Ingénieurs Etudes et Devis, pour procéder aux calculs de résistance des matériaux, d'étude des structures et établir les devis pour le service mâts fixes et le service mâts mobiles. Its seront également amenés à assister nos responsables commerciaux sur le

errain, en France et à l'étranger. Jeune ingénieur mécanicien, vous avez acquis votre première expénence (même courte) en BE.
 Cas postes situés à notre siège à Troyes, nécessitent de pouvoir travailler.

Si votre candidature est retenue, nous vous adresserons un profil de Ecrivez, sous réf. C/239, à notre conseil en recrutement Concordances, 91 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Parts ou 129 rue Servient.

Concordances

Très important groupe immobilier de promotion et de gérance cherche pour une de ses agences de la proche banileue parisienne

un Cadre

chargé de la gestion de plus de 10.000 logements locatifs

Avec l'aide d'une équipe de 35 personnes, il sera responsable de la bonne gestion du centre (outils informatiques performants), des relations avec les locataires, les employeurs, les administrations, les Pour ce poste, il faut une formation supérieure, 32 ans minimum, une

drande disponibilité. L'expérience d'une gérance dans l'immobilier ou d'une gestion impor-

tante dans une société du tertiaire serait INTERCARRIÉRES

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions s/réf. 1179 M à

RICRUTE

1 CHEF DE PROJET : 140 000 F/sp on +

PORMATION : niv. ingliciour et expérience confirmée

Le poste est à pourvoir dans le domaine suivant :

Mise en muyre de l'anniyse détaillée à la réalisation.

LINU DE TRAVAIL: ISSY-LES-MOULINEAUX.

1 CHEF DE PROJET : 148 000 F/m on +

1 RESPONSABLE D'ÉTUDES :

140 000 F/am ou + (ref. SOT)

• FORMATION: Nivean ingénieur et expérieure confir-mée d'analysts ou chef de projet réseau.

Les postes sont à pourvoir dans le domaine suivent :

Architecture de réseau devem relier les unités locales de l'établissement (connaissances BULL DSA, DNS, réseau PTT desandées).

LIEU DE TRAVAIL : CRÉTEIL.

DATE LIMITE DE DÉPOT DES CANDEDATURES :

Envoyer lettre manuscrite avec c.v. détaillé en rappelant la référence à : ANPE Direction informatique opérationnelle à l'attention de Monsieur RUINART, imm. la Trident, ÉCHAT 954, 3-5, voie Félin-Eboué, 94024 CRÉTEIL CEDEX 03.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

DE RÉASSURANCES

UN COLLABORATEUR

DU SERVICE

CONTROLE DE GESTION

-GESTIONNAIRE (BAC + 2 minimum),
-CONNAISSANT LA MICRO-INFORMATIQUE
(DUT INFORMATIQUE du CFIS ou suitre).

Advenuer c.v. detailé, photo et présentions sous référence nº 3 862 à : Agence PRAIRIAL, 47, rue des Tournelles, 75003 PARIS

qui transmettra.

- CHARGÉ DU TABLEAU DE BORD, DE LA COMPTABILITÉ ANALYTIQUE.

. . .

- FORMATION SUPÉRIEURE:

Conduits de projet d'organisation : mise en foume du besoin, définition du obamp d'application.

69003 Lyon, Tél. 78.63.65.60.

5, rue du Heider - 75009 Paris

ÉTABLISSEMENT FINANCIER A PARIS

ENCACEMENTS

UN/UNE ANALYSTE DE CRÉDIT

puscomenteux unancier n° 1 sur son marché (Pinance-ment, Assurance et gestion de créances commerciales) offre à un/me jeune cadre AMBITTEUX(SE) et VOLONTAIRE l'opportunité de se joindre à son Départe-ment des RISQUES.

An sein d'une équipe jeune et dynamique, etilisant un cetil tachnologiquement avancé, nous vous proposons de partici-per à la décision et à la surveillance de nos engagements dans un secteur économique déterminé. Outre un aspect Etude axé sur l'évolution éc

financière des entreprises du secteur, vous devrez dévolop-per les indispensables contact nécessaires à la réussite de votre mission, que ce soit sur le plan national ou régional (Établissement Financiers - Organisations Profession-nelles, Instituts Publiques...).

Ce poste, PASSIONNANT, basé à Paris, nécessite quel-ques déplacements, requiert une formation supérioure, de type SUP de CO.

Une première expérience professionnelle dans un poste similaire est indispensable.

Nous recherchous une personnalité affirmée, aminée de la rolonté de s'investir dans un métier EXIGEANT qui equiert un véritable professionnelisme.

la rémunération, suivant expérience, se serait pes infé-ieure à 150 000 F/ans + intéressement et participation.

Envoyer e.r., photo et prétentions au MONDE PUBLICITÉ, sous et 8 135 M 5, rue Montteseuy, 75007 PARIS.

la seigneurie

Fitale du Groupe ELF ACUITAINE, avec 600 milions de C.A. et 750 personnes, est le

INGENIEUR TEXTILE

POUR RECHERCHE et DEVELOPPEMENT

Il s'impliquera en particulier dans :

- la désection et la mise au point de souveaux
produits textiles et des procédés de fabrication les
mieux adaptés ;

- les tests ot essals permettant de valider cas

La trentaine, INGENIEUR CHIMISTE, vous èvez une solide experience TEXTILE en fabrication et/res

recherche-développement.

Vous serez le garant de notre avance technologique en fisison constante avec un responsable marieting.

A pertir de BOBIGNY (33), des déplacements de courte durée en France et en Europe sont à prévoir.

Ecrire avec C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous la référence LS/LMT, à

michel jouhannaud conseils 182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

assistante bilingue attachée aux relations extérieures

d'un grand journal professionnel, publication d'un groupe de presse qui se signale par son dynamisme et son envergure. Cadre rattachée au responsable d'activités promotionnelles de prestige, vous secondez celui-ci dans la réalisation des manifestations professionnelles avec toute la disponibilité nécessaire. Vous assurez le suivi des relations avec les personnalités francalses et étrangères du monde professionnel concerné qui sont conviées à animer les débats et conférences : vous préparez leur venue et participez à leur accueil. Vous prenez aussi en charge l'ensemble de l'organisation des colloques sous ses aspects praciques, en liaison avec les équipes du journal qui peuvent vous prêter leur concours : mise à jour des fichiers, exécution des brochures et documents, recherche et coordination de la sous-traitance, gestion du budget. Vous rédigez et frappez vousmême le courrier destiné aux hôtes de marque.

Vous êtes âgée de 30 ans minimum, vous pouvez vous prévaloir d'une formation supérieure et d'au moins cinq ans d'expérience professionnelle au cours de laquelle vous avez assuré un secrétariat de haut niveau, tourné vers les relations extérieures. Vous maitrisez l'anglais.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/87.006, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votrecandidature à titre confidentiel.

SENTI SELECTION 66, rue de Ponthieu 75008 PARIS.

cegos

STRATEGIE MANAGEMENT

La réussite des entreprises est notre seule vocation, elle peut devenir votre métier. Notre savoir-faire acquis en entreprise nous permet de transposer au domaine de la SANTÉ les concepts et les méthodes de management, pour une gestion humaine et efficace du secteur

Médecin, devenez Consultant en Management Hospitalier

Au sein d'équipes pluridisciplinaires compétentes et enthousiastes, vous intégrez votre spécificité et votre connaissance du milieu hospitalier, participez à la mise en œuvre de nouvelles méthodes de management, d'élaboration et de pilotage de systèmes de gestion, d'actions visant à améliorer la qualité de service rendu aux patients.

Vous êtes un jeune médecin ayant l'expérience du milieu hospitalier. Vous êtes convaincu qu'une bonne gestion peut faire progresser ce domaine et avez donc acquis une formation complémentaire en gestion.

La diversité des activités de la CEGOS et la manière dont nous vivons et travaillons offrent des possibilités de développement personnel et professionnel exceptionnelles.

Veuillez adresser votre condidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous réf. 22161/ M à Christine DEFECHE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux - 92516 BOULOGNE CEDEX.

S

GROUPE CAME

Crédit, Crédit-Bail, Location Sociétés de financement filiales

de la Compagnie financière des Assurances mutuelles du Mans RECHERCHENT

pour leur service contentieux situé au Mans

RÉDACTEUR (H./F.)

- Afin d'assurer la gestion des dossiers contentieux de crédit et de location aux entreprises et particuliers.

- Ayant le niveau licence en droit et/ou une première expérience professionnelle dans un établissement financier, une étude d'Huissier ou d'Avocat...

Possédant le goût de la gestion informati-sée ainsi que des facultés d'adaptation.

Adres. lettre manusc., CV et photo à groupe CAME. Service de personnel, BP 105, 72003 LE MANS Codex.

Florian Mantione Institut

Après Montpellier, Paris, Toulouse, Bordeaux, Aix, Clermont-Ferrand, le F.M.I. conseil en recrutement, formation et organisation s'installe à LA ROCHELLE

Jean-Claude ROUDIER et son équipe 3, rue des Dames, 17000 LA ROCHELLE Tel. 46.50.56.58.

LAROCHELE AS NORDEATH CLERACOTE NONTRELER PARTS TOLLOUSE

ORCHESTRE DE RENNES (à vocation régionale) Direction Claude SCHNITZLER RECRUTEMENT SUR CONCOURS: CONTREBASSE SOLO, ALTO SOLO et VIOLON SOLO

CHEF D'ATTAQUE et SECOND VIOLON Limite de candidature : 20 Février 1987. Renseignements ville de RENNES, Direction du Personnel Service Recruteme

rue Gambetta 35031 RENNES CEDEX, Tél. 99.28.55.55 poste 3506.

PME Z.L LES ULIS RECHER HE

Son chef comptable expérimenté (e)

Il aura pour têches : cont. gal. cont. gestion, rapport avec les banques, organismes sociaux et fiscaux.

Adresser C.V. + photo + prétentions à : 6, rue du Général-Leclere, 91160 LONGJUMEAU.

Sodipan-Nokla, filiale d'un important groupe scandinave, poursuit sa forte croissance sur le marché français : 2º transformateur de papiers sanitaires et domestiques, implanté sur 6 unités de production, 750 paraonnes.

RESPONSABLE DEVELOPPEMENT INFORMATIQUE

ZRCS ans.

 Une formation d'ingénieur (Centrale, Supeiec, Ensimeg...).

 Une expérience de 5 à 7 ans sur moyen ou gros système vécue, par exemple, au sein d'une SSCII ou d'une entreprise privée de taitle moyenne.

 Une conception de l'outil informatique au service de l'uritiesaieur.

Vous aurez :

la responsabilité de la mise en œuvre de notre achéme directeur et assurerez la coordination du développ de nos applications de gestion. Vous participeraz:

pleinement à l'évolution de nos moyens d'information en vous imposant au sain d'une équipe restreinte et Votes disposants:

d'un matérial DPS 7 + 64 DPS et des logiciels SGBD, DG, LG4. Poste disponible de suite et basé à Rouen Agresser G.V., photo et prétentione à Societe Transformable B.P. 202 - 76304 Sorteville-lée-Rouen

SODIPAN NOKIA Des hommes et du savoir-faire.

SECRÉTAIRES

QROUPE DE PRESSE CENTRE DE PARIS PRESIDENT-DERECTEUR GENERAL

SECRÉTAIRE

DE DIRECTION

Excellente stérociectylo. Qualité d'ordra et de méthode.

t syant qualques connais noce juridiquet et connais nt trilleux Presse-Politique

Adresser c.v. et lettre marga-crite avec photo à : SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE PRESSE, 13, ev. de l'Opéra, 75001 PARIS.

20es -מכ ıg. m€ ial · le le tes 165 ité 88. de.

BE DIRECTION BILINGUE ANGLAIS environ 30 ane.

BORNE EXPÉRIENCE
DU SECRÉTARIAT
DE HAUT NIVEAU,
ACCURSE da préférence EN
AGENCE DE PUBLICITE. Adresser c.v. + photo.
rire en précisant blen sur
l'enveloppe la réf. 7 036
LE MORDE PUBLICITÉ.

AGENCE DE PUBLICITÉ

SECRÉTAIRE

Sté de Conseil d'Entreprise recherche SECRÉTAIRE

Bac exigé et expérience du trai-tement de texte et du micro-Macintosh. Env. CV, photo et prét. s/rét. 4.990 PERRE LICHAU SA 10, rue de Louvois 75002 PARIS.

صكذا من الاصل



representations offres

Nous sommes une entreprise très importante en reproduction d'impressions d'emballages, située au nord-ouest de l'Allemagne. Nous faisons en impres-sion offset et héliogravure des emballages de haute qualité tels que boîtes pliantes, poses, bobines, etc. Nous avons une gamme d'articles de marque très renommés en Europe et en Allemagne. Nous cherchons actuellement

REPRÉSENTANT

avant une bonne expérience et très bien introduit auprès de la clientèle du marché des articles de marque. Nous vous prions de nous envoyer votre candidature sous le nº 7 034 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, Paris-7.



LA COMMUNICATION:

une fonction que je maîtrise parfaitement J'ai mis en place et anime la come

Je viens de redresser l'image de la fikale d'un pusse groupe industrial français.

Proposez-moi une Direction de la con

Ectire en précisent sur l'enveloppe le réf. 3 875 é RSCG CARRIÈRES, 48, rue Semt-Fordinand, 75017 PARIS.

Conquérons ensemble des marchés rentables à l'étranger

Manager autonome des 4 filiales Sud Europe & Afrique d'un groupe international réputé de Services et produits, recherche un nouveux Challenge expatrié ou export. Dynamique, expérience de créations de filiales et de négociations au meilleur niveau en AFRIQUE, aux USA et au MOYEN-ORIENT (ÉGYPTE, GOLFE).

Tál.: 39-63-26-54 ou écrire sous le 2º 6 938 Le Monde Publicité, 5, rue Monttessuy, Paris-7°.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une selection de collaborateurs:

 INGENIEURS toutes spécialisations CADRES administratifs, commerciaux JOURNALISTES (presse écrite et pariée)

MÉDECIN DIPLOMÉ, 36 ans, exp. médecine générale et hôpital, Rédaction articles revue médiile, anglais, allemand, italien, hébreu courants. RECHERCHE poste salarié d'analyse de rédac-tion domaine médical ou pars-médical, Paris/RP

(BCO/MS 971). CADRE COMMERCE INTERNATIONAL, maitrise parfaite de l'allemand, anglais, espagnol, connaissance de l'Italien, 20 ans d'exp. en commerce international dans sociétés import-export, disponible pour tous déplacements.

CHERCHE poste similaire région parisienne (CAD. IV/ALB 972). CADRE DE DIRECTION GÉNÉRALE. CADRE DE DIRECTION GENERALE, 44 ans, exp. des plus hautes responsabilités dans : organisation, relations commerciales, études, marketing, publicité. Depuis 17 ans dans l'immobilier, promotion maisons individuelles, immobilier de nisirs, para-hôtellerie, tourisme.

RECHERCHE position similaire sur Paris et su région. Possibilité de déplacements fréquents et nordannée (RCO/RD 973).

prolongés (BCO/BD 973).

CADRE ASSURANCE F., 41 ans, diplômée IFA (branches diverses) + CESI (gestion personnel, informatique). 19 ans exp. Courtage IARD (audit rédac polices, études tarif., suivi et règlements sinistres. Créativité aptitude animation équipe, négociation, disponibilités.

RECHERCHE poste à responsabilités dans toutes entreprises désirant crètr ou développer service assurances, Paris/Ile-de-France, pays de Loire, Provence-Côte d'Azur (BCO/JCB).



ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER : 12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09 TÉL.: 42-85-44-40, poste 27.

H. S1 a. formation sup. lettres. Sces hurt., tril.. sxp. resposi-tion export. Exid. thet propos., préf. sect. édit. communication. Ecrire sous le r° 8 336 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue Montessuy, PARIS-7-.

CONSULTANT INTERNATIONAL MARKETING-VENTES Consultant inglen grands cop. Internat Europe, Amériqua letine, Afrique, epécialisé en markening industriel. Recherche missions d'études ou de neprésentation produits indusingéniere services. C. Massis. T.S.: 47-83-90-55.

Alternancia 38 sne, christinica, 12 ant asp. prof. languat CES, passiorinda artis, désira connaire un autre environnement. Rech. travait pendant année sabbet. Erud. tres propos. sér Edira sous la nº 8 326 M LE MONDE PUBLICITÉ 5. ma MONDES PUBLICITÉ 5. ma MONDESSAY, PARIS-7-.

CORRINE, 19 ans, studeine du BAFA (spécialisation atil alpin, niveau chemola d'argenti, trevet national de secourista, en section « sport-feudes jude » feelmuns noire 1° den), recherche poste sainastrice en solonie de malge à Pièques et toutes vecances socialires.

- T. (16-1) 39-80-97-53.

CADRE 39 ANS.
10 ANS expérience es inter-nat. air, mer, rall, route, douene, traveit.

tre de Sté. Etudierat soutes proposit, Tél. (1) 47-22-07-23 is soir ou écrire sous n° 6 931 LE MONDE PUBLICTÉ 5. Fue Monttessuy, PARIS-7*. J.F. 22 ans, dynamique, b. prés., comt. de l'angleis, esp. en régie publicitaire. Cr. empio dans sectaur publicité, agence conseil ou domaine édition. Etudie toutes propositions. T. 39-54-67-86 ap. 17 heures.

 Alerme, Recko, Jenese 86S
 Prix 6 débatre,
 Tél. 46-44-11-85 ap. 19 h 30. Jeune Fernme, 37 ans, journe-late, secrémire de direction. Expérience professionnelle, recherche poste fixe dans Presse ou Edizon, 7dl. 42-28-74-91 (le matin, ou sp. 18 h). Libre imprédictement. Vde R 14 Tt. Mai 1979. 110 000 km. Excellent dest méchnique. Embryage, écheppement, emortisseurs neufs. Prix. argun. 10 % = 8.800 F.

4º arrdt Own CELESTING 158 m SEINE PLEIN SUD 47-03-32-44 m

appartements

ventes

6º arrdt

RUE DAUPHINE Espace de charme, loggie 34 m², beins, culc., haut. 3,5. 1v (c. s/cour. 43-36-17-36,

7º arrdt

RIVE GAUCHE

RITE UNIONIII.

Rue de BEAUNE

Duptex 60 m². 1.400.000 F.

Rue de LELLE

70 m². 1.800.000 F.

Rue MOUFFETARD

2.3 P. 80 m² + jún. 2.100.000 F.

PARC MONTSOURIS

3 P., 70 m². 1.200.000 F.

Boutevard BRUNE

Duptex, 60 m². 900.000 F.

Rue VASCO-DE-GAMA

Studios, 3 P. duptex, terrasely.

pert. de 560.000 F. ALAIN BIRN 42-67-85-30.

11° arrdt BASTILLE 300 m² DUPLEX, balle surface à simi hb., 8.500 F le m². Sorire ACP 8, 1. de l'Arcade, Paris-91.

GÉNÉRALISTE

FONCTION PERSONNEL

E UTITUTI T LINUTHEL.

24 années d'expérience pouvant assurer un poste à responsabilités avec des missons polyvelertes et autonomes.

administrat. et gestion personnel :

- ensemble des travaux de le paie ;

- comptabilité générale ;

- surv relationnel ;

ollents / fournesseurs.

- facilité d'adsptation.

Disponibilité, libre souceEnris sous n° 8.324 M

Le Mande Publicité

5, rue de Montreseury, Paris-7*.

Offre de collaboration el DIRECTION DU PERSONNEL DU CONSEIL SOCIAL

25 ans d'expérience de la fonc-tion en milieu industriel et entreprises de toute taille. Je recherche un poste amilière trégion indifférentel me permet-zant d'elder soule entreprise ou groupement d'employeur dens la reussite d'une politique sociale et donnenque étant convision que les deux sont, en mettère de gestion sénsuse, totalement tridissociables. Ecr. nº 102 PARFANCE 4, rue Robert-Estienne, 75008 Pane qui transmettra.

adm. recherche colleb. tps part. ou ponct. T. 40-05-19-50.

BIOLOGIE

Ingénieur tris. angl., fr., hongr. nat. franc., spécialisée product at purification de l'intertéron a

Ecr. Mª Jacqueline Lebes, 57, av. de la Résistance, 93340 Lo Reinoy.

LIBRE DE SUITE

prégvis licenclement 600. DIRECTEUR CCIAL FACON S.A

H. 34 a. DECS re

12º arrdt S/Av. DAUMESNIL, pr. plece imm. bourpecie, sec., specieux, 4 p., bon plen perfeit dtst. SUD 1,800,000 F. 43-43-32-30.

14° arrdt ALESIA RESIDENTIEL 3 PCES, BEL MAA. 780.000 F. 45-26-99-04

MONTPARNASSE Atelier + 3 hbres, 2 bns. cleir, calme. ##L 2.700.000. 43-22-61-35. 15° arrdt

MONTPARNASSE Atelier + 3 chbres, 2 bns, clair, calme spieli. 2,700.000. 48-22-61-36.

16° arrdt RIVE DROITE

AV. FOCH. Rue CHALGRE 3 P. 80 m². 1.900.000 F. Rue SPONTINI

Rue SPONTINI
3 P., 70 m². 1.500,000 F
Soulevard SUCHET
3 P., 57 m². 1.400,000 F.
Avance RAPHAEL
4 P. 100 m². 3.600,000 F.
Rue LEON-COGNET
3 P., 75 m². 1.500,000 F.
Rue BERRYERI
STUDIO ET 4 PECES
à penir de 380,000 F.
Rue du Gal CORDELIER,
NEUILLY
SP., 45 m². 1.200,000 F.
SEUILLY
SANT-JAMES
STUDIO, 2 P. et DUPLEX
120, 220 m² + terr. arborisée.
Al EM DIDM

interleukine, ch. p. rög. peris Maderne ini, 165, av. de Verdun 93130 lasy-lès-Moulineeux Tél.: 46-46-22-61. J.F. 35 s. dynamique, sérieuse, ch. emploi buresu, réception, clessement, accueil client. ou divers, même milieu hospitalier (agant hospitalier). Tél. à partir de 12 houres.

ALAIN BIRN 42-67-85-30.

17º arrdt

PEREIRE imm. 1930, ciple sé + chbre. 1.150.000 F. Tél. : 45-57-14-48.

18° arrdt MAIRRE XVIIII-Studio tr ch 266.000 F 3/4 pièces, tout confert sar jerdin 580.000 F. LAMARCK 2 F. ch 41 m² 380.000 F. MMO MARCADET 42-52-01-82.

DRECTEUR CCIAL FACON S.A. (antennes, amportantes, eutoradio, composantes, 160 pers.)

— Dégagé d'un commet nonconcur.

— Criesteur riseau ordel FACON
S.A. de se clientièle lauto,
électro.), nes. 'et internet.

— trailen. ampleis, rech poste
équival, ou direction gle.
Non eop. me permet de prendre en charge la direction d'une
PME de créer ou de diriger en
france l'agence d'une société
étrangème ou son immentable. Tal. : (1) 45-31-01-80. 20° arrdt HJ ORGANISATEUR PORMATION DESS cherch poste Paris-barrisus. Ecrite sous le rf 1 031 LE MONDE PUBLICITÉ 8, que Montassay, PARIS-7 PROPRIÉTAIRE VEND PARIS 20 - HOTEL PARTICULIER 7 pilote, garage 5 voltures, sous/sol total sur 3 niveaux svec ascenseux, poseth, cdel 10 legnes tál. REFAIT A NEUF, 3 000 000 F, 42-89-12-10.

CADRE 38 a. Sc. Pa. Hauts-de-Seine

Consultant en poste, rech
opportunités il moyene pou
de augm. non POTENTEL et
asin d'une enroprèse dynami
que. Spécialités.
Recherche Mersegement,
d o si m u n i c a t i è i
76L; (1) 42-41-85-39. SEVRES R.G. och immouble. She boled. STUDIO AU 4 PIÈCES LIVRAISON IMMEDIATE. J.H. 21 ans. th. Cambridge Proficiency, tr. b. com, peyt anglo-auxons + com, esp., infor., gest., compts., merfest., dynam., mostvá, ch. emploi So comm. Export, árranger. Exire sous le rr 8.337 Le Monde Publiohá 6, nue de Montessuy, Pario-7-

Livrançon immediate.
Balles prestations.
Prêt conventionné.
Appt sémoin de 14 8 18 h.
Tél.: 45-25-4-83.
ÉVOLUTION 42-60-13-09. 92 SEVRES/VILLE-D'AVRAY SECRÉTARE STÉNODACTYLO Expérimentée not, angleis, ch poete avec responsabilités. Die ponible, Tél. : 47-48-02-88

LA VARENNE

pto NEUFS 4 p., cht. indivi-d. PRÉT CONVENTIONNE.

THUMAL 48-83-12-11.

CRETEL PRES MARNE Exceptionnel of DUPLEX gree standing, 127 m², terrann

grande cultino équipée, box, 1 300 000 F, 43-44-45-87.

35, Nous vous structions 35, tue de la Croix-Bosset. Sur plece : serned, direnche 10 h 30/12 h sc 14/17 h. Lun. 14 h/18 h, 45-34-86-29 st an accusine 42-60-13-08. capitaux propositions 94 Val-de-Marne commerciales PLACEMENTS

3 p., neuž 65 m² + jardin prive-tit, prik convent., §25 000 f CHARENTON-ÉCOLES

automobilés ventes

do 5 à 7 C.V. VDS GOLF GTI NOIRE 82 - 78 500 km

> Minitel 30 000 effres

appartements achats

profiles 2 a 4 pieces PARS, profiles RIVE GALICHE, even ou sans travaux. PAIE COMPTANT other norsky. 48-73-20-67, mans is solv.

AGENCE LITTRÉ pour clientèle França étrangère appres et hôt
 dens quartiers résident

RECHERCHE BRGENT

TEL 45-44-44-45

locations : non meublees offres

Paris DENFERT Imm, stand, gd studo, cuis, équipée, 6" ét. uso 3.000 F + ch. 43-20-32-71

locations non meublées demandes

Paris Pour defigeants et Perspiritel GDE SOCIETÉ EUROPÉENNE BEORMATIQUE Rach. Studies 3 3, 4, 5 P. Villas Pinis, barileas. 45-04-04-46 de 9 is 48 à 19 is.

clocations meublées demandes

OFFICE INTERNATIONAL rech, pour su direction Bezux appts de standing 4 pièces et plus, 45-26-18-95

MONDIAL MERCURE

Rech. STUDIOS et 2 PIECES pour cilentale étrangère APPTS DE STANDING or Ambaneades et Sociétés l'adr. SERVOCE ACCUER. Tél.: 42-86-28-18.

immeubles

AULNAY-SOUS-BOIS-soe gare invn. 13 locatair import 245.000 F per Tel. 47-03-48-82.

hôtels particuliers

EXCEPTIONNEL 18

VILLA MONTMORENCY Hôtel partit, d'hebit, 230 m², triplex, asc. Ref. nº evec jardi-net, Tel. H.S. 43-59-63-66. maisons

individuelles POURQUEUX

pavillons

BOIS O'ARCY (78390 Prox. gare, ideal grande famille, solide construction. s/520 m² séj, dbie, culc., 6 chembres, bureau, 2 beins, stellor, garage à saleir 1.070.000 f² l.M. 30-45-28-08.

MONTFERMEIL

Megnifique pavilion nur noue-sol Cuisine, grands salle de sijour, 3 chambres, w.c., salle de bains + lingerie, granier amé-regesble, garagé 2 voltures, Tierren 500 m² PRIX: 800.000 F

Tel.: 43-30-76-71. PROPRIÉTAIRE VEND CRÉTESL M° Crétuil-l'Echet, puv. de carrectère, sél, dèle, 3 shbres, cuis. équipés, 2 a.d.b., as/sol, garage 2 voltures, BYTISTEMENT RÉNOVÉ 1.500.000 P. 42-88-12-10.

propriétés

1 h. Parts hauseur Vellée de l'Arc: 6000 er? psységes, verger, adorab. prop. fametiss, pourres, cheminées. R.D.C.: elj. 50 n², cuis. équipés, bureau, chembre + selle de boins. 1=: 4 obbres. + petite maison, canon. gerage. 860.000 F à saleir. M^{ess} de Rosny, 42-62-13-66.

villas TOURS (indre-et-Loire), centre ville, quartier Prébandes, perfeculer vend majorn très agrésèle, excellent état, tout content. 7 paioes, beau jardin, parkin, 7 paioes, beau jardin, parkin, 7 déjoh, sprès 18 130 au (16) 47-20-97-86 à Tours.

BRETAGNE villas pds de l'eser Panoramas spiendides — Mer d'Iroine. Ppté gde claste, 9 p. — Estuaire Trieum, en 2 logra, 5 et 3 p. — 1169. Puro G. 6 p. caractère. HOUDIARD BP 9 10 LAVAL. Tél.: (16) 43-56-61-60.

ENCEPTIONNIEL Eure-at-Loir.
prox. Châteaudun SUPERBE
MASSON ricente de 800 m²
s/terrein boisé et clôturé
12 ha, plusieurs réceptions
11 chères, 6 e bains + bêtment secondaire. Px 2.000.000 F 42-47-00-62. A VENDRE
130 ton Paris A 13, prepriété de caractère de parc 1 ha 18 a. Dépondences. S'adr. Nº Rest-Cacheloux è Reutet. Tél. : 32-58-80-88.

terrains KALIFMAN DE BROAD
CORROSE TESLAMS, Park
pour réglements surroutiles conjecules Daniel Raze 48-00-18-18

L'IMMOBILIER

6, cours Michelat, 92064 Lz Défense. maisons de campagne

BULLION 78. Urgent. Eccept...
Valide de Chevreusse
vols majeon rurale en parte reteurée sur terrain 2.000 m²
bolsé. 4 pièces, cuie., vérende,
s. de bra, w.-c., grenier,
clépendances, cour.
Prix 850.000 F
Possibilité amènegement.
Téléphone : 30-41-30-15.

manoirs

BRETAGNE MANORIS régions -- Perce-G. 16° s., 9 p., 6 hs. -- Lannion bd mer 15° s. 7 p., petit part, vus. Moriaix 17 s., 7 p., fucies - Monate 17° 5. 7 p., 160-30 ha. - Onen près Resse, 17° 6. 7 p., pest perc. HOLDJARD 8.P. 910 LAVAL. Tét.: (16) 43-58-61-60.

domaines ANJOU en bloc ou per lots. Superise domaine 240 hs fores-tier et agricole. Petr chiltesu. (HOUDIAND E.P. 910 LAVAL T&L: {16} 43-56-61-80.

viagers LIBRE studio Mª Richeliau, 80 000 opt + 2 000 F/mole, Viegers F. Chiz 42-86-19-00.

immobilier information

Pour vendre ou Acherer Meleon, appartement, chêteau, propriété, sertain, commisses sur touts la France, LAGRANIES 8, r. Le Chittalier, 75017 Peris. 161, ; (18) 40-54-09-08.

AGECO 42-94-95-28.

et commercial

DOMICILIATIONS Porum des Halles, burasux, constitution de exciétés, télex, lacristaries, 40-26-15-12.

BUREAUX ÉQUIPÉS DE 15 & 100 m-STAND **OUVERT 24 H/24** Location courte ou longue durie. Tous services : till, tillé-copie, tillez, restaurant. Der-kings, secrét, till personnaisé.

ACTE 43-80-90-10 PROXIMITÉ OPERA Buni 90 m² 3 p. avvasol. byw 7.200 f trimes, possor bell as itude associat, par agenci immob. 47-03-32-31 matis.

Doministrion depuis 80 F/mois Ar. des Charpe-Dyales (Soile) Rus Saint-Honoré (Concord (Consolt Rus Cronstadt, Paris-15-21 bis, r. de Toul, Paris-12-Consdagion SARL 2000 F. H.T. WITER DOM TSL. 43-40-68-80. ÉTOILE

BUREAUX MEUBLÉS TEL (1) 47-27-15-69. DOMICIL CIALE S-SECRETAMAT/BUREAUX

Immobilier d'entreprise

bureaux bureaux

Locations SIÈGE SOCIAL aux. secrétariet. CONSTITUTION STES

ASPAC 42-93-50-50 + VOTRE SEGE SOCIAL **BOMICILIATIONS** SARL - RC - RM Constitutions de sociétés. Démarches et rous services Parmenences téléphoniques

43-55-17-50. DOMICSLIATIONS
Location SURX or ATELEPIS
Formanies Miles, Miles
Participants
Partic CONSTITUTION Sociétés commercants, streams CENTRE D'AFFARES NOTIATIVES 2000 PARIS-1" Rus sy-tonord Téléphone: 42-60-91-63 PARIS-15-Tél. 40-66-02-62 95 GOMESSE.

boutiques

Locations

11 NATION PARS PG ST-ANTONIC ball neuf as raprise, bouz, récovés, 130 m² IDEAL pour services. TEL : 43-70-87-86.

L'AGENDA

annonces

Appel

S.O.S. PROFESSEURS

pour soutenir le réinsertion pro-tessionnelle de handicapés et de détenus, l'ese. AUXILIA recherche des professeurs par correspondance en toutes manières, Disponibilies souteimentres. Disponsers the quelques houres per

Bonto è AUXILIA 102, rue d'Aguessasti 82100 BOULDGNE, 48-04-58-78. Ass. loi 1901, minion de dévo-lopp, culturel , rech. retraitée gées écoles pr action, conseil, Tél. M= Lévy, 45-04-07-12.

Association
de journes chafts
of entreprise
de sectaur transport routier
souhaiseret constituer
une équipe de cadres expér-mentée bénévoles ratraitée
pour committer ponctualiement
ase déprents dans las
domaines :
import-export.

Prendre contact 4veo Geneviève POUSSIN, TRANSAVENER au 39-87-06-44. TU NTES PAS DE CE MONDE D'où viers-tu? Expér, le sers de le vie. V° Fest, intern. de la vie universelle à Francfort du 17 au 19 avril 1967, inform, Vie Univers. 89 325. 75668 PARIS Cedex 18. Pr pi. d'inform, sur not. vie de l'expr. de Dieu, écr. à l'adr. d'deseus.

ASSOCIATION DE LITTE CONTRE L'ALCOCLISME rech. local 11° arrond. (semed après-midi + un joudi soir per moia), te pet. Nover. Tél. 45-55-91-82, p. 41-87.

Cours **COURS D'ARABE**

fous niveeus. Méthodes sudio-deuelles. Inscription immé-diste. Pour session de février.

Session et Stages

STAGE RADIO
STAGE DE FORMATION AL'EXPRESSION ORALE ET
AUX TECHM. RADIOPHON.
- Exercions de respiration, de
voix et d'articulation.
- Techniques de l'interview.
Créstion sonors. Animation
DJ. Théisre rediophoniqreport. Imontage-conception
et rési. d'une émission.
- Typologie des R.L.P.
- St. de 2 m. le 8/3/1987.
3 h sent. su choix du mardi
au vend. de 19 h è 22 h.
- St. Interet de 5 jr., 8 h jour
du 16 au 20/3/1987.
- St. Interet de 5 jr., 8 h jour
du 16 au 20/3/1987.
- St. Interet de 18 h à 27 h.
- St. Interet de 18 h à 27 h.
- St. Interet de 18 h à 27 h.
- St. Interet de 18 r., 8 h jour
du 16 au 20/3/1987.
- St. Interet de Mont-Luis.
75011 PARS. 7. 43-70-84-48.

associations

YET THE SHE LE THEKE

En a sensines, see chine, doublement make allement, comer de fumer serie angulares de series en arteres, anna ground.

Sens engagement de votre per, informar-vous ;

«VCTORE SUR LE TABAC»,

Tél. (1) 45-81-15-12.

ANGLAIS-FRANÇAIS
ALLEM, -ESPAGN.-RUSSS
Apprenissage efficace, joyangrapide, par is suggestopide &
se acures franç. 43-28-22-84.

Du pteistr d'écriré Du pleisit d'écrite au travel du texte-ATELERS D'ECRITURE ELISABETH SING 3, rue Jesn-Bert, 75005 Paris. Tél.: 45-48-07-93. Ateliars adutes, enfants, ateliars bet-domadeires, stages intensife. Envoi documentation sur demende prochain W.-E. sensi-bilisation: 14 et 15 maris. 4 et 8 avril prochain, stage intensif 21 au 25 avril.

STRATÉGIE MARKETING POUR CRÉATEURS

POUR CREATEURS
D'ENTREPRISES
Un stage de trois jours pour
éléborar le stratégle de lauce
ment de votre activés
sur le marché.
du 2A au 26 février 1987
BOUTIQUES DE GESTION
DE PARIS
95, bi Votaire, 75011 PARIS
TÉ. 43-55-08-48

BYM DOUGE VITTOZ RELAXATION Suga 21-25/4 & 42 tyn Paris, LL 4 C-View, Oct. 43-23-44-77. L'évasion pas très loin. Expéd. ROUSSILLON. 21-27 fév. à pied d'Argelès su Canigou. Accomp., héberg., Accomp., history hist. 1800 F. LA TETE ET LES PEDS

Tél. 42-87-45-85, soir. l'année. Tél. 75-94-95-60. Rés. Gaugais. La Roucheyrolle, 07140 LES YANS.

ITALIEN Cours triviesu. Stages mans.
ASSOCIATION TRILOGOS
More Veteries BARIS 4 55 itro Volteire, PARIS-1 1° Tél. 48-07-83-36,

STAGE DE FORMATION AU THEATRE DE L'OPPRIME 23-28 février PARIS 1 200 F. Inscription au 42-05-89-31. DÉCOUY. DE YIENNE

Immobilier

ARCUS, 1. c. Roussist, 7: 45-05-62-72.

BRASKARTES ch. 35 m² Paris, barni. (métro), appart. bur., bout., lagal. Tél. 46-78-63-84.

 Prix de la ligne 40 F TTC 128 signes, tettres ou especiel.
 Joindre une photocopie de déclaration su L.O.
 Exhique libelit à l'ordre du Mande Publicht, et adressé su plus tart le justi pour parution de merche de marcredi se Monde Publicht, 8, rue de Mondeseny, 75007 Paris. Le rebrigas Associations pareit tous les mendis sous le tière Agende, dans les pages entonces classées.

M. Marie

STEE BY

PER CONTINUES

 $\sum_{i=1}^{N} \| \nabla^{i} \nabla_{i} \nabla_$

WEST SEE I WE

Administration of the control of the

The second secon

Section 2 of the Control of the Cont

ATT BEST SEE STATE

Property and August 1997 Augus

Market Control of State Control of State

The second secon

The second secon

- th 4 . 1 44.77. M

. 69

The second secon

The second of th

排車

Charles of the same of the sam

La déclaration de

Vous devez en principe avoir reçu ou vous allez recevoir à domi-cile les imprimés nécessaires à la déclaration de vos revenus de 1986. En effet, l'administration envole à domicile entre le 20 janvier et la

la déclaration des revenus aux contribusbles qui out déjà sous-crit ce l'ormulaire Pan dernier : la plapart des salariés et retraités reçoivent nu formulaire simplifié en deux pages (n° 2042 S) su lieu de dustre boar la déclaration normale : - In déclaration n° 2044 (feuille bleue) aux propriétaires fouciers

ayant déclaré en 1986 des loyers, des fermages on d'antres revenus des immembles (redevances d'affichage);
— la déclaration n° 2047 (fenille rese) ann personnes encalement

des revenus hors de Françe; - la notice n° 2041-A sur la détaxation « Monory » on la décia-ration n° 2048 pour la réduction d'impôt « CEA » (compte d'épargne en actions) aux contribunbles qui out déciant l'aux dernier des achats

l'actions à ce titre; - les déclarations spéciales profession

Si vons n'avez pas reçu ces imprimés, demandes-les à partir du 16 février dans les centres des impôts. Dans les communes où ces ser-vices ne sont pas installés, les mairies distribueront des déclarations des revenus (seulement le modèle normal), des annexes nº 2044 pour la déclaration des revenus fonciers et des notices apéciales nº 2041 E sur les dépenses pour économiser l'énergie. Enfin, si vous avez réalisé des notices apéciales nº 2041 E sur les dépenses pour économiser l'énergie. Enfin, si vous avez réalisé des notices pour économiser l'énergie. plus values sur la vente de valeurs mobilières on d'ins

déclarations nº 2074 et 2049 correspondantes derront être retirées

dans les centres des impôts. La notice qui accompagne la déclaration des revenus permet à chacun de déterminer son nombre de parts et le mootant de son impôt qui doit encore baisser par rapport à celui de 1986 lorsque le revenu impossible n'augmente pas plus que la bantes du coût de la vie. C'est à ce thème ainsi qu'aux aspects « réduction des dépenses de l'Erat » que sont cousacrés la première page de la notice et le texte signé pur le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, M. Edonard

La notice comporte un fenillet détachable que vous pourrez joindre à votre déclaration lorsque vous aurez à établir une demande de rattachement d'un enfant majour on divers justificatifs de vos

charges.

Enfin, les contribuables qui out reçu la déclaration simplifiée et qui auraient en 1986 des revenus ou des charges autres que ceux qui

sont prévus sur ce formulaire n'auront pas à réclamer le formulaire normal : ils tronveront dans leur notice, à la dernière page, un « femiliet A » à compléter et à joindre à leur déclaration.

vos revenus de 1986

La déclaration, que vous devez souscrire pour le 2 MARS 1987 au plus tard (le 28 février étant un samedi), a sabi, par rapport à l'au dernier, des modifications qui seront examinées, ainsi que les mesures nouvelles, au fur et à mesure de l'exposé des différentes rubriques et signalées par l'adjectif « NOUVEAU » Nous signalons la disparition du cadre réservé à l'indication des éléments de train de vie, le Parlement syant supprimé cette obligation.

Vous êtes dispensé de tout calcul, abattement, déduction ou limitation, qui seront automatiquement effectués lors de l'exploitation informatique de votre déciaration. Nous avons publié dans notre numéro du 23 janvier dernier (que vous avez dû conserver) les barèmes vous permettant de calculer vous-même votre impôt à payer et ainsi de vérifier, lorsqu'il vous sera adressé par l'administration, votre avis d'imposition. Nons vous invitons à vous y reporter au besoin. En outre, la direction générale des impôts a annoucé qu'elle mettrait à nouveau le service de calcul de l'impôt à la disposition des possess nainitel (code « CALIR », naméro d'appel : 36-14).

N'oubliez pas de conserver le double de votre déclaration et penvent être contrôlées pendant cette période, qui a été réduite d'un an depuis cette année. toutes les pièces justificatives pendant trois ans, car vos dicharations

Comment remplir votre formulaire

Qui doit remplir la déclaration ?

 $\mathcal{H}_{n+2}(a_{n,0}, \underline{a}_{n,0})$

CAS GÉNÉRAL. - La déclaration doit être souscrite par tout foyer dont l'un quelconque des membres perçoit des revenus impossibles.

Toute personne disposant d'une résidence principale doit faire sa déclaration. Les personnes qui ne sont pas imposables y out tout intérêt : l'administration leur adressers automatiquement un avis de non-imposition; qui est utile lors de certaines démarches (ouverture d'un livret d'épargne populaire) ou de demandes à caractère social pour justifier de leurs ressources.

COUPLES MARIÉS, - Ils sonscrivent une senie déclaration pour les revenus du ménage. Toutefois les époux mariés sons le régime de la séparation de biens et qui ne vivent pas ensemble font l'objet d'une imposition séparée (chacun en qualité de célibataire).

De même, il y a lieu à déclaration distincte (en qua-- en cas d'abandon du domicile conjugal pour

mésentente et si les époux ont, chacun, des revenus ;
— en cas d'instance de divorce on de séparation lorsque les éponx ent obtenis l'autorisation de vivre MARIAGE EN 1986. - Les couples qui se sont

mariés en 1986 devrem procéder ainsi :

— chacun souscrit, à son nom comme célibateire (éventuellement divorcé ou veuf) et sur le formulaire reçu à domicile, une déclaration de ses propres revenus et, le cas échéant, de ses enfants à charge, pour la période antérieure au mariage (camplir le cadre A, case C, et ligne X, de la déclaration);

 les deux éponx déponent, en outre, une déclara-tion des revenus du ménage et des personnes comptées.
 à charge pour le période postérieure au mariage (remplir le cadre A. case M. et ligne X).

DIVORCE OU SEPARATION EN 1986. -Comme pour le mariage, les époux doivent déposer une déclaration (en qualité de mariés), pour la période de vie commune antérieure à la séparation ou au divorce (si un des époux ne la signe pas, elle lui est néanmoias opposable) : remplir le cadre A, case M, et ligne Y.

D'antre part, chaque ex-époux souscrit, comme divorcé ou séparé, une déclaration personnelle de ses revenus postérieurs au divorce (ainsi que les revenus des enfants dont il a la garde et qu'il compte à charge) en remplissant le cadre A, case D, et ligne Y de la

DECES D'UN CONJOINT EN 1986. - Quel ann soit le conjoint qui est décédé, les conséquences sont les mêmes : deux impositions sont établies.

Pour les revenus du ménage antérieurs au décès, la personne qui souscrit la déclaration doit remplir le cadre A (M et ligne Z);

Eint civil. — Outre les rectifications on compléments à apporter aux informations préidentifiées, l'indi-

cation de la date de naissance est très importante pour

l'application automatique de certains abartements.

En effet, si vous êtes âgé (e) de plus de soixante-cinq ans on invalide (titulaire d'une pension d'invalidité de guerre ou d'accident de travail d'au moins 40 % ou titulaire de la carte d'invalidité), vous bénéficiez d'un abartement de 7 540 F si le revenu net global de votre foyer n'exède pas 46 800 F; il est de 3 770 F si ce revenu est compris entre 46 800 F et 75 400 F; il est doublé ai votre conjoint répond aux mêmes conditions. L'ordinateur déduire automatiquement est abattement.

désigné sous un nom d'usage différent de votre nom de

La situation qui a été retenne pour votre dernière imposition est préimprimée page 1, dans le cadre 4 de la déclaration que vous avez reçue à domicile. Si votre situation ne s'est pas modifiée en 1986, cochez la case

« Oni » : dans ce cas vous n'avez pas à remplir le

cadre A (situation de famille). Si votre situation s'est, au contraire, modifiée, cochez la case « nou » de ce

cadre 4 et remplissez le cadre A, notamment en cas de mariage, séparation, divorce ou décès du conjoint en

1986 (n'oubliez pas d'inscrire la date correspondante,

ligne X, Y ou Z, qu'il s'agisse de la déclaration anté-

· Les célibetaires, vous ou divorcés invalides

· Les méusges dont un conjoint est invalide ent

ayant des charges de famille bénéficient d'use demi-

droit à une demi-part supplémentaire lorsque l'un des conjoints remplit une des conditions suivantes :

- il est titulaire, pour une invalidité d'au moins 40 %, d'une pension militaire d'invalidité ou de victime

rieure ou postérieure à ces événements).

de guerre ;

l'application automatique de certains abattements.

teur déduire automatiquement cet abattement. Si vons pouvez justifier (en produisant les docu-ments d'état civil nécessaires) être habituellement

Identification et adresse

Situation de famille

Pour les revenus personnels de l'époux survivant, postérieurs au décès, celui-ci doit remplir le cedre A (Vet ligne Z).

Bien qu'ayant servi la case V (veut), le conjoint survivant bénéficie du nombre de parts correspondant à la situation d'un contribuable marié (toutefois, la 1/2 part dont pouvait bénéficier le conjoint décédé s'il était invalide n'est pas reportable sur le survivant).

DECLARATION SOUSCRITE PAR UN ENFANT A CHARGE. - Le contribuable dont su emfant à charge possède des revenus propres peux demander l'imposition distincte de cet enfant. Dans ce cas, il cesse d'être considéré comme à charge pour le calcul de l'impôt du par ses parents.

L'imposition distincts est généralement la plus avantageuse, excepté lorsque le revenu de l'enfant se représente qu'une faible fraction du revenu des parents.

PEMAROUE. - Union libre : chacune des doux ersonnes doit sonscrire une déclaration comme célibetaire (ou veuve ou divorcée). Si elles ont un enfant, chi-ci ne pout être compté à charge qu'une fois.

Où envoyer la déclaration ?

Adressez votre déclaration au service des impôts sentionné sur la déclaration, en tête de la premiès page, mêmo si vous avez déménagé (ce service la trans-mettra alors au centre des impôts de votre nouveau domicile). Si vous envoyez votre pli par la poste, n'oubliez pas d'affranchir l'enveloppe. N'adressez pas votre déclaration au percepteur, il est seulement chargé du reconvrement de l'impôt.

 Si vous n'êtes pas en possession de tous les élé-ments nécessaires à l'établissement de votre déclaration, vous devez souscrire une déclaration provisoire en précisant les raisons pour lesquelles vous n'êtes pas en mesure de satisfaire à vos obligations.

· Si vous souscrivez plusieurs déclarations (mariage, séparation...), envoyez-les ensemble au centre des impôts du domicile conjugal.

· NOUVEAU. - Si vous possidez un minitel et al, dons l'avenir, vons déstres l'atiliser pour faire votre déclaration, répondez « Oni » à la question qui vons est poste an less de la 4º page de la déclaration norminée ou de la 2º page de la notice qui accompagne la déclaration simulifiée (donn no compagne la declaration simulifiée (donn no compagne la declaration no compagne no compagne la declaration no compagne no compag femillet à votre formulaire).

La direction générale des impôts, nous a précisé qu'elle entendait aimi vérifier si ce nouveau mode « branché » de transmission intéressait les contrimables. Nous peusous que, dans l'affirmative, procédure de télédéciaration où le règue de la pape-rause communicarait à s'estemper.

naissance, vous devez en faire la demande expresse pour que l'administration en tienne compte.

Adresse. – Si vous avez déménagé en 1986, veillez à ce que votre nouvelle adresse tout comme

d'éviter les demandes de renseignements inutiles. Si vous souscrivez la déclaration au nom d'une succession,

3) Signature. — Il faut prendre soin de signer la déclaration, sinon vous seriez considéré comme ae l'ayant pas souscrite (arrêt du Conseil d'Etat du 23 avril 1971). Chaque époux doit signer.

4) Profession. — L'emplacement réservé, sur le formulaire simplifié, à cette mention étant assez limité, en particulier si vous avez plusieurs caisses de retraite, indiquez les nigles des organismes payeurs.

- il est titulaire d'une pension d'invalidité pour

accident du travail de 40 % au moins ;
— il est titulaire de la carte d'invalidité prévue à l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale.

Les ménages où les deux conjoints sont invalides bénéficient d'une part supplémentaire.

Si la carte d'invalidité a été demandée à la mairie avant le 1= janvier 1987, mais n'est pas encore attribuée, inscrivez la date de la demande à l'emplacement prévu pour le numéro et la date de la carte.

· Les anciens combattants de plus de soixante-

d'enfant à leur charge ont droit à une part et demie de quotient familial au lieu d'une part s'ils sont titulaires de la carte du combattant ou d'une peusion servie en

de la carre de competitant du dute pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre; le même avantage est octroyé aux veuves âgées de plus de soixante-quinze ans des personnes membonnées ci-avant.

Attention! Une personne scale n'ayant pas de charge de famille a droit, au maximum, à une part et demie (les demi-parts supplémentaires ne se cumulent

ize ana, chibetaires, divorcés un veals n'ayant pas

prévu pour le numéro et la date de la carte.

indiquez vos coordonnées.

ne adresse soient bien précisées afin

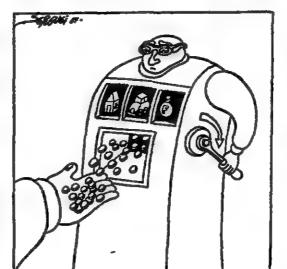
Personnes à charge

• NOUVEAU. — Comme pour la situation de famille, l'administration imprimera, dans le cadre 5 de la 1^{re} page, les personnes à charge ainsi que leurs aunées de naissance déclarées l'au dernier, à l'exception des enfants qui ne sont pas de droit à charge et qui deivent sonscrire une demande de rat-tachement, ausmel cas il re a lieu de marsiér le tachement, anquel cas il y a lieu de remplir le cadre B de la demcième page.

Vérifiez scrupulensement les mentions préimprimées dans ce cadre 5 et en cas d'erreur, omission, ou si rappelées ci-après, et indiquer les deux derniers chiffres de leurs années de naissance.

Pour le calcul de l'impôt, vos charges de famille sont appréciées au 1= janvier (ou au début de la période sition s'il est postérieur au 1/1) ou au 31 décembre 1986 (ou à la fin de la période d'imposition si elle se situe avant le 31/12) solon la solution la plus avanta-

Si vous souscrivez une déclaration pour la première fois et si vous avez des personnes à charge, remplissez le



LES ENFANTS A CHARGE

Tout enfant né en 1986, enregistré à l'état civil, est compté à charge même s'il est décédé en cours d'année (réponse ministérielle à M. Yves Lancien, député, du 20 juillet 1981, # 429, J.O. A.N. du 4 janvier 1982, page 13).

 NOUVEAU. - Vous bénéficiez d'une part entière au lieu d'une deul-part pour chaque enfant à partir du 4°. C'était déjà le can pour le 3° enfant.

Vous pouvez compter à charge vos enfants ou ceux votre conjoint, légitimes ou naturels, adoptifs ou recueillis à votre foyer au cours de leur minorité (s'ils sont, dans ce dernier cas, à votre charge effective et

1) VOS ENFANTS CÉLIBATAIRES

e) ENFANTS AGÉS DE MOINS DE DIX-HUIT ANS. — Les enfants âgés de moins de dix-huit ans au 1º jasvier 1986, ainsi que les enfants nés en 1986 et les infirmes, quel que soit leur âge, peuvent être comptés à charge (les enfants infirmes titulaires de la certe d'invalidité donnent droit à une demi-part supplémentaire; ils comptent donc pour une part ou une part et demie, si vous avez an moins trois personnes à charge). S'ils ont perçu des revenus, cenx-ci doivent alors être

- Cas des parents divorcés ou séparés. - L'enfant est considéré à la charge du parent qui en a la garde (soit par décision judiciaire, soit de fait lorsqu'il n'y a pas en de jugement).

Le parent qui n'en a pen la garde ne peut pas le clarer à charge, mais peut déduire de ses revenus la pension alimentaire qu'il verse pour lui.

Lorsque, par décision de justice, la garde des enfants est attribuée conjointement au père et à la mère, les enfants sont hébergés alternativement par chacun des parents. Ces derniers peuvent alors désigner d'un commun accord celui d'entre eux qui doit les compter à charge et qui bénéficiera ainsi de la majora-tion du quotient familial. L'eutre parent peut déduire de ses revenus le montant de l'obligation alimentaire (R.M. à M. Nilès, J.O.A.N. du 9-2-1981, page 556). Si vous êtes dans ce cas, joignez une note explicative à ware disclaration.

b) ENFANT AYANT ATTEINT L'AGE DE DIX-HUIT ANS EN 1986. — Vous pouvez le compter à charge tout en déclarant seulement les revenus qu'il a perçus avant la date de sa majorité.

L'enfant, de son côté, déclare les revenns qu'il a perçus depuis la date de sa majorité (s'il demande son ratiachement à votre foyer, vous devez alors déclarer ses revenus de l'année entière avec les vôtres).

c) ENFANTS AGÉS DE PLUS DE DIX-HUIT ANS. – Ils sont, en principe, imposés à leur propre nom. La loi leur offre cependant la possibilité d'être rattachés au foyer fiscal de leurs parents s'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

- être loés de moins de vingt et un ans : - être âgés de moins de vingt-cinq ans pour les étu-

- effectuer leur service militaire légal, quel que soit

CONDITIONS DE L'OPTION POUR LE RATTACHEMENT

Cette option, annuelle, est irrévocable. · Pour formuler cette option, utilisez le demande de rattachement détachable figurant dans la notice

L'accord du parent est considéré comme établissions qu'il a déciaré l'enfant à charge et a joint à sa

déclaration l'option pour le rattachement. Le contribuable qui accepte le rattachement bénéficie d'une demi-part supplémentaire ou, dans certains

 Le rattachement entraîne, pour le ou les parents, l'obligation d'inclure dans leurs revenus ceux perçus par l'enfant pendant l'année entière.

- Cas des parents divorcés ou séparés. - La rettaement peut être demandé vis-à-vis de l'un ou l'autre des parents, mais jamais des deux à la fois.

- Décès d'un des deux parents. - Le rattachement peut être fait soit à la déclaration du ménage, soit à celle du survivant (jamais aux deux).

2) VOS ENFANTS MARIES OU CHARGES DE FAMILLE

CE

on-

tes

Lorsqu'ils remplissent les conditions suivantes : - être âgés de moins de vingt et un ans,

- être agés de moins de vingt-cinq ans lorsqu'ils sont étudiants,

- lorsqu'ils effectuent leur service militaire, ils peuvent opter pour le rattachement au foyer des parents (ou de l'un d'eux si ces derniers sont séparés). • Ce rattachement est globel : il s'applique au

jeune ménage, même korsqu'un seul des époux remplit les conditions pour être considéré à charge et, le cas échéant, à leurs enfants. ● Il peut être demandé à la famille de l'un ou l'autre des conjoints (jamais aux deux).

• L'avantage accordé au parent bénéficiaire de ce rattachement prend la forme d'un abattement sur le revenu de 18 570 F par personne prise à charge.

• Les revenus du joune ménage sont imposés avec ceux du foyer de rattachement. BEn cas de mariage on cours d'année d'un enfant

âgé de plus de dix-huit ans, un même contribuable ne peut, à la fois, bénéficier d'une majoration du nombre de parts et d'un abattement.

3) VOS ENFANTS INFIRMES

Ils peuvent être comptés à charge quel que soit leur âge (ils donnent droit à une part s'ils sont titulaires de la carte d'invalidité). Mais pour un enfant infirme majeur, vous pouvez renoncer à le compter à charge et déduire la pension alimentaire que vous lui versez. Cette pension n'est pas soumise à l'impôt au nom de l'enfant s'il s'agit de frais de séjour payés à un établissement hospitalier.

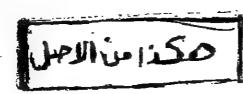
4) VOS ENFANTS EFFECTUANT LEUR SERVICE MILITAIRE

Ils peuvent demander à vous être rattachés, quel que soit leur âge (pour l'option, voir plus haut). Le service national au titre de l'aide technique ou

de la coopération technique équivant fiscalement an service militaire.

REMARQUE. - POUR LES ENFANTS. MAJEURS : il est possible de déduire une pension alimentaire au lieu de les compter à charge. Cette mesure est surtout intéressante lorsqu'il n'est pas possible de compter un enfant à charge, notamment pour un étudiant de plus de vingt-cinq ans on un enfant à la recherche d'un premier emploi. Elle permet également, en cas de divorce ou de séparation, au parent non bénéficiaire du rattachement et versant une pension à son enfant majour de la déduire de ses revenus.

(Lire la sidte page 30.)





(Suite de la page 29.)

Les modulités et limites de déduction sont exposées plus loin sous le chapitre - Charges à déduire - Pensions alimentaires -. Si vous déduisez une telle pension, vous ne devez pas compter l'enfant à charge.

LES PERSONNES INVALIDES (AUTRES QUE VOS ENFANTS)

Il est possible de compter à charge une ou plusieurs personnes invalides requeillies à votre foyer, sans qu'il soit nécessaire qu'il existe un lien de parenté entre elles et vous-même et sans exclusion en fonction du montant

des ressources (elles donnent droit à une part, ou une part et demie si vous avez au moins trois personnes à charge). Les conditions sont les suivantes : - elles doivent obligatoirement vivre en perma-

nence sous votre toit; - elles doivent être titulaires de la carte d'invalidité

d'au moins 80 % (carte prévue par l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale).

Bien entendu, vous devez, en contrepartie de cet avantage, déclarer leurs revenus avec les vôtres, dans la catégorie correspondante (par exemple « Pensions. retraites, rentes... .).

Pour vos revenus et vos charges, ne portez jamais les centimes. Arrondissez au franc

Traitements, salaires et pensions

imposables.

Deivent être déclarés les rémunérations principales (salaires, primes, traitements, soldes, gages, indemnités) et les gratifications et pourboires notamment.

A. - SALAIRES.

AVANTAGES EN NATURE ET INDEMNITÉS JOURNALIÈRES.

6 Si vous ne percevez que des salaires qui ne donnent pas lieu à un abattement spécial, vous n'avez que cette colonne à remplir, la déduction de 10 % étant calculée et déduite directement par l'ordinateur (pour chaque benéficiaire, le minimum de déduction pour frais professionnels est de 1 800 F, sans toutefois pouvoir exceder le montant brut des salaires encaissés).

Cette déduction de 10 % est limitée à 59 230 F. Elle couvre les frais professionnels courants (trajet du domicile au lieu de travail, frais de repas, de vétements spéciaux, de documentation, etc.) dont le remboursement constituerait une allocation imposable.

o Vons devez ajouter à votre salaire les avantages en nature si votre employeur vous loge, vous nourrit, vous fournit des prestations ou des marchandises (eau. gaz, chauffage, électricité...) ou met une voiture à votre disposition. Ces avantages doivent être évalués pour leur montant réel. Toutefois, pour la nourriture et le logement, et si votre salaire n'a pas dépassé 112 200 F en 1986, vous pouvez les évaluer d'après le tarif prévu en matière de sécurité sociale.

B. – CAS PARTICULIERS.

- Assistantes maternelles. Le revenu à déclarer est égal à la différence entre, d'une part, le total des sommes encaissées tant à titre de rémunération que d'indemnités pour l'entretien et l'hébergement des enfants, et, d'autre part, une somme égale à trois fois le montant horaire du salaire minimum de croissance, par jour et par enfant, quatre fois lorsqu'il s'agit d'un enfant handicapé, malade ou inadapté. Cet abattement forfaitaire peut être porté respectivement à quatre ou cinq fois le SMIC horaire (entre 26,04 F et 26,92 F en 1986), lorsque la durée de la garde est de vingtquatre heures consécutives.
- o Salaires versés aux apprentis munis d'un contrat régulier d'apprentissage. - Ne déclarez que la fraction du salaire excédant 34 500 F.
- o Agents d'assurances. Leur activité relève en principe des bénéfices non commerciaux; cependant, le régime fiscal des salariés leur est applicable dès lors que leurs revenus proviennent des commissions versées par les compagnies d'assurances qu'ils représentent et sont intégralement déclarés par elles.
- NOUVEAU (artistes). Les artistes du spectacle. lorsqu'ils sont salariès, penvent désormals opter pour l'imposition sur un revenu moyen de 3 ou 5 ans. L'option doit être déposée avec la déclaration. Elle est irrévocable (BODGI 5-F-15-86).
- · Service national. Les sommes et avantages et nature dont bénéficient les militaires non officiers pendant la durée légale du service national ou la durée correspondant à ce service national pour les engagés ne sont pas imposables. Il en est de même des indemnités perçues par les jeunes gens affectés au service de l'aide rechnique et de la coopération.
- o Etudiants. En debors des indemnités des stages obligatoires (n'excêdant pas trois mois) des élèves des écoles techniques, qui sont exonérées, les rémunérations perçues par les étudiants qui travaillent pendant la période des congés scolaires sont imposables seion les règles du droit commun.

En revanche, les bourses versées aux étudiants en fonction de critères de ressources pour leur permettre de poursuivre leurs études lorsqu'ils appartiennent à des familles modestes ne sont pas imposables.

 ■ Etudiants hospitaliers. – Les indemnités hospitalières doivent être déclarées ainsi que les traitements versés aux internes.

@ Travailleurs privés d'emploi. - Toutes les allocations de chômage versées par les ASSEDIC ou le FNE sont imposables

Seules sont exonérées (sauf en cas d'option du bénéficiaire pour la déduction des frais réels) les primes et indemnités pour recherche d'emploi versées par le Fonds national de l'emploi (FNE).

REMARQUE. - Les allocations versées par les ASSEDIC et employées pour l'acquisition de parts sociales d'une société coopérative ouvrière de production en constitution peuvent ne donner lieu à imposition qu'au titre de l'année au cours de laquelle ces parts sont transmises ou rachetées. Pour bénéficier de ce report d'imposition, vous devez en faire la demande expresse en annexe à votre déclaration.

e Travaux d'utilité collective (T.U.C.). - Une décision ministérielle du 6 février 1986 a exonéré l'indemnité versée par l'organisateur des travaux. Scule est imposable la rémunération versée par l'Etat (1 250 F par mois au 1/1/1986).

e Départ en préretraite. - Les sommes reçues dans le cadre des contrats de solidarité avant soixante ans sont des salaires imposables. La garantie de ressources versée au-delà de soixante ans doit être déclarée dans les pensions.

· Dirigeants de société, - Les allocations forfaitaires pour frais d'emploi doivent être ajoutées au salaire dans tous les cas, ainsi que les remboursements en cas d'option pour la déduction des frais réels ou de déduction supplémentaire.

Les allocations forfaitaires ne seraient exonérées que si elles étaient allouées au dirigeant à raison d'une activité salariée indépendante de ses fonctions et rémunérée distinctement (arrêt du Conseil d'Etat du 14 décembre 1984).

L'administration a admis, lors d'une réponse à M. Zeller, député (80DGI 5 F-16-84), qu'une alloca-tion de frais de déplacements calculée en fonction du barème kilométrique qu'elle publie chaque année ne revêt pas un caractère forfaitaire s'il est justifié du nombre de kilomètres parcourus, mais constitue un - remboursement -. Toutefois, il est indispensable de préciser la date. l'objet et l'importance des déplacements (arrêt du Conseil d'Etat du 14 décembre 1984),

Parmi les remboursements de frais exonérés - sauf option pour les frais réels ou une déduction forfaitaire supplémentaire, - le fisc admet : les frais de déplacements professionnels autres que les trajets du domicile au lieu du travail (restauration, transport, hôtel), les invitations professionnelles au restaurant, les cadeaux offerts aux relations professionnelles, à condition qu'ils soient appuyés de justificatifs (BODGI 5 F-23-84).

à défaut de quoi il s'agurait d'allocations forfaitaires

 Participation des salariés aux fruits de l'expansion. - Les sommes ainsi versées sont exonérées si elles restent indisponibles pendant cinq ans. En revanche, les produits de ces sommes (intérêts, dividendes) sont imposables en tant que revenu mobilier, saul s'ils sont verses sur des comptes ouverts en application d'un plan d'épargne d'entreprise.



· Déduction des intérêts d'emprunts contractés pour souscrire au capital de sociétés nouvelles ou pour participer à des opérations de rachat d'entreprises. – Peuvent être déduits du salaire les intérêts des emprunts contractés à partir de 1984 :

pour souscrire au capital d'une société qui se crée (ou d'une SCOP nouvellement issue de la transformation d'une autre société) dans laquelle l'intéressé sera salarié :

- pour racheter l'entreprise dans laquelle le contribuable exerce un emploi salarié et y détenir, avec les autres salariés, plus de 50 % des droits de vote.

Le montant déductible ne peut excéder 50 % du salaire versé par la société nouvelle ou rachetée, ni la somme de 100 000 F. La déduction n'est autorisée que si les titres acquis sont conservés au moins cinq ans et si

les justificatifs nécessaires sont joints à la déclaration. • Indemnité de départ à la retraite ou en prére-traite. - Elle est exonérée dans la limite de 10 000 F. Le surplus est imposable mais peut donner lieu à ôcheent sur 1986 et les trois années antérieures (1983 à 1985). Il faut en faire la demande par note

iointe à votre déclaration. • Primes de départ volontaire. - Elles peuvent faire l'objet de l'étalement prévu par l'article 163 du code général des impôts, même si leur montant n'excède pas la moyenne des revenus nets imposables des trois dernières années (étalement sur 1983 à 1986).

Les primes de départ volontaire doivent s'entendre des primes, indemnités ou allocations versées par l'employeur au salarié lorsque ce dernier quitte l'entreprise sans faire l'objet d'une mesure de licenciement, de

mise à la retraite ou en préretraite. Ne sont pas concernées les sommes perçues par les intéressés lors du départ et qui n'ont pas de lien avec la cessation de l'activité dans l'entreprise. Ces sommes, telles, par exemple, les indemnités de congés payés, res

tent imposables selon les conditions de droit com • Indemnité de licenciement. - Elle n'est pas imposable s'il s'agit de l'indemnité légale ou de l'indemnité prévue par une convention collective de branche, qui représente des dommages-intérêts. Quant aux ndemnités allouées en application de clauses spéciales du contrat de travail ou d'accords particuliers avec l'employeur, elles ne sont imposables que si elles excèdent l'indemnité légale ou conventionnelle et pour la part additionnelle, correspondant à l'attribution de salaire de congédiement, même si elles om été investies dans le capital d'une nouvelle société (réponse ministérielle du 29 avril 1985, J.O.-Assemblée nationale nº 64646); la part qui constitue des dommages-intérêts n'entre pas dans le champ d'application de l'impôt (arrêts du 17 décembre 1980, req. nº 18604; du 21 janvier 1981, req. nº 19793). Lorsqu'il ne s'agit pas de la couverture d'un préjudice. l'indemnité reste imposable même si le salarié a retrouvé un emploi comparable et n'a pas subi de perte de salaire (arret du Conseil d'Etat du 28 mars 1984, nº 35960). Les indemnités perçues par les dirigeants de sociétés sont toujours imposables.

La fraction imposable de l'indemnité de licenciement peut, à la demande des intéressés, être répartie sur 1986 et les trois années antérieures.

 Délat-congé -- Lorsque le délai-congé se répartit sur plus d'une année civile, l'indemnité compensatrice due en application du code du travail peut être déclarée par le contribuable en plusieurs fractions correspondant respectivement à la part de l'indemnité afférente à chacune des années considérées

Exemple: Licencié le 1ª décembre 1986, et percevant une indemnité compensatrice de délai-congé de six mois, le contribuable pourra rattacher :

- à ses revenus de 1986, la fraction de l'indemnité afférente au mois de décembre 1986 (soit un mois); - à ses revenus 1987, la fraction de l'indemnité afférente aux mois de janvier à mai 1987.

 Indemnités représentatives d'avantages en nature. - Elles doivent être soumises à l'impôt sur le revenu dans les mêmes conditions que les avantages qu'elles remplacent. Tel est le cas notamment de l'indemnité représentative de logement des instituteurs.

De même, les avantages en nature accordés par un employeur aux anciens membres de son personnel retraités (maintien d'un logement de fonction...) constituent un complément de pension imposable.

Rémunérations versées en cas de maladie. - Les indemnités journalières versées par les organismes de Sécurité sociale et de la Mutualité sociale agricole ou our leur compte sont soumises à l'impôt sur le revenu

dans les mêmes conditions que les salaires Sont exonérées les indemnités journalières :

· d'accidents du travail,

 de repos, versées aux femmes pendant leur congé de maternité

e de maisdie, versées aux assurés reconnus atteints d'une maladie comportant un traitement prolongé et des soins particulièrement coûteux.

Les rémunérations qu'une entreprise verse en sus des prestations journalières de Sécurité sociale sont imposables (à déclarer dans la colonne « salaires »). Il en est de même si ces sommes sont payées par l'intermédiaire du comité d'entreprise ou versées par un orga-nisme de retraite ou d'assurance directement au bénéficiaire pour le compte de l'employeur.

Lorsqu'un salarié se couvre personnellement du risque de perte de salaire en cas de maladie, auprès d'une compagnie d'assurances, les primes versées ne sont pas déductibles. Corrélativement, les sommes reçues en exécution du contrat ne sont pas imposables.

Enfin les sommes versées en cas de maladie ou de maternité par les régimes spéciaux qui assurent le maintien du salaire sont toujours imposables (par exemple le régime des fonctionnaires).

C. - FRAIS RÉELS JUSTIFIES.

Vous avez la possibilité, si vous estimez que la déduction forfaitaire pour frais de 10 % est insuffisante eu égard aux frais que vous avez engagés au cours de l'année 1986, de demander que vos frais réels soient recenus, à la condition de fournir un état détai annexe à votre déclaration et de conserver les justifi-

catifs que le service des impôts peut exiger. Vous devez alors ajouter à vos salaires les indemnités forfaitaires ou les remboursements de frais qui vous ont été alloués par votre employeur. Si vous avez recu la déclaration simplifiée, portez vos frais réels sur le « feuillet A », dernière page de votre notice.

• Dépenses faites à l'étranger en monnales étranpères. - Leur montant doit être converti en francs d'anrès le cours du change, à Paris, au jour du paiement de la dépense. Toutefois, il est admis que le calcul soit fait en utilisant la moyenne arithmétique des derniers cours connus au 1ª janvier et au 31 décembre de l'année pendant laquelle la dépense a en lieu.

L'option pour cette méthode de calcul est indivisible et vaut pour toutes les dépenses effectuées à l'étranger au cours de l'année.

 Dévenses de mobilier, matériel et outiliage pour les besoins de la profession. - Vous pouvez déduire les matériels de bureau autres que les meubles dont le prix unitaire n'excède pes 300 F ainsi que les matériels et outiliages (autres que de transport et de bureau) dont le prix d'achat n'excède pas I 500 F (Instruction de la direction générale des impôts du 12 octobre 1981, BODGI 5 F. 26-81).

· Frais d'études et d'examens, - Ils sont déductibles à titre de dépenses professionnelles lorsque les diplômes recherchés sont de nature à permettre l'exercice normal de la profession on l'amélioration de la situation (préparation d'une licence par un instituteur, d'une thèse ou de l'agrégation par un professeur, inscription dans une faculté par un fonctionnaire en vue de bénéficier d'avantages de carrière, dépenses supportées par un employé pour suivre des cours lui parmettant de perfectionner dans son métier...),

· Frais supplémentaires de repas. - Si vous n'avez pas conservé les justificatifs précis, ils penvent être évalués à une fois et demie le montant du minimum horaire garanti par repas, soit en moyenne pour 1986 de 20,58 F à 21,06 F. Bien entendu, vons devez justifier de la réalité et du nombre de repas pris à

· Frais de transport du domicile ou lieu de tro-- La déduction est admise lorsque le maintien du domicile dans un lieu différent du lieu de travail ne présente pas un caractère anormal (arrêt du Conseil d'État du 20 mars 1970, requête 75730). Pour les grandes villes, il est admis que les salariés habitant en banliene puissent déduire, dans le cadre des frais réels, leurs frais de transport.

Il s'ensuit que, dans le cas où le contribuable réside dans un lieu éloigné de celui de son travail, il lui appartient d'établir que cette circonstance n'a pas un caractère anormal, compte tenu du lieu où il exerce son activité et des circonstances propres à son cas particulier.

En revanche, si c'est pour des raisons de convenances personnelles que vons avez fixé votre habitation loin de votre lies de travail, vous ne pouvez prétendre à le déduction des frais de transport.

Pour évaluer vos frais de voiture dans le cas où vous ne disposez pas de la totalité des justificatifs, l'adminisne disposez pas de la nitalicatif, un tableau des prix de tration publie, à titre indicatif, un tableau des prix de revient kilométriques suivant la puissance du véhicule. le nombre de kilomètres parcourus pour la profession qu'il vous appartient de justifier et la nature des parcours : ville on route (voir tableau ci-dessous).

• Frais de logement. - Un salarié contraint d'affecter une pièce de son habitation principale à son activité professionnelle peut comprendre une part des intérêts de l'emprunt contracté pour l'acquisition de cette habitation parmi ses frais professionnels; cette part, qui ne peut alors figurer parmi les charges ouvrant droit à réduction d'impôt en application des dispositions de l'article 156-II du C.G.I., doit être déterminée en tenant compte du fait que la pièce peut être utilisée à des fins autres que professionnelles et du rapport entre la superficie de la pièce et celle de l'immeuble (arrêt du Conseil d'État n° 17434 du 16 juin 1982).

· Auteurs et compositeurs. - Lorsqu'un contri-busble perçoit à la lois des salaires et des droits d'auteur assimilés à des salaires, il ne peut demander la déduction de ses frais réels pour les droits d'auteur s'îl a opté pour la déduction forfaitaire de 10 % en ce qui concerne son activité salariée (arrêt du Conseil d'Etat nº 16601 du 30 septembre 1981).

 Voyageurs représentants de commerce. – Les dépenses occasionnées par les relations avec la clientèle (correspondances, invitations, cadeaux...) peuvem être évaluées, en cas d'impossibilité de fournir les justificatifs, à 2 % des commissions avec un maximum lorfaitaire de 3 500 F (BODGI 5-F-19-86 du 26/8/1986).

D. – DÉDUCTIONS SUPPLÉMENTAIRES.

L'exercice de certaines professions ouvre droit à une déduction supplémentaire pour frais. Yous devez indiquer le montant de votre revenu qui y correspond. ninsi que le taux admis pour en permettre le calcui (vous devez ajonter vos indomnités de frais à votre selaire). Cette déduction est limitée à 50 000 F.

Une déduction supplémentaire de 25 % est accordée aux écrivains et compositeurs pour les droits d'auteur intégralement déclarés par des tiers et soumis au régime l'iscal des salaires. Elle est limitée à 50 000 F (si vous percevez d'antres salaires ouvrant droit également à une déduction supplémentaire, joignez, pour per-mettre le calcul des pisionds de déduction, ane note intitulée « Droit d'anteur » Déduction supplémen-taire » : indiquez, per taux de déduction, le détail et la nature des sommes bénéficiant des déductions).

E. -- PENSIONS. RETRAITES ET RENTES VIAGERES A TITRE GRATUIT.

Il faut entendre per rentet viagères à titre gratuit celles dont le paiement n'est pas effectué en contrenation d'un bien meuble ou immeuble,

Principales exosérations.

Sont exemérées de l'impôt sur le revenu : l'allocation aux vienx travailleurs versée per les caisses de Sécurité sociale, l'allocation aux adultes handicapés, l'allocation aupplémentaire allouée par le Ponds national de solidarité, la pension versée sux victimes militaires ou civiles de la guerre, les rentes viagères servies à titre de dommages-intérêts en vertu d'une condamnation judiciaire pour la réparation d'un préjudice corporel entrainent une incapacité permanente totale, les pensions et les rentes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, la pension alimentaire versée, pour un ascepdant disposant de faibles ressources, directement à une

maison de retraite ou à un établissement hospitalier. ● Doivest être déclarées sous cette rubrique :

- les pensions de vieillesse et de retraite servies par régime général de la Sécurité sociale on les autres régimes, par les régimes complémentaires de retraite et de prévoyance, pensions des fonctionnaires civils et

- les pensions d'invalidité (sauf : les pensions d'assurance-invalidité dont le montant n'excède pas l'allocation aux vieux travailleurs et si les ressources de l'intéressé ne dépassent pas le plafond prévu pour l'attribution de cette allocation; les pensions allouées en vertu du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre) ;

- les pensions alimentaires ou assimilées (rentes versées en cas de divorce) servies en exécution des obligations résultant des dispositions du code civil ;

A STATE OF THE STA

The second second

ではかれている。

THE MENT SHAPE THE PARTY

the state of the s

and the property of the property of

The second section with the second

The same of the same of

The same of the sa And the second

BALL SANGE

Proper of Contract

The second second

- l'allocation de garantie de ressources servie aux travailleurs en préretraite, ou à ceux qui cessent volon-tairement leur activité professionnelle dans les condi-tions prévues par l'accord interprofessionnel du 13 juin 1977; les allocations servies en vertu de conventions du Fonds national de l'emploi après l'âge de 60 aus ;

 les rentes constituées à titre gramit dont le régime d'imposition est identique à celui des pensions. Le plafond maximum de l'abattement de 10 % dont ent les pensions et rentes a été porté à 25000 F mais s'apprécie par foyer. En revanche, l'abattement minimum reste fixé à 1 800 F par bénéficiaire. Lorsque le plafond doit jouer (foyer percevant des pensions dont le montant est supérieur à 250 000 F), il est, pour le calcul de l'abattement de 20 % (cf.§ F. ci-après), réparti au prorata des pensions de chacun.

REMARQUE. - Rachats de cotisations de retraite joignez dans tous les cas une note justificative à votre éclaration) : ils sont déductibles des salaires ou, le cas échéant, des pensions de la personne qui a personnelle-ment effectué les rachats.

Prix de revient kilométrique (1986, frais de parage evolve

Le tarif à retenir est celui du kilométrage qui se rapproche le plus de la distance		Kilom átrage pro	fessionnei type	•		
professionnalle percourue annuellement	· 6 00	O km	10 000 km			
Puissance des véhicules	Viio	Rouse	Ville	Route		
	F	F	F			
3 CV	1,52	1.50	. 1.05			
4 CV	1.76	1.74	1,19	1,02		
6 CV	2.04	2.02	1,34	1.16		
6 CV	2.09	2.06	1,39	1.31		
7 CV	2.18	2.14		1,36		
8 CV	2,41	2.35	1,46	1,42		
9 CV	2,46	2.40	1,60	1,55		
0 CV	2,63	2.55	1,66	1,60		
1 CV	2,6B	2.60	1,78	1.70		
2 CV	2.89	2,80	1,83	1,74		
	2,95		1,97	1.88		
3 CV et au-classus	£10-1	2.85	2,02	1,92		

SALAIRES ET PENSIONS. Cet abattement ne s'applique qu'à la fraction des salaires et pensions nets de chaque bénéficiaire n'excédant pas 536 000 F. Il est donc limité à 107 200 F.

Son taux est ramené à 10 % pour la fraction comprise entre 250000 F et 536000 F des salaires nets versés à des dirigeams par des sociétés dans lesquelles ils contrôlent plus de 35 % des droits sociaux (le Conseil d'Etat à jugé que pour le décourant de conseil d'Etat à jugé que pour le décourant de conseil d'Etat à jugé que pour le décourant de conseil d'Etat à jugé que pour le décourant de conseil d'Etat à jugé que pour le décourant de conseil d'Etat à jugé que pour le décourant de conseil d'Etat à jugé que pour le décourant de conseil d'Etat à jugé que pour le décourant de conseil d'Etat à jugé que pour le décourant de conseil d'Etat à jugé que pour le décourant de conseil d'Etat à jugé que le conseil de la conseil d'Etat à jugé que la conseil de la cons Conseil d'Etat a jugé que, pour le décompte de ce taux, il fallait exclure les droits détenus par les membres du foyer; arrêt du 29 juillet 1983, Req. n 35536).

NOUVEAU. - Cette limite de 250 000 F s'applique désormais à l'ensemble des rémuné-rations en cause et non plus à leur montant

G. - RENTES VIAGÈRES A TITRE ONE-REUX (en contrepartie de l'aliénation d'un capital ou d'un bien meuble on immeuble). Utilisez une colonne pour chaque rente et inscrivez le montant brut annuel de vos rentes et l'âge que vous aviez au moment de l'entrée en jouissance. Désormais, le taux d'imposition sera calculé par l'ordinateur. Ce taux est le suivant : moins de 50 ans : 70 %; 50 à 59 ans : 50 %; 60 à 69 ans : 40 %; plus de 69 ans :

30 %. Si vous percevez une rente viagère en vertu d'une clause de réversibilité, inscrivez l'âge que vous aviez au moment du décès du précédent bénéficiaire. Si elle a été initialement constituée au profit d'un ménage, c'est l'âge du conjoint le plus âgé au moment de l'entrée en jouissance qui peut être retenu.

- REVENUS PERÇUS DANS LE CADRE DE CONVENTIONS INTERNATIONALES on par des fonctionnaires internationaux on par des salariés envoyés à l'étranger par leur employeur et fiscalement domiciliés en France.

Si vous êtes dans un des cas prévus pour bénéficier de l'exonération des revenus etrangers. déclarez ligne YA de la rubrique l ces revenus exonérés mais qui doivent être pris en compte pour le calcul du « taux effectif » d'imposition applicable à vos autres revenus normalement imposables (excluez toutefois de ce mon-tant les indemnités d'expatriation). Joignez à votre déclaration une note dans laquelle vous justifiez de l'exonération de ces salaires et dont vons donnez le détail. Si vous avez reçu une déclaration simplifiée, vous trouverez la rubrique en cause page 11 de votre notice (à joindre à la déclaration).

En ce qui concerne le détachement à l'étranger plus de 183 jours pour l'installation d'ensembles indus-triels », l'administration a admis que cette expression désignait les chantiers de tous travaux publics (RM Vadepied, J.O. du 5 novembre 1984, p. 4869).

Sort des déficits fonciers.

1) En principe, ils ne peuvent s'imputer que sur d'autres revenus fonciers réalisés la même année, ou les cinq années suivantes s'il s'agit d'immeubles urbains, ou les neuf années suivantes pour des propriétés rurales.

2) Exceptionnellement des déficits fonciers peuvent être admis en déduction des autres revenus (ils doivent alors être détaillés sur la page 4 de l'annexe nº 2044); c'est le cas des déficits:

provenant d'immeubles classés monuments historiques (les loyers sont inscrits page 4 de l'annexe);

- subis par les nus-propriétaires tenus d'effectuer les travaux de grosses réparations (art. 605 du code civil) ou résultant de travaux exécutés dans le cadre d'une opération groupée de restauration immobilière (et non pas d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat ; les travaux réalisés par un seul propriétaire agissant isolément ne sont pas imputables sur le revenu global mais doivent être déduits page 2 de l'annexe: arrêt du Conseil d'Etat du 22 juin 1983).

3) En pratique, pour les déficits subis en 1986, il rous suffit de les reporter sur la ligne B de la rubrique

« Revenus fonciers » de la déclaration nº 2042 (ou du feuillet A » si vous avez reçu la déclaration simplifiée) ou sur la ligne N dans les cas exceptionnels visés ci-dessus. L'administration fera les calculs.

Si des déficits des années antérieures n'ont pu encore être imputés, vous les mentionnerez sur la ligne D de la rubrique REVENUS FONCIERS ou, s'il s'agissait des déficits exceptionnels cités ci-dessus (immenbles historiques...), à la rubrique « DÉFICITS GLOBAUX », rubrique 6, ligne Y.

 NOUVEAU. – Si vous avez demandé à bénéficier en 1985 ou 1986 d'une réduction d'impôt pour la construction on l'acquisition d'un logement neuf situé en France, vous vous êtes engagé(e) à le louer non meublé à usage d'habitation principale pendant une durée de neuf ans (achat avant le 1/6/86) ou six ans (achat à partir du 1/6/86). Vous devez alors inscrire sur l'annexe n° 2044 les nom et prénom du ou des locataires. D'autre part, pour un achat ou une construction d'un logement neuf réalisé à partir du 1/6/86, vous bénéficiez pour les loyers des 10 premières années de location d'une déduction l'orfaitaire au tanz de 35 % au lieu de 15 %.

2. – Revenus des valeurs et capitaux mobiliers

(Quel que soit leur pays d'origine : France ou étranger)

• NOUVEAU. - Les abattements de 5000 F sur les revenus d'obligations et de 3000 F sur les revenus d'actions ont été fusionnés en un abattement global de 5000 F, porté à 8000 F si vous avez plus de soixante-cinq ans ou à 10 000 F si vous êtes mariés.

a) Revenus de créances, dépôts, cautionnements et comptes courants (ligne A).

 Doivent être déclarés sous cette rubrique, pour leur montant brut et lorsqu'ils ne sont pas inclus dans les recettes provenant d'une entreprise industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, les produits :

 des créances hypothécaires, privilégiées et chirographaires, à l'exclusion de celles représentées par des obligations et des effets publics (qui doivent être déciarés à la ligne F) ;

- des MATIF autres qu'obligataires et des titres de créances négociables (nouveaux produits financiers prévus par la loi du 14 décembre 1985) ; en cas de perte sur ces titres, elle ne doit pes être déduite cette année mais sur des profits éventuels déclarés l'an prochain (mentionnez cette perte sur une note ennexe) :

des dépôts de sommes d'argent à vue ou à échéance

fixe ; — des osztionnements en numéraire ;

- des comptes courants ; des clauses d'indexation afférentes aux sommes

mises ou laissées à la disposition des sociétés par leurs associés ;

 des bons de capitalisation d'une durée inférieure à ex ans, sauf option pour le prélèvement libératoire. Pour les bons de caisse, il faut ajonter an produit perça le montant du crédit d'impôt, ce dernier étant par ailleurs porté ligne M.

Sont exonérés d'impôt les intérêts du livret A de crisse d'épargne, du livret bleu d'une saisse de crédit mutuel, du compte épargne-logement (ou un plan), du livret d'épargne du travailleur manuel, du CODEVI ou de livret d'épargne d'entreprise.

REMARQUE. - Les avances, prêts ou acomptes rocus en tant qu'associó de société de capitanz, c'est-àdire les sommes mises à le disposition des associés et qui, sauf preuve contraire, sont considérées comme des

revenus distribués, doivent être inscrits ligne J. b) Revenus de valeurs mobilières (figues D. F. Heth

● li s'agit :

des intérêts, arrérages et produits de toute nature des obligations, effets publics et autres titres d'emprunts négociables;

- des revenus des actions et parts sociales distribués par des personnes morales soumises ou non à l'impôt sur les sociétés, à l'exception des sommes distribuées sux associés en nom.

leur notice, pour déclarer ces revenus.

Les revenos suivants sont exonérés :

- les intérêts de l'emprunt 4,5 % de 1973 ; - les produits des parts des nouveaux fonds com-muns de placements à risque, sous certaines conditions ; - les produits des titres déposés sur les engagements d'épargne à long terme.

Déclarez ligne J les intérêts de l'emprunt 7 %

 En dehors des jetons de présence et des distribu-tions n'ayant pas le caractère de dividendes, les revenus des valeurs mobilières peuvent avoir supporté soit une retenue à la source (obligations, titres d'emprants), soit l'impôt sur les sociétés ou le précompte en tenant lieu, soit un impôt étranger éventuellement imputable en France. Tout ou partie de cette retenue ou de cet impôt constitue un crédit d'impôt (valeurs à revenu fixe ou valeurs étrangères) ou un avoir fiscal (50 % des divi-dendes nets des actions françaises).

· Pour déclarer ces revenus, conformez-vous aux indications ligurant sur les justificatifs qui vous sont remis par les établissements payeurs et qui doivont, obligatoirement, être joints à votre déclaration : la somme à déclarer comprend le revenu net perçu auquel s'ajoute le montant du crédit d'impôt ou de l'avoir fiscal. Le montant de l'avoir fiscal, arrondi au franc supérieur, doit être déclare ligne M : il sera déduit du mon-tant brut de l'impôt et, s'il est supérieur à ce demier, restitué. Ne déclarez pas le crédit d'impôt se rapportant à des revenus mobiliers exonérés, il n'est pas déducti-

· L'abattement mentionné plus haut vous est accordé automatiquement. Vous ne devez pas le

Il est désormais accordé quel que soit votre revenu net ; il pent être cumulé avec la détaxation « Monory». Un abattement supplémentaire de 1 000 F est accordé pour les intérêts de l'emprunt d'Etat 8,80 % de 1977 (ligne D).

· Vous pouvez déduire, ligne L, les frais de garde de vos valeurs à condition qu'ils correspondent à des revenus exclusivement déclarés § 2.

 NOUVEAU. - Si vous êtes mariés ou si vous avez plus de notrante-ciaq ans et si vous aviez opté pour le prélèvement libératoire sur vos revenus d'obliga-tions an-delà des 5000 premiers francs, alors que cette option vous a été défavorable compte tenn du nouvel abattement de 10 000 F ou 8 000 F, l'admi-mistration a prévu une possibilité de restitution du trop versé. Déclarez alors ligne P le montant des revenus d'obligations que vous avez soumis au prêlèvement libératoire (il figure sur le justificatif de la

revenus de valeurs et capitaux mobiliers déclarés au § 2 supportant un impôt complémentaire de 1 %.

4. – Revenus des professions non salariées

 NOUVEAU. — Si vous relevez du régime du bénéfice réel ou de la déclaration contrôlée. reportez vos résultats et plus-values éventuelles à la rubrique 4 en distinguant selon qu'ils provienla rubrique 4 en distinguant selou qu'ils provien-nent ou non d'une activité relevant d'un centre on d'une association agréés.

a) BÉNÉFICES AGRICOLES

Est exploitant agricole tout contribuable (propriétaire exploitant, métayer ou fermier) qui tire un revenu régulier de la vente des produits qu'il récolte (même s'il exerce une autre activité). Il en est de même si vous êtes membre d'une société de personnes ayant pour objet l'exploitation d'une propriété agricole ou fores-

tière, d'un GAEC ou d'un groupement forestier. Régime du forfait. Vous devez souscrire une déclaration spéciale n° 2342 avant le 1° avril. Si vous n'avez pas d'antre revenu, vous disposez pour souscrire votre déclaration d'ensemble d'un délai allant jusqu'au dernier jour du mois suivant celui de la publication des bénéfices forfai-

taires an Journal officiel. Mais si vous avez d'autres revenus, vous êtes tenu de souscrire la déclaration générale des revenus dans le délai normal, en inscrivant une croix dans la case de la ligns E, F ou G, colonne J (forfait non encore fixé).

Si vous avez une activité de tourisme à la ferme ou si vous effectuez des travaux forestiers pour des tiers, et de leur habitation principale sont exonérées pour les produits de cette location, à la double condition que les pièces louées constituent, pour le locataire, sa résidence principale et que le prix de location demeure fixé dans des limites raisonnables (2,5 fois la valeur locative pour les logements soumis à la législation sur les loyers). Les locations de chambres d'hôtes n'excédant pas 5 000 F par an sont également exonérées.

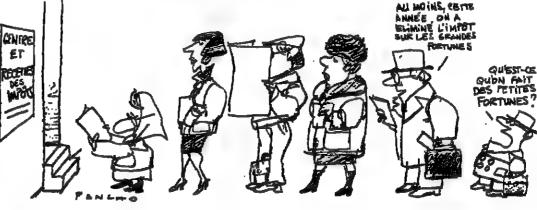
Régime du forfait.

C'est le régime normal des petites entreprises dont le chiffre d'affaires n'excède pas 500 000 F (150 000 F pour un prestataire de services). Il faut alors déposer une déclaration spéciale nº 951 M au plus tard le 16 février. Si votre bénéfice forfaitaire a déjà été fixé pour 1986, vous devez reporter le chiffre sur la déclaration des revenus, colonne K (dans ce cas, la déclara-tion 951 M peut être déposée jusqu'au 30 avril) ; si le bénéfice de 1986 doit être fixe en 1987, il convient de cocher la case correspondante de cette colonne.

Régime simplifié d'imposition des petites et moyennes entreprises.

La loi a relevé à 3 millions (900 000 F pour les prestataires de services) la limite d'application de ce régime (dont peuvent également bénéficier, sur option, les forfaitaires).

Vous devez établir la déclaration de vos résultats sur le formulaire 2033 et reporter le bénéfice (ou le



si vos recettes correspondantes n'excèdent pas déficit) sur la déclaration des revenus. L'an deraier, le 80 000 F, vous pouvez inscrire le montant brut de ces recettes commerciales accessoires colonne P du § A : dans ce cas, un abattement de 50 % vous sera automatiquement accordé.

REMARQUE. - Les revenus accessoires (location du droit d'affichage, de chasse, d'exploitation de car-rières, redevances tréfoncières...) perçus par les pro-priétaires exploitants agricoles sont des revenus fonciers (déclaration nº 2044), sauf lorsque les terres sont inscrites à l'actif d'une exploitation soumise au régime du bénéfice réel. Dans ce dernier cas, ces produits sont imposables dans la catégorie des bénéfices agricoles.

Régime du bénéfice réel simplifié.

Ce régime est applicable soit sur option, soit obligatoirement lorsque les recettes de l'exploitation sont comprises entre 500 000 F et 1.8 million de francs pendant deux années consécutives (1984 et 1985). Pour l'appréciation de ces limites, les recettes d'élevage ou de culture portant sur des animaux ou des produits appartenant à des tiers sont multipliées par cinq.

Vous devez alors souscrire la déclaration spéciale nº 2 139, un bilan simplifié nº 2139 A et la déclaration d'ensemble des revenus avant le 1º mars si l'exercice ne coïncide pas avec l'année civile, le 1" avril dans le cas contraire (sauf report exceptionnel de délai).

Régime du bénéfice réel normal.

Si la moyenne de vos recettes de 1984 et 1985 excède 1,8 million de francs, vous êtes de plein droit sous ce régime. Vous pouvez également opter pour ce régime si vos recettes sont comprises entre 500 000 F et 1.8 million de francs. Dans ce cas, vous devrez dépose la déclaration spéciale nº 2 143 et la déclaration des revenus avant le 1 mars si l'exercice comptable ne coïncide pas avec l'année civile, avant le 1 avril dans le cas contraire (sauf report exceptionnel de délai).

Déduction des déficits.

Ils ne peuvent donner lieu à imputation sur le revenu global lorsque le revenu net d'autres sources

dont dispose le contribuable excède 40 000 F. b) BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

En dehors des personnes qui exercent leur activité à titre professionnel, soit personnellement, soit comme associé d'une société de personnes, des particuliers peu-vent être imposables dans cette catégorie de revenus lorsqu'ils réalisent certaines opérations :

- achats et reventes d'immeubles soit à titre d'intermédiaire, soit à titre personnel mais habituel; - location d'établissements industriels ou commer-

cianx munis du matériel ou du mobilier nécessaires à leur exploitation;

- location en meublé : toutefois, les personnes qui louent ou sous-louent en meublé une ou plusieurs pièces délai de déclaration était fixé au 30 avril.

• Régime du bénéfice réal pour les entreprises les plus importantes.

Vous devez établir la déclaration de résultats nº 2 033 et les tableaux comptables annexes ; l'an der-nier, le délai de déclaration était fixé au 30 avril.

Les résultats sont reportés sur la déclaration

Les entreprises créées en 1986 soumises de plein droit ou sur option à un régime réel d'imposition sont exonérées, dans certaines conditions d'investissements, d'impôt sur le revenu à raison des bénéfices qu'elles réa lisent pendant les trente-cinq mois qui suivent calui de leur création. Les bénéfices réalisés les vingt-quatre mois suivants ne sont retenus dans les bases de l'impôt que pour la moitié de leur montant.

Loueurs en meublés non professionnels.

Si le montant total des loyers que vous avez perçus en 1986 n'excède pas 21 000 F (DOM sauf Guyane, 30 000 F), vous pouvez vous dispenser de la déclaration nº 951. Joignez simplement à votre déclaration une note donnant le montant et le lieu de vos locations et portez, colonne M du § A le montant brut des recettes. L'abat-tement de 50 % avec minimum de 1 500 F sera calculé per l'ordinateur.

ATTENTION! — Si vous avez opté pour un régime de bénéfice réel, vous se pouvez déduire vos déficits éventuels que des bénéfices retirés de l'activité de location (portez vos résultats ligne UL du § D s'il s'agit d'un bénéfice, ligne VL s'il s'agit d'un déficit).

o Profits de construction.

Ils doivent être reportés, s'ils sont réalisés à titre habituel et si vous n'avez pas opté pour le caractère libératoire du prélèvement de 51 %, ligne UN de la rubrique 4 de la déclaration. Le montant du prélèvement non libératoire doit être inscrit à la rubrique 8,

Si vons avez opté pour le prélèvement libératoire vous devez joindre votre demande à votre déclaration

e) REVENUS NON COMMERCIAUX

● Déclaration contrôlée (nº 2035). Ce régime est obligatoire pour les titulaires de charges et offices et pour les personnes ayant réalisé en 1986 plus de 175 000 F de recettes brutes (non compris les gains exceptionnels et les honoraires rétrocédés déductibles). Toutefois, les contribuables dont les recettes ont pour la première sois dépassé la limite de 175 000 F en 1986 sont autorisés à demeurer soumis au régime de l'évaluation administrative pour la fixation du bénéfice de cette année. Les adhérents des associations agréées et les associés d'une société civile de moyens ont en principe jusqu'au 1 avril pour déposer la déclaration 2035.

(Lire la suite page 32.)

3. - Revenus fonciers

Les contribuables qui perçoivent les revenus ou plus-values

énumérés ci-après ont dû en principe recevoir une déclaration

normale. Ceux qui auraient reçu un formulaire simplifié et qui seraient

néanmoins concernés utiliseront le « feuillet A », à la demière page de

e Ne sont à déclarer ici que les revenus des immeubles bâtis ou non bâtis donnés en location et les revenus des immeubles dont le contribuable se réserve la jouissance, mais qui ne sont pas affectés à l'habita-tion (terrains non cultivés réservés à la chasse...), ainsi que les revenus accessoires qui ont leur origine dans le droit de propriété ou d'asufruit (droit d'affichage, droit de chasse...) et qui proviennent de propriétés dont vous vous réservez la jouissance on que vous donnez en location. Il en est ainsi par exemple des sommes perçues en contrepartie de la location, à un particulier ou à une société, de panneaux ou d'emplacements publicitaires situés sur un terrain ou une maison vous appartenant.

ATTENTION! - Les entreprises on les profes-sionnels de la publicité déclarent à l'administration fiscale les sommes versées au titre du droit d'affichage.

 Les dépôts de garantie sont déclarés, le cas échéant, au départ du locataire. (Conseil d'État, 8 mai : 1981, requete nº 19 171.) · Si vous louez un appartement menblé ou des

locaux nus mais à une personne ou à une société de ges-

tion qui les destine à la location meublée et si la location présente un caractère commercial en raison des modalités du bail, reportez-vous au § b « Loueurs en meublé non professionnels » du chapitre 4.

 Vons devez joindre à votre déclaration l'annexe blene nº 2044. Si vons ne l'avez pas reçue, demandez-la à votre centre des impôts (ou dans certaines mairies), ainsi que la notice explicative dans laquelle vous troi verez notamment la liste des travaux déductibles (répaes, entretica, amélioration de l'habitation chanflage, sanitaire..., à l'exclusion des travaux de construction ou d'agrandissement, — travaux sur des

 Travaux effectués par le locataire : constitue un revenu foncier l'avantage procuré au bailleur par des travanx de construction, reconstruction on aménacement qui, en exécution d'une clause du bail, lui reviennent sans contrepartie; cet avantage doit être déclaré l'année d'expiration du bail, alors même que celui-ci ferait l'objet d'une tacite reconduction (arrêts du Conseil d'Etat nº 12 865 et 24 983 du 10 juillet 1981).

· Copropriétaires : pour être déductibles, les provisions pour travaux avancées au syndic doivent avoir été reversées en 1986 par ce dernier aux entrepreneurs (conservez l'attestation du syndic).

صكدا من الأصل

88 ıg. · le ies

PRE

iez

NA STATE · 电电影 APPENDING TO A PROPERTY OF THE PARTY OF THE the section of the section

gita in anari N

THE RESERVE TO SERVE ENGLISH CHECKER STORY

A STATE OF THE STA

The second

THE PLANT OF THE PARTY OF THE P

Se de l'apprendient l'apprendi

The state of the s

British State of the State of t

Mark Andrews of Control of Contro

METAL CHOICE TO THE

(BEBANTHONN N. FOLDON

Commence of the second second

Marie San September 1997

Land to seem and the seem of t

Miles Service States and the service of the service

And the second s

Constitution of the second section of the section of the section of the second section of the section of the

「機構で変化」という。 ・ September 2000 England (1995) (19

Market of the total state of the total

William Street Street Street

The property of the property o

PRIME SERVICE TO THE TANK OF THE PRIME

CHENNESS ELECTION EL

MEASTERN A TOTAL COLLEGE

With the second section of the second

Principalità escape per page

Since compared the first the same

MARKE THE RESERVE THE STREET STREET STREET

ade. Pallacaran e en carte e arange

Beginning to the control of the last

THE SECRETARY SECTION AND THE PROPERTY.

ME REMETER AND FORMAL AND A STORY

Property of the second of the

Manufacture Services and Control of the Services and Contr

in difficulty specified and the second

apple de anythe or to be a to be retained.

A Defense file for a set ber mit.

er (New yor Special Control of the Control

the fact the fact of the second of the second

Market Miller Control of the Control

production was the state of the state

Applicable from the first the first terms of the fi

Butter the state of the state of

※ 無機がない。 カートラッカ

₹ 1 20 + 1 20

AND INVESTIGATION TO THE TOTAL TO THE TOTAL TO

The specificated were produced to the first of the

Market and Market and a second of the

or Representation of

William were the second

Marie Carlo

* 1 187

THE PARTY OF THE PARTY OF

Hershaller at the same

September 18.

e garrana in the

gradient with the second of the

m The Thirties - Pill

THE REPORT OF THE PARTY OF THE

解注意 (1.86) (1.55) Separational sales of

MARK WAS PROPERTIES. The second secon

diamet it is a grant of the

West and the state of the

Marie and State of the second

The street

. - 13

(Suite de la page 31.)

e Evaluation administrative (nº 2037). Ce régime est applicable aux personnes non soumises obligatoirement (ou qui n'ont pas opté) au régime de la déclara-

REMARQUES:

1) Il est possible de déduire immédiatement (au lieu de la seule annuité d'amortissement): - les matériels et outillages d'une valeur unitaire

hors taxes n'excédant pas 1 500 F; - les matériels de bureau d'une valeur unitaire hors taxes ne dépassant pas 300 F.

2) Les contribuables imposés dans cette catégorie (quel que soit le régime) peuvent déterminer leurs frais professionnels d'automobile par application du barème forfaitaire publié pour les salariés (voir chapitre 1 . Traitements et salaires .). Il s'agit, bien entendu, d'une simple option, les intéressés conservant la possibilité de se conformer aux règles habituelles.

a Revenus non commerciaux accessoires. - Si vous avez des revenus non commerciaux accessoires n'excédant pas, remboursement de frais compris, 21 000 F et intégralement déclares par des tiers (partie versante), vous pouvez les porter directement à la colonne N du § A - Régime du fortait ». Il convient de les inscrire pour leur montant brut : l'abattement de 25 % avec un minimum de 2000 F sera calculé par l'ordinateur.

 NOUVEAU (prix littéraires). — ils sont désormais exonèrés s'ils récompensent un ouvrage ou l'ensemble d'une ceuvre à caractère littéraire, scientifique ou artistique, s'ils sout décernés par un jury indépendant et sont institués depuis au moins trois ans.

 Activités lucratives non professionnelles dont les déficits ne sont déductibles que des revenus de la même activité (droits d'auteur, certains produits d'inventeur, gains de professionnels des jeux et courses, des propriétaires de chevaux de course) : déclarez les résultats obtenus ligne UM du § D. ou ligne VM s'il s'agit d'un

CAS PARTICULIERS:

Ont le caractère de revenus pon commerciaux :

- les profits réalisés par les peintres et sculpteurs : - les revenus des photographes de mode non journalistes :

 les droits d'auteur, même intégralement déclarés par les tiers, lorsque l'écrivain, ou le compositeur, opte pour le régime des revenus non commerciaux :

- les produits perçus par les héritiers des écrivains et compositeurs : - les produits perçus par les inventeurs : en principe, les produits provenant de la cession de brevets ou concession de licences exclusives d'exploitation sont imposables au taux proportionnel de 16 % (11 % si l'activité d'invention est exercée à titre principal, les

déficits subis par les inventeurs ne peuvent être déduits que des produits de même nature réalisés la même année ou les cinq années suivantes. Ils doivent être inscrits ligne VM. L'inventeur doit attendre la réalisation de bénéfices pour imputer les déficits antérieurs. Toutefois, lorsqu'un inventeur expose des frais pour prendre un brevet ou en assurer la maintenance sans percevoir nroduits imposables, ou lorsou'il perce duits inférieurs à ces frais, le déficit correspondant est déductible du revenu global de l'année de la prise du brevet et des neuf années suivantes ; l'année de sa réalisation, ce déficit est reporté colonne W du § C. Joignez alors à votre déclaration une note dans laquelle vous justifiez bénéficier de ce régime spécial d'imputation REMARQUE. - Le régime de taxation atténuée

des plus-values à long terme est étendu :

- aux concessions de licences non exclusives d'exploitation de brevets, procédés ou techniques de fabrication et de certificats d'obtention de variétés

- aux redevances perçues, par un inventeur, d'une entreprise concessionnaire qu'il a créée à compter du le janvier 1984 pour l'exploitation de ses droits.

d) ADHÉRENTS DES CENTRES DE GESTION OU ASSOCIATIONS AGRÉÉS.

NOUVEAU. – Vous n'avez plus à calculer l'abat-tement anquel vous avez droit. Ne le déduisez pas, l'administration le calculera désormais automati-

L'associé unique d'une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (nouveau type de société défini par la loi du 11 juillet 1985) peut adhérer à un centre

Les adhérents des centres de gestion agréés, placés de plein droit ou sur option sous un régime réel d'imposition, bénéficient d'un abattement de 20 % de leur bénéfice imposable pour la fraction n'excédant pas 250 000 F et de 10 % au-delà de cette limite jusqu'à 536 000 F. Pour bénéficier de cet avantage, l'adhésion au centre ou à l'association doit être antérieure au le avril 1986.

REMARQUES:

· Plus-values de cession d'éléments d'actif par un exploitant au forfait ou à l'évaluation administrative. Si vous ne remplissez pas les conditions pour que vos plus-values professionnelles soient exonérées (voir § e) joignez une note annexe à votre déclaration spéciale saisant apparaître le détail des plus-values. Celles qui sont réalisées à court terme seront ajoutées au bénéfice. Les plus-values à long terme doivent être portées au § B. lignes L à R dans la colonne correspondant au taux d'imposition.

· Déduction du salaire du conjoint participant effectivement à l'exploitation. — Ce salaire peut être déduit des résultats professionnels dans la limite de 53 800 F (douze fois le SMIC mensuel pour un travail effectif pendant l'année 1986 entière) si vous êtes adhérent d'un centre de gestion ou association agréés (cette limite demeure à 17 000 F si vous n'êtes pas adhérent).



e) PLUS-VALUES PROFESSIONNELLES.

san, agriculteur ou inventeur et que votre chiffre d'affaires dépasse la limite du forfait, les plus-values à court terme que vous avez réalisées doivent être incluses dans le revenu courant, tandis que les plusvalues à long terme sont inscrites au § B de la rubrique 4 de la déclaration (taux 16 % ou 26 %).

Si vous exercez une profession libérale et si vos recettes dépassent 175 000 F, le régime est le même, excepté que le taux relatif à vos plus-values à long terme est égal à 11 %.

• 2. - Si vous êtes depuis au moins cinq ans commercant, artisan, asriculteur ou membre d'une profession libérale et que vos recettes n'excèdent pas la limite du forfait ou de l'évaluation administrative, vos plus-

values professionnelles sont exonérées sauf pour : - les plus-values de cession de terrains à bâtir : - les plus-values de cession d'immeubles loués

meublés si vous n'êtes pas inscrit au registre du commerce ou si, y étant inscrit, votre activité de loueur en meublé représents moins de 50 % de votre revenu global et moins de 150000 F de

Si l'activité est exercée depuis moins de cinq ans, vous relevez du régime décrit au § 1 ci-dessus, sauf pour la vente de terres agricoles ou forestières qui suivent les règles des plus-values particulières décrites général des plus-values des particuliers (prise en compte de l'érosion monétaire, inclusion de la plus-value dans les bases de l'impôt sur le revenu). Le service des impôts dont vous relevez vous a alors notifié son acceptation. Vous devez done maintenant remplir la déclaration nº 2049.

Gains de cession de valeurs mobilières et MATIF obligataires

 Pour les gains de cession de valeurs mobilières, vous ne devez souscrire une déclaration n° 2074 que si vous avez effectué, directement ou par personne interposée, pour un montant excédant 272 000 F:

- des opérations de Bourse au comptant ou sur le marché à terme ;

- des cessions de gré à gré, à titre onèreux, de valeurs mobilières cotées ou négociées sur le marché hors cote, de droits portant sur ces valeurs ainsi que de titres représentatifs de telles valeurs (actions de SICAV, parts de fonds communs de placement quel que soit le nombre de porteurs de parts).

Les plus-values sont imposées au taux de 16 %. En cas d'intervention d'un événement exceptionnel dans la situation personnelle, familiale ou professionnelle du contribuable, la limite de 272 000 F s'apprécie par référence à la moyenne des cessions de l'année 1986 et des années 1985 et 1984.

Sont considérés comme événements exceptionnels : le licenciement, la mise à la retraité, la surve-nance d'une invalidité, le décès du conjoint du contri-buable, le divorce ou la séparation de corps, le règlement judiciaire ou la liquidation des biens, la survenance de tout autre événement exceptionnel (cataclysme naturel, par exemple).

Si vous êtes susceptible de bénéficier de cette disposition et consécutivement de l'exonération des gains réalisés sur les cessions de l'année 1986 bien que ces der-nières excèdent 272 000 F, vons devez joindre à votre déclaration nº 2042 une note indiquant le montant des cessions réalisées en 1984, 1985 et 1986 ainsi que la nature et la date de l'événement exceptionnel qui motive la référence aux cessions des trois années.

REMARQUE IMPORTANTE. - Lorsque tous les titres que vous possédez ainsi que les membres de votre soyer fiscal sont réunis en un seul compte déposé chez un intermédiaire et lorsque celui-ci détermine luimême le montant des gains réalisés, vous pouvez vous dispenser de remplir une déclaration n° 2074 : le gain net doit être reporté directement au § 5 de la déclaration nº 2042 (ou du « feuillet A » si vous avez reçu un formulaire simplifié) à laquelle devra être joint le document fourni par l'intermédiaire. Dans ce cas, l'option afférente au prix d'acquisition

des titres acquis avant le 1° janvier 1979 devra être exprimée dans une note jointe à la déclaration n° 2042, à moins que l'intermédiaire n'ait prévu de la faire figurer sur le document qu'il vous a adressé.

Si l'intermédiaire ne peut faire apparaître les pertes antérieures sur le document en cause, vous devez alors souscrire le formulaire nº 2074, afin de justifier du détail de l'imputation de ces pertes et ainsi de la diffé-rence avec le chiffre reporté sur la déclaration, rubrique 5, ligne A (N ou P).

NOUVEAU (profits sur MATIF obligataires). — Les gains réalisés sur la MATIF obligataire sont

imposables à 16 %. Ils doirent être déclarés par le formulaire n° 2074 et reportés sur la déclaration d'ensemble (on le femillet A joint à la déclaration simplifiée) ligne AN de la rubrique 5.

IV. - Plus-values de cession de droits sociaux

- Déclarez ligne B. case F. le montant imposable des plus-values réalisées lors de la cession de draits sociaux de sociétés passibles de l'impat sur les sociétés dont vous avez détenu directement ou indirectement, à un moment quelconque au cours des cinq améets précédentes, plus de 25 % des droits dans les bénéfices sociaux. En cas de demande d'échelongement ou de report d'imposition d'une plus-value réalisée lors d'un échange résultant d'une fusion ou d'une scission de sociétés, joindre une note annexe à la déclaration : l'échelonnement est effectué par cinquièmes sur l'angée de réalisation et les quatre années suivantes.

Une cession d'actions au porteur qui n'est sonnise à aucune formalité de publicité est réputée réalisée des que les parties se sont mises d'accord sur la chose et sur le priz, alors même que les titres n'ont pas été tont de suite remls au cessionnaire et que le prix n'a pas été immédiatement payé (arrêt du Conseil d'Etat nº 17953 du 10 juillet 1981).

Le taux d'imposition est de 16 %. D'autre part, les cessions à un membre de la famille sont impossibles lorsque les titres sont conservés dans la famille moins de cinq ans, c'est-à-dire lorsque le cession membre de la famille, revend les droits à un tiers.

V. - Distributions des sociétés à capital risque

 NOUVEAU, - Elles sont imposables an taux de 16 % et doivent être portées sur la ligne BL.

VI. – Levée d'option de souscription ou d'achat d'actions par les salariés

L'avantage réalisé lors de la levée d'option d'achat d'actions de leur société par les salariés est exonère. mais à condition que les intéressés conservent ces actions pendant les cinq ans qui suivent l'attribution et, en outre, pendant l'année qui suit la levée d'option. Si ces conditions ne sont pas remplies et sauf cas de mise à la retraite, invalidité, décès, licenciement, l'avantage est imposable, après abattements spécifiques aux salaires (10 % et 20 %), selon le système du quotient qui est fonction du temps écoulé entre l'option et la levée d'option, décompté en années entières (la quotient ceut donc être de 1, 1/2, 1/3 ou 1/4 : dans le premier cas, l'aventage s'ajoute purement et simple aux salaires; dans les trois autres cas, le calcul de celle qui est exposée au § I (« Exemple »). l'avantage étant divisé par 1/2, 1/3 ou 1/4, et l'impôt multiplié ensuite respectivement par 2, 3 ou 4).

UN CONSEIL - Pour fournir les justifications concernant les charges, vous trouverez un feuillet détachable dans la notice qui accompagne la déclaration. Utilisez-le en le complétant des renseignements prévus et joignez-le à votre déclaration : cala vous épargnera des notes annexes et des échanges de courrier inutiles avec votre centre des impôts.

5. – Les plus-values et gains divers

I. – Les immeubles

 Certaines ventes d'immeubles sont exouérées : - la résidence principale, pourvu que vous l'ayez occupée pendant au moins cinq ans, ou depuis la date de l'achat, ou que vous soyez contraint de la vendre pour des impératifs d'ordre familial ou professionnel cessitant un changement de résidence :

- la première cession d'un logement (qu'il s'agisse d'une résidence secondaire ou d'un immeuble donné en location) lorsque le cédant ou son conjoint n'est pas propriétaire de sa résidence principale directement ou par personne interposée et que la cession est réalisée au moins cino ans après l'acquisition ou l'achèvement. Toutefois l'exonération n'est pas applicable lorsque la cession intervient dans les deux ans de celle de la rési-dence principale. Ces délais de cinq ans et de deux ans ne sont pas exigés lorsque la vente est motivée par un impératif familial ou un changement de résidence; - les cessions inférieures à 30 000 F:

- les cessions de terrains à bâtir possédés depuis au

moins trente-deux ans ou des autres immeubles détenus depuis au moins vingt-deux ans :

- les ventes de terrains agricoles, non exploités par le propriétaire, pour un prix n'excédant pas 5 F le mêtre carré (1) F pour les cultures marsichères, fruitières et pépinières; 33 F pour les vignobles à appellation contrô-lée et cultures florales; 9 F pour les vignobles V.D.Q.S.; 6 F pour les autres vignobles);

- les expropriations consécutives à une déclaration d'utilité publique sous condition du remploi, dans les six mois, dans l'achat de biens de même nature.

 En outre, quand le total des immembles que vous ssédez vaut moins de 400 000 F (plus 100 000 F par enfant à charge à partir du troisième) les plus-va immobilières réalisées ne sont pas prises en considéra-tion. De même, sont exonérées les ventes effectuées par des retraités non imposables à l'impôt sur le revenu.

ATTENTION. - Hormis les cas ci-dessus, lorsque vous réalisez une plus-value sur la vente d'un immeuble ou d'un logement, vous devez souscrire une déclaration spéciale nº 2049 de couleur verte. Réclamez-la à votre

centre des impôts, avec la notice explicative nº 2049 bis qui vous permettra de déterminer votre plus-value, après application des coefficients d'érosion monétaire et des réductions et abattements auxquels vous avez droit lorsque vous déteniez votre bien depuis plus de deux ans (plus-value à long terme).

· La plus-value réalisée est soumise à l'impôt, mais avec application, si elle est à long terme, d'un système de quotient destiné à en atténuer la progressivité.

EXEMPLE: vous êtes mariés et avez deux enfants, votre revenu courant imposable est de 80 000 F. Vous réalisez une plus-value nette de 60 000 F (après prise en compte de l'érosion monétaire et tous abattements). Cette plus-value est divisée par cinq et ajoutée au revenu courant : 12 000 F + 80 000 F = 92 000 F

 Impôt correspondant à 92 000 F 5901 F Impôt correspondant à 80 000 F 4101 F - Impôt sur la plus-value : 1 800 × 5 9 000 F - Impôt brut total: 4101 + 9000 13101 F

II. - Les métaux et objets précieux

A. - OR ET AUTRES MÉTAUX PRÉCIEUX.

Les ventes par des particuliers sont sonmises à une taxe forfaitaire de 7 % tenant lieu d'imposition de la plus-value. Cette taxe est perçue notamment sur les ventes de lingots et de pièces. Aucune autre imposition

B. - OBJETS PRÉCIEUX (bijoux, objets d'art, de

collection ou d'antiquité). En principe, les ventes que vous avez effectuées pour un montant supérieur à 20 000 F ont été soumises à une taxe forfaitaire de 6 % s'il s'agit d'une transaction

privée et de 4 % s'il s'agit d'une vente publique. Toutefois, si vous possédiez des pièces suffisantes pour justifier de la date et du prix de l'acquisition, vous avez pu, au moment de la vente, opter pour le régime

6. - Charges à déduire du revenu

a) FRAIS DE GARDE (enfants de moins de cinq ans).

· NOUVEAU : la limite de déduction par enfant est

portée de 5 000 F à 10 000 F. La déduction est autorisée aux contribuables seuls

et aux couples mariés lorsque les deux conjoints travaillent ou ne peuvent exercer une activité en raison d'une longue maladie ou d'une infirmité. Indiquez les nom et adresse de la gardienne.

b) PENSIONS ALIMENTAIRES.

Ainsi, vous pouvez porter ligne UC:

Vous devez pouvoir justifier cette déduction. Indiquez les nom et adresse des bénéficiaires.

1) PENSION VERSÉE A UN ENFANT MAJEUR

Est admise en déduction la pension alimentaire versée à un enfant majeur, célibataire ou marié, ne disposant pas de ressources suffisantes et auquel, per consé-quent, ses parents doivent venir en aide (enfant sans emploi, étudiant de plus de 25 ans, enfant majeur non compté à charge par un parent divorcé ou séparé...).

 la pension versée à un enfant majeur célibataire : elle sera admise dans la limite de 18 570 F par enfant (indiquez le nombre dans la case prévue);

– la pension versée à un enfant majeur marié (ou chargé de famille) : la limite est de 18 570 F si les beaux-parents de votre enfant participent également à l'entretien du jeune ménage (portez alors le chiffre dans la case « nombre »); cette limite est portée à 37 140 F si vous assurez seul l'entretien du jeune couple ou de votre enfant chargé de famille : dans ce cas vous devez indiquer le chiffre 2 dans la case « nombre » et justifier que vous participez seul à l'obligation alimentaire en joignant à votre déclaration une note annexe où vous mentionnerez les nom et adresse des beaux-narents de votre enfant on de votre ex-conjoint si vous êtes

Attention, cette déduction n'est possible que si vous ne comptez pas votre enfant parmi les personnes à charge. En effet, sous certaines conditions (voir rubrique « Enfants à charge »), vous avez peut-être intérêt à opter pour le rattachement de votre enfant à votre fouer. opter pour le rattachement de votre enfant à votre foyer. Il vous ouvre droit, si tel est le cas, à une majoration de votre nombre de parts s'il est célibataire. L'option pour l'une on l'antre formule dépend de chaque situation particulière, et notamment au moutant des revenus perçus par l'enfant en dehors de la pension alimentaire et du nombre de vos enfants (souveneze situation particulière, et notamment du montant vous qu'à partir du 3 enfant vous avez droit à une part par enfant).

Si vous déduisez une pension alimentaire, celle-ci est imposable au nom de votre enfant à concurrence de ce qui est admis en déduction.

Dans le cas du rattachement, vous ne pouvez pas déduire de pension alimentaire mais vous devez ajouter à vos revenus ceux qui ont été perçus par votre enfant (s'il a travaillé) ou par le jeune couple s'il est marié.

2) AUTRES PENSIONS ALIMENTAIRES (ligne UE de la déclaration).

Sont déductibles les pensions alimentaires versées aux ascendants et descendants (sauf en ce qui concerne les enfants majeurs : voir § 1 ci-dessus) en vertu de l'obligation alimentaire édictée par le code civil (à la condition de correspondre aux besoins de celui qui reçuit et aux ressources de celui qui donne) ou versées, entre époux séparés ou divorcés, en vertu d'une décision de justice lorsque le conjoint est imposé séparément.

Les pensions versées pour l'entretien des enfants ineurs et revalorisées spontanément seion l'indice INSEE du coût de la vie sont intégralement déducti-bles si elles remplissent les conditions posées par les articles 205 et suiv. du code civil. Il en est de même des versements fixés par le juge au profit de l'ex-époux.

Si vous vous acquittez en nature de l'obligation ali-maire en recueillant sous votre toit un de vos ascendants sans ressources suffigantes, vous pouvez déduire de votre revenu, sans avoir à fournir de justification, une somme correspondant à l'évaluation des avantages. en nature retenue pour les cotisations de Sécurité sociale. En 1986, cette évaluation s'élève à 13 620 F.

Les pensions alimentaires, même en nature, doivent être déclarées par les bénéficiaires sous la rubrique « Pensions... » (lorsqu'elles ne sont pas déductibles, il est admis qu'elles ne solent pas imposables).

Rentes en capital prévues en cas de divorce.

La pension alimentaire due en cas de divorce, pour l'entretien d'un enfant mineur, peut être remplacée par le versement d'argent entre les mains d'un organisme accrédité chargé de verser à l'enfant une rente indexée. Dans ce cas, vous pouvez déduire une somme égale an momant du capital versé divisé par le nombre d'anne sa an cours desquelles la rente doit être servie.

La déduction ne peut excéder 18 000 F par an pour un même enfant, cette limitation n'étant toutefois pas

applicable pour un enfant infirme. Vous devez joindre à votre déclaration, la première fois que vous pratiquez cette déduction, une attestation de l'organisme accrédité chargé du versement de la

c) DEDUCTIONS DIVERSES.

Il s'agit des: rentes payées à titre obligatoire et gratuit et constituées avant le 2 novembre 1959;

 versements effectués pour la constitution de la retraite mutualiste des combattants et destinés à la constitution d'une ceres de la constitution d'une cere de la constitution de la co constitution d'une rente donnant lieu à majoration de

and the Hotel

. 2 in 2002 7

المنطوب مناه سيدين

-

Land Street

100000

このでき あるこ 事

The state of the state of

Land Company of

10 May 100 12

alors or in the second

The same of the same

And the second second

1 4750 THE PARTY OF THE P

The state of the s

了 八 公本語 庫 冷樂層 A SAME AND Walter Brown

The state of the s The second of th

中海 海海 海

The second second

to continue 一一 海山 東 大學 医红色性上 雪

may my



Appendix & SA 15 12 Contract to the same of the same o MANAGEMENT OF STREET OF ST Phis-values de cea de droits sociale

Chicates by the land Marian Maria A Later Comments THE PERSON OF THE PERSON THE POLICE OF THE PARTY OF THE The same of the sa The last of the la MARKET STATE

te minerim e les La Catalogue **经验证的** FOR the Indicate of a Bill and William ... STATE OF THE STATE CHEROLEGIC POLY M. OF HARMS SELL

A State of Supposed the second second PRINCE COMPANIES AND AND THE PARTY OF THE PA man a series was a consequence of the series THE SHE SELECT THE THE GOOD OF THE PARTY OF THE PA

Distributions des sociétés à capital risque A NORTH A VICTOR OF THE PARTY OF

16 4 in Submitte and produces the a final M. - Levée d'option de souscription es d'achet d'action per les salariés

L Granden and Charles Charles of the same of the sam AND THE PERSON NAMED IN THE PERSON NAMED IN Per Springer Committee Section 14 **in mornis.** Geografia **E. Sagraffagil Bas**h, 1997-1991 7 6 % C THE SHOP SHOW IN SHOP Markey Prince Mit Biber Rend etter d. R MINISTERNATION at with the A Section of the second total and the second

CONTRACTOR CONTRACTOR educate mant in notice: ers son to complement des res a movement of the second CALLEGE COUNTY STEELS

A déduire du revenu

Marie allegations in the con-

BUT ENGINEERS TO THE

Betefer differen in the

Marie Park

建设的 图 图集 2000年

AMERICAN PARTY OF THE

and products of the

[3.4K 金融資本 : 100] 美人大

MITTER TO SHIP OF STREET

The State of the S

14 14 17 18 E

1000

100

 $|x_{x,y}| \geq 1 \equiv \Delta^{\frac{1}{2}}$

100

200

l'État (le montant maximum de cette rente a été porté de 4 500 Fà 4 650 Fà compter de 1986) :

- intérêts payés, an titre des prêts de réinstallation ou de reconversion, par les Français rapatrica ou recotrant de l'étranger ;

- fraction des charges foncières relative aux monuments historiques ne procurant aucune recente à leurs propriétaires s'en réservant la jonissance :

versements obligatoires on volontaires de cotisa-tions ouvrières de Sécurité sociale qui n'ont pas été déduits d'un revenu particulier ; ne sont pas déductibles les charges sociales afférentes aux rémunérations versées aux employés de maison (réponse ministérielle. Pierre Vallon, du 20 juin 1981 J.O. Sénat du 23-10-1981, p. 2165); il est rappelé que, les cotisations ouvrières (maladic, retraite, chômage...) ayant déjà été déduites du salaire, il a'y a pas lieu de les déduire anc deuxième fois.

d) SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL DE SOCIÉTÉS DANS LES DOM et TOM.

L'option pour cette déduction est possible pour 1986, bien que les investissements dans les DOM-TOM donnent désormais lieu à une réduction d'impôt (voir chapitre 7).

La moitié de la souscription (ou la totalité en cas d'agrément) an capital des sociétés de développement régional ou autres sociétés exerçant leur activité dans les DOM, TOM on Saint-Pierre-et-Miquelon (secteur industriel, hôtelier ou de la pêche) est déductible (ligne VR) sauf si elle a été prise en compte pour la détaxation du revenu investi en actions ou au titre du compte d'épargne en actions (vous devez joindre une attestation de la société).

Toutefois, la déduction ne peut excéder 25 000 F ou le quart du revenu net selon que celui-ci est inférienr ou non à 100 000 P (la limitation sera automatique).

Si vous avez cédé en 1986 les actions ou parts des sociétés ci-dessus pour lesquelles vons avez bénéficié d'une déduction en 1983, 1984, ou 1985, vous devez réintégrer cette déduction à votre revenu en la mentionnant ligne WR.

e) DONS AUX ŒUVRES.

o ATTENTION: la déduction est suberdounée à la protion de reçus :

- les versements à l'ensemble des œuvres ou organismes d'intérêt général de caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, familial ou culturel (non reconnus d'utilité publique) (indiquez leur montant ligne VE) seront admis en déduction dans le limite de 1 % du revenu net imposable ;

- les versements au profit de fondations ou associa tions reconnues en outre d'utilité publique ouvrent droit à une déduction supplémentaire de 4 % (s'ils sont effectués en totalité à ces dernières, la déduction est ainsi de 5 %). Mentionnez-les à la ligne VB.

f) PRIMES D'ASSURANCE-DÉCÈS. Leur déduction a été supprimée par la loi de finances pour 1987.

g) LA DÉTAXATION DU REVENU INVESTI EN ACTIONS.

Si vous (on votre conjoint) êtes né avant 1932 et si vous avez bénéficié d'une déduction entre 1978 et 1981, vous pouvez déduire les sommes consecrées à de nonveaux achats d'actions de sociétés françaises de de valeurs assimilées (SICAV). Cette déduction porte sur l'excédent des acquisitions sur les cossions réalisé au cours de l'année 1986.

Toutefois, si vous avez cédé de telles valeurs après le le juin 1978, la déduction est limitée au montant de l'excédent des acquisitions sur les cossions réalisé depuis cette date.

Deux antres conditions sont encore exigées : vous ou voire conjoint devez être en activité au

a) DÉPENSES AFFÉRENTES

- vous ne devez pas avoir ouvert un CEA.

La déduction est automatiquement limitée à 6 000 F (dès lors que vous avez bénéficié d'une déduction avant 1982), augmentée de 500 F pour chacun des deux premiers enfants à charge et de 1 000 F par enfant à partir da troisième.

CETTE DÉDUCTION PEUT ÊTRE CUMULÉE avec l'abattement sur les revenus d'obligations et sur les

 Normalement, vota avez dů recevoir une notice spéciale s° 2041 A (qui est également disponible dans les centres des impôts), sur laquelle vous tronverez le détail des opérations ouvrant droit à déduction et les conditions de dépôt des valeurs et de conservation.

Si vons vendez des valeurs pour vous procurer des disponibilités, sauf licenciement, invalidité ou décès, les sommes désinvesties devront être ajoutées au revenu. En effet, les valeurs doivent être conservées pendant les quatre ans qui suivent l'année de la dernière déduction.

Toutefois, si vous n'avez pas bénéficié de la détaxation à partir de 1982, et si vous n'avez pas ouvert un CEA, vons n'avez aucune somme à ajonter à votre revenu en cas de cession de vos valeurs en 1986.

Si vous n'avez pas respecté l'obligation de conservation indiquée ci-dessus, vous devez réintégrer à votre revenu imposable (ligne WB) l'excédent de cessions réalisé (dans la limite des déductions précédemment obtanues et non encore réintégrées) : pour calculer ces excédent de cessions, utilisez la fiche de calculs qui figure dans la notice spéciale nº 2041 A. Vous po d'ailleurs joindre, si vons le désirez, cette fiche de calculs à votre déclaration afin d'éviter toute demande

Votre obligation de conservation peut prendre fin le 31 décembre de l'année de départ en retra

· Pour hénéficier de la détayation, vous devez oindre à votre déclaration de revenus les états assumels emis par les intermédiaires et mentionner dans la case WE le numbre de ces intermédiaires.

h) FRAIS D'ACCUEIL

d'une personne de plus de 75 ans.

Une déduction est accordée aux contribuables qui recueillent sous leur toit une personne de plus de soixante-quinze ans (non parente en ligne directe) ayant pour 1986 moins de 31 930 F de ressources. Il n'est, bien entendu, pas possible de cumuler cette déduction avec la prise en compte dans le nombre de parts s'il s'agit d'une personne de plus de soixante-quinze ans ayant la carte d'invalidité. La limite de déduction est fixée, pour l'année, à 13 620 F par personne. Contrairement aux principes habituels, cet avantage ne constitue pas un revenu imposable pour bénéficiaire dès lors qu'il ne résulte pas d'une obligation alimentaire comme c'est le cas entre ascendant et descendant. Vous devez mentionner en annexe le nom de la personne recueillie et être en esure de justifier de ses ressources.

i) SOUSCRIPTIONS EN FAVEUR DU CINEMA OU DE L'AUDIOVISUEL

Une déduction très favorable est octroyée aux contribusbles qui souscrivent en numéraire (aspèces ou chèque) au capital agréé des sociétés (SOFICA) qui ont pour activité exclusive le financement d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles, à condition que ces œuvres aiont reçu l'agrément du ministère de la

La déduction est limitée à 25 % du revenu net global (mais il n'y a pas de plafond en vaieur absoine); la limitation sera faite par l'ordinateur. Les actions des SOFICA ne penvent être prises en compte également pour la détaxation «Monory» ou pour le CEA. Elles

doivent être conservées au moius cinq aus. ATTENTION: vous devez obligatoirement joindre à votre déclaration un relevé délivré par la SOFICA.

En cas de revente de titres achetés en 1985, vous devez réintégrer à vos revenus de 1986 la déduc correspondante en mentionnant cette reprise ligne WR.

7. - Charges ouvrant droit

à des réductions d'impôt

- La circonstance que la résidence principale d'une personne imposable en France soit située à l'étranger ne s'oppose pas à ce que l'intéressé puisse faire état des intérets de l'emprunt contracté pour l'achat de cette résidence (arrêt du Conseil d'Etat du 14 octobre 1983).

2) DÉPENSES POUR ÉCONOMISER L'ÉNERGIE : si vous êtes propriétaire, locataire ou occupant à titre gratuit.

Le plafond des dépenses admises en déduction est de 12 000 F + 2 000 F par personne à charge. Ce pla-fond s'applique aux dépenses effectuées du 1-1-1982 au 31-12-1986; cela signific que la somme à inscrire ligne GB de la déclaration ne peut excéder la différence entre le plafond ci-dessus et le montant éventuellement déduit de 1982 à 1985.

Le taux de la réduction d'impôt est de 25 %. La liste des dépenses ouvrant droit à la réduction figure sur une notice spéciale n° 2041 E que vous pouvez retirer dans les centres des impôts ou certaines mairies.

· En résumé, vous pouvez faire état, même pour une construction neuve, des dépenses correspondant à l'utilisation d'énergies nouvelles, à l'installation de pompes à chaleur, ainsi que des frais supplémentaires courus en vue de l'attribution du « label haute perfor mance énergétique » ou du « label solaire » ...

 Une autre liste de dépenses ne concerne que les immembles achevés avant le 1-7-1981 : il s'agit des frais pour l'utilisation plus économe du chauffage et l'isolation thermique des logements (remplacement d'une chaudière usagée, d'un brûleur, fonctionnant autrement qu'à l'électricité et d'une puissance au plus égale à l'ancienne installation, régulation du chauffage, calori-Ingeage, isolation des toitures, murs et planchers avec des matériaux d'au moins 5 cm, double vitrage...)

O Vous devez être en mesure de instifier que les ses out été payées en 1986, et de produire les factures currespondantes qui doivent mentionner votre identité et votre adresse, le prix des travaux et des fournitures, la nature et la marque des matériaux, la date

du paiement, l'épaisseur de ces matériaux isolants. · Ces factures doivent être accompagnées d'une attestation du fournisseur certifiant la reprise des matériels remplacés ainsi que la puissance et le type de ces matériels ou les normes techniques des matériels neufs.

3) DÉPENSES DE GROSSES RÉPARATIONS (ligne GE).

Une réduction est accordée (jusqu'en 1989) aux propriétaires qui réalisent des travaux de grosses réparations dans leur habitation principale, à condition que celle-ci soit située en France et que l'immeuble soit achevé depuis plus de vingt ans (pour la définition des rosses reparations, voir ci-dessus, paragraphe 1, « intérêts des emprunts »).

La réduction est de 25 % des dépenses, plafonnées pour l'ensemble de la période 1985-1989, à :

- 8 000 F pour une personne célibataire, veuve,

16 000 F pour un couple marié. Cette limite est majorée de 2 000 F par personne à charge (de 2 500 F pour le deuxième enfant et 3 000 F pour le troisième). Toutefois la base annuelle de calcul

de la réduction ne peut dépasser la moitié du plafond global défini ci-dessus, l'excédent éventuel étant reportable l'année suivante. Si vous étiez dans ce cas l'an dernier, reportez-vous à votre avis d'imposition (colonne 50e) pour connaître la somme à reporter cette année ligne GP. Si vous avez contracté un emprunt pour financer

ces grosses réparations, vous ne pouvez cumuler les deux réductions. Vous pouvez opter pour l'une ou l'autre : soit la réduction au titre des intérêts (pendant cinq ans au maximum), soit la réduction au titre des dépenses elles-mêmes. Bien entendu, le cumul est possible avec la réduction pour un emprunt contracté pour eter votre résidence principale.

Vous devez joindre les factures détaillées (ou la copie de l'acte de prêt) à votre déclaration.

b) ASSURANCE-VIE, RENTE-SURVIE.

Pour l'assurance-vie la réduction est de 25 %, non pas de la prime, mais de la part de cette prime repré-sentative de l'opération d'épargne (cette part doit être obligatoirement mentionnée sur le certificat de la compagnie: c'est ce montant qu'il faut inscrire ligne HA). d'un capital en cas de vie et d'une durée effective au moins égale à six ans, ou bien comportant la garantie d'une rente viagère avec jouissance effectivement dillérée d'an moins six ans. Sont assimilés les contrats d'assurance mixtes ou combinés sur la vie, les contrats d'assurance décès-vie entière, les opérations de prévoyance collective, ainsi que les versements opérés dans le cadre de livrets de Caisse nationale de prévoyance. La base de calcul de la réduction est limitée à 4000 F +

1000 F par enfant à charge. La réduction est de 25 % pour les primes afférentes aux contrats d'assurance souscrits au profit d'enfants infirmes (« Rente-survie »). La base de calcui est limitée à 7000 F + 1500 F par enfant à charge.

Vous devez annexer à votre déclaration les certifi-cats de déductibilité fiscale.

Si yous êtes domicilié(e) en France et n'étes pas redevable de l'impôt sur les grandes fortunes au titre de 1986, vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt de 25 % des achats nets d'actions françaises effectués en 1986 sur votre CEA (compte d'épargne en actions). Le régime a été étendu depuis 1985 aux achats nets de parts de caisses de Crédit agricole mutuel. La base de calcul de la réduction (achats nets) est plafonnée à : 7000 F pour les contribuables célibataires, veufs

- 14000 F pour les couples mariés. Si vous avez d'autres comptes-titres que le CEA, pour bénéficier de la réduction, le total des soldes nets annuels réalisés depuis 1982 sur ces comptes ne doit pas

être négatif; en outre, si vous avez bénéficié de la réduction l'an dernier, la somme algébrique des soldes trimestriels pondérés de 1986 ne doit pas être négative. Pour les personnes nées avant le 1^{er} janvier 1932, l'option pour le CEA entraîne renonciation définitive au

régime de la détactation « Monory » mais n'a pas pour effet de supprimer leurs obligations contractées sous ce régime (voir notice spéciale nº 2041 A).

OBLIGATION DE DÉPOT. Vous devez déposer OBLIGATION DE DEFOI. Vois devez deposer toutes vas valeurs chez un ou plusieurs intermédiaires agréés (ainsi que celles de tous les membres de votre foyer) et les maintenir en dépôt pendant au moins cinq aus après votre dernière réduction d'impôt. En cas d'excédent de cessions en 1986, un reversement d'impôt doit être calculé selon les modalités indiquées page 2 de l'exemplaire n° 1 à renvoyer de la déclaration n° 2048 l'exemplaire nº l à renvoyer de la déclaration (cette reprise d'impôt est reportée ligne HR de la éclaration des revenus).

ATTENTION! - Joignez à votre déclaration de revenus la déclaration spéciale n° 2048 ainsi que les états délivrés par les établissements gérant vos comptes. Si vous n'avez pas reçu cette déclaration spéciale, demandez-la au centre des impôts. Elle comporte sar Pezemplaire of 2 à conserver une notice explicative donnant le détail des opérations ouvrant droit à la réduction

d) FRAIS DE COMPTABILITÉ ET D'ADHÉSION A UN CENTRE DE GESTION AGRÉÉ (ligne HE).

Une réduction d'impôt (plasonnée à 2000 F) pour frais de comptabilité et d'adhésion est accordée alin d'inciter les artisans, commerçants, agriculteurs et membres des professions libérales (dont les recettes n'excèdent pas les limites du forfait) à adhérer à un centre de gestion agréé ou à une association agréée.

• NOUVEAU. - La limite de 2 000 F a été relevée à 5 000 F pour les agriculteurs passant la première année au régime du bénéfice réel.

e) VERSEMENT A UN FONDS SALARIAL

Une réduction est accordée aux salariés qui participent au financement d'un fonds salarial. Le taux est de 25 % sur le montant des versements, plafonné à 5 000 F par bénéficiaire. Les intérêts qui seront servis sur ces sommes bénéficieront du régime des produits d'obli-

En cas de retrait en 1986, les réductions correspondantes obtenues précédemment doivent être ajoutées à l'impôt : mentionnez-les à la rubrique 8, liene XR.

f) ACHAT D'UN LOGEMENT EN VUE DE SA LOCATION.

Le contribuable qui fait construire ou achète un logement neuf situé en France et destiné à la location à usage d'habitation principale bénéficie d'une réduction d'impôt de 5 % du prix de revient de ce logement, plafonné, comme il est dit plus loin, pour un investissement intérieur au 1ª juin 1986 à condition qu'il n'en ait pas déjà bénéficié en 1985 et qu'il s'engage à louer ce loge-ment pendant neuf aus au moins. Il en est de même pour celui qui souscrit avant le 1st juin 1986 à la consti-tution ou à l'augmentation du capital des sociétés immobilières d'investissement ou des sociétés civiles de placements immobiliers : la réduction de 5 % (calculée sur les trois quarts du montant de la souscription) n'est accordée que si le souscripteur s'engage à conserver les titres pendant au moins neuf ans et si la société destine les sommes en cause à l'acquisition ou à la construction d'immeubles locatifs situés en France et affectés, aux trois quarts au moins, à l'habitation principale. • NOUVEAU, - Le taux de la réduction est relevé à

10 % et l'engagement ramené à six ans pour les investissements réalisés à partir du 1° juin 1986. La réduction est calculée au taux ci-dessus sur un plafond de dépenses de 400 000 F pour un comple marié, 200 000 F dans les autres cas. Ce plafond est désormais annuel pour les achais directs mais il reste global, pour la période 1985-1989, pour les souscriptions d'actions on parts.

Vous devez obligatoirement joindre à votre déclaration l'engagement de location (ou de conservation) pendant neut ou six ans et les justificatifs d'achat (ou

g) INVESTISSEMENTS DANS LES DOM-TOM.

 NOUVEAU. – Désormals (sanf option pour la déduction du revenu pour la seule année 1986) lis ouvrent droit à une réduction d'impôt. Sont visés, non seulement les souscriptions au capital des sociétés de développement régional des DOM-TOM et collectivités d'outre-mer, mais également les achats de logements occupés ou loués à usage de résidence principale, ainsi que les souscriptions au capital de sociétés ayant pour seul objet la construction de logements neuts loués comme habitation principale.

La réduction est étalée sur cinq ans. Le taux est de 50 % de ce plafond annuel (soit, en fait, pour 1986, un taux de 10 %). Vous devez joindre à votre déclaration l'engagement d'affecter le logement pendant cinq ans à l'habitation principale on de conserver les titres vendant cinq aus (et, dans ce cas, l'attestation de la société).

SI VOUS ÉTES DOMICILIÉ (E) A L'ETRANGER

Délais spêciaux.

Selon le pays, vous disposez des délais suivants pour le dépôt de votre déclaration de revenus :

e Europe, pays du littoral méditerranéen et de la mer Noire, Turquie : 30 avril 1987. Afrique (sauf pays du littoral méditerranéen).
 Amérique du Nord : 15 mai 1987.

Amérique centrale et Amérique du Sud ; 31 mai

Asic, Océanie, autres pays : 30 juin 1987,

Lieux de dépôt.

Adressez voire déclaration au Centre des impôts des non-résidents, 9, rue d'Uzès, 75084 Paris Cedex 02. Toutefois, si vous résidez à Monaco, vous devez l'adresser au Centre des impôts de Menton, Le Triton, 7, rue Victor-Hugo, 06507 Menton. - Distribution des imprimés.

Elle est assurée par les services consulaires français

Personnes concernées.

Les mesures ci-dessus sont applicables : • aux personnes qui n'ont pas leur domicile en France mais y possèdent une ou plusieurs résidences ; elles sont imposables sur un revenu forfaitaire égal à trois fois la valeur locative réelle de ces habitations ou

sur les revenus de source française s'ils sont plus élevés ; e aux personnes qui n'ont pas en France de domicile et n'y disposent pas de résidence : elles sont imposa-bles si elles perçoivent des revenus de source française ;

· aux fonctionnaires ou agents de l'Etat qui exercent leurs fonctions ou sont chargés de mission dans un pays étranger : aux sociétés ou personnes morales qui exercent

une activité en France sans y avoir d'établissements. Lorsqu'une retenue à la source a été effectuée sur vos rémunérations non commerciales ou vos salaires de source française, portez cette retenue dans la rubri-que 8, ligne XB (sur le « feuillet A » si vous avez reçu un formulaire simplifié) et joignez à voire déclaration une note indiquant :

 le détail des sommes portées sur la déclaration et, pour chacune, le nom et l'adresse de la partie versante; le montant des retenues correspondantes.

REMARQUE : transfert du domicile à l'étranger. Si vous quittez la France définitivement, vous devez déclarer, dix jours avant votre départ, vos revenus de l'année du transfert de votre domicile à l'étranger, faute de quoi vous n'obtiendrez pas le « quitus fiscal » vous permettant de quitter le territoire français.

REVENUS ENCAISSÉS HORS DE FRANCE

Après avoir rempli l'annexe p 2047, reportez ces revenus sur votre déclaration d'ensemble sous la rubrique correspondant à leur nature, en les ajoutant éventuellement à vos autres revenus.

Si ces revenus ont été encaissés en monnaie etrangère, ils doivent être déclarés pour leur contre-valeur en francs français, calculée d'après le cours du change à Paris au jour de l'encaissement.

مكذا سالاصل

Sample of the same The second second Marin Light . De series benede der eine PROPERTY AND AND ADDRESS. CANAL MENT CHANGE the State of THE WASHINGTON **网络发生工作** A 1987 A The Body ster co. Co. graf de Lander 1999 ... The second second Company of the Control of the Contro Extension at the con-Charles of the work M star married, C. J. THE PARTY AND TH Es discourse of see college to the 製造物 海神神学 かっち THE THE STREET **。福度**(1777) \$ 100 and

In the second -The state of the s MARKET STATE OF THE PARTY OF TH Vous devez joindre à votre déclaration le feuillet spécial « justificatifs » de votre notice domant le détail des justifications de vos dépenses. 1) INTÉRÊTS DES EMPRUNTS ET RAVA-LEMENT. SI VOUS ÉTES PROPRIÉTAIRE DE VOTRE HABITATION PRINCIPALE, une réduction est accordée sur les dépenses chaptes dont le montant est plafonné par l'ordinateur.

A L'HABITATION PRINCIPALE.

 Les intérêts des emprunts. Il s'agit des intérêts des emprures contractés pour l'acquisition, la construction ou les grosses réparations de votre habitation principale (c'est-à-dire le logement où vous résidez habituellement).

Les intérêts des emprunts contractés à partir de 1984 sont pris en compte au taux de 25 % (pour les cinq premières annuités) et les intérêts des emprunts antérieurs au taux de 20 % pour les dix premières

La base de calcul de la réduction est plafonnée à 9 000 F + 1 500 F par personne à charge pour les emprunts antérieurs à 1985. Ce plafond a été relevé à 15 000 F + 2 000 F par personne à charge pour les intérêts des emprunts contractés à partir de 1985. Ce plafond est commun aux intérêts et au ravalement. Il ne peut être cumulé avec le plafond particulier aux emprents autérience à 1985. emprents antérieurs à 1985.

NOUVEAU. — Si vous êtes mariés et st vous avez contracté un emprunt depuis le 1" juin 1986 pour l'achat ou la construction d'un logement neul, le plafond a été porté à 30 000 F + 2 000 F par personne à charge, ou + 2 500 F pour le deuxième enfant, ou + 3 000 F par enfant à partir du troisième.

- Définition des grosses réparations. Ce sont les travaux d'une importance excédant celle des opérations courantes d'entretien et de réparation et consistant en la remise en état, la réfection, voire le remplacement d'équipements qui, au même titre que les gros murs, les charpentes et les couvertures, sont essentiels pour main-tenir l'immeuble en état d'être utilisé conformément à sa destination (arrêt du Conseil d'État du 30 mai 1980 req. 19387) : remplacement d'un ascenseur devenu vétuste, d'une chaudière de chauffage central ou réscotion totale d'une installation sanitaire (remplacement des tuyauteries et de l'ensemble des appareils sanitaires), travaux d'aménagement de pièces dans des combles ayant pour effet d'angmenter le volume et la surface habitable. En revanche, les opérations courantes d'entretien et de réparation d'un immeuble ne peuvent être considé-rées comme des travaux de grosses réparations, ni les travaux d'amélioration tels que l'installation d'un ascen-seur, d'une salle de bains ou du chanffage central dans un immeuble qui en était dépourvu.

 La base de la réduction comprend les intérêts et la prime de l'assurance-décès ou de l'assurance « perte d'emploi » liée au prêt (et, l'année de la signature du contrat, les frais de constitution du dossier). Ne sont pas pris en compte : le remboursement du capital, les raires du notaire et les frais d'acquisition.

honoraires du notaire et les frais d'acquisition.

— Cas particulier du partage de communauté entre époux, à charge de soulte. L'attributaire du logement familial peut déclarer les dix premières annuités (emprunts antérieurs à 1984) ou les cinq premières annuités (emprunts contractés à partir de 1984) d'intérêts des emprunts contractés pour désintéresser son exconjoint. Ces dix ou cinq annuités sont décomptées à partir de la date de conclusion du prêt destiné au financement de la soule et non à compret de la date de d'achat cement de la soulte et non à compter de la date d'achat du logement per le ménage. (Réponse à M. Schreiner, député, J.O. du 14-6-82, p. 2448.)

 Les dépenses de ravalement (remise en état des façades : crépis, peintures).

Le plafond de calcul de la réduction, égal à $15\,000\,\mathrm{F} + 2\,000\,\mathrm{F}$ par personne à charge, est commun avec le plafond des intérêts d'emprunts. Le taux est de

Ces dépenses peuvent être portées sur la déclaration une fois tous les dix ans pour un même immeable et doivent être imputées sur une seule année. Aussi, si vous ne devez régler le solde de ces travaux qu'en 1987, vous pouvez attendre jusqu'en 1988 pour faire état de l'inté-gralité des sommes versées en 1986 et 1987. Si les façades de votre immeuble sont en bois, la réduction peut être accordée tous les cinq ans.

REMAROUES. - Si vous n'habitez pas encore REIVIANQUES. — SI vois a nabhez pas encore votre logement, vous pouvez tout de inême bénéficier de la réduction : vous devez prendre l'engagement, par lettre jointe, de l'occuper avant le 1° janvier de la troisième année suivant celle de la conclusion du prêt on du paiement des dépenses pour l'habitation principale.

déduction pour votre précédente habitation. - L'acquisition par un contribuable d'un deuxième ppartement situé à proximité de son habitation principale, laquelle est assez vaste pour accueillir l'ensemble des personnes du foyer, ne peut être regardée comme une extension de cette habitation et ne peut donc être admise (arrêt du Conseil d'Etat du 14 octobre 1983).

La réduction est possible, en cas de changement de domicile, même si vous aviez déjà bénéficié d'une

34 Le Monde Mercredi 11 février 1987 •••

tière, après le deusèleme guerre mondiele, en Guadeloupe et dans le Pacifique. Il a entoine consecté aost annue à l'Afrique (Dahomey, Guerie, Niger). Il e été directour financer de la Société de radio-diffusion de la France d'outremer (1958-1959), puis ministre des frances, des affeires économiques et du Plan de la République du Dahomey (1959-1951), Dapuis 1975, Georges Gaverry était président de la Société de dévaloppement général de Languedoc-Roussillon.

ont la douleur de faire part du décès de

M= Maka KARAS,

Les obsèques auront lien, le mercredi 11 février, à 11 heures, au cimetière

Un cer sera mis à la disposition de

personnes désirant se rendre aux obsè-ques, à 10 h 15, devant l'hôtel Holiday [an, place de la République.

ont la douleur de faire part du décès du

doctour Simon LUSZYNSEL

leur époux et parent, survenu le

Les obsèques auront lieu le jeudi

On se réunire à la porte principale du

imetière parisien de Bagnenz, à

Cot avis tient lieu de faire-part.

Ni floors ni contropast.

- Ma Simon Luzynski, Et toute la famille,

22, rue Léon-Frot, 75011 Paris

15 houres précises. Ni fleurs ai couronne

22, avenue de Suffren, 75015 Paris.

- M. Jude Kerre.

son époux, Michel et Done Frydinen

et lenr fille, Samuel et Mina Karas

et lours enfants, Ses enfants et petits Et toute la famille,

Le Carnet du Monde

Naissances

- Marie-Hélène FABRA et Mare LEBIEZ

sont heureux d'annoncer la naissance de

le 7 février 1987.

4. impasse des Bourdonnais, 75001 Paris.

- M. Didler TRUCHET et Mr. née Catherine DELABY, Charlotte et Marie,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Camille, Rennes, le 30 janvier 1987.

Mariages

- M. Jean BAUDOIN et M=, née Claude DANIEL-GIRARD

sont heureux d'annoncer le mariage de

Delphin avec M. Bruno MARTIN.

Aix-en-Provence, 20 décembre 1986. 34, rue Daresu, 75014 Paris.

Décès

- Les familles Baroin, Célérier, Desirest, Gavarry, Maréchal, Villers et

ont in très grande douleur de faire part du décès de

M. le président Michel BAROIN, M. Jacques CÉLÉRIER,

M. Rémy DESIREST. M. Georges GAVARRY, M. Jean-Jacques MARÉCHAL, M. Erik VILLERS, M. Robert WEINSTEIN.

survenu accidentellement en Afrique contrale, le jeudi 5 février 1987. Chacun : a pu se recueillir devant les cercueils des défants du landi 9 l'évrier, 3 19 heures, au mardi 10 février. à 11 h 30, 4, rue de Lasteyrie, à Paris-16.

La levée des corps a eu lieu le mardi 10 février, à 11 h 30.

M≃ Michèle Baroin. son épouse, M. François Baroin,

M™ veuve Barthélémy Baroin,

sa mère, M= veuve René Paulin,

M. et M= Alain Baroin, M. et M= Roger Paulin. M≈ Jacque

son frère, ses belies-sours, son besu

Christophe, Jérôme, Cyrille Baroin, M. et Mª Dominique Demard, Muriel et Marion.

M. at Ma Gilles Demard.

Sylvain et Céline, ses nevenz et nièces, Toute sa famille.

ont la très grande douleur de faire part

Michel BAROIN. officier de la Légion d'honneur. officier de l'ordre national du Mérite, chevalier des Palmes acadén croix de commandeur avec diam de l'Americain Legion, trophé de la Liberté,

survent accidentellement en Afrique centrale, le jeudi 5 février 1987, à l'âge

On pourra ensuite se recueillir du mardi 10 février, à 15 heures, au jeudi 12 février, à 8 heures, à son domicile, 76, rue de Prony, à Paris-17.

La cérémonie religieuse et officielle sera célébrée le jeudi 12 février, à 9 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, 15, rue Ampère, à Paris-17.

L'inhumation aura lieu au cimenière de Vangirard, dans le caveau de famille, où il reposers auprès de sa fille, Véroni-

Fleurs blanches, jaunes et roses. (Lire page 9.)

M≈ Christine Desirest,

sa femule, Clémentine et Maryline, ses filles,
M. et M= Roger Desirest,

ses parcuis,
M. et M= Gueudet,

ses grands-parents, M. et M= Yves Desirest.

son frère et sa belle-sœur, Mª Laurence Desirest,

sa sœut, M. et M= Jean Théo,

ont la douleur de faire part du décès de

Rémy DESIREST.

survenu accidentellement en Afrique centrale, le 5 février 1987, dans su

- Jacqueline et Jean-Noël,
Se femme et son fils,
Ainsi que tous les membres de sa
famille,

ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Jesu-Jacques MARÉCHAL

survenu accidemellement en Afrique centrale, le jeudi 5 février 1987, dans sa quarantième année. Les obsèques auront lieu à Asmères, ou l'église Notre-Dame-du-Perpétuei-Secours, le mercredi 11 févier, à 15 h 30.

- M= Robert Weinstein. on epouse, M. et M™ Zino Weinstein,

dn décès de

son frère, Et sa belle soute, ont la très grande douleur de faire part

M. Robert WEINSTEIN, survenu accidentellement en Afrique centrale, le jeudi 5 février 1987.

M= veuve Roger Villers-Jehnes,
 M= Madeleine Villers,

sa tante, Sea enfants, Jean-Claude et Marie

M. et Ma Jean-François Villers, on oncie et sa tante, Leurs enfants, Laurence, Isabelle

ean-Stephane,
M. et M= Philippe Noots-Villers,
Leurs enfants, Isabelle et Nathalie,
M= Annick Villers M. Christian Paquot, Leurs enfants, Virginie, Loic, Julie

Valentine, Quentin, Mª Dominique Villers M. Robert Harze, Mª Anne-Marie Villers,

M. Jean-Marie Villers, M. et M= Potgens-Jehaes, Ses sœurs, beaux-frères, oncles, tantes, neveux et mièces, cousins et

ont la profonde douleur de faire part du

M. Erik VILLERS.

chef de cabinet, survenu accidentellement en Afrique centrale, le 5 février 1987, dans sa vingt-Les absoutes auront lieu en l'église de

Carloo-Saint-Job, place Saint-Job, à Uccle, en Belgique, le mercredi 11 février 1987, à 10 beures.

Téléphone et adresse de M™ Villers, 265, chaussée de Saint-Job, 1180 Uccle

Tél.: 19-32-2-374-75-19.

M≈ Madeleine Villers,

9, rue Edouard-Detaille,

 Le conseil d'administration, Le personnel, Les collaborateurs de la GMF-IARD,

ont la très grande douleur de faire part

du décès de leur président

M. Michel BAROIN, survens accidentellement en Afrique Les obsèques seront célébrées le jeudi 12 février, à 9 h 30, en l'église Saint-François-de-Saies, à Paris-17°.

- Le conseil d'administration, Le personnel, Les collaborateurs de GMP-VIE,

ont la très grande douleur de faire part du décès de leur président-directeur général,

M. Michel BAROIN,

survenu accidentellement en Afrique sentrale, le jeudi 5 février 1987. Les obsèques seront célébrées le jeudi 12 février, à 9 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, à Paris. 174.

Le conseil d'administration,

Le personnel, Les collaborateurs de la FNAC,

out le très grande douleur de faire part du décès de leur président-directeur

M. Michel BAROIN.

survenu accidentellement en Afrique centrale, le jeudi 5 février 1987. Les obsèques seront célébrées le jeudi 12 février, à 9 h 30, en l'égliss Sains François-de-Sales, à Paris-17s.

Le conseil d'administration.

Le personnel, Les collaborateurs de GMF-RE, ont la très grande douleur de faire part du décès de leur président-directeur

M. Michel BAROIN.

survenu accidentellement en Afrique centrale, le jeudi 5 février 1987. Les obsèques seront célébrées le jeudi 12 février, à 9 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, à Paris-17.

 Le conseil d'administration,
Le personnel,
Les collaborateurs des Garages multiervices francais

ont la très grande douleur de faire part du décès de leur président-directeur général,

M. Michel BAROIN, '

survena accidentellement en Afrique contrale, le jeudi 5 février 1987. Les obsèques seront célébrées le joudi 12 février, à 9 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, à Paris-17-.

Le comeil d'administration Le collaborateurs de La Seuvegarde,

ont la très grande douleur de faire part du décès général, de leur président-directeu

M. Michel BAROIN, survenu accidentellement en Afrique centrale, is jeudi 5 février 1987. Les obsèques seront célébrées le jeudi 12 février, à 9 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, à Paris-17.

· Le conseil Cada Le personnel, Les collaborates uns de la Benque centrole des coopératives et des me

cat la très grande douleur de faire part du décès de leur président-directeur

M. Michel RABOON, survens socialestellement en Afrique centrale, le jendi 5 février 1987,

Les obsèques seront célébrées le jeudi 12 février, à 9 h 30, en l'église Seint-François-do-Sales, à Paris-17^a.

M. et M= Claude Battegay, M. et M= Roland Schwob, Anne et Hervé Krotoff

M= Marcel Battegay.

et leurs filles, Martine et Serge Chouless et leur fils, Gilles et Sylvie Battegay,

Corinne Battegay, M. et M- Paul Battegay, ears enfants of petits-enfants, M. et M= André Battegay, eurs enfants et petits-M= Julien Hirsch,

es enfants et petits-enfants, M. André Hirsch, ont la doulour de faire part du décès de

M. Marcel BATTEGAY, survene à son domicile, le 7 février 1987, dans sa quatre-vingt-cinquième

Les obsèques ont été célébrées le 10 février, au cimetière israélite de

Cot avis tient lieu de faire-part. 16, avenue Robert-Schuman, 68100 Mulhouse.

75018 Paris. On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 31 janvier 1987, de

17, rue de Trétaigne,

M. Raymond BRESSIER, ambassadour à la retraite.

Conformément à ses dernières volontes, ses obsèques out en lieu dans la plus stricte intimité, au simetière de

Sannes (Vauciuse). Pare Eiffel,

 M= Geneviève Millot,
M= Noëlle Chominot-Mullett M. et M= Albert Chaminot, Pierre et François Mullett. Antoine et Marie Chominot ont la douleur de faire part du décès de

M. René CHOMINOT,

survenu le 7 février 1987, dans sa

L'inhumation aura lien, le jeudi 12 février, au cimetière de Bouilly

Réunion à 13 h 30 au domicile du

Cet avis tient lieu de faire-part.

172, rue aux Febrres, Souligny, 10320 Bouilly. - Ma Samuel Clerc.

M. et M Courmes, M. Olivier Halard, Sa famille, Et ses nombreux amis,

font part du décès du doctour Samuel CLERC. professeur agrégé et chirurgien des höpitaux des armées

survenu le 1ª février 1987, dans se quatre-vingt-unième année. L'inhumation a en lieu à Marneille, dans l'insimité familials.

46, quai de Rive-Neuve, 13007 Marseille.

10, rue Fortia, 13001 Maricella

M≈ Jean Cozzte, née Elisabeth Botton, M. et M™ Georges Raillard, leurs enfants at petits enfants, M. et M= Louis Comte

ei beurs enfants. M. Heuri Comte, M. et M= René Comte et leurs enfants, M. et M= Joseph Beaude

M. et M= Autoine Abel et leurs enfuns, ont la tristesse de faire part de la mort de

M. Jean COMTE, ancien avoné à la Cour, uselen président-directeur gi présidem directeur gé des Ets F. Vibert, ancien vice-président, fondateur de la fondation Robert Laurent-Vibert de Loumaria, officier de la Légion d'h

cer époux, père, beau-père, grand-père natre-vingt-donzième année, le l'évrier 1987. cérémonie religiouse a cu lieu à cat, le 9 février 1987. La cérén

Nos abonnes, benéficiant d'une réduction sur les insertants du - Carnet du Monde - sous priés de joindre à leur avoi de lesse une des derdères bandes pour justifier de cette qualité.

 M^m Louis Descoins,
 aée Nicole Bandoux, son épouse, Sa famille Ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis DESCOINS. survenu à Embanne, le 8 février 1987, dens us soitanne contrième auple. Les obséques auront fieu en l'église da Sacré-Cour, rae d'Estienne d'Orves, le joudi 12 février, à 14 h 30, à Est-

oune (Val-d'Oise). Condoléances sur cances sur registre. Ni fleurs ni conronnes. Dons à l'Association pour le développement de la recherche sur le cancer (ARC), CCP 909 U Paris, 16, avenue Paul-Vaillant-Conturier, RP 3, Villejuif

94801 Cedex. Part Cottor.

Bité à Saint-Grons le 2 février 1926, Louis Descoies rejoint Paris en 1954. Il travellle comme typographe dans plusieurs imprimeries avent d'entrer ac journal le Monde en juin 1963. Il assum pendant quelques années le rôle de délégeé en survice composition. Se bonne heuraux es son acomm, qu'il garde jaiousement, en tont un catemande aimé de sous. Il sueit prise a retraite le 1º mars 1983. A son épouse et as la retraite le Monde présente sus élections conduitements.

Le professeur Michel Dumes,

son épunt, Loit et Caroline Desselss Jean-Luc, Véronique et Christonh es chfauts Matthies Deselas,

son perit-fils, Et toute le famille, ont la profonde douleur de faire part du décès de

Mª Michel DUMAS.

La levée du corps, accompagnée d'une bénédiction, aura lieu le mercredi 11 février 1987, à 12 h 30, à l'hôpital Saint-Louis, 18, rue de la Granz Beller, à Paris-10. La cérémonie religieuse sera célébré le jeudi 12 février, su l'église de Marquizanes (66320), à 14 h 30.

20, rue Descartes, 87100 Limoges.

- Noully sur-Seine. Naussec Mer Georges Gaverry, son épouse, Jaconeline, Christian, Carol, Gérard,

de in SETIMEG,

président directeur général de la SODLER.

La cérémonie religiense sera célébrée le mercredi 11 février, à 15 heures, en l'église de Naussic (Lozère), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

(Né le 13 février 1905 à Boulogne-au-Seine, Searges Gaverry, diplômé de l'Ecole rationale de la France d'outre-mer, a commencé se car-

88 bis, rue de Longchamp, 92200 Neuilly-sur-Seine.

 M[∞] Albert Scemie,
 M. et M[∞] J. Gilbert Scemie
 et leurs enfants.
 M. et M[∞] Scemie, Claude, ses estiants, Ses petits-enfants Ma vouve Elie Scenla, M. et Ma Albert Djeribi, Ses frères, sours, beaux-frères,

leur cher et regretté,

GRAND CONCOURS

MERCREDI 11 FÉVRIER

aux étudiants

ACHETEZ Se Monde et

son supplément CAMPUS

Mercredi 11 février 1987

(numéro daté du 12 février)

Se Monde donne la parole

Albert SCEVILA. Georges GAVARRY, chevalier de la Légion d'honne ancien administrateur ancien avocat général près la Cour de cassation de Tunis. de la France d'outre-mer. Mer Robert Weinstein, ancien ministre de la République du Dahomey, président-directeur général M. et Mª Zino Weinstein, ont la tristesse de faire part du décis

M. Robert B. WEINSTEIN, purvenue le 3 février 1987, au-dessus du

génieur des Arts et Manufactures directour de GMF international, vegu le 5 février 1987, au Camerou

Les obsèques auront lieu, le mercredi 11 février, à 11 h 30, au cimetière du use, où l'on se réunira. 75116 Paris, 1, avenue du Maréchal-Lyuntey, 75016 Paris.

Remerciements

- La famille de

Jean FEGER.

ne pouvant répondre individueillement à toutes les marques de sympathie, reastcie les personnes qui, par leur presence et leurs messages, se sont associées à leur grande peine

Anniversaires

Enterand BEAU DE LOMENTE.

messe universaire, mardi 10 ferrier 1987, à 18 h 30, Saint-Nicolas du Char-

- Ce jour-là, il y a deux sus, le 11 février 1985, disparaissait à l'àge da

le verrel cet instant jusqu'à ce que **je men**re

Vous qui l'avez connu, parents, famille, amis, ayez en ce jour de doulou-reux anniversaire, une pensée émac

Jérème Dussottier, 53, rue du Bois-Montmartre, 77680 Roissy-en-Brie. - Il y a un an disparaimait, trop tôt,

professor et pianisti Ses enfants Raoul, Claude, Monique et Michel, qui lui doivent tetal, deman-dent une pensée pour elle à coux et celles qui l'ant consue.

- Il y a deux ans dispersissait

Richard HALIMI,

Une pensée émme est demandée à sous com qui Pont comm. Communications diverses - L'Association d'études et d'actions

« Mémoire et Transmission », avec MM. Marsit: Halter, D. Mesguich, D. Sibony, F.-P. Froussi, J.-P. Vernant et C. Guy pour examiner les problèmes liés à l'emploi dans leur dimension « cul-turelle », Reuseignements: 39-90-89-00.

L'Association Amitié judéo-chrétienne de France organise une conférence sur la thème : « La simution des chrétiens en URSS », avec M. Michel Sollogoub, responsable du service d'aide sux croyants de l'URSS. le mercredi 11 février, à 18 h 30, à la salle paroissials de l'Immaculée Conceptien, 13-15, rue Marsoulan, Paris (12°). Renseignements : 43-72-23-18.

La Fondation du futur et la Fondation

Le couvent Saint-Jacques, 20, rue des Tameries, 75013 Paris, organise, le jeudi 12 février, à 20 h 30, une conférence-projection sur le thème :
«La Chaite-Dieu, ses fresques et ses tapisseries», avec le Père Denis Galtier, dominicain. Libre participation aux frais.

Soutenances de thèses

- Université Paris-V, mercredi 11 février, à 10 h 30, salle Louis-Liard. M= Suzanne Chazan, née Gillig : « Echange, pouvoir, représentations. Côte ouest de Madagascar. Menabe, royaums Sakavala-du-Sud (actnelle



** # 1.44 B

アンドナーを選

The same

in Allegara

· 1000年 年 東

ritter gringen

100

- A Profession - -

New Park

1-8-6

A TANK THE PARTY OF THE PARTY O

VOU:

DIR CHOO

EASSIN

TRELES DE MEN

MATIC

and the same of th

Acas A. Complete Company

STATE OF THE STATE OF

- Pour

survenu le 8 février 1987, à l'âge de

Tristan DUSSOTTIER.

L'instant, pieurs superfins ! Où je criet : l'enfant que j'avain tout à l'houre Quoi donc i ju ne l'ei pint ! (Victor Hugo.)

pour lui. M. et M= Dussottler.

Lifere HAGEGE.

megistrat.

ar la formation et l'emplei C AFE), 41, avenne du 8-mai-1945, 95200 Sar-celles, organise le mardi 10 février, à 20 h 30, une rencontre-débat :

L'Association Amitié judéo-

politique étrangère à Bonn? Les relations franco-allemandes, l'Enrope et l'OTAN avec MM. Bosson, Lecamet, Suvenhagen, Vern, Sturmer, Ruge, Froment-Meurice, J.-M. Souton, Punnt et Rovan, Renseignements: 47-08-41-18.

A l'invitation du Centre culturel égyptien, Paul Balta donners une conférence sur l'Islam dans le monde, à la Maison du Canada, 31, bonlevand Jourdan, 75014 Paris (métro : Cité-Universitaire), le vendredi 13 février, à 18 heures. La conférence auta précédée d'un come present de la conférence au précédée d'un come processe de la conférence de la sera précédée d'un court métrage sur « Le Caire, ville sux mille misarets ».

préfecture de Morondava). - Université Paris-I, jeudi

SUPER PACTOLE 10.000.000F PROCHAIN EGGS SPORTE

ASSURE THE D

S AT CHANGE STATE STATE C. S. C. Springer of the The second secon 明 一四 多 A STATE OF THE STA

Economie

Les actions quarante fois souscrites

Les particuliers n'auront que quatre titres de Paribas

Commentant les résultats délimtifs de la privatisation de Paribas, M. Edouard Balladur a annoucé que les titres de la société avaient été près de quarante fois sonscrits, 590 millions d'actions ayant été demandées par 3 804 834 particu-liers (hors les salariés) pour 14,8 millions d'actions mises en

Park Like

Marie & A. Separate to the Control of the Control o

AND ASSESSMENT

THE RESERVE AND THE PARTY OF TH

And I have you as a

the parties of Bankeys

STATE OF THE A

Comment of Participation Co.

was de Talles en 1887, de la sante

٠٠..

E-TE-THE PERSON OF THE PERSON

As a second second

And the second of the second o

The Top As age

Tables Hage

1.5

or one of the state

110000

hazzz en

T. 1722

Restriction of the state of the

200 m - 10 m - 12 m

स्थातिक स्थापना । स्थापना स्थापना

12 10 12

1.44%

" + 1 + 1.e

....

أيمن سكتك أيا

Louis to Alex

En conséquence, les ponvoirs publics ont pris deux mesures. Les ordres d'achat qui n'out pas été classés prioritaires par la loi, c'est-ddire les ordres non prioritaires des particuliers — catégorie B, — et les ordres des organismes de placement institutionnels — catégorie C — ne pourront pas être servis. Seuls les ordres prioritaires de particuliers — catégorie A — catégorie C — ne catégorie A – pourrent être servis, mais ils seront ramenés à quarre titres maximum par personne (soit 1 620 F au total) au lieu des dix prévus initialement. Les ordres inférieurs à quatre titres seront intégralement honorés Es seront intégralement honorés. lement honorés. En ce qui concerne les actions gratuites attribuées dans un délai de dix-huit mois, les sous-

cripteurs de quatre titres auront droit à quatre dixièmes d'action gramite ou à leur équivalent.

En ce qui concerne les salariés, qui s'étaient vu réserver 3,5 millions de titres, soit 10 % de l'offre et 7,5 % de capital, ils out été 28 403, compris les anciens salariés, à lemander 9 286 053 titres, et leurs ordres devront donc être réduits. Quant à la tranche internationale, 6 298 314 titres, soit 18 % de l'offre et 13,5 % du capital, elle sera amputée de 10 %, l'État faisant joner le « droit de reprise » qui figurait dans les contrats internationaux. C'est done 5 668 683 titres qui ont été placés à l'étranger, dont 15 % en RFA, 25 % en Grande-Bretagne, 20 % en Suisse, 10 % dans le Bene-ler et 30 % dans le reste du monde.

En Grande-Bretagne, la vente de la compagnie d'aviation British Airways a été treize fois sursouscrite, la valeur des titres offerts s'élevant à 900 millions de livres (8 milliards de

Télécommunications

Les Américains multiplient les pressions pour l'ouverture des marchés européens

Des responsables américains et cinq personnes - et leurs interlocueuropéens ont discuté pendant trois jours à Bruxelles de l'onverture des marchés des télécommunications, une de leurs pommes de discorde

Malgré les chiffres montrant que les échanges de la Communanté suropéenne avec les Etats-Unis sont déficitaires de 500 millions de dollars par an dans le secteur des télécoms (comme d'ailleurs dans l'électronique), les Américains estiment, en effet, que les marchés européens leur sont trop fermés. Cette critique viae, en particulier, la RFA, où le monopole de la Bundespost est inscrit dans la Constitution. Mais la France est également concernée. Les Américains - qui avaient dépêché à Bruxelles pas moins de trenteteurs européens sont convenus de poursuivre et d'intensifier leur coopération, notamment dans le

Les Américains semblent résolus à tout faire pour arriver à leurs îns : quelques heures à peine après cette réunion, le département du commerce publiait un rapport mettant l'accent sur les dangers des associations avec des entreprises étrangères pour la fabrication d'équiper téléphoniques. A l'avenir, les Etats-Unis devraient éviter des «concesstons unitatérales», estiment les auteurs du rapport, et n'autoriser de teller associations que si les pays d'origine des firmes en question per-mettent l'importation d'équipements similaires américains...

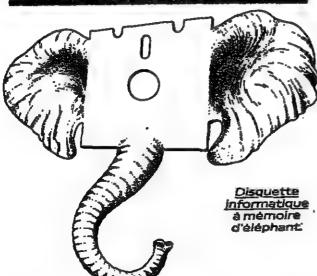
Dans le cadre du 3º Salou de l'Assurance

« ASSURE EXPO »

du 10 au 14 février 1987 PALAIS DES CONGRÈS Porte Maillot - Paris

« Le Monde » organisera le vendredi 13 février de 16 h à 18 h (Salle Havane) un forum qui a pour thème : « Evolution de la protection sociale des Français » : Assurance-maladie, y a-t-il des solutions ? Débat animé par Guy Herzlich, journaliste au Monde.

<u>ĒTES-VOUS SÜR</u> D'AVOIR CHOISI LA BONNE ASSURANCE CONTRE LES PERTES DE MEMOIRE INFORMATIQUE?



Pour tout savoir sur les besoins en assurances de votre système informatique, rendez-vous le 12 février à Assure Expo. Le 3° Salon de l'Assurance se tient du 10 au 14 février 1987 au Palais des Congrès, Porte Maillot, avec chaque jour des forums d'information sur tous les thèmes clés de l'Assurance et des lots de 10000 F en SICAV. Pour obtenir le programme détaillé du Salon, consultez votre Minitel: 3615, Code VSD ou téléphonez au (1) 48,24.76.01. Assure Expo: l'assurance de tout savoir sur

Le projet de loi sur l'assurance

Plus de liberté, mais des contrôles « a posteriori » plus stricts

Libéralisados, modernisation et démocratie économique : tels sont les trois axes du projet de loi sur l'assurance qu'a présenté M. Edouard Balladar, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, le mardi 10 février, à l'occasion du troisième salon de l'assurance Assure Expo qui se tient jusqu'an 14 février au palais des

Comme la banque, avec la loi bancaire de 1984, l'assurance va être à son tour dotée d'un cadre législatif rénové. Le projet de loi sur l'assurance dont M. Balladur a présenté les principales orientations ce mardi 10 février au salon Assure Expo doit permettre aux entreprises du secteur, selon le ministre d'Etat, de faire face aux nombreux défis auxquels elles sont et seront confrontées, notamment avec l'ouverture des frontières et la réalisation en Europe d'un « marché commun unifié », des services financiers.

Congrès (Porte Maillot) à Paris.

Comme la loi bancaire, il s'agit donc d'une « loi d'organisation ». Pinsieurs des innovations proposées aont d'ailleurs inspirées de cette loi bancaire. Premier axe de cette réforme : la libéralisation. Le ministre d'Etat préconise un vaste . mettoyage » du code des assurances, dont les principales dispositions datent de l'avant-guerre et de l'immédiat après guerre. Il faut « en

éliminer les dispositions obsolètes devrait être plus transparent pour et inuilles » et « s'interroger sur les assurés. toutes les dispositions du code qu s'écartent du droit commun des sociétés ou du contrat . a déclaré M. Balladur. La suppression de cer-taines assurances obligatoires (il ca existe actuellement une soixantaine) serait également envisagée.

D'ores et déjà libres dans la fixation de leurs tarifs, plus libres dans leur activité, les sociétés d'assurances devraient, en revanche, être soumises, dans l'avenir, à un contrôle de leur solvabilité strict. Le projet de loi prévoit dans ce but le création, « à l'image de la commission bancaire et avec des pouvoirs analogues, d'une commission de contrôle des assurances. Cette instance, «indépendante et dotée d'un pouvoir réel de sanction

- à l'exclusion de tout pouvoir réglementaire », constitue le principale innovation de ce projet de loi.

Le second axe de la réforme proposée, la modernisation, doit per-mettre notamment une meilleure définition du « qui fait quoi » dans le secteur. Le ministre estime nécessaire de maintenir le principe d'une certaine spécialisation dans la « production» de l'assurance, alors que, sonhaitable. Le statut des mutuelles. seloa le code des assurances, devrait être · actualisé ·. Celles-ci devraient pouvoir s'alimenter plus facilement en fonds propres, mais, en contrepartie, leur fonctionnement

D'autres mesures techniques sont prévues, avec notamment la modernisation du droit du contrat, l'obligation, pour les sociétés d'assurances de publier des comptes consolidés et le prise en compte, dans la législation, des assurances de groupe.

Un contrib वेटा प्रध्यप्रधार

Le troisième volet du projet de loi présenté par M. Balladur concerne « le développement de la démocratie économique ». Il s'agit, pour l'essen-tiel, d'améliorer les relations entre les assureurs et les assurés. Dans ce domaine, le travail ne manque pas. D'après un sondage Gallup, publié par la Croix dans un numéro hors série consacré à l'assurance, 47% sculement des personnes interrogées affirment avoir pris le temps de lire en détail : leurs contrats d'assurances. Parmi ceux qui les ont lus, 47% à nouveau estiment ces contrais « compréhensibles ». Au total donc, un quart seulement des assurés out lu et compris les dispositions prévues dans leurs dossiers

Pour améliorer cette situation, le projet de loi apporte plusieurs inno-vations. Le système actuel du visa administratif préalable nécessaire pour certains contrats sera supprimé. Actuellement, la direction des assurances délivre environ buit

cents visas par an. Le ministre souhaite aussi que soit engagée une réflexion sur la façon dont les assurés doivent être protégés contre les fausses informations et les mauvais contrats. Le projet de loi prévoit une rénovation du conseil national des assurances, mais surtout - autre innovation importante, - la création d'un comité consultatif des usagers. Rassemblant assureurs et assurés, il devrait jouer dans l'assurance le même rôle que le comité des usagers des services bancaires dans la banque. Ce dernier, - qui fonctionne de manière encourageante., selon le ministre d'Etat, s'est illustré dans le dossier de la tarification des chè

Le projet de loi doit maintenant faire l'objet d'une concertation avec la profession. Il devrait être déposé Parlement à la fin du printemps et discuté lors de la session d'automne. A n'en pas douter, les professionnels ne manqueront pas de souligner une grande absente dans ce projet : la fiscalité. La loi bancaire ne comprenait pas non plus de dispositions fiscales, fait-on remarquer Rue de Rivoli. Le ministre a aussi répondu par avance : « Je ne méconnais pas l'importance de la fiscalité, a-t-il expliqué, mais elle fait l'objet d'une réflexion paral-lèle. En tout état de cause, on souligne dans l'entourage du ministre que la marge budgétaire est étroite.

ERIK IZRAFLEWICZ

SOCIAL

La CFDT cherche à refaire sa cohésion sur le dos du gouvernement

Toujours saimé, souvent tendu, parfois conflictuel, le conseil national de la CFDT qui vient de s'acherer semble avoir laissé sereine la direction de la confédération (le Monde du 6 février). En en présentant les résultats à la presse, le bandi 9 février, M. Edmond Maire a mis en avant une «volonté d'unité interne qui, compte tenu des dérniers événements, est assez remarquable». Quaut à M. Jean-Paul Jacquier, rappor-teur à cette réunion, il a affirmé que «la CFDT à miri». «Notre conseil national, a-t-il iaucé, nous a fait progresser tous

Le conseil national de la CFDT semble s'être joué en deux temps. Dans une première partie, la direction a en à essuyer quelques «réprimandes sévères et motivées», avec des critiques de fond dont certaines out visé, souvent par la bande, M. Maire (qui est resté silencieux). Du moirement étudiant aux conflits Du mouvement étudiant aux conflits du secteur public en passant par le projet de la CFDT — * arrêtons de jouer la mouche du coche de la société française », a demandé M. Nodin pour la fédération Interco— et l'attitude face au gouvernement, tout y est passé, sans éviter les redites, avec un ton souvent dur.

Dans un second temps, la direc-tion confédérale, qui avait déjà désa-morcé certaines critiques avec le rapport de M. Jacquier et avait préalablement durci le ton vis-à-vis du gouvernement durci le ton vs-a-vis du gouvernement, a su rebondir et calmer le jeu. Présentant une résolu-tion générale plutôt musclée, elle a accepté de surcroît un bon nombre d'amendements. Le résultat (74,4 % de votes pour, 4,5 % contre et 21,1 % d'abstentions) n'est pas le plus glo-rieux des scores de l'équipe de M. Maire, qui a su, dans un passé récent, dépasser à plusieurs reprises la barre des 80 %. Mais il traduit une volonté d'éviter la crise ouverte ou de dramatiser à l'excès les enjeux

De savants dosages

Ainsi, plusieurs organisations ont partagé moitié moitié leurs mandats entre les «pour» et l'abstention comme l'énergie, les finances, la chimie, Interco, le Languedoc, les Pays de Loire. Certaines se sont livrées à de savants dosages pranne Rhône-Aipes (25 % pour, 25 % contre et 50 % abstentions), le SGEN et l'Auvergne (25 % d'abstentions et 75 % pour), les PTT et les transports (65 % d'abstentions et 35 % pour). Mais si la Provence-Côte d'Azur s'est abstenue et si la Basse-Normandie a voté contre, des opposants traditionnels à M. Maire ont tenu compte de l'évolution confédérale, Hacuitex ayant porté un peu plus de la moitié de ses mandats en votes «pour» (le reste en abstentions) et l'union régionale parisienne les ayant partagés en 75 % pour et 25 % contre... Savante

Le texte de la résolution marque, en effet, un nouveau durcissement face au gouvernement et au patronat accusés de porter « une lourde res-ponsabilité dans la détérioration du climat social. A l'évidence, le cocktail de libéralisme économique, de dirigisme social et de répression ne permet pas de répondre aux pro-bèmes posés à notre pays. Une motion sur l'aménagement du temps de travail (adoptée à l'unanimité moins 2 voix contre et 6 abstentions) condamne le projet de la loi de M. Séguin jugé « inopportun, inutile et dangereux » et annonce des initiatives pour « réduire la durée effective du travail » avec des négociations de branches.

M. Maire et la direction de la

CFDT ont surtout remis l'accent sur l'action, en voulant e mettre en cruvre une mobilisation des salariés, adaptés aux situations pour qu'elle débouche sur des résuitats ». Les syndicats sont invités à être à l'initiative pour négocier leurs revendications avec des e grèves si nécessaire ». « Il y a une volonté d'agir chez nos militants », a souligné M. Jacquier pour qui la CFDT

« ne cherche pas à être le bras gauche de Bergeron ou le bras droit de
Krasucki ». Quant à M. Maire, il
veut se donner les moyens d'une eut se domer les moyens d'une
« pression plus forte » et d'un
« réveil social plus large, notamment dans le secteur privé ». La centrale va chercher des « convergences » avec d'autres syndicats sur
le temps de travail et sur la protection sociale (avec une initiative nationale en mars ou avril) et parti-cipera à la manifestation nationale du 15 mars prochain contre le projet de code de la nationalité.

Cette tactique plus offensive a pour effet immédiat de ressouder en apparence les rangs. Mais nombre de problèmes sur l'adaptation du syndicalisme demeurent, à la himière des derniers événements, en suspens. Es risquent de resurgir, sur le terrain ou dans de prochains débats internes, lorsqu'il s'agira de concrétiser quelques objectifs de ce conseil national comme celui de - construire des revendications effectivement soutenues par les trovailleurs - ou d'adapter la pratique

MICHEL NOBLECOURT.

Un rapport au Conseil économique et social

Un programme expérimental de lutte contre la pauvreté

Faire de la lutte contre la grande parevreté une « priorité nationale », et mener donc des actions « cohérentes et globales » dans les domaines de l'emploi et de la formation, du revenu, du logement et de la santé, c'est ce que propose un rap-port présenté, le mardi 10 février, au Conseil économique et social par le père Joseph Wresinski, animateur de l'association ATD-Quart moode, qui se consacre à l'aide des plus démunis.

Le phénomène de la grande pauvreté est difficile à mesurer : selon le rapport, il est souvent le résultat du « cumul » des différentes formes de précarité - ressources trop faible absence de logement convenable, chômage de longue durée, défaut de converture sociale, absence de qualification, formation insuffisante que les statistiques ne parvienneat pas à rassembler : on ne l'apprécie que de manière indirecte, à travers recours aux prestations d'aide sociale, à l'aide médicale gratuite (AMG), aux différents secours distribués, ou aux difficultés constatées dans l'un ou l'autre domaine.

à 2,5 millions le nombre de personnes disposant chacune de moins d'un demi-SMIC pour vivre, à 400 000 celles dépourvues de cou-verture sociale (dont la moitié doivent avoir recours à l'aide médicale, comme 370 000 assurés sociaux). tandis que 200 000 à 400 000 personnes ne disposent que de logo-ments insalubres on de fortune. Enfin, 7% des appelés au service national maîtrisent mai la lecture et l'écriture. Le cumul de ces handicaps conduit à la marginalisation.

Le rapport propose d'une part de mettre en place, sous l'égide de l'INSEE, un système d'évaluation de la grande pauvreté, d'autre part de lancer une expérience pilote dans

Dans ces départements, une action - coordonnée - serait menée à la fois sur l'éducation (avec le développement de maternelles dans les quartiers les plus défavorisés et une préparation des enfants et des familles), la formation profession-

S'appuyant sur différentes nelle et l'emploi (avec des pro-enquêtes de l'INSEE et extrapolant grammes de mise à niveau « sur le des études locales, le rapport évalue sus »), le logement, la santé (par des tar»), le logement, la santé (par des examens médicaux périodiques). Ce programme devrait être accompagné du versement d'une « allocation différentielle » garantissant un • plancher de ressources • de 2 000 F au minimum pour une personne seule, de 3 000 F pour un couple, dont le montant serait réévalué comme le SMIC dans le cadre d'un contrat d'insertion » plus large que les conventions signées actuellement par l'Etat avec les collectivités locales : l'expérience menée à Rennes par ATD-Quart monde avec cent trente familles pendant treize mois a montré que ces familles ont payé leurs dettes et cherché à trouver du travail.

> Une instance de coordination interministérielle, placée auprès du premier ministre, serait chargée de suivre ce programme, qui pourrait servir de base à une action généralisée soutenue, par une loi d'orientation: il s'agit, selon le père Wre-sinski, de créer une « mobilisation nationale » pour la lutte contre la

Une convention va être signée pour les contrats de conversion

Les contrats de conversion prévus pour accompagner les nouvelles pro-cédures de licenciement économique (le Monde du 3 février) vont pouvoir exister. Les partenaires sociaux, répois au sein de la nouvelle AGCC (Association pour la gestion des contrata de conversion), présidée par M. Alain Deleu (CFTC), se rédaction définitive d'une convention. Celle-ci devrait être officiellemeat signée le 12 l'évrier par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi. Une autre convention, de gestion celle-là, devra être passée entre l'AGCC et l'UNE-DIC pour les frais de fonctionnement du dispositif. Un décret devrait être incessamment publié qui consacrera la naissance des contrats de conversion.

Ce procédé permet d'utiliser toutes les possibilités offertes par la nouvelle loi du 30 décembre sur les licenciements économiques. Salon les agences de l'ANPE et les ASSEactuellement des demandes, qui ne peuvent être satisfaites, faute de textes d'application. Des syndicats s'en sersient inquiétés, afin d'obtenir le bénéfice de mesures d'accompagnement social pour les licenciemenis en cours.

La convention prévoit les moyens de financement des actions de formation réalisées dans le cadre des congés de conversion. La somme forfaitaire de 4 000 F sera réclamée aux entreprises quand la formation sera décidée. Les versements pour la formation interviendront par cin-quième. L'Etat s'engage à fournir un fonds de roulement de 100 millions de francs. Il versera, en outre, une somme chaque trimestre, au vu des dépenses affectives, accorders une provision pour la période à venir, et l'équivalent de deux mois de fonds de roulement.

Selon les hypothèses, les contrats de conversion pourraient concerner de 20 000 à 30 000 salariés licenciés par an, mais les mesures sont pré-vues pour un objectif de 52 000. Les études réalisées par l'UNEDIC envisagent un coût de 10 000 F par bénéficiaire et, par conséquent, une dépense de 1 milliard de francs ai 100 000 contrats de conversion étaient signés en une année,

Cours par correspondance pours oraux et conférences à Pierie sions de formation **ÉCOLE** DE

PSYCHO-GRAPHOLOGIE ORGANISME PRIVÉ D'ENSEGNEMENT

A DISTANCE, FONDÉ EN 1953 12. villa Saint-Pierre B. 3 - Dép. LM 94220 CHARENTON T6L: (1) 43-76-72-01 paration à la profession de graphologue Inscriptions reques touts l'année Documentation gratuite

صكذا من الاصل

:14an-68 ıg. ate lal · le · le

tes 765 Co.



Banque Européenne d'Investissement

INSTITUTION DE DROIT PUBLIC CRÉÉE PAR LE TRAITÉ DE ROME ÉTABLISSANT LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE Siège provisoire : 100, boulevard Konrad Adenauer à Luxembourg Capital : 28.800.000.000 d'Ecus

EMPRUNT 8,50 % FÉVRIER 1987 DE F 1,5 MILLIARD NOMINAL

REPRÉSENTÉ PAR 300.000 OBLIGATIONS DE F 5.000 NOMINAL

Pris of unission : 95,70 %, and F 4785 per time.

Les obligations seront amorbes en totainté le 23.2.1999 par rembourse

en fonction des conditions du marché, au cours des 5 premières années a des amortissements anniels par michats en Bourse, portant au total sur un maximum de 90000 obégetions de manues a smoot de manere a amorte : 24 000 obligations la première armée. 21 000 obligations la deuxième année. 6000 obligations is tractions année

Interdit par remboursement. Autorise par rachats en Bourse, possibilité d'offres publiques d'achait

Régime flacel ; S'agssant d'un emprunt émis en France

la lai de finances rectificative du 12 juliet 1986, les intérêts du présent emprunt, versés à des bénéficiares ayant ou non leur domicile fiscai en France, sont exonérés de la retenue i source prévue par l'article 119 bis du Code Général des Impôts. Le pasement des intérêts et le

remboursement des titres seront effectués sous la seula déduction des impôts que la loi met ou pourrait mett obligatoirement à la charge des

Le paiement des interêts et le

de Bourse, a été publiée par l'Agence Economique et Pinancière du 9 février 1987.

SICAV DU GROUPE CIC

Etranger

Grèves et manifestations au port de Gênes

La « forteresse communiste des quais »

de notre correspondant

Le port de Gênes, le plus important d'Italie, est, depuis plus de deux mois, le théâtre d'une vive agiration qui a comu un moment particulièrement intense, le lundi 9 février. En bordure de quais quasiment désertés par les navires, une manifestation des quelque trois mille deux cents dockers avait lieu à l'heure où premait ses fonctions un « commissaire du gonvernement » nommé l'avant-veille par l'autorité publique un évé-nement sans précédent dans l'his-toire maritime de la Péninsule.

Depuis près de vingt ans, le port de Gênes périclite en raison de coûts d'exploitation trop élevés, largement das à un mode d'organisation qui voit le chargement et le déchargement des bateaux organisés par la « compagnie unique des travailleurs portuaires », une corporation domi-née par les éléments les plus durs, syndicalement et politiquement, de la CGIL, le syndicat d'obédience communiste. Cette compagnie est en principe autogérée. Son « consul » on président, ses vice-consuls zinsi que les « caporaux » ou chefs d'équipe ont non seulement plein pouvoir pour organiser le travail, mais out constamment fait valoir les droits de leur corporation à participer largement à la gestion des acti-vités du port.

Cumulée à des salaires substantiels et à une organisation des tâches sur la base d'équipes pléthoriques (mais en fait jamais au complet, la pratique d'un deuxième emploi étant la règle), cette situation a accélété depuis vingt ans la déca-dence d'un port qui était naguère un des tout premiers de la Méditerra-née. L'Etat devait donc combler les déficits imposants de gestion.

Les Etats-Unis vont alléger les procédures a exportation de haute technologie

Le secrétaire américain au commerce, M. Malcolm Baldrige, a commencé à préciser, le lundi 9 février, les moyens que les Etats-Unis entendent utiliser pour assounlir les restrictions sur les exportations de haute technologie. Première étape d'un plan plus vaste destiné à renforcer la compétitivité des exportateurs américains, le projet de M. Baldrige vise essentiellement à limiter l'abstruction bureaucratique». Ses principaux points, qui entreront dans la législation com-

tions de viande ovine néo-zi Zélande s'était engagée à limiter ses exportations vers la CEE à 245 000 tormes par an. En 1984, les livraisons sur la marché frençai

part des ports, des arrangements ont été tronvés avec les organisations syndicales en vue d'aboutir à une forte augmentation de la producti-vité. Mais à Gênes divers éléments se sant conjugués pour entraver la définition d'un accord.

Destitution « de facto »

La conscience d'être un des plus anciens bastions ouvriers de la Péninsule a certainement joné son rôle. Les rivalités politiques ont également pesé lourd entre « la forteresse communiste des quais » et un environnement, municipal et régional, où le PC a été rejeté dans l'opposition aux élections administratives de 1985. Tonjours est-il que la « compagnie unique » s'est insur-gée, début décembre, contre des décrets pris pour augmenter la pro-ductivité. Il est ensuivi plus d'un mois d'agitation et de grèves perlées. Le 15 janvier, les secrétaires natio-naux des trois confedérations ita-liennes – outre la CGIL, la CSIL (démocrate-chrétienne) et la IUL (socialiste) - out, fait sams précé-

Il lui fallait réagir. Dans la plu-art des ports, des arrangements ont lé trouvés avec les organisations dent, décider de signer eux-mêmes un accord avec l'autorité portuaire acceptant l'essentiel des dispositions qu'elle avait prises. M. Giorgo Ben-venuto, secrétaire de la Ull., était peu après molesté par les dockers lors d'une réunion houleuse d'expli-cation le 26 janvier. Le «consul», M. Paride Batini, apposait lui-même sa signature sur le document, mais en précisant qu'il n'agissait ainsi que pour éviter la nomination d'un com-missaire du gouvernement aboutis-sant à une destitution de facto des dirigeants de la «compagnie unque ». Cela n'a pas permis an travail , de reprendre normalement.

Cest à cette situation assimilée à une «interruption de service public» qu'a répondu la nomination, d'un officier de la capitainerie du port en remplacement proviscire de l'étatmajor de la compagnie des dockers. D'où les manifestations de lundi. Mais la CGIL, qui a batuilé ferme ces dermères années pour réintégrer les revendications de se base dans des limites competibles avec les équilibres économiques, entend bien continuer de peser de tout son poids pour une reprise normale des acti-vités.

JEAN-PIERRE CLERC.

Le tourisme au secours des finances extérieures de l'Espagne

La balance des paiements espagnole a corregistré un excédent de près de 20 millions de dollars en 1986 coutre un déficit de 8,6 millions en 1985, indique la banque d'Espagne. Ce bon résultat a été obtenu en dépit d'un déficit commercial qui s'est creusé pour atteindre 8,3 millions de dollars, soit 12,5 % de plus que l'année précédente. Une dégradation par le bes puisque les importations ont haissé de 3,6 % et les exportations de 7,4 %. Le doublement des investissements étrangers en Espagne et, surtout, le niveau record des recettes touristiques engrangées en 1986 sont venus un secours des comptes extérieurs du pays.

MADRID

de notre correspondant

« Une année réellement spectaculaire! > : le ministre des transports. du tourisme et des communications, M. Abel Caballero, ne cachair pas sa satisfaction en présentant officiellement les résultats de l'année touristique qui vient de s'achever.

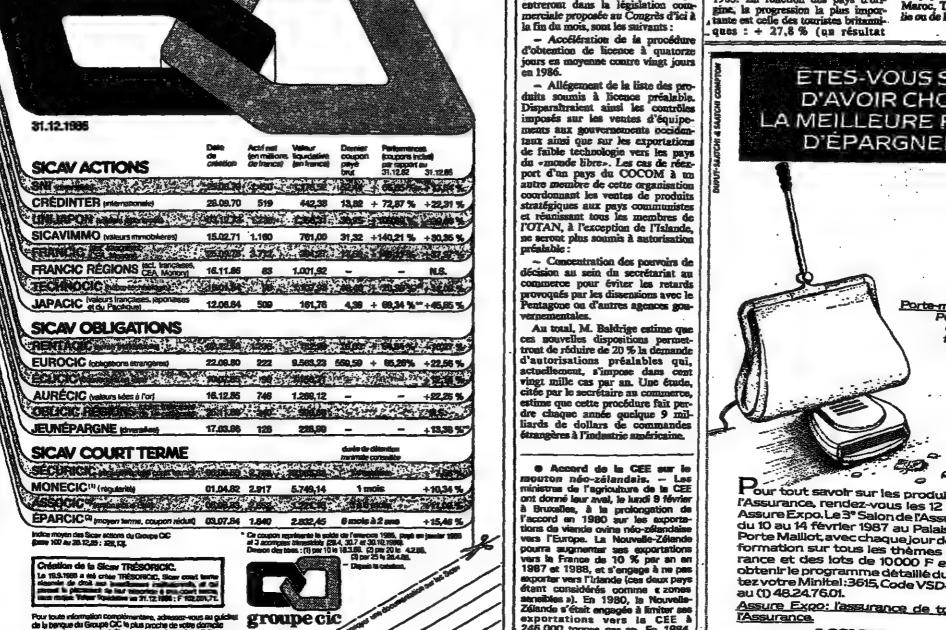
Jamais depuis 1978 l'Espanne n'avait comm une telle poussée dans ce secteur. L'augmentation des revenus tirés du tourisme a été, en 1986, de 47,8 % en dollars, de 21,3 % en pesetas, soit, en termes réels, de 11,8 %. Le nombre total de visiteurs a augmenté de 9,6 %, attei-guant 47,3 millions de personnes, soit 1,2 visiteur par habitant. Quant au nombre de touristes proprement dits (c'est-à-dire d'étrangers dont le séjour dépasse vingt-quatre heures), il est supérieur de 8,5 % à celui de 1985. En fonction des pays d'ori-

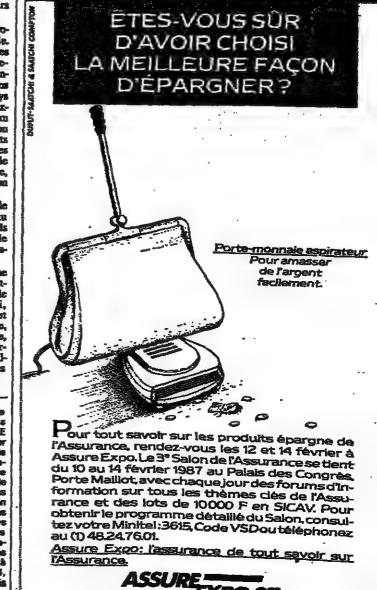
inespéré si l'on tient compte de la dépréciation de la livre par rapport à la peseta), et de ceux originaires des pays scandinaves - + 15 % ati moyenne. Le nombre de touristes américains, en revanche, a décra de 22%. Pourquoi l'Espagne est-elle plus que jamais le lieu de prédilec-tion des vacanciers? D'une part, estime-t-on à Madrid, perce que la reprise économique su Europe occintele, d'où sout originaires la grande majorité des visiteurs se ren-dant au tui des Pyrénées, s'est traduite en 1986 par une augmentation de la part du budget des ménages consacrée aux loisirs. Et de l'autre parce que l'Espagne conserve un rapport qualité-prix qui reste plus avantagenz que celui de ses rivaux européens. Il est significatif que la concurrence qui préoccape aujourd'hui les responsables du tourisme espagnol soit davantage celle de pays - bon marché - (Tunisie, Maroc, Turquie) que celle de l'Ita-

THIERRY MALINIAK.

Stage.

 $\widehat{\mathcal{J}}_{\mathcal{L}^{(n)}_{(n)}, \mathcal{L}^{(n)}_{(n)}, \mathcal{L}^{(n)}_{(n)}}$





Actif net (en millions de F): 1784,8

obligations françaises. 77,3 %

: 10293,35 F

C5

on-ve-De

ig, me ate lai le le les zes

ité les

Répartition de l'actif net :

leur statut à part). Les responsa- « planification centralisée », lequel bles, depuis le contramaître et le est également rappelé. D'un côté, chef d'équipe jusqu'au directeur le « fonds » à partir duquel sont

Accord des Douze sur les taux à l'exportation

MOSEGU

de notre correspondant

La Pravda du dimanche 8 février

a publié le texte du projet de statut de l'e antreprise d'Etat » présenté le 28 janvier lors du plénum du

comité central. Ce texte va être soumis è la « discussion popu-

seums e la « discussion popu-laine » dans les mois qui viennent. Nul ne sait encore s'il sera ensuite directement transmis au Soviet suprèirie ou d'abord adopté par « une conférence nationale » du parti, annoncée pour 1988 par M. Gorbatchev, mais dont la convocation semble poser pro-bilime...

que la Constitution stalinième de 1937 était sur le papier la plus démocratique du monde avant de prendre su pied de la lettre les mesures qui figurent dans ce docu-

ment destiné à régir l'activité du principe d'« autonomie financière a

plus grand nombre des entreprises des entreprises qui est en totale soviétiques (les kol-khozes gardant contradiction avac le concept de leur statut à part). Les response- « planification centralisée », lequel

Etranger

En URSS

Les directeurs d'entreprise bientôt élus ?

réunis en assemblée générale.

Le principe de l'élection des res-

dans certains textes mais n'a jamais été réallement appliqué

choix reste ouvert entre deux modes de acrutin très différents.

mandat de cinq ans renouvelable,

toute façon être approuvée par leur ministère de tutelle. Les contremaitres et les chefs d'équipe seraient élus pour une durée de deux à trois

Bricoler

les bilans

Le projet affirme, d'autre part, le

iqu'ici. On remerquera que le

obéir aux « directives » et aux

« normes économiques à longue

échéance » du plan. Il s'agit une

moins en vigueur depuis le 1° jan-

vier et crée une pagaille considéra-

es avec la mas

l'habitude de distribuer. Comme on

est en pays soviétique et non dans la République de Platon, chacun s'arrange à Moscou comme en pro-

vince pour que tous les chiffres

vel a seprit » dans lequel les résul-

fois de plus de réaliser la quadra-

Communautés auropéannes de notre correspondant

La CEE à désormais une position commune pour mener à terms en mars, au sein de l'OCDE, les négociations concernant les aménas à l'accord qui fixe les teux minima auxquels peuvent être accordés des crédits publics à l'exportation. Le pro-blème central est ceini des crédits liés à de l'aide. Ces crédits peuvent être inscrits dans le consensus. Mais cer-tains pays industrialisés, et singulière-ment le Japon, abusant de cette

Pour rameter plus de discipline ans les rangs, les Etats-Unis et la a 30%, pais à 35%. Mais comment calculer cette part? Comment éviter que les pays à montaie forte où les taux du marché sont très bits ne soient pes favorisés per rapport à ceux où les taux d'intérêt pratiqués sont plus cvés ? Là se trouvait la pomi

compromis : la part de tanz proposée dans un contrat donné sera étable en prenant en considération des tant d'intérêts différenciés selon le pays embre fournisseur; en d'autres cas des tant d'intérêt pratiqués sur le marché. La RFA, les Pays-Bas et, pour des raisons différentes, la Grèce du des raisons différentes, la Grèce out voté contre. Mais ils out été mis en minorité, et le mandat confié à la au nom des Douze, a pu

Chômage: légère progression en 1986

L'Europe des Douze comptait 16 448 600 chômeurs à la fin du mois de décembre 1986, selon les statisti-ques publiées par l'Office statistique des Communautés européennes (Eurostat), soit + 1,9 % en un mois et 1,4 % en un an.

Sur l'ensemble de l'année, le non Sur l'ensemble de l'annee, se nom-bre moyen de chômeurs inscrits a été de 16,1 millions contre 15,8 millions en 1985. L'accroissement du nombre des sans-emploi qui a été de 260 000 en 1986, avait été de 615 000 en 1985, de 1 million en 1984 et de 1,6 million en 1983. Ce sont les femmes qui sont les victimes de cet accroissement vicumes de cel accroissement (+ 5,2 %), le chômage masculin ayant légèrement diminué (- 0,7 %). On a enregistré un recul de 110 000 du nombre moyen de jeunes chômeurs dans la Communauté (à l'exception du Pretagal) tandis com la cituation de Portugal), tandis que la situation des chômeurs de plus de vingt-cinq ans s'aggravait avec 343 000 inscrits supplémentaires.

neuf pays dont les données sont dispo-nibles, le taux de chômage par rapport nous, le taux de chomage par rapport à la population active s'établit à 11,2 % contre 11,1 % en 1985, 10,9 % en 1984 et 10,4 % en 1983. L'Irlande vient en 113,8 % la Relation (12,6 %) Le tête avec 18,4 %, suvie de l'Itane avec 13,8 %, la Belgique (12,6 %), les Pays-Bas (12,4 %) et la Grands-Bretagne (12,1 %). En dessous de la moyenne, se trouvent la France (10,8 %), la République fédérale d'Altemagne (8,1 %), le Danemark (7,6 %) et le Luxembourg (1,5 %). Tourours en moyenne annuelle, la Tonjours en moyenne annuelle, l Grèce comptait 108 100 demanden

Controverse banque monnaie

le désordre monétaire a pour origine des conceptions erronées sur la monnaie : sa création (à 90 % par les banques), son fonctionnement.

Jacques RIBOUD entreprend de le montrer. Un travail de démolit essaire pour ouvrir la voi à des idées neuves.

pat Jacques RIBOUD suteur de "MÉCANIQUE DES MONNAIES"

L'impuissance à corriger

Collection de la R.P.P.

gérée par la Caisse des dépo

 autres actifs Valeur liquidative

Situation au 31 décembre 1986 Actif net (en millions de F): Répartition de l'actif net : obligations françaises autres actifs : 10115,44 F Valeur liquidative

Caisses d'épargne Écureuil, Trésor Public, Caisse des dépôts Société d'Insestituement à capital variable
..... gérée par la Calese des dépôts

POURQUOI TANT DE GENS ET D'OUVIENNENT-ILS?

Au cours des cinq dernières années, le récepteur d'appel est passé du simple émetteur de "bip" à un appareil de réception de messages portatif multifonction de grande sophistication.

A l'heure actuelle Motorola fabrique des récepteurs d'appel capables de recevoir, afficher, mettre et rechercher en mémoire des numéros de téléphone, des cours, des prix, des dates et

Et si le répertoire fonctionnel de ces appareils remarquables s'est accru, leur taille et leur poids par contre ont diminué.

De ce fait les utilisateurs de récepteurs d'appel sont aujourd'hui plus nombreux que jamais. Quant à l'usage qu'ils en font, la variété possible est aussi étendue que leur imagination le permet.

Il n'y a qu'une chose qui ne semble pas avoir changé en ce qui concerne les récepteurs d'appel. C'est la raison pour la quelle on s'en sert. Cette raison, en un mot, c'est la productivité. En termes simples, le récepteur d'appel vous aide à en faire plus en moins de temps.

Depuis que Motorola a construit son premier récepteur d'appel en 1956, elle demeure un leader dans le développement de cette technologie d'un équipement dont le marché est en expansion rapide. Nous sommes aujourd'hui le premier fabricant mondial de récepteurs. Notre production comprend presque cent modèles différents qui vont du récepteur le plus petit du monde, pas plus grand qu'un stylo dans votre poche, au modèle de niveau sonore maximum que les brigades de sapeurspompiers utilisent ainsi que certaines industries.

lis font "bip," ils affichent, ils mettent en mémoire, ils rappel-tent et certains ont même un signal silencieux. L'année dernière, Motorola a l'abrique plus de ces récepteurs remarquables que n'importe quelle société au monde.

Pour la France, les récepteurs d'appel ne forment qu'une partie de nos activités. Âvec nos installations à Angers et à Toulouse, nous sommes engagés dans la conception et la production d'une large gamme de produits avancés dans l'électronique. Et notre réseau commercial en France ne compte pas moins de 16 bureaux.

Motorola est l'une des plus grandes sociétés mondiales dans le domaine de l'électronique. Nous travaillons sur les cinq continents. Et sur tous nos marchés, nous partageons un souci profond de bien servir nos clients, dans le domaine des radiocommunications (parole et données), des ordinateurs, des semiconducteurs et dans les composants électroniques pour la défense, l'aérospatiale, l'automobile et le marché industriel.



MOTOROLA Un leader mondial en électronique de pointe

Transports

Point Air dispose d'un mois pour garantir la sécurité de ses avions

La compagnie aérienne Point Air, filiale de l'association de voyages Le Point de Mulhouse, dispose d'un mois pour faire à la direction générale de l'aviation civile (DGAC) des propositions sur la sécurité de ses avions de nature à permettre une levée de l'interdiction de vol qui les frappe (le Monde daté 8-9 février). Un communiqué du ministère des transports précise qu' - à défaut de propositions satisfaisantes dans un délai d'un mois une procédure de retrait définitif d'autorisation d'exploitation sera engagée devant le Conseil supérieur de l'aviation marchande . Les discussions ont été ouvertes, le 9 février, entre la DGAC et Le Point.

Le rapatriement des clients du Point bloqués à la Réunion par la mesure d'interdiction a commencé. Un Airbus de la compagnie Luxair a effectué déjà deux rotations entre Saint-Denis de la Réunion et Mulhouse. L'un des passagers déclarait à l'embarquement : « On s'acharne contre Le Point. Cela sert à quoi puisque Air France est hors de prix. Veut-on que nous ne revenions plus à la Réunion? » Le ministère a décidé que Point Air pourrait affréter d'autres avions à condition qu'elle n'exerce - aucune responsabilisé directement ou Indirectement liée à la sécurité ».

Les syndicats des personnels navigants se sont félicités de la décision

SNPL (Syndicat national des pilotes de ligne) l'approuve. Le syndicat FO d'Air France rappelle qu'il - avait été à l'initiative d'une grève en juillet 1986 contre l'Introduction des compagnies privées dans la desserte des DOM et notamment de Point Air sur les lignes de la Réunion . Enfin, le Syndicat national des officiers mécaniciens de l'aviation civile (SNOMAC) ressort une lettre d'octobre 1985, adressée au ministre responsable, où il répertoriait une liste d'irrégularités commises en 1983 et en 1984 par Point

Marchés financiers

Le groupe des Cinq estime qu' « il n'y a pas d'ergence à se réunir »

Les ministres des finances des pays du groupe des Cinq (Etats-Unis, Allemagne, France, Grande-Bretagne et Japon) estiment qu' « Il n'y a pas d'urgence à se réunir », a déclaré, le lundi 9 février à Bruxelles, le ministre luxembour-geois des finances, M. Jacques Poos, l'issue d'une réunion des ministres de la Communauté.

Cette indication avait été fournie par les représentants des trois pays enropéens membres du «G5» (Allemagne, France et Grande-Bretagne). «La reprise du dollar à la fin de la semaine dernière justifie cette opinion », a ajouté M. Poos. Les grands argentiers des Douze ont souligné « le besoin d'une politique commune vis-à-vis du dollar, ma ils ne sont pas entres dans les détails », a précisé le ministre fuxembourgeois, cette question devant être étudiée plus à fond lors d'une réunion informelle qu'ils tiendront en avril.

A Washington, M. James Baker, secrétaire américain an Trésor, a déclaré, à la télévision, qu'aucune date n'avait été fixée pour la réunion du groupe des Cinq et, surtout, s'est refusé à dire si le dollar avait suffisamment baissé. Cette absence de précision, très remarquée, a laissé supposer que le recul du dollar n'était pas encore suffisant pour la Maison Blanche, bien que le cours du billet vert ait fléchi sur tous les marchés des changes, revenant à Paris de 6,17 F environ à 6,05 F.



PARIS, 9 février Marché indécis

Hachette et la Redoute, ont joué les vedettes lundi à la corbeille.

Hachetta, avec sa baissa de 4,8 %, a pesé sur l'indicateur instantané, en recul de 0,3 % en fin de séance.

En effet, le groupe Hachette a indi-qué la semaine demière, que le prix fixé pour la reprise de TF 1 étair prop élevé. Havas, en baisse de 2 %, a amoncé dimanche soir qu'à ce tanf la reprise de la première chaîne TV ne l'intéressait pas. Hachette, qui n'avait lundi midi pas donné sa réponse défi-nitive, ferait donc de même.

Autre affaire du jour : la Redoute Une grande enimation régneit ces jours derniers autour du titre. Jeudi. mains et 166 000 (près de 14 % du capital de cette affaire de ventes par correspondance) vendredi. Quant au cours, il avait progressé de plus de 45 % depuis le 1* janvier sur des rumeurs d'OPA. Divers noms évaient rumeurs d'OPA. Divers noms avaient été successivement cités : Cérus (carlo De Benedetti), Au Primemps (malgré ses démantie), Duménil-Leblé, Agache... Pour la Bourse, l'affaire était bouclée lundi. Le titre a donc perdu 13,2 % à 2 940 F, en dent la publication d'un commu niqué sur cette coération.

Le reste du marché était indécis à l'image des investisseurs, rendus méliants par les sauts de cabri du doi

Des titres étaient néanmoins recherchés comme caux du secteus pétrolier. Totel a pris 4,4 % et Elfdes entrepreneurs a progressé de 5,7 %, Géophysique et les Presses de la Cité de 3,5 %. Hausse de 2,8 % du

En revenche, Auslieire d'Entre prises et Eurocom ont cédé 3 %. Le MATIF était bien orients avec une hausse de 0,15 %.

Aux étrangères, hausse de japo-

L'or n'a pas basucoup bougé. Le lingot a pris 650 F à 81 250 F, tendis que le napotéce cédait 3 F à 517 F.

CHANGES

Dollar: 6,0750 F 4

Le dollar, qui s'était très forte l'annonce, la veille, par le secré taire américain au Trésor, réunion du « groupe des Cinq », s'est légèrement raffermi en fin de matinée, à 6,0750, contre 6,1730 à la clôture luncii. Le franc s'échangesit contre le deutschemerk à 3,33 F. A Tokyo, comme à Francfort, le dollar était en baisse à 1,8230 DM et 152,95 yens.

FRANCFORT 9 Rt. 10 fb. Doller (ca DM) .. 1,8289 1,8135 TOKYO 9 feet. 10 feet. Dollar (en yeas) .. 154,45 152,95

New-York (9 fév.). . . 53/4-6%

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (10 fév.). . . . 7 15/16 %

NEW-YORK, Stérier \$ Prises de bénéfices

Prises de bénéfices

La tendance est demeurée faible à Wall Street dans un marché relativement caime. L'indice des valeurs industrielles s'est replié de pius de 10 points pour clôturer à 2.175,74. Quelque 134,30 millions de titres se sont échangés lundi, contre 184,10 millions vendredi. Le sombre des valeurs er baisse a dépassé celui des hausses, puisqu'on en dénombrait 1 035, contre 575, 387 titres sont demeurés inchangés.

Les spécialistes n'ont relevé ancun facteur particulier susceptible d'influencer la faiblesse des valeurs. Ils ont noté cependant que les avances enregistrées depais le début de l'ammée semblaiem perdre de leur essor. Cela est suffisant pour inciter les investisseurs à prendre des bénéfices, ont-ils ajouté. Ce phénomène était déjà perceptible la semaine dernière. La tendance était demeurée à la hausse, bien que des prises de bénéfices aiem coutenu la progression de l'indice dans un marchés très acrif progression de l'indice dans un mar-ché très actif.

ché très actif.

Lundi, parallèlement au repli de
Wall Street, la baisse du dollar s'est
accélérée après les déclarations de
divers responsables linanciers selon
lesquelles aucune réunion des ministres des finances des pays industrialisés n'est prévue pour le monent.

Dans ce marché en repli, TRW a
cédé 3 3/8 à 107 3/4, UP John
2 5/8 à 109 3/4 et ITT a gagné
2 3/8 à 62.

VALSINS	Cours du 6 fév.	Cours de 8 tev.
Alcos A.T.T. Soeirg Classe Montestam Beek De Pore de Floriours Enscreen Kodek Control Ford General Electric General Motions	43 1/4 23 7/8 50 1/8 39 7/8 101 3/8 75 7/8 84 77 1/4 98 3/4 75 1/8	42 1/4 24 50 1/4 39 3/4 100 75 7/6 83 7/6 75 1/4 100 1/6
Goodyeer 1,8,M, 1,7,7, Mobil CII Picer Schlumberger Tensco U.A.L. Inc.	50 3/8 135 5/8 59 5/8 46 58 7/8 39 5/8 38 5/8 57 3/4	50 3/4 133 3/4 62 45 3/4 68 5/8 36 7/8 36 3/4 56 3/4
Union Carbide i.i.S. Steel Westingstown	26 5/8 24 3/8 81 3/8	26 1/1 24 1/2 59 3/4

INDICES BOURSIERS

PARIS (INSEE, base 100: 31 déc, 1986)

6 liter. 9 ffer. .. 103.8 Valents étrangères . 102,2 Cº des agents de cha

Indice général . . . 418,4 **NEW-YORK** (Indica Dow Joses)

Industrielles 2188,67 2176,74 LONDRES (Indice - Financial Times-) 6 febr. 9 febr. Industrielles 1598,9 1514,6

Mines d'or 319,3 Fonds d'Etat ... 86.24 86.12 TOKYO 9 fér.

Indice général . . . 1722,99 1733,75

Notionnel	10 %. N	- Cotat	ATIF ion en pource contrats: 14	entage du 1 676	9 février
COURS			ÉCHÉAN	CES	
COURS	-		Mars 87	Juin 87	Sept. 87
Dernier Précédent	=		105,85 105,65	105,75 105,65	105,80 105,75

AUTOUR DE LA CORBEILLE

PROGRESSION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE BSN. – Le chiffre d'affaires consolidé du groupe BSN s'est élevé à 33,6 milliards de BSN s'est élevé à 33,6 milliards de francs pour l'exercice 1986, contre 28,5 milliards de francs pour la période correspondante de 1985. Les ventes consolidées du groupe Générale Biscoit, qui s'élèvent, en 1986, à 6,2 milliards de francs, ent été retenues dans la branche biscuits à hanteur de 68,5 %, compte tenu des conditions d'acquisition. ons d'acq

HAUSSE DE 19 % DU BÉNÉ. FICE DE L'UNION DE CRÉDIT POUR LE BATIMENT. -

L'Union de crédit pour le bâtiment (UCB) et sa filiale la Compagnie française d'épargne et de crédit (CFEC), du groupe de la Compagnie bancaire, ont réalise, en 1986, un bénéfice net consolidé de 318 millions de francs, en progression de 19 % par rapport à l'exercice précédem. L'UCB, société mère, avant dotation aux réserves, enregis-tre un bénéfice net de 282,4 millions de france, dont 104,3 millions prove-nam de la SFEC. Il sera proposé l'attribution gratuite d'une action nouvelle pour cinq anciennes.

1

1000

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS	DU JOUR	UR	MOIS	DEUX MO	ES	SEX	SIX MOES			
	+ bes	+ insut	Rep. +	on dép. –	Rep. + cas d	ép. –	Rep. +ou dip				
S E - U	4,6146 3,9431	6,6358 4,6227 3,9496	+ 80 + 12 + 112	+ 95 + 30 + 130	+ 180 + + 42 + + 247 +	295 72 275	+ 540 + 123 + 779	+ 648 + 216 + 868			
DM Fisria F.B. (196) F.S. L (1 960)	3,3282 2,9503 16,8962 3,9444 4,6845	3,3333 2,9547 16,1191 3,9509 4,6928	+ 96 + 59 - 44 + 138	+ 113 + 79 + 69 + 158	+ 221 + + 136 + - 35 + + 382 +	245 153 138 336	+ 660 + 422 + 194 + 886	+ 735 + 481 + 672 + 976			

TAUX DES EUROMONNAIFS

Florin 5 1/8 5 3/8 5 1/4 5 3/8 5 1/4 5 3/8 5 1/8 5 1/8 5 1/8 F.B. (199) 7 1/2 8 3/4 8 8 3/8 7 7/8 8 1/8 7 5/8 5 1/8 F.S 1 7/8 2 3/8 3 5/16 3 7/36 3 1/2 3 5/8 3 9/16 3 11/1						
F. 17324 . 1 3/4 8 1/4 8 3/8 8 3/4 8 1/2 8 3/4 8 5/8 8 7/8	DM Florin F.B. (199) F.S	4 5 1/8 7 1/2 1 7/8 9	4 1/4 4 5 3/8 5 1/4 8 3/4 8 2 3/8 3 5/16 10 1/2 10	4 1/8 4 5 3/8 5 1/4 8 3/8 7 7/8 3 7/16 3 1/2 10 3/4 18 1/8	4 1/8 4 5 3/8 5 1/8 8 1/8 7 5/8 3 5/8 3 9/16 10 5/3 10 1/4 11 1/8 10 3/4	4 1/8 5 1/4 8 ~ .

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INFORMATION SICAV AU 31 DÉCEMBRE 1986 BANQUE WORMS

was at the same	HER SERVE OF	当选择	Purp Pr				
Societés d'Investissement à Capital Variable Date de création	HAUSSMANN EUROPE 5.03.84	HAUSSMANN FRANCE 25.06.86	HAUSSMANN OBLIGATIONS 13.12.82	HAUSSMANN EPARGNE 23.07.84	HAUSSMANN COURT TERME 17.10,83	HAUSSMANN ASSOCIATIONS 5.12.83	HAUSSMANN OBLICROISSANCE 22.10.84
ORIENTATION	Valeurs mobil. diversit français el europeennes	Valeurs mobilieres trançaises	Obligations françaises et étrangères	Obligations françaises	Obligations françaises	Obligations françaises	Obligations françaises
ACTIF NET (MF)	471.9	184,7	1022,4	659,6	799,7	633,9	353,6
VALEUR LIQUIDATIVE (F par action)	1881,25	995.86	1474,32	1 357,24	1 149,56	1 260,02	1291,15
PERFORMANCE en % (coupons inclus): - depuis l'origine depuis le 1.01.86	+ 93, <u>22</u> % + 33,65 %	-0,4 % a -s	+ \$2,14 % + 19,33 %	+35 % +14,54 %	+39,10 % + 7,72 %	+43.56 % +11,81 %	+28.6 % +14.13 %
RÉPARTITION DE L'ACTIF NET (%) :							
a) en France - actions obligations	29.83 %	65.44 % 30.41 %	0,35 % 84.66 %	99,97 %	97.26 %	99,21 %	99,66 %
b) à l'étranger - actions - obligations	45.50 % 0.4 %	_	14.84 %	_	_	_	Ξ
c) autres éléments d'actif	2 %	4.15 %	0.15 %	0.03 %	2,74 %	0,79 %	0,34 %
Les souscriptions et le	es demandes d	te rachata, ain	si que les note	es trimestrielle	s d'Informatio	n, sont reçues	er dis-

ponibles aux guichets de la BANQUE WORMS — 45 boulevard Haussmann 75009 PARIS — Téléphone (1) 42.66.90.10.

COFINEG

Les produits locatifs de la société se est rappelé qu'elles portent jouissance on élevés en 1986 à 164,6 millions de du l'ajuillet 1986. sont élevés en 1986 à 164,6 millions de francs qui représentent, à patrimoine constant, une progression annuelle de plus de 6 %. En effet, ceux de l'exercice précédant, de 163,3 millions, compre-naient pour environ 8 millions les loyers des immeubles vendus pendant

Une réduction corrélative des charges, et, par conséquent, une aug-mentation du résultat d'activité, ne devraient pas manquer d'être constatés lors de l'arrêté des comptes annuels par le conseil d'administration.

Par ailleurs, l'importante augmentation des produits accessoires, s'établis-sent à 18,9 millions contre 10,9 en 1985, a principalement pour origine le place-ment des fonds provenant de l'émission de 1 028 000 actions nouvelles dont il

La société poursuit, grâce à cette aug-mentation de capital mais aussi à ses arbitrages, le développement et le rajeu-nissement de son patrimoine. L'immenble de bureaux de Saint-Quentinen-Yvelines, qui comprend 5000 m' loués par avance, sera terminé dans les prochaines semaines. Les dix-neuf mai-sons individuelles de Saint-Germain-en-Laye et les quarante-deux apparte-ments de la rue Saint-Gilles à Paris, en cours de construction procurerons des cours de construction, procureront des

loyers dès le présent exercice. Les projets d'investissements encore à l'étude portent sur plus de 200 millions de francs. Leur choix définitif répondra au double objectif d'une localisation

Magalinex

MOULINEX SA

Moulinex au présent ; le redressement commercial se confirme. Moulinex au futur : différentes hypothèses à l'étude.

 Les ventes du groupe Moulinex en 1986 se sont élevées à 3 350.6 millions de francs dont 2 843,3 millions de francs pour Moulinex SA. Comme prévu, après un premier semestre difficile, les ventes du groupe Moulinex ont progressé sur le marché français de + 0,40 % en 1986.

Les ventes du groupe sur les marchés étrangers qui s'établissent fin 1986 à 2 238,3 millions de francs ont été affectées de manière sensible par la baisse d'activité de la filiale anglaise rendue nécessaire par le rétablissement des marges.

VENTES CONSOLIDÉES PROVISOIRES DU GROUPE MOULINEX

(en millions de francs)

	1986	1985	en %
Marchés français	1 132,9 2 217,7	1 128.6 2 238,3	+ 0.4 ~ 0.9
TOTAL	3 350,6	3 366.9	- 0,5

Il est bon de noter qu'à parités monétaires inchangées, le chiffre d'affaires de 1986 serzit supérieur de 1 % à celui de 1985.

Rappelons enfin qu'à la fin du premier trimestre 1986, le chiffre d'affaires était

2) En ce qui concerne le projet de reprise (LMBO) de l'entreprise, la direction confirme qu'il est à l'étude parmi d'autres hypothèses.

MM. Jacques Mayoux, président d'honneur de la Société générale, et Jean Peyrelevade, président de la banque Stern et ancien président de la banque Indosuez, viennent d'accepter une mission d'assistance et de conseil auprès de M. Marc Ladreit de Lacharrière, vice-président directeur général adjoint de L'Oréal, qui vient d'être nommé président de « L'Oreal finances », dont M. Charles Zviak, président-directeur genéral de L'Oréal, a annonce la création. « L'Oréal finances » est chargé de définir, de coordonner et de développer la stratégie financière du groupe

BANQUE WORMS

CONSEIL DE L'ENTENTE

Dans le cadre de la coopération entre les banques françaises et les pays de l'Afrique de l'Ouest, la banque Worms. la Banque internationale pour l'Afrique la sanque internationale pour l'Arrique occidentale, le Crédit lyonnais et la banque Indosnez ont signé le 27 janvier 1987 le renouvellement d'une convention de dépôts de 268 millions de français rençais avec le fonds d'entraide et de garantie des emprunts du conseil de l'Entente, constitué en 1966 par les gouvernements du Bénin, du Burkina, de la Côte-d'Ivoire, du Niger et du Togo.

La cérémonie s'est déroulée sous la résidence de M. Paul Kaya, secrétaire presidence de M. Faui Kaya, secteure administratif du Fonds, assisté de M. Gilbert Wernert et de M. Marc Vuil-lermet, directeur général adjoint de la banque Worms.

Participaient à cette réunion : - Pour la banque Worms, M. Marc Pour la BIAO, M. Gérard Larrera - Pour le Crédit lyonnais, M. Jean-

François Michel: - Pour la banque Indosuez, M. Frédérick Ourbak.

Cette convention, a notamment souli-gné M. Paul Kaya, secrétaire administratif du Fonds, permettra en 1987 de renforcer et développer les finance-ments d'opérations intéressant les diffé-rents Etats membres, et marque une nouvelle étape dans le développement des relations entre la France et l'Afri-





BANQUE NATIONAL E **DE PARIS**

Natio-Obligations Société d'Investissement à Capital Variable

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires réunie le 29 janvier 1987 sous la présidence de M. LOUVET, a approuvé les comptes de l'exercice 1985/1986. Elle a décidé la distribution d'un dividende net de F. 24,33

auquel s'ajoute un crédit d'impôt de F,2,25, soit un revenu Le paiement de ce dividende, représenté par le coupon № 3, sera effectué à partir du 2 février 1987 et se décompose ainsi :

revenus d'obligations françaises non indexées : F 21,04 + crédit d'impôt de F 2,18; - autres produits : F 3,29 + crédit d'impôt de F 0,07. Il est rappelé que les actionnaires pourront réinvestir la montant de leur dividende en actions de la Société en

exonération totale du droit d'entrée. Par ailleurs. l'Assemblée Générale a renouvelé, pour une durée de 6 ans. les mandats de tous les administrateurs.

BNP. la banque est notre métier

Jean-Jacques Walint a demandé à entré chez Bongrain le 1" mai 1979 en tant que directeur général financier, notamment pour conduire l'introduction en Bourse de la société; auparavant, après un début de carrière dans la best Il continuera à faire bénéficier le Groupe Bongrain de son expérience en restant administrateur de Bongrain SA. que, il avait exercé les fonctions de secrétaire général de Revillon et de directeur général adjoint d'Ascitter Jean-Jacques Wallut, cinquante-deux direct ans. Sciences Po, licencié en droit, est Ous.

> Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements: 45-55-91-82, poste 4330

cs onve-De tg, me sto ial · le les ges

> itė Jes

Marchés financiers

	Rf	DU	P	<u>.</u>	1)F	P	Δ	RIS													9	FI	CVR	IER	Cours n	132
0			. 1	Techir	Diener	بار <i>ا</i> ر *		71				RÀ	ale	men	t m	ens	uel						Compan-	VALEURS	Cours Pressier précéd. cours	Dernier cours	*-
18	¥/	LEURS	précéd	COMEZ	00165	+-	1					1		$\overline{}$	T	Demier	%		VALEURS	Cours précéd.		miar %	107 590	Orietoraein Ciri Da Parat-Nem. Energen Kodek	112 20 112 90 629 530 483 481 50	630 475	0 16 - 1 66
123 121 115 114 268 204 213		Lyon T.P.	4902 1170 1135 1086	ABO	490 270 1180 1180 1188 686 6005 1164 225 271 530 999 999 999 999 999 944 382 243 382 243 362 243 362	- 074 - 084 + 026 + 185	2380 T	VALEUR Jament S.A. Janty #	2390	2400 240	95 + 0.4 1 10 - 1	2310	VALEU Martal Marin-Gar	1530 2290 11 + 2528	10000	1500	+ - - 196 - 236 + 087	580 105	Schneider *	501 109 508	608 60 109 10 605 80 825 83 470 47 1758 177 85 70	0 0	41 6 270 183 8 475	Fast Rand Secrolus Sicceon Exten Corp. Ford Means	42.86 43.86 279.20 278.44 208 210 520 525 488 478	43 30 278 40 210 525 475	+ 081 - 029 + 048 + 096 - 266
120 125	8 Dec	obein T.P.	2005 2170 1220 1276 535 2080	2006 2 2184 2 1225 1 1271 1 530 2040 2	005 164 225 271 530	- 027 + 041 - 030 - 093 - 192	2800 2100 1370	O.M.C. Docks Franc Durnez & Saux (Gén.)	2515 2515 2330 1432	269 26 700 70 2500 260 2330 233 1415 143 2771 277	9 + 07 2 + 15 0 + 33 0 - 04	9 3060 7 1700 480 9 595 69	Michello . Michello . Michello Bi Min. Selek M.M. Pent	1589 ISA 449 J. (Ma) 801 Impys 55	460 608 15 58 80	2235 2550 2955 1580 448 608	+ 137 - 057 	1860 102 630	Seb # Sefreg S.F.LM. S.G.E. Sign. Ent. El. # Sec.	1100	470 47 1758 177 85 70 1 835 6 1120 111 813 6	- 14 - 01 - 01 - 01 - 01 - 01 - 01 - 01 - 01	7 79 34 79 33 85 15 890 82 540 32 425	Freegold Gencar Gén. Bestr. Gén. Belgique Gen. Motors	80 90 81 9 84 30 86 9 630 622 500 499 5 482 483 5	622 622 0 500 0 477	+ 136 + 320 - 127 - 306
54 204 180 77 238 186 41	0 146	Rever C. L. iquide sol Superm. S.P.L.	535 2090 1990 700 2223 1985 450 357	1990 1 698 2245 2 1950 1 450	990 898 245 1950 445	- 029 + 098 - 176 - 111 + 140	340 340 300 3240 3730	Bectro-Fina EP Acentaine (certific Epede-B-Fat Epeder Esso S.A.F.	1110 363 5 3 319 9 3 3139	0 358 3 0 322 80 3 3125 31 3489 34	- 01 + 11 + 21 + 21 - 04 - 04 + 21 - 04 + 21 - 04 + 21	4 955 3 104 1 1070 3 197	Mode Hen Most Laro Moutinex Nord-Est Nord-Est Nordon IN	PS★ 935 	935 89	2221 915 92 1070 200 50 536	- 213 + 109 + 068 - 084 + 113 + 166	1450 845 225	Sienco-U.P.H. 1 Siensor (Li) Side Rossignol Siminos Sodero (Na) Sodero (Na)	339 1410 845 250 2650 412	338 3 1400 14 842 8 280 2 2900 27 413 4	38 - 0 01 - 0 42 - 0 80 + 4 80 + 4	36 73 15 40 94 840	Gotofields Goldetropolizain Harmony Hitachi Hoschet Akt.	71 50 71 5 47 40 47 5 73 06 72 6 42 50 42 3 817 828	0 47 50 0 72 60 0 42 20 828	+ 021 - 062 - 071 + 135 - 425
24 45 15 11	O Ario Austria	en. Prices coder-Roy Entrope, st was Destault P	2400 480 1529 1187 820 506	2420 496 1510 1180 850	2430 490 1500 1180 849	+ 125 - 189 - 059 + 354	450 3040 1490 2880 930 1870	Eurotemoe Eurocem y Europeeché Europe nº 1 Fecom Fichel-beuc	3030 1590 3100 \$ 925 1800	3035 31 1576 15 3200 32 922 9 1790 17	70 + 2 70 - 1 90 + 3 10 - 1 99 - 0 29 + 0	586 1160 1550 172 172 172	Nouvellee Occident. Onn.F.Pr Olide-Cab Occi-Park	Gel. 682 (Gén.) 1221 ris 1570 ry 198	672 1231 1585 191 56 640 3850	200 50 536 673 723 1 1585 191 50 544 3870	+ 082 + 096 - 230 + 074	800 1380 775	Sogerap Somm-Alih, # Source Penier Sovec # Spie-Batignol, Synthelisho #	1761 763 1315 . 750	835 6 1120 111 813 338 3 1400 14 842 80 2 2800 2 2800 2 2800 17 758 17 758 17 758 17 758 17 828 450 4 850 450 4	58 + 0 58 - 0 02 - 0 35 - 2 28 - 1 42 - 3	66 78 98 745 88 355 70 151	insp. Chemical Inco. Limited EM 177 ino-Yokado	129 50 129 87 50 64 1 852 850 378 375 146 146		- 342 - 047 - 132 - 055 - 013
4	50 Bal 50 Cie 90 Baz 35 Bág	Equipare. Itsestine. Bencaire or HV. bio-Say it per (Ma)	1035 1035 1082 545 703 745	1036 1085 1085 532 696 730	1036 1082 531 690 730	+ 078 + 010 - 257 - 184 - 201	256 197 325 1400	Free-Life Françarep Fromegarie	253 322 8ai 1331	3035 31 1576 152 3200 152 3200 152 822 9 1790 2 249 90 2 257 50 2 357 50 2 31338 13 1017 10 425 2 248 2 248 2 248 2 248 2 258 3 352 3 352 3 352 3 352 3 353 3 353 3 354 3 355	99	78 875 90 1420 53 1420 78 1040	Ordel (L.) Parts-Réc Pechalite Pechalite Penhost Penhost Pétroles	830 1515 1440 1029 148	1525 1440 1029 150 150	834 1523 1440 1030 150 1239 38	+ 047 + 048 + 052 + 010 + 101	1600 440 99	Taics Luzenac Tél. Blect Thorsen-C.S. Total (CFP) - (cartific.)	. 3340 F. 1440 484 80	650 3320 3448 477 104 2220 910	100 + 0 1	80 820	Metaushita Merti Minnecta M Mishi Corp Mosgart J.P	843 844 795 806 287 289 594 581 35880 364	581 10: 36410	+ 0 12 + 1 25 + 0 87 - 2 19 + 1 48
77 77 18 26 24 12 48 12	50 Bic 40 B.I. 00 Bio 80 Boo 30 Boo 90 Boo	S. cuit (Géné.) ngain S.A. nyques	745 743 1590 2500 2380 1280 4850 1330 3471 2400 2016	728 1595 2550 2350 1302 4660	1038 1082 531 680 730 740 1686 2650 2350 1302 4665 1315 3500 2385 22015	- 040 + 031 + 2 - 126 + 172 + 011	410 320 2020 540 800 2940 750	Gascogne Géophysics Gerteral GTM-Entre Guyenne-G Hackette 1 Histoin (La) Innotes	340 2250 582 86.2 3235	352 2248 22 800 851 3050 3	52 + 3 58 - 0 110 + 4 170 + 0 199 - 4	53 1280 09 35 81 1850 92 860 20 2890	Position Posit P.M. Lab Presses (Préssbei	36 1768	1750 899 3780	1750	- 088 - 028 - 085 + 227 + 331	910 1470 620 7 1030 570 850	UFR UIC. UIF. ULS. UCR &	1032 583	910 1510 630 1025 571 830	10 + 6 320 + 6 330 125 - 6 570 +	73 119 200 66 1500	Norsk Hydro . Ofel Petrolina Philip Morris . Philips Chalants	129 80 131 197 20 202 1501 1499 538 538 136 50 136	202 1499 530 40 138 40	+ 092 + 243 - 013 - 149 + 088 - 159
37 27 27	70 0	miour	. 1330 . 3471 . 2400 . 2016 . 1200	1310 3496 2381 2015 1190	1315 3500 2365 2015 1190	- 113 + 094 - 187 - 063 + 028 + 096	4370	trust. Mich	750 98 98 98 4750 98 4750 98 98 1800	3050 3 743 96 15 488 4950 4 645 1597 1	96 20 - 1 188 + 0 150 + 4 145 - 0	84 610 82 565 21 2500 77 285 19 1140	Printers Printers Promoti Promoti Redicted	585 595 275	a 697	3275 1500 697 623 2760 295 1350 163	+ 100 + 500 + 030 - 040 - 250 + 010	5 101 6 4500 7 695 3 855	Valéo Valourec V. Clicquot-P Vie Banque . Eli-Gabon	630 1032 563 847 536 114 4550 722 875	,		0 17 825 1 10 820 3 20 88	Randfontain . Royal Ducch . Rio Tinto Zinc St Helene Co	. 588 580 854 667 . 71 40 73 . 84 40 85	80 73 50 85 50	+ 051 - 015 + 224 + 130 + 167
1	88 C	FAO. O.E. GLP. sergeurs S.A. sers-Chikil.	2401 440 1336 1868 72.60	2400 435 1330 1890 73 95	2424 439 1330 1890 73 95	+ 098 - 023 + 172 + 186 - 070	2020 1420 1640 5250	Intertación J. Lefuben Lub. Bellos Lubergo-Co Luben Lugand Luciour	2030 2030 1460 1601 5370	488 4950 4 645 1597 1 1679 1 2090 2 1437 1 1611 1 5360 1	578 + 1080 + 1435 - 1611 + 1380 + 1651 + 16	46 3060 71 290 62 1580	Redoute Rober to Roussel	(La) + . 339 pensites 34 -Ucter . 165	0 3300 5 347 4 1668 6 1299 0 5510	2950 347 1640 1299 5510 265 3650	- 129 + 05 - 08 + 03 + 01	7 420 18 153 11 102 18 495	Amer. Expres Amer. Teleph Amer. Teleph Amer. Amer. Amerid BASF (Akt)	C 97		422 - 148 70 - 96 50 - 499 50 + 845 +	0 94 87 0 73 2370 0 72 125 1 32 136	Shell trensp. Seemen A.S. Sony	105 30 106 2215 2227 125 126 127 133	50 108 40 2240 10 128 150 132 50	+ 104 + 113 - 233 + 433 - 019
	390 IC	ments franc. ub Méditers. oderal ofineg	1520	685 0 226 50 406 1540 235	665 225 402 1540 239	- 022 - 098 + 132 + 578	740 1070 1100 750	Locations Locations Locations L Valeton Luchtire	5370 1560 1560 722 1050 S.A ± 1080 690 1461	1661 1 932 735 1030 1 1100 890 1460 178 634	380 + 6551 + 6551 + 6552 - 655 - 6690 - 654 - 63	81 3680 31 3680 31 965 1940	Sade . Segam Saint-G St-Louis Salomo	365 obeis 38 107	2 3650 S 384 5 1075 0 1900	285 3650 40 384 44 1075 1910 1355	+ 07 - 00 - 01 - 01 - 04	5 870 16 120 240 235	Beyer Buffelsford Chase Manh Cle Pétr, Int De Beers	955 111 237 275 59	60 59 10	114 ÷ 238 ÷ 275 50 ÷ 58 90 -	1 06 27 2 70 1626 0 42 306 0 18 586 1 17 276 1 58 25	Unit. Techn. Vasi Reess . Valvo	1494 1486 314 315 583 58 286 276	5 585 50 276	- 134 + 0 96 + 0 34 - 3 50 + 2 73
. 1		negt, Med. ned. Foncier nedit F. Irana. pédit Nat. 🛊	226 805 1204 635 1485 338	1540 235 806 1225 536 1515 332 50	1225 635 1503	+ 060 + 174 + 010 + 050 + 020	185 830 76	Lycon. En Maie, Phá Majoretta Mercatha Mar. Wes	63	50 178 634 20 82 20 490 10	178 + 634 - 82 - 486 -	35 138K	Sence	134 81 60 art (Na) 97	5 800	805 615 870	- 11 - 11 - 01	23 2620	Deutsche Be Dome Mines Dreedser Be	nk 2410 54 nk 1185	57 1178	1200 ÷	370 40 127	Xerox Corp. 111 Zassbia Corp	416 50 42 1 111	5 80 255 80 8 30 428 1 12 1 12	+ 276
Ī							C	om	ptai	1t (04		1			Court	Den		VALEU!	Cox	rs De	mier ,	ALEURS	Cours préc.	Demier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier
	VAL	EURS	du nom	# d	on	VALEUR	<u></u>	oréc.	Demier sours	VALEUR		Denis cours		ALEURS	angèri		AS	P.S.A	1276	1270	Devi	nity	2400 970	2496 950 496	Moles	770	361 779 588 d
		31.1V	ation:	S 6341	0.00	resident (Sapra de Carresia)	12 21	198 1 190 2	298 478 510 605 d	Micrologie Intern Mors Naval Women Navag (Vist. de)	220 101 (208	214	Alcan	Alem	990 380 197		ASP B.L B.L Bol	pstel	750 750 1150 logies 7161	56X 790 1201 1180 677	Drove	ot-Assurances ot-Obl. convert. ons Belliont t. S. Damanit	3350 299 841 729	3300 289 851 780	Om. Gest. Fin. Peterrello R.D. Pete Boteles Petroligez Rezel	3380 285 520 1410	536 3320 258 527 1410
		0/90	123 101 80 104 45 405 65 103 27	5715 4706 914 442	C C	industriale up. Lyce Ale econie (Le)	3	480 3 700 3	680	OPB Pacines Openg Orini 6.7 C.L Origny Desvelet Palais November	3039 1062 871	519 289 3022 1083 900	Asses Ass. Asses Asses	peine Brands ican Brands Petrolisa d recone Mines	334 261 276 183		88883	bles de Lyon Bersen rdif o Gerpini So D.M.E.	305 258 104	9 298 0 298 0 260 104		ecchi poli Degranos C niometicos pi iva du mois	229 229 340 322	906 ° 681 920 290 353 225 10	St-Gobain Emballion St-Honord Matigno St.G.P.M. Same Matign SEP.	235 235 285 1345 1370	1300 231 336 d 1360 1361 1868
7	13,90 % 8 16,75 % 8 16,20 % 8 16 % juice	1/89	106 34 104 35 117 80 1 18 75 117 51	702 124 1078	9999	cit (C.F.B.) d. Gán. Ind. dir tyonnais (Iniversal (Cla cital	1	119 686 770	673 765 181	Paris France Paris France Paris Origina Part, Fin. Gent. I Paris Ciniore	320 365 1880 759	320 330 1680 769	Banca Banca B. Ri Br. L	Pop Espenal pa Morgen pa Otsosens igi, internet arriset	1200 395 595	80 396 570	88	Equip. Black E.G.L.D. E.PComme G.L. Informat Occid. Form	270 nicasion 152 signs 104 stiltre	0 275 0 158 0 107 2 50 25		a levestisamen emia osten ris kompleter cedurg, Nivière	348 370 813 490	348 465 d 630 461 152 50	S.E.P.R. S.M.T. Goupil Societory Scribos Supra Valeum de Frieces	300 1673 350 1550	300 1558 350 1536 360
-	13,40 % o 12,20 % o 11 % fee 10,28 %	左起 克以 克	12070 11270 11270 10840	1.877 4.177 10.88	B De	thing S.A. ny Act. d. p. District Indencin S.A. Norma Viol, F	2	382 280 300 080	380 2252 1330 1070	Peckiney Cost. i Pies Worder Piper Heldricck P.L.M. Postber	203 800 1210 211	206 2 810 1210 212 500	CSR Cost Dari	merkenk and Krait	38 962 335	50 35 943 346 80	90 0	upin CTJ	22	i 325] 835	800	Value		9/2
	CAT 9.80	K 2000 0 % 1987 0 % 1995	106 8 106 4 104 9 172 5	0 709 5 100 5 025	5	dot-Bottin not Bass. Vici not Victal congress Cas lactro-Basses	y	645 1690 1406 640 432 40	600 1517 2400 815 440	Providence S.A. Pablicis Radi, Soud. R Risting-Pool. Ic.	1650 2430 184 im.l 376	1850 2400 170 375 235	Dov Gán Gan Sic	Chemical Belgique Rent Chemical Chemic	462 500 121	50 90 12 30	90	VALE		$\neg \tau$	Rachet net	VALEURS	Emiss Frais	ion Rachet not net	VALEUR	S Essiesi Freis ir	
	CHE Pad CHE Son CHE jume. PTT 11.	64 james 152 2	101 6 101 1 101 1	0 09 50 09 55 09	00 E	S Antargeri 1 Jil. Lebberi mais Bressgre samplis Pasi sampo (5)		521 980 289 596 2787	540 949 285 581	Ricofte-Zan Rochelortaise S Rochelor Coop Rosseio (Fis.) Rosseio st. Filo	219 149 431	50 224 90 148 433 123	BO Gar Gar Hos L C	ce and Co I Canada Corp. neywoll inc . Industries	34 11 38	34 5 11 8 38 9 19	7 4	A A		807 67 477 97 622 92 582 48	460 FB FR 601 37 FB	ci Associations . cticapi cticar	30°	80 297 34 806 252 27 825 10	Pariesto Valor . Provincine Retaile Phenix Pleasement Pierre Investine	1626 267	77 1894.87 06 255.73 20 773.82
	CFF 10,2 CNE 11, CNT 9%	30% 95 50% 95 86 80% dác. 85		7 1 5 8 70 1 1	45 57 29	erop. Access heroit heroit		2700 2700 4015 226 409	86 40 2960 4020 236 425 40	SAFAA SAFAA SAFT SAFT	97 162	1162 1575 446	In the last of the	tota tota tota spessent dand Beek Mc	28	750 1 8 2 8 90 1	7 60 16 18 80	Neditional . N.G.F. Action N.G.F. 5000 N.G.F. ECU . N.G.F. Invento N.G.F. Invento N.G.F. OBLIG	s(ar-CP) .	1209 15 504 89 148 62 459 85	1179 86 R 590 14 R 1138 24 R 448 63 R 1132 83 G	ecies eci ECU eci-Promileo ecrobig	2056 570 1202 109	5 16 567 65 5 75 11848 05 5 46 1094 39 4 52 66765 11	Placement A Placement at time Placement J Placement Placement Placement Rand Placements Sécus	70803 65045 60165	06 70803 05 90 55049 90 132 50168 38 155 11336 86 •
	V/A	LEURS	Cour		ours .	Fine: Foncilies (Clin) Foncilies Foncilies		1236 890 4250 582	1230 700 4280 600	Sa-Golsain C.1. Selica da Mild Senta-Fé Selam	54 16	555 170 150 160	10 Mi	peni Resourt presis presis peti Advord Holding	237	23 2 90 1 11 1	90 25 20 31 80 85	Agford Altro		893 68 223 24 202 86	215 17 6 195 53 6 1209 54 6 745 52 H	estica Association estica Mobilise - est. Rendement . est. Sél. France . eusesnena Associa	77 50 78	275 (88) 95 (1) 186 479 12 502 759 92 7286 1272 98	Première Obligation Province Investigation Province Investigation Country Remotits	2341 2341 80	10203 47 188 22414 88 14 577 70
	Annah	euged (SA Fig.)	1800	73 180	7	Forestale Forest A.R. France (La) France (La)	D	1090 378 80 354 7800 807	7500 593 7500	Sequier-Done Sequier-Done Sequiers of SCAC Sequier March	4	950 0 19 1 72 1 50	50 d Pr	foor less, roctor Garabie icola Cy Ltd olinco	4 5	16 5 36 48.20 2	39 35 49	Amérique Ge Amplitude Ambitrages de Argorados	est teems	368 91 561 14 5240 40 414 62 1121 10	544 50 5229 93 365 82 1121 10	eusemann court W eusemann Epsegn eusemann Essopi eusemann Franco eusemann Oblico	10 20 10 10	28 91 1158 91 25 51 1276 51 26 14 1633 63 26 55 1037 64 22 99 1302 99 53 66 1487 40	Revenue Trimmia Revenu Vert Rivell Plus Se Honoré Asson Se Honoré Bio-si	115 103 1034	91 1150 75 206 985 28
	Andrá Applic. Arbei .	(St Cert.) Roccilies Riptirus,	250 771 185	10 25 80 19	10 - 11 12 40 15 70 d	GAN Gaumont Gaz et Essa Gávelot	*******	1020 480 2420	1080 485 2449 537 548	SEP. 04 . Serv. Equip. Sicil Sectol Significant	2	0 11 7 50 27 11 42 10 10 33	2 90 R 6 • S 9 S	nbeco oderneo alpero hell fr. (port.) i.K.F. Aksiehola	1	20 4 18 00 -	19 80 19 80	Agracia Asa Europe Asa Invests Bouse-Inve Bred Asaoci	comints	1335 41 106 78 113 31 490 37 2585 68	101 94 108 17 468 13 2577 95	lensymann Obligat lorison M.S.L. ndo-Suez Whitusa nd. françaisa steroblic.	128 6 7	56 81 1218 23 28 41 868 91 84 05 729 38 91 84 12737 10 61 53 11213 01	St. Honoré Pacific St. Honoré P.M.E St. Honoré Resi St. Honoré Resid St. Honoré Tache	1739 1739 1739	8 32 513 91 8 22 454 63 0 04 11334 70 4 97 12034 80 73 08 738
:	Asseri Bain C Sança Bagin	Publication Names Hypoth Str. Say (C.1)	1980 418 445 508	207 5 4 7 4 5 5	3			3420 . 603 232	350 3300 600	Siph Franz. Said Général Solial Ananci Solia	CIP 13	12 36 15 137 10 24 40 34 70 8	18 1 195	Steel Cy of Cas. Fermeco Feom SMI Forsy isolast, in Visitle Mostagn		22 20 . 55 25 113	55 55 28 10 780	Capital Plos CIP (vois Af Columbia Convention	10	94 25 1850 18 863 15 387 32	1650 18 814 48 + 382 04	percong percelous indest prest, not prest, Colganica laracic	140 174	70 96 449 60 83 17 652 19 80 15 14052 05 07 92 17373 17 84 84 160 04	Situation Situation Situation Mobiling Situation Situati	1227 1108 3 1007 1007	174 12174 35 1143 11090 35 1584 377 89 1887 10078 87 1078 12298 54
	Blaze BJKP BNP	Cust.	55 46 38 405	5 5 9 40 3 0	74 70 01			378 50 544	1196 618 363 50	S.O.F.LP. U Southers Au Soveteni .	1	80 1 31 11 94.50 6 55	36 41 d	Wagone-Lits . West Rand	 Hors-(18 60	18 30 s	Conteste Crecioter Cacies. Fiss Croise. Mer		12324 B3 969 25 467 B6 284 84 2628 47 658 B6		Jame épergra Leffers-América Leffers-Cartesna Leffers-Expersion Leffers-France	60	28 38 234 86 87 71 255 57 123 11 80423 11 864 45 815 70 84 46 338 00	Sical Association S.F.L. ft. et étr Sicalization Sical 5000	6 13 6 8	80 43 749 19 80 21 1378 14 06 09 588 44 09 48 772 77 88 71 368 84
	CAN	ndge	50 40	8 9 8 6	70 46 86 d 45 d	immot. Me immotice . immat. (Sti Jacque	Cont	9510 575 3420 237 90	9450 575 3390 228 30 590	Scaz (Fit. d	J-CP 1	90 7 08 13 00 7 100 25	30	Artifep Calciphos C.E.M. Cochery Coperax Dubois Inv. (Cr		185 450 50	310 480 940	Croins. Pre Décision . Descot-fre Descot-fre	stige	380 03 12875 55 676 62 1082 98 254 34	343 70 12976 58 645 94 1043 42 242 81	Leftere Immebili Leftere Japon Leftere Oblig Leftere Placemen Leftere Rand	B 93	253 54 251 55 251 15 306 56 147 84 141 14 571 82 53571 53 217 13 207 22 182 34 1129 66	Shinter \$1-64		74.32 558.95 22.70 411.39 21.09 216.17 59.40 358.71 51.66 1233.28 67.25 856.17
	Carto C.E.S Dates Cons	per-Lorraine Lifeig en Slavoy mot (Ny)	352	70 S	230 510 d 523 225 d 69 d	Lumbert Fr Life-Bonni Loca Expe		167 70 1090 380 470	179 70 1090 385	Tour Edital Uliner S.M. U.A.P	D	555 · 522 · 6300 · 22 465 · 22	288 322 300 330	Hydro-Energie Hoogovens Metra Horl. (6: Nizoles Révilos	ten) .	250 195 590	1100 e	Drougt-Sé Egypt Elizaco Si Eli-Valeus	eción	143 04 1155 16 11202 35 9701 77 259 83	136 55 1138 08 11202 36 9455 14 267 59	Leffice-Tokyo Lion-Association Lion-Association Lion-bashusionne Lion-bashusionne Lionet porteficiale	3 22 72	183 34	SULL	51	87 25 856 17 1206 20 142 39 1206 20 148 10 523 84 181 83 368 03 186 86 49996 95 106 89 1017 55
	CHE CHE CEST	S	77 100	55 58 51 75	770 094 147 279 50 4	Lourn (St Machine) Machine	Bal Uniprix	1858 41 1773 179	1870 41 10 184 30 163 20	Vient Vient Vient		590 1 220 -	550 700 514	Roranto KLY. Sopelant S.P.R. Ulinex Union Branser		147 10 85 70 230 380 142	148 10 0 10 o	Epercial Epercyan Epergra Epergra	Scar secretions	2947 51 4056 65 25184 02 7835 39 1485 95	2841 B2 4045 44 25128 33 7757 81 1426 72	Médicamenée Mondiele loveste Monecie Moné J Monéafitte Meté-Obligation	55 25	489 91 448 6 7773 16 5773 1 544 59 62544 8 730 24 255730 2 420 96 401	Sognar Sciel Invetes Technoic	1	284 45 1226 21 C75 53 453 97 173 67 1139 49 814 23 5550 58 416 10 400 10
	Carr	Oroil	10	10 .		Markinson	Per	4 , 419	des	chan	ges		Ma	rché	libro			Epargno Epargno Epargno Epargno	nduntr. uter Long-Tentes Oblig. Unio	902 18 645 21 50774 95 1774 78 200 29	765 80 627 94 50774 85 1727 28 194 92 1211 37	Matuelle Unio S Mario, Associ Mario, Epargra Mario, Immobile Mario, Immobile Mario, Internation	1	154 76 147 1 5383 79 6381 (3840 35 13703 3 1038 25 1010 4 1131 73 1101 4	Uni Associato Uni Associato Uniferente Uniferente		107 02 107 02 4 481 62 489 33 351 23 1299 96 1296 76 1271 31 903 96 962 97 4
	_	VALEÜR:			Deroler cours	MARC	HÊ OFF	HCHEL.	COURS préc.	cours 9/2	Achet	Vente 8 500	E	ONINAJES DEVISES in an barral	80	ours oric.	9/2 81000	Epergre- Eperchit Eurocic Euro-Cro	Valent	1268 91 431 57 1234 62 9452 88 542 97 1084 20	420 31 1232 16 9313 18 527 16+	Neto - Obligatio Natio - Patriania Netio - Pleasana Natio - Reseau Natio - Sicustria	18 E	534 03 510 1373 19 1335 1689 25 61699 1081 34 1070 3826 02 53826	Usi-Lipon Lini-Régions Uni-Régions Unimote	*******	413 37 1349 28 1084 86 2944 78 1278 81 2203 68 172 68 172 68 1883 74 1631 66
* .	Car	Liquids		68 10	****	Allemag Palatan	(\$ 1) (100 DM (100 F) (100 E)		6 181 6 876 333 15 110 285 210	6 173 6 882 332 950 18 103 295 180	822 500 15 400 296 84 500	340 500 16 250 304 91	Or fin (a) Pilco fo Pilco fo Pilco so	n lingst) scaine (20 fr) scaine (10 fr) isse (20 fr) isse (20 fr)	80	520 385 546 472	81250 517 547 475	Financia Financia Financia Financia Financia	n Plus incomptit incomption rigin, par 10)	26991 67 62945 80 1108 53 13138 27 10388 48	26774 43 62758 52 1092 16 12880 68	Ness, -Valents Nippen-Gen Nessi-Stel Dive Chica: Régions Chicasp Sister	iapa	774 63 753 5163 16 4825 1218 87 1217 1000 48 1005 1423 03 1404	03 Valorem 44 • Valoriig 40 Valorii 93 Valorii	6	521 52 508 90 633 89 59049 40 1458 95 1457 49 9427 11 76367 92
	CH Fe	id Forcer Francisco Franci	ente .	640	****	Deceme Norvige Grando Grace (1	rk (100 lad (100 la) Sweagna (f. (00 draches (00 Sires)	1)	89 120 87 080 9 330 4 565 4 684 394 350	88 060 85 920 9 322 4 560 4 686 394 940	82 9 060 3 700 4 500	88 9 750 4 600 5 402	Souvera Price de Price de Price de	20 dollars 10 dollars 5 dollars 50 peace		594 3050 4560 901 25	599 3050 1530 3215	France France France France	leiveetint. Beel Plust Gent Gentralie	1156 20 277 42 10388 61 5859 82 318 16	1128 284 84 10296 74 5594 10 317 524	Oblion Options et Res Options et Res Orient-Gestion Paramérique	dement .	1073 94 1045 661 22 621 61790 16 51024 169 78 152 648 38 523 833 21 796	69 79 08 51	e ; coupe o : cifiari • : droit	
			/INI	en direc		Suisse (Suids (Austich Espagn Portuge	100 fr.) 100 km) (100 acts) (100 pec.) (100 esc.) (5 cm 1)-		394 350 93 930 47 350 4 735 4 318 4 621	93 680 47 350 4742 4 302 4 618	382 89 46 100 4 500 3 700 4 400 3 870	95 48 450 5 4 700 4 800 4 060	Price di Or Loca Or Zuri Or Hon	10 florins tres gloong		482 402 70 403 50 404 15 5 56	481 402 95 404 96 402 15 5 55	France France France	Investica. Chigaricus Regions		123 19 461 39 405 58	Parties Epergr Parties France Parties Gracio Parties Oppor		16381 73 15351 103 90 95 627 81 80		d : dema	ndé récédent

مكذا من الاصل

ÉTRANGER

- 3 Le sort des otages occidentaux au Liban. 4 Les libérations de détenus devraient se poursuivre en URSS.
- 5 Haiti : premier anniversaire de la démocratie. Nouvel épisode l'∢ irangate ».

POLITIQUE

nommé vice-président du Conseil d'Etat. M. Pons en Nouvelle-

6 M. Marceau Long est

DÉBATS

2 Révoltes

SOCIÉTÉ

- 8 Hold-up et prise d'otages à Marseille
- 9 Défense : les arsenaux militaires en difficulté.
- Le dépérissement

- 10 Arts : contre la traite d'affi- Musique : Paul Simon au Zénith. 11 Cinéma : les Festivals de
- Bordeaux et de Clermont-Ferrand. 12 Communication : clôture des candidatures pour la € 5 > et TV 6.

ÉCONOMIE

- 35 Le projet de loi sur l'assu-36 Le conflit du port de Gênes.
 - 38 Point Air dispose d'un mois pour garantir-lasécurité de ses avions. 38-39 Marchés financiers.

MINITEL SERVICES

Sondage : faut-il payer

· Otages : Beyrouth au

■ Télé : les émissions à

Radio-television 14 Météorologie 14 Loto sportif 34 Carnet 34

ne pas manquer. ... Actualité. Immobiliar. Météo. Bourse. Télémarket. Loisirs. 36.15 Tapez LEMONDE Annonces classées . 18 à 28

quotidien.

La visite en France du président du Congo

MM. Mitterrand et Sassou Nguesso ont exprimé des opinions un peu différentes sur le conflit du Tchad

Arrivé à Paris le lundi 9 février pour une visite d'Etat de trois jours, M. Denis Sa Nguesso, chef de l'Etat congolais et président de l'OUA, a eu avec ses bôtes français des entretiens essentiellement consacrés au problème (chadien. Au cours d'un premier tête-àtête, le président Mitterrand lui a dit que l'envoi de renforts français en hommes et en matériels, dans le cadre du dispositif « Epervier », répond à une mobilisation menacante des Libyens mals ne signifie nullement que Paris ait changé de doctrine sur le fond de l'affaire. Il n'est pas question que les Français s'engagent au nord du seizième parallèle.

On dit dans la délégation congolaise que le président Nguesso a « compris » ce langage. Des différences d'analyse étalent néam perceptibles dans les allocations propar les deux chefs d'Etat au cours d'un diner officiel lundi à l'Elysée. M. Mitterrand a souligué qu'il n'y avait pas de comparaison à faire

entre « une armée d'occupation et la France qui a été appelée par un pays souverain ». Que les occupants s'en aillent, sans perdre un instant, les troupes françaises s'en iront, a-t-il dit. Les opérations dans le Nord opposent des Tchadiens qui sont chez eux à des forces étrangères qui n'out aucum titre à se trouver là (...) Le retour à la paix, c'est le retour à l'intégrité territoriale.

Pour sa part, M. Sassou Nguesso a estimé e « le drame tchadien devait être réglé par les Tchadiens eux-mêmes en debors de toute ingérence étrangère ». Il a exprimé l'espoir que les démarches qu'il a entreprises avec le président Bongo, dans le cadre de la concertation africaine permettront de « faire entendre raison sux mis et sux autres ».

Dans « Face au public », une émission de France-Inter euregistrée samedi, à Brazzaville, et diffusée lundi 9 février, il devait déjà renvoyer dos à dos la France et la Libye, estimant

one les avestions tehndieunes doivent être traitées « en debors des ingérences extérieures, qu'elles soient libyennes, on françaises ». Affirmant qu'il agissait amprès de Paris et de Tripoli « pour que, comme cela s'est passé en 1984, les troupes étrangères quittent définiti-rement le Tchad », il aurait dit que « les troupes françaises et libyemes devraient quit-

En route vers Paris, le chef de l'Etat congolais avait fait handi matin une courte escale à Alger, où il avait rencontré M. Goukousi Queddei, ancien président du GUNT. La tentative de médiation du Congo n'est pas la seule. M. Draii Hassan Taj Eldeen, membre du Conseil suprême soudanais, est restré hadi à Khartoum à l'issue d'une visite de cinq jours en Libye, où il a rencontré le colonel Kadhafi. Il doit se rendre très prochainement à N'Dja-mena dans le cadre d'une mission de bons

Entre Paris et Pointe-Noire des relations « fécondes et sereines »

POINTE-NOIRE

de notre envoyé spécial

Vingt-huit mètres plus bas, les eaux de l'Atlantique forment une faible houle. La plate-forme pétro-lière Emeraude est située sur l'un des champs pétrolifères les plus riches du monde. A cet endroit, le sous-sol marin renferme près de 1 milliard de tonnes de pétrole. Mais le pactole, qui pourrait théorique-ment assurer la prospérité économique du Congo, n'est exploitable que pour une infime partie. Elf, opérateur du pétrole congolais, exploite

PRIX EXCEPTIONNELS

NOUVELLE COLLECTION

3000 tissus

Luxueuses draperies

anglaises

TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX

PARDESSUS SUT MESURE

uniforines et inisignes militaires

LEGRAND Tailleur

27. rue du 4-Septembre, Paris - Opéra

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

Téléphone : 47-42-70-61.

(Publicité)

EN FLANELLE, DOUBLE

PANTALON

149 F, c'est la

liquidation

du stock des Entrepôts du

Marais, des prix incroyables pour

vider le local avant transfor-

mation : blazer pure laine, 399F;

veste cachemire et laine, 483 F

veste Harris tweed, 639 F; loden

autrichien, 636 F; costume tissu

Dormeuil ou manteau cachemire

et laine à partir de 749 F ! Égale-

ment blousons, chemises, etc.

Même en grandes tailles. Jusqu'au

(3°), lundi au samedi 10 h à 19 h.

26.900 F HT

31.900 FTTC

avec la garantie d'un grand maître tailleur

PANTALONS

COSTUMES

MESURE

A partir da

DE LA SIMPLE RETOUCHE BOURSE DE PARIS

700 F

2150 F

actuellement quatre gisements dont le plus éloigné est situe à près de 60 kilomètres du port de Pointe-Noire. De Yanga, la plus grosse plate-forme, on aperçoit, sur la ligne brumeuse de l'horizon, d'autres ins-tailations pétrolières. Ce sont celles de l'enclave de Cabinda où les compagnies américaines exploitent le pétrole angolais.

A Pointe-Noire, la vie économique est entrée en léthargie. Avant la crise, chaque habitant de cette cité considérait une embauche à Elf-Congo comme le summum de la réussite sociale. Aujourd'hui, le

Matinée du 10 février

Baisse: - 0.73 %

La Bourse de Paris est en baisse

le mardi 10 février au matin, l'indi-cateur de tendance étant de

-0,73%. Parmi les principales hausses, on note Printemps (+3,53%), Guyenne-Gascogne (+3,44%), Colimeg (+1,99%), Casino (+1,65%), Skis Rossignol (+1,78%)

En revanche, sont en baisse:
Bouygues (-3,37%), Moulinex
(-3,04%), Europe I (-2,74%),
Laffarge-Coppee (-1,87%) et
Michelin (-1,85%).

Valeurs françaises

Agence Haves Air Luquide (L') Bançare (Cie) .

Carrefour
Chargeurs S.A.
Club Ministerran
Eaux (Gén.)

Esux (Gén.)
ELF-Aquitains
Essilor
Latarga-Copple
Michelin
Mid (Gie)
Mošt-Hannessy
Navig, Mistes
Orfel (L')
Parnod-Ricard
Peogest S.A.
Sanosi

bureau de recrutement demeure portes closes. L'effondrement des prix du brut, conjugué à la dépréciation de la monnaie américaine, a conduit le groupe pétrolier à réduire ses activités, et l'Etat congolais est entré dans une période durable de crise économique. Il n'est pas encore question de

licenciements parmi les quelque 860 salariés congolais; la direction du groupe s'est contentée, en 1986, de supprimer une douzaine des 160 postes d'expatriés. « Une société privée serait déjà en liquidation . indique-t-on à Elf. Ce qui sauve Elf-Congo c'est qu'il fait précisément partie d'un groupe qui, pour l'ins-

La filiale congolaise a perdu près de 21 milliards de francs CFA, en 1986 et, malgré de sérieuses com-pressions budgétaires, les résultats ne seront guère meilleurs cette année. Pour l'Etat congolais qui, à partir des années 80, a fondé son développement sur l'exploitation du pétrole, les effets de la conjoncture sont bien plus dramatiques. Les recettes pétrolières, qui représentent plus de 80 % des recettes budgétaires, sont passées de 215 milliards de francs CFA à environ 110 milliards en 1986 et ne dépasseront pas 35 milliards cette année

an FMI

Devant l'urgence de la situation, le président Sassou Nguesso a été contraint de faire appel au Fonds monétaire international (FMI), ce qui, pour ce pays officiellement - marxiste léniniste -, constituait une sérieuse remise en cause de ses choix politiques et idéologiques. Cette orientation, qui s'est effectuée en dépit de pressions de l'Union soviétique et des vœux des membres du comité central du bureau politique du Parti congolais du travail (PCT), s'est concrétisée par la signature d'un accord avec le FMI, en juillet 1986, qui faisait suite à l'adoption, un an auparavant, d'un

plan d'austérité. Pragmatique, le chef de l'Etat a suivi l'évolution de la plupart des dirigeants · progressistes · du conti-nent qui, tout en dénonçant l'« impérialisme » des pays occiden-taux, sont bien obligés de constater que ceux-ci sont les seuls à pouvoir les aider financièrement. Les liens politiques et iéologiques entre le Congo et les pays de l'Est restent étroits mais sont très ténus sur le

La micro sans frontières

■ 26, rue du Renard Paris 4° ■ 42.72.26.26

■ 64, av. du Prado Marseille 6: ■ 91.37.25.03

plan économique. On estime ainsi, de source occidentale, que les prêts dont Brazzaville a bénéficié en 1985 de la part des pays de l'Est out atteint 1,3 milliard de francs CFA. alors qu'à elle seule la France a accorde plus de 15 milliards de prêts. L'aide française publique dépasse 50 % de l'aide totale que reçoit le Congo.

Les relations entre Paris et Brazzaville n'ont jamais été sérieusen affectées par les « liens privilégiés » existant entre le régime congolais et les pays socialistes, et notamment par la présence soviétique et cubaine relativement importante sur le territoire congolais.

Face aux quelque 420 coopérants des pays de l'Est, la France entretient au Congo 430 assistants techniques, notamment dans les secteurs de l'enseignement et de la santé, contre 510 en 1983. Les échanges commerciaux entre les deux pays, qui représentent un peu moins de la moitié du commerce extérieur congolais, sont largement favorables à la partie française (bien que le solde soit en nette régression depuis quatre ans), les exportations congolaises sont représentées à 86 % par le pétrole, le reste des achats français étant notamment du bois (6,7 %), ainsi que du cacao, du café et du sucre. De son côté, le Congo importe surtout des produits alimentaires (des céréales notamment) et différents produits industriels. Les investissements français au Congo sont de loin les plus importants de coux des partenaires étrangers de Brazzaville, mais ils sont consacrés à 90 % au secteur pétrolier et parapétrolier.

Les relations franco-congolaises sont qualifiées ici de « fécondes et sereines » et Paris s'est fait l'avocat du Congo auprès du FMI. La France, d'antre part, vient d'accep-ter de financer (400 millions de francs français) l'hôpital général de Brazzaville, une unité ultramoderne dont des experts critiquent le caractère disproportionné car il absorbera plus de 80 % du budget congolais de

Le président Sassou Nguesso attend de la France un « geste » supplémentaire qui contribuerait à combler une partie des besoins de son pays pour 1987 (entre 50 et 80 mil-liards de francs CFA) pour lesquels peu d'experts, à Brazzaville, entre-voient actuellement une solution.

Le Monde Infos-Spectacles

sur Minitel

36-15 + ISLM

LAURENT ZECCHINI.

Sur le vif—

Télés chocs

Vous y comprenez quelque chose, vous, à ces histoires de télé ? Qui reprend quoi et avec qui? Un chatte n'y retrouverait pas ses petits. Moi, tout ce que je vois, c'est que j'y suis pas. Non, c'est pas des blagues, nous au Monde on était en négociations avec une tapée de gens. Il ariait que de ca, mon dir à la conférence des chefs. Ca marchait, ca marchait pas. Il y avait des jours avec et des jours plus avec ceux avec qui on était. mais il se pourrait qu'on se mette avec ceux avec qui on n'était pes. C'est qui ces « qui », là ? Ils ont pas voulu me l'expliquer. Paraît que c'est trop compliqué pour moi.

En attendant, ce que je peux vous révéler, c'est œu'on était en un autre sigle, la CLT, je crois, pour décrocher la « 5 ». Havas, on lui a dit non. Pas nous, le Monde, quelqu'un, je sais pas qui, lui a dit : la « 5 », faut la laisser à Hersant. Ou c'est peut-être Hersant qui a dit : la e 5 », faut me la laleser à moi. Ça, on sait pas. Ca qu'on sait, c'est qu'Haves a dit : bon, OK, je prends la Une. Mels la Une, Hachette était déjà dessus. Alors, ils s'y sont mis à deux. Après, Haves a dit : tous comptes faits, la Une, j'en veux

Alors, à Europe 1, ils sont bien embêtés. Pourquoi ? Parce que eux, c'est Hachette, et eux aussi ils voudraient bien en faire de la télé, mais, tout seuls, ils peuvent pas, c'est trop cher. Et ils savent pas avec qui en faire. Il y a plus personne. Tous les autres, Hersant, Berlusconi, Suez, l'UAP, Rothschild, pas Edmond, David - je vous les donne dans le désordre, - Seydoux, Publicis, la Lyonnaise, NRJ, ils fricotent ensemble ou séparément, ils se disputent la < 5 x at la < 6 x. En plus, il y a Canal Plus qui veut faire un Canal Plus de plus. Mais c'est pes pour moi ni pour les collègues de RTL et d'Europe 1, c'est pour les gamins de trois à

January Company

+ 7 Feb. 35 Let

-

400

STREET

PRE PROPERTY.

12. 4.2 8

. , <==>

30 mg = 300

2.06 2.00- 0

March Commercial

The second of the

1.2 CONT. 211 Feet

الموريد. معالم الموريد

NAME OF STREET

THE PROPERTY AND

Jan Merch 11

grande Pro-

化透现路 解析 医

Sec. 4 35 5 1

The Park

25 12 24 电子 5 mg

SECTION 6 1

E THE MENT

market and the first

233 March

19 320 But

SOLD REPORT OF

THE VEHICLE

Flore from the gray

Table you want

森に 強べる かしょ

William of the

化下流性 经收益

Marin Marin Stage

De l'in die 12 aang

William Land

THE RESERVE

 $\{P_{n},P_{n}\}_{n=1,\dots,n}$

State of the

The Paris of the P

REPRESENTATION

TRE SERVE

T trat

William Co.

Carama Agent

The Rivings and

S. BASSOCIA ...

DES TO SEE

Company .

Translet of

Charles (40) to these

3 14 5-6-

.

The same of

ACTION THE

the annual to

Aprile British

Print, or and

Service Services

FRO gra

the same yes -

Transport

化溶酶 原新 👍

State of the

62 y 425 "

- 4標

Z

Du coup, il y a Bouvard qui rigole aujourd'hui dans France-Soir : Pourquoi on fait pas pour la Une comme pour Saint-Gobain ou Paribas ? Génial, non ? Avec les cinq cents belies de la redevanca, moi je m'achete une action, et ca y est, j'ai enfin un pied dens is têlé. Ce matin, ja cours fourrer le papier sous le naz d'un copain au service économique, et il me fait : Ho la la 1 quelle cata i Ballamou avait eu la mêma idée, figure-toi, mais maintenent que l'autre la lui a piquée, c'est foutu, il va la met-

CLAUDE SARRAUTE.

Nomination de Jorge Lavelli au TEP

Jerge Lavelli est nommé à la direction du Théâtre de l'Est parisien (théâtre national). Il succède à ques en France à aborder l'opéra — Guy Rétoré à partir de juillet 1987) Faust, Pelléas et Mélisande, début de l'année 1988. A cette date. les nouveaux bâtiments devraient être achevés. Ils comportent deux salles, une en gradins de hult cents places, dans laquelle peut être amé-nagée une fosse d'orchestre, et une, modulable, de deux cent cinquante

Guy Rétoré conserve la direction de la salle Gambetta, où il est installé depuis le début des travaux. Il y reste pour deux ans avec une subvention de 6 millions de francs.

places environ.

Jorge Lavelli, né à Buenos-Aires, venu en France en 1961, avait btenu en 1963 le prix des Jeunes Compagnies avec le Mariage, de

Gombrowicz. Il a été l'un des premiers metteurs en soène dramati-Il est également le premier à avoir teuté l'expérience du théâtre musical: Orden, à Avignon, en 1969. Il pense centrer son travail sur les auteurs contemporains - il a monté, en particulier, Arrabal, Copi, ionesco... et des grands classiques. Il vient d'obtenir un grand triomphe public avec sa mise en scène du Songe d'une nuit d'été à la Comédie-Française, - que le minis-tre. M. François Léotard, a beaucoup apprécié. Il envisage de réaliser un projet ambitieux : une triologie de Valle Inclan, la Tragé

C.G.

M. Poillot nouveau directeur général du «Matin»

conseil d'administration du quotidien le Matin, réuni le 9 février, a nommé un nouveau directeur général et confirmé différents aménagements récents apportés à la structure de la rédac-tion du journal. C'est donc un ingénieur des travaux publics, M. Jean-René Poillot, proche de M. Paul Quilès, qui prend la direction généraie du journal.

plusieurs entreprises de travaux publics, Jean-René Poillot avait été nommé chargé de mission en 1984 auprès de Paul Quilès, alors ministre de l'urbanisme et du logement, et avait suivi ce dernier au ministère de la défense en tant que conseiller technique. Depuis mars 1986, il s'occupait des problèmes de développement dans une filiale de

Après une expérience au sein de

L'arrivée de M. Paul Quilès comme patron d'une société holding Matin-Presse-Communication egroupant des activités de presse écrite et de production de pro-grammes radio et télévision, est désormais considérée comme vraisemblable. Les rênes du titre reste-raient cependant confiées à M. Jean-François Pertus, PDG du Matin, la direction de la rédaction étant assuée de façon collective par Christian Fauvet, Pierre Feydel, Philippe Labarde et Bernard Morrot.

Le Matin, qui connaît de graves problèmes financiers - 52 millions le francs de déficit en 1986 pour un chiffre d'affaires de l'ordre de 130 millions de francs - devrait procéder prochainement à une augmentation du capital social (actuelle-ment 42 millions de francs), qui se trouverait pratiquement doublé.

Le numéro du « Monde » daté 10 février 1987 a été tiré à 512 282 exemplaires

CDEF

De Paris à Genève

Marche des mères des enfants retenus en Algérie

Le collectif « Défense des enfants enlèvés» qui regroape les mères dont les cafants sont retenus en Algérie par leur père, organise du 10 février au 4 mars une marche de Paris à Genève, où se réunit la com-mission internationale des droits de homme, afin de hâter les négociations entre Paris et Alger. Il souhaîte que soit rapidement irouvé un coord sur le droit de garde et de visite.

EN BREF

 Augmentation du nombre de détenus. - Il y avait 48 959 détenus dans les prisons itaines, le 1er février, contre 47 698, le 1ª janvier, soit une aug-mentation de 2,64 % en un mois et de 10,39 % en un an. Le nombre de prévenus, c'est-à-dire de personnes attendant un jugement définité, était de 22 428 le 1° février soit une proportion de 45,8 % par rapport au total des détenus.

• Hold-up à Paris = 5 million de francs de butin. - Un hold-up a été commis dans la matinée du lundi 9 février au siège central du Crédit agricole d'Ile-de-France, 26, quai de la Rapée à Paris 75012, où une dizaine de malfaiteurs se sont emparés de 5 millions de francs.

Les bandits, qui ont vide les coffres après avoir maîtrisé une vingtaine d'employés, ont purquister la banque sans être inquiétés et n'avaient pas été retrouvés mardi en

La brigade de répression du banditisme a été chargée de l'anquête : « Ce hold-up a été exécuté par une équipe de gangsters très organisée, des hommes de trente à quarante ans, qui n'en sont certainement pas à leur coup d'esser, etiment les poli-

LES AMATEURS D' PROFITENT DES PRIX D'INTERNATIONAL COMPUTER LES SONT TOUJOURS DANS LE SIROP.

Un Macintosh Plus et INTERNATIONAL un disque dur 20 M.o. COMPUTER 35% SCSI compatible

Une année scolaire aux U.S.A.

avec Eurolangues 15 à 18 ans

Famille + High School Plus de 18 ans Collège

documentation sur demande 35, bd des Capucines 75002 Paris Téléphone (1) 42.61.53.35